

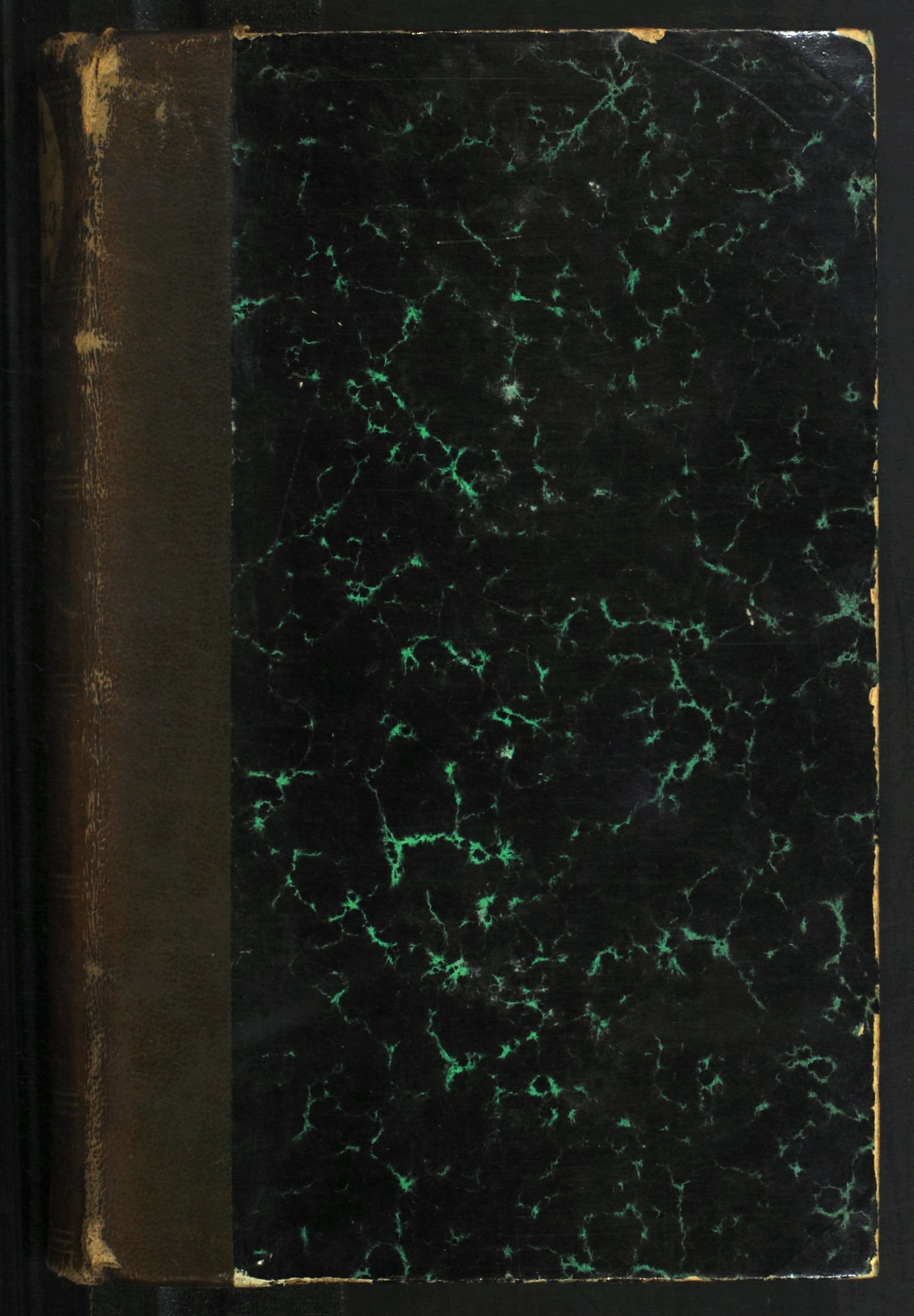
HIGGINSON

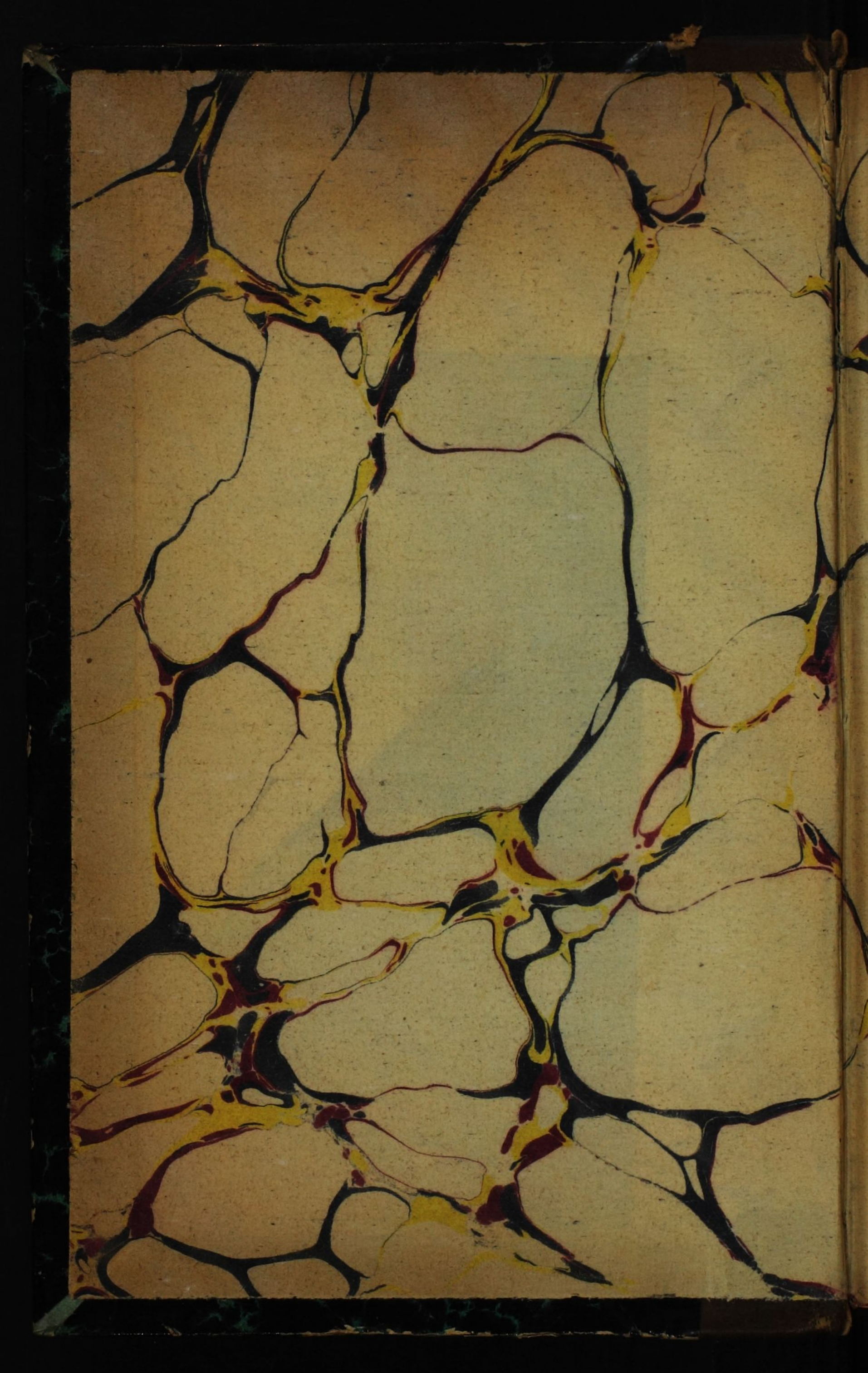
—

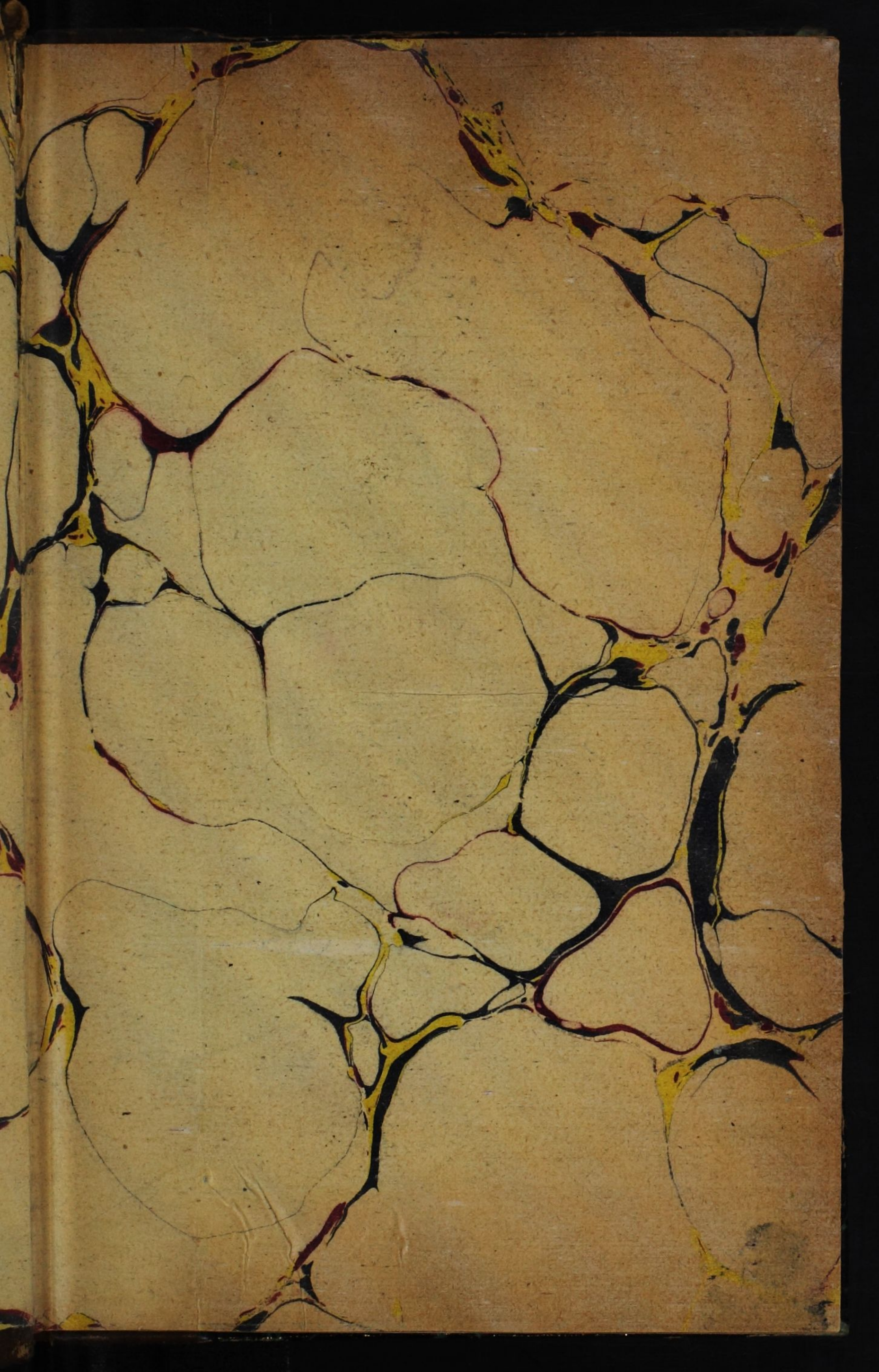
ÉTATS-UNIS



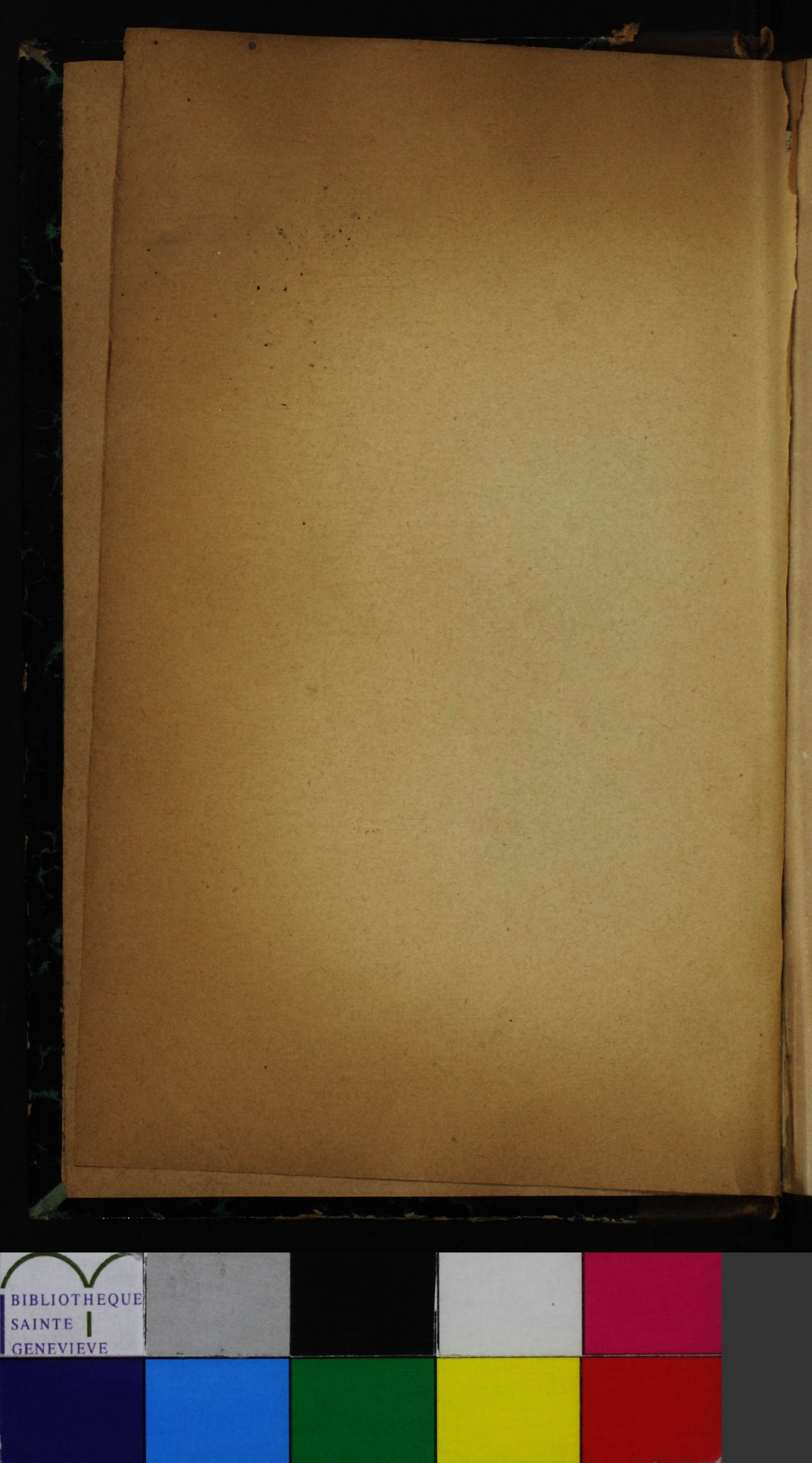









BIBLIOTHEQUE SAINTE - GENEVIEVE
D
910 593927 5


BIBLIOTHEQUE
SAINTE
GENEVIEVE

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS

PARIS, TYPOGRAPHIE A. LAHURE
RUE DE FLEURUS, 9

HISTOIRE

DES



PAR

THOMAS WENTWORTH HIGGINSON

TRADUITE

PAR GUSTAVE OVRÉE

Chef d'institution à Paris-Passy

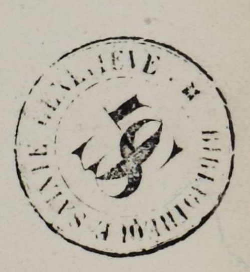
ET

A. VAREMBEY

Ancien professeur d'histoire au lycée Charlemagne

DEUXIÈME ÉDITION





BIBLIOTHÈQUE
D'ÉDUCATION ET DE RÉCRÉATION
J. HETZEL ET Cie, 18, RUE JACOB
PARIS

Cher Monsieur Ovrée,

Je ne puis que donner une pleine approbation à la pensée très heureuse que vous avez eue de mettre à la portée de la jeunesse française l'*Histoire des États-Unis* racontée à la jeunesse américaine par M. Higginson.

Parmi les histoires étrangères, il n'en est aucune de plus utile à faire connaître parmi nous dans ses éléments essentiels que celle de ce grand peuple qui, le premier dans le monde moderne, a pratiqué les institutions républicaines sur une aussi vaste échelle, et dont les fastes présentent tant d'exemples et tant de points de comparaison à méditer.

Veuillez croire à mes sentiments bien distingués.

Henri Martin
de l'Académie française.

PRÉFACE DE L'AUTEUR

Le but de ce livre est de raconter clairement et simplement l'histoire des États-Unis à la jeunesse aussi bien qu'à l'âge mûr.

On remarquera qu'à l'encontre de ce qui a lieu habituellement, les affaires de la paix occupent ici un plus grand nombre de pages que les événements de la guerre.

Il est sans doute désirable que le lecteur puisse se rendre compte de la manière dont ont commencé et fini les guerres importantes et qu'il trouve suffisamment de détails pour apprécier l'esprit dans lequel chacune d'elles a été conduite. Mais à part cela, les descriptions de sièges et de batailles ne doivent pas nous faire oublier que la vraie gloire d'une nation consiste surtout dans

un progrès bien ordonné. Si, comme le dit un vieil adage, les époques pacifiques ont peu d'historiens, c'est peut-être encore plus la faute des historiens que celle des temps eux-mêmes.

THOMAS WENTWORTH HIGGINSON.

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS

CHAPITRE I

HABITANTS PRIMITIFS

Quels étaient les premiers humains qui foulèrent, à l'origine, le sol de l'Amérique du Nord? A quelle race appartenaient-ils? Quels renseignements a-t-on sur leur couleur, sur leur stature, sur leur apparence physique en général? L'histoire est muette à ce sujet. La science ne peut dire qu'une chose : « Peut-être trouverons-nous un jour la réponse à de pareilles questions, mais nous cherchons encore. »

En revanche, on est déjà très renseigné sur les changements de forme et d'aspect qu'a subis le continent de l'Amérique du Nord. Nous savons qu'à une certaine époque, il était couvert d'une épaisse couche de glace; ce vaste glacier, par suite de l'accroissement du froid, s'étendit vers les régions méridionales, puis se rétrécit de nouveau peu à peu à mesure que, durant des âges inconnus, la température devenait plus

douce. Nous savons en outre que la surface totale du continent s'est tantôt élevée, tantôt abaissée irrégulièrement à diverses époques, de telle sorte que la mer couvrait autrefois une grande partie de l'espace qui est aujourd'hui la terre ferme. Nous savons, enfin, que des plantes et des animaux appartenant à des espèces disparues ont existé sur mainte partie de notre continent. Le renne, que l'on ne trouve plus à présent que dans l'extrême nord, errait jadis du côté du sud jusqu'au Kentucky. Le singe, que l'on rencontre de nos jours dans l'Amérique du Sud, fut aussi un habitant de l'Amérique du Nord. On ne voit plus le rhinocéros qu'en Asie et en Afrique ; mais plusieurs espèces de ce quadrupède, dont l'une atteignait la taille de l'éléphant, ont existé dans l'Amérique du Nord. Elle renfermait environ cinq variétés de chameau, quelques-unes d'une taille colossale. Des chevaux sauvages ou des animaux semblables au cheval, comprenant ceux-là une trentaine de variétés pour le moins, paissaient à diverses époques dans les plaines de l'Amérique du Nord, bien qu'il soit avéré que les premiers explorateurs européens n'en aient trouvé aucune espèce vivante. Des individus appartenant à quelques-unes de ces races depuis longtemps éteintes avaient le pied muni de trois doigts, d'autres de quatre, au lieu du sabot qui caractérise l'espèce actuelle. Tel animal au pied fourchu n'était pas plus gros qu'un écureuil, tandis qu'un autre atteignait la taille de l'éléphant. Citons encore les géants appartenant à la famille des *paresseux*, enfin une immense variété de quadrupèdes maintenant inconnus. Aucune histoire écrite n'en parle, nous doutons même qu'aucun œil humain ait jamais contemplé la plupart d'entre eux, mais leurs ossements sont enfouis dans le sol. Des

fouilles récentes opérées particulièrement sur le Colorado en font surgir à la lumière un nombre de plus en plus considérable.

Les plus remarquables parmi ces animaux fossiles étaient deux grands quadrupèdes offrant quelque rapport avec l'éléphant et que l'on connaît sous les noms de *Mammouth* et de *Mastodonte*. Ils foulaient jadis les forêts, arrachant les branches des arbres pour se nourrir; parfois ils tombaient dans les marais, où ils trouvaient la mort, faute de pouvoir, en raison de leur lourde masse, se dégager de la vase. Ils mesuraient dix ou douze pieds de haut, taille à laquelle n'atteint aucun de nos éléphants actuels, et leurs défenses, à en juger par celles qu'on a trouvées, atteignaient une longueur de onze pieds. Nous connaissons leur forme, leur stature, leur aspect, et nous savons que leur race a existé sur le sol de l'Amérique du Nord pendant des milliers d'années. Impossible d'affirmer avec certitude si des hommes ont vécu en même temps qu'eux sur le continent américain. Cependant le doute n'est guère permis à cet égard : en France on a découvert dans des cavernes, mêlés aux restes d'animaux disparus, des dessins grossiers représentant le mammouth et faits évidemment de main d'homme sur ivoire ou sur ardoise. En Amérique, aucune preuve aussi positive n'a été trouvée, mais on a rencontré des ossements humains et des ustensiles de silex mêlés à ces mêmes restes d'animaux. Il paraît très possible que l'homme ait peu à peu détruit la race des mammouths et des mastodontes. De nos jours, dans l'Afrique méridionale, tous les hommes d'une bourgade se réunissent pour chasser l'éléphant, ils le tuent à coups de flèches, tout formidable qu'il soit. On peut donc supposer que les instruments de silex recueillis parmi les

os de quadrupèdes plus grands encore, sont les couteaux et les pointes de flèches à l'aide desquels la bête a été tuée. Peut-être sera-ce le seul indice que nous aurons jamais sur la façon dont cette race puissante disparut de la surface du globe. Quoi qu'il en soit, il est certain que les mammouths et les mastodontes périrent à la fin, et que les êtres humains qui les ont connus, disparurent également, ne laissant que des traces éparses bien obscures et bien confuses de leur passage.

CHAPITRE II

LES MOUND-BUILDERS, OU CONSTRUCTEURS DE DIGUES

Après la mort du dernier mammouth, il s'écoula très probablement bien des siècles avant que les *Mound-Builders* vinssent occuper à leur tour le sol où avaient vécu ces animaux. Les *Mound-Builders*, autrement dits constructeurs de digues, appartenaient à une race d'hommes qui n'avaient certainement jamais vu le mammouth, car autrement ils l'auraient peint ou sculpté comme ils l'ont fait pour certains oiseaux et d'autres animaux leurs contemporains. On peut regretter cependant qu'ils n'aient pas joint à ces dessins primitifs leur propre image distinctement reproduite, puisqu'il en résulte pour nous une ignorance totale de leur figure. De plus, comme ils n'ont rien écrit, nous ne pouvons nous faire la moindre idée de leur langue. Les seuls documents qui nous restent

sont les étonnants ouvrages si industrieusement et si habilement accomplis qu'ils ont laissés après eux et surtout ces énormes digues de terre qui leur ont valu le nom de *Mound-Builders*.

L'une des plus remarquables de ces digues se voit encore dans le comté d'Adams (Ohio). Elle offre l'image d'un immense serpent d'une longueur de mille pieds, d'une épaisseur de cinq, se déroulant le long d'un escarpement qui domine un cours d'eau. On peut suivre exactement les contours sinueux du serpent terminé par une queue triplement repliée sur elle-même. Dans sa gueule ouverte, le reptile semble tenir quelque chose qui a la forme d'un œuf, et cet ouvrage en terre, de forme ovoïde, est long de cent soixante pieds. Ceci indique assez sur quelle vaste échelle les digues étaient construites. Tantôt elles figuraient des animaux, tantôt des hommes. Dans certains endroits, il y a des fortifications qui entourent souvent un ou deux acres de terrain, parfois même jusqu'à quatre cents acres. Quelques remblais ont de quatorze à seize milles d'étendue.

Dans d'autres lieux, on trouve une grande quantité de petites buttes alignées de distance en distance et couvrant ainsi une longueur de plusieurs milles. On suppose qu'elles ont dû servir à envoyer des signaux d'un point à l'autre. Ailleurs les buttes sont isolées. Quelques-unes ont soixante, d'autres quatre-vingt-dix pieds d'élévation; des marches taillées dans la terre sur l'un des flancs conduisent au sommet, lequel offre une surface plane variant d'un à cinq acres d'étendue. Toutes ces digues sont éparpillées dans la vallée du Mississipi et le long d'un grand nombre des affluents de ce fleuve. Il y en a plusieurs milliers, tant grandes que petites, dans le

seul État d'Ohio. Elles ne sont pas exclusivement construites en terre ; la brique et la pierre y figurent çà et là, bien que la terre soit toujours la matière dominante. Dans quelques-unes on trouve des chambres et des débris de morceaux de bois ; il n'est pas rare non plus de rencontrer à leur sommet du bois carbonisé, comme si des feux y avaient été allumés. Ce dernier fait est très important, puisqu'il nous aide à comprendre le but dans lequel les plus hautes levées ont été construites. Dans l'Amérique centrale, en effet, il existe des ouvrages analogues, sauf cependant que ceux-ci portent au sommet quelques vestiges de temples et de palais en pierre. Il est donc permis de supposer que les hautes digues de la vallée du Mississipi furent établies en vue d'un culte religieux. Quoique leurs sommets soient désormais complètement dénudés, les débris de bois calciné pourraient bien marquer la trace du feu des sacrifices, ou bien encore celle du temple construit en bois et consumé depuis longtemps par l'incendie.

Il est certain que les *Mound-Builders* atteignirent sous plus d'un rapport à une civilisation relativement avancée. Tous les ouvrages de terre attestent une certaine science géométrique. Leur forme varie beaucoup : elle affecte le carré, le cercle, l'octogone, l'ellipse, et quelquefois toutes ces figures se combinent dans une série de travaux ; mais le cercle est toujours un vrai cercle et le carré un carré parfait ; de plus, il y a nombre de carrés qui mesurent exactement 1080 pieds sur chaque côté, ce qui prouve que les *Mound-Builders* eurent des notions d'arpentage bien définies. On a trouvé à l'intérieur de ces monuments primitifs une quantité d'ustensiles et d'ornements en cuivre, en argent et en pierres précieuses. Ce sont des ha-

ches, des outils propres à la ciselure, des couteaux, des bracelets, des colliers. On y a également trouvé des morceaux de fil, des lambeaux d'étoffe, ainsi que des poteries gracieusement enjolivées. Les *Mound-Builders* s'entendaient à modeler avec l'argile une variété d'objets tels que des oiseaux, des quadrupèdes, des figures humaines. Ils étaient même agriculteurs, bien qu'ils n'eussent pour les aider aucun animal domestique. Ils ne possédaient ni chevaux, ni bœufs, ni chariots, de sorte que l'énorme quantité de terre employée à construire leurs digues a dû être transportée dans des paniers ou dans des peaux de bêtes. Ceci montre que la population était très nombreuse ; autrement ils n'auraient jamais entrepris une telle besogne. Ils exploitaient près du lac Supérieur des mines de cuivre qu'aujourd'hui encore on peut voir désertes et abandonnées. Dans l'une d'elles se trouve un bloc de minerai du poids d'environ six tonnes, soulevé en partie par la base et supporté par des poutres presque entièrement pourries à présent. Il devait sans doute être hissé jusqu'à l'entrée de la mine, à trente pieds au-dessus de cet endroit; les instruments de pierre et de cuivre des mineurs ont été trouvés épars sur le sol alentour, comme si le travail venait d'être suspendu à l'instant même.

A quelle époque vécut cette race de *Mound-Builders?* Aucune tradition bien distincte ne l'indique, mais il existe une preuve de leur haute antiquité. A l'orifice de cette même mine, dont nous venons de parler, des arbres quatre fois séculaires, ou peu s'en faut, sortent de la terre qui a été rejetée en creusant les puits. Il va sans dire que la mine est plus ancienne que les arbres.

Sur une digue à Marietta (Ohio) se dressent des arbres âgés de huit cents ans. Évidemment les digues doivent être aussi anciennes pour le moins, peut-être beaucoup plus anciennes encore, mais personne ne saurait dire de combien. Selon toute probabilité, cette race mystérieuse construisit ses gigantesques ouvrages il y a plus de mille ans. On se demandera assez naturellement si les *Mound-Builders* ne furent pas les ancêtres des Indiens d'Amérique. Mais non, il ne paraît y avoir rien de commun entre eux, les deux races diffèrent essentiellement quant aux mœurs. La plus grande partie des tribus indiennes, en effet, ne montrent ni la science ni l'industrie qu'a dû exiger l'exécution de tels ouvrages. Les seules tribus indigènes qui possèdent en propre une certaine civilisation sont les *Indiens Pueblo* (Indiens de village) dans le Nouveau-Mexique. Ces tribus habitent des bâtiments de pierre très vastes qui peuvent parfois contenir jusqu'à cinq mille personnes. Les édifices en question, assis d'ordinaire sur le sommet des collines, ont des murailles si hautes qu'on n'y peut atteindre qu'au moyen d'une échelle. Les Indiens Pueblo s'habillent proprement, vivent en famille, s'adonnent à des arts variés et diffèrent tout à fait des tribus nomades qui errent dans les régions plus septentrionales. Toutefois, le genre d'architecture des *Indiens Pueblo* eux-mêmes n'a nul rapport avec ce que nous connaissons de celui des *Mound-Builders*, car les Mound-Builders ne paraissent pas avoir jamais érigé de bâtiments de pierre, pas plus que les *Indiens Pueblo* ne construisent des digues géantes. Peut-être ce singulier peuple restera-t-il toujours à l'état de problème. Est-il venu d'Asie? Descend-il d'Asiatiques accidentellement échoués sur les

côtes d'Amérique? Qui peut le dire? On ne cite pas moins de quinze vaisseaux japonais emportés dans les cent dernières années par la tempête à travers l'océan Pacifique et qui sont venus faire naufrage sur le littoral de l'Amérique du Nord. De semblables accidents ont pu se produire aussi bien il y a mille ans qu'il y a cent ans. Il est certain que quelques-uns des constructeurs de digues avaient parcouru la mer dans leurs voyages, car on remarque sur plusieurs de leurs tuyaux ornementés la figure du *phoque* et celle du *manati* ou vache marine, animaux qu'ils n'ont pu connaître qu'en voyageant très loin du côté de l'est ou de l'ouest, à moins qu'ils n'aient descendu le Mississipi jusqu'à son embouchure. Mais nous ne savons ni d'où ils venaient ni où ils allèrent. On n'a trouvé qu'un très petit nombre d'ossements humains dans les digues, et encore ceux qu'on a découverts étaient-ils presque en poussière. Nous savons seulement que les *Mound-Builders* sont venus, qu'ils ont construit des ouvrages extraordinaires, et qu'ils ont ensuite fait place à une autre race dont l'origine est pour nous presque aussi obscure.

CHAPITRE III

LES INDIENS D'AMÉRIQUE

Lorsque les premiers explorateurs européens visitèrent la côte de l'Amérique du Nord qui est baignée par l'Atlantique, ils y trouvèrent des tribus errantes

de l'aspect le plus bizarre : une peau cuivrée, des pommettes proéminentes, de petits yeux noirs, une chevelure noire aussi et plate, tels étaient leurs signes caractéristiques. Ces indigènes se donnaient des noms différents selon la partie du pays qu'ils habitaient. Ainsi il y avait les *Mohegans*, les *Péquots*, les *Massachusetts*, les *Narragansetts*, les *Hurons*, les *Wampanoags*. Mais ils appartenaient presque tous aux deux grandes familles des *Algonquins* et des *Iroquois*, ces derniers vulgairement connus sous le nom des « Six-Nations ». On leur donna la dénomination générale d'Indiens, parce que les premiers explorateurs, sans exception, croyaient que l'Amérique du Nord n'était autre que la partie orientale de l'Inde. Sous plus d'un rapport, ces tribus différaient par leur genre de vie ; les unes étaient guerrières, les autres pacifiques ; celles-ci vivaient du produit de leur chasse, celles-là possédaient des champs couverts de moissons, cultivant, outre le blé, les fèves, les citrouilles, le tabac, le chanvre et le tournesol, des graines duquel ils tiraient de l'huile. Quelques-unes n'avaient pour abri que de petites tentes en peau ou en écorce appelées wigwams, d'autres bâtissaient des villages avec des rues et des maisons alignées ; les habitations avaient parfois trente pieds de haut, deux cent quarante pieds de long et contenaient jusqu'à vingt familles. Elles étaient en écorce et soutenues par des piliers de bois. Une ouverture large d'un pied environ et pratiquée dans la toiture, servait à faire entrer la lumière et à laisser sortir la fumée. On établissait les foyers sur le sol, en une rangée, juste au-dessous de cette ouverture.

Cependant, malgré le soin qu'ils pouvaient apporter à la construction de leurs demeures, tous ces

Indiens, — et c'était là comme un point commun de ressemblance, — étaient essentiellement nomades, vivant de préférence au grand air et incapables de séjourner longtemps dans un même lieu. Toujours en courses, ils changeaient de résidence selon les saisons, et selon qu'ils voulaient poursuivre tel ou tel gibier. L'un des motifs de ces perpétuelles émigrations provenait de l'habitude qu'ils avaient d'incendier les forêts dans le voisinage immédiat de leurs demeures. Aussi, quand parurent les premiers colons européens, les Indiens, curieux de savoir ce qui pouvait les amener, imaginèrent-ils que ces étrangers, ayant brûlé tout le bois du pays d'où ils sortaient, n'avaient abordé sur le continent américain que pour trouver de nouveau combustible.

Sous le rapport de la force physique, les Indiens étaient en général inférieurs aux Européens. Leurs bras n'avaient pas la même vigueur ; en revanche, ils savaient supporter admirablement la fatigue et les privations. Ils avaient le pied léger; leurs meilleurs coureurs pouvaient franchir l'espace de soixante-dix à quatre-vingts milles en un seul jour. Les plus cruelles tortures ne leur arrachaient pas un gémissement. Dans les bois ils entendaient des bruits, ils apercevaient des empreintes qu'aucun homme blanc n'eût soupçonnés. Il leur arrivait de traverser en droite ligne des forêts presque impénétrables, sans autre guide que l'aspect de la mousse ou de l'écorce sur les arbres.

Quand les premiers colons arrivèrent, les Indiens étaient presque tous vêtus de peaux de bêtes qu'ils préparaient en les fumant au lieu de les tanner comme il est d'usage aujourd'hui. Mais bientôt les colons leur procurèrent des couvertures qu'ils se mirent à décorer

artistement de perles, de coquillages et de plumes. Dans les grandes occasions telles que les conseils et les danses guerrières, les chefs portaient une énorme quantité de ces ornements et se peignaient aussi la face de brillantes couleurs. Les femmes, les « squaws », comme on les appelait, pratiquaient également cet usage contre lequel s'indigne un vieux pasteur puritain, le qualifiant « d'art pernicieux ». L'habillement des femmes était plus simple que celui des hommes ; ainsi que ces derniers, elles se tatouaient quelquefois le corps, mais elles portaient les cheveux longs, tandis que les hommes les rasaient d'ordinaire, ne réservant qu'une touffe sur le sommet de la tête, dite « scalplock » (mèche du scalp), qu'ils gardaient par une sorte de point d'honneur ; aussi, quand un Indien en tuait un autre, lui coupait-il le cuir chevelu en l'enlevant au moyen de cette touffe. L'été, ils allaient presque nus, comme l'indiquent les plaintes d'un des premiers colons européens au sujet de la difficulté que présentent certaines luttes corps à corps. « On ne peut, dit-il, prendre l'Indien qu'aux cheveux, et encore de cheveux n'y en a-t-il guère. »

La nourriture des Indiens était fort simple. Elle se réduisait aux produits de leur chasse et de leur pêche, avec du blé concassé, des glands, des baies sauvages et quelques plantes légumineuses. Ils faisaient usage du tabac, mais ne connurent les liqueurs fermentées que par l'intermédiaire des Européens. Ils fabriquaient des nattes de roseaux, des mortiers de bois et des vases en terre. Les os des animaux leur servaient à faire des hameçons et les fibres du chanvre des filets. Ils faisaient aussi des tuyaux d'argile ou de pierre, curieusement travaillés. Le silex devenait entre leurs

mains des haches et des pointes de flèches; on en trouve encore aujourd'hui un nombre considérable dans le sol, partout où s'éleva jadis un village indien. Ils transformaient une espèce de coquillage en perles appelées « wampum » qui leur servaient d'ornement. Plus tard, les Européens leur fournirent des verroteries, des haches de fer, des pointes de flèches, même à la fin des armes à feu.

Mais la plus ingénieuse de toutes les inventions indiennes était le soulier de neige, fait d'un châssis de bois d'érable de trois à quatre pieds de long, lequel, arrondi et terminé en pointe, se tapissait à l'intérieur d'un filet en lanières de peau de daim; une lanière l'ajustait au pied chaussé seulement d'un mocassin élastique et léger. De cette façon, le pied était soutenu à fleur de neige, et l'Indien pouvait faire jusqu'à quarante milles par jour en rattrapant sans peine le daim et l'élan dont les sabots pointus entament la glace. La forme de cet engin variait presque dans chaque tribu, ainsi que celle du canot d'écorce de bouleau blanc. Le canot en question était d'écorce de bouleau étirée sur un châssis de cèdre blanc. L'écorce détachée de l'arbre tout d'une pièce, sans déchirure, recouvrait ensuite le châssis. Les bords étaient cousus à l'aide de filaments tirés des racines du cèdre et enduits d'une poix que l'on prenait aux arbres résineux. S'il arrivait que le canot se déchirât, il pouvait être réparé avec des morceaux d'écorce adaptés par les mêmes procédés. Les plus grands de ces canots avaient trente pieds de long et pouvaient porter dix ou douze Indiens. Ils étaient fort légers et tiraient très peu d'eau; on les dirigeait sans peine; leur forme était souvent gracieuse. L'usage du canot d'écorce et du soulier de neige est en-

core aujourd'hui très répandu non seulement parmi les tribus indiennes, mais encore parmi les blancs, dans les régions septentrionales des États-Unis et au Canada.

Mainte tribu indienne se subdivisait en groupes de moindre importance, espèces de *clans* dont chaque individu portait une marque distinctive ou *totem*, tatouée sur la poitrine : c'était tantôt la figure d'un loup, d'un daim, d'une tortue, d'un castor, tantôt celle d'un ours, d'une bécasse, d'un héron, d'un faucon. Chaque groupe avait à sa tête un ou plusieurs chefs appelés *sachems* qui le représentaient dans les grands conseils. Ordinairement le *sachem* était un homme, mais parfois c'était une femme. Les premiers colons établis dans la Nouvelle-Angleterre rencontrèrent une grande *Squaw sachem* qui gouvernait un pays fort étendu. Ces chefs indigènes ne s'appuyaient pour gouverner sur aucune loi écrite, mais sur d'anciennes coutumes et des traditions vénérées. Les sujets du *sachem* lui apportaient leurs meilleurs fruits et leurs plus belles pièces de gibier.

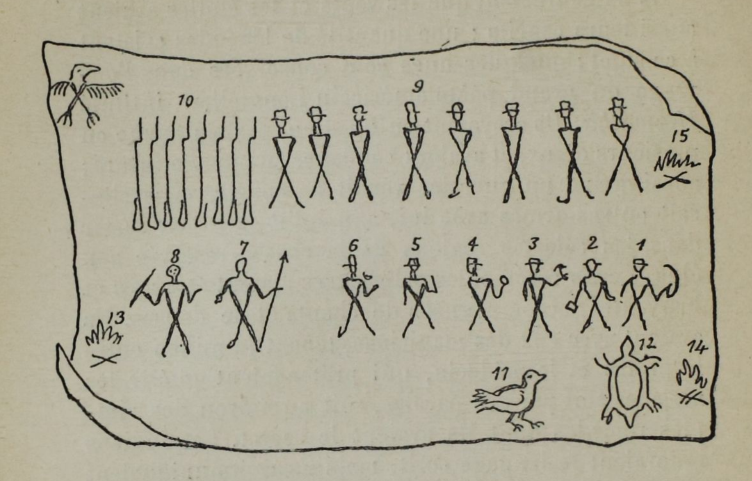
Chaque groupe de la tribu s'imaginait être spécialement favorisé par l'esprit de l'animal représenté sur son *totem* respectif, car les Indiens croyaient que les animaux avaient tous des esprits protecteurs ; souvent même ils s'adressaient à eux comme s'ils eussent possédé l'entendement humain. Un des premiers missionnaires raconte le fait suivant : « Un Indien ayant attaqué un ours énorme et l'ayant blessé, la bête se roulait à terre en poussant des hurlements plaintifs ; l'Indien aussitôt s'approcha et lui dit : Ours, tu n'es qu'un lâche et non pas un guerrier. Tu sais que ta tribu est en guerre avec la mienne et que c'est la tienne qui a commencé. Si tu m'avais blessé, je ne

pousserais pas un soupir, tandis que toi, en geignant comme tu le fais, tu déshonores ta tribu. »

Ils s'imaginaient que les vents et les étoiles avaient aussi leurs esprits : une quantité de légendes existent à ce sujet ; quelques-unes sont conservées dans l'ouvrage du grand poète américain Longfellow, intitulé *Hiawatha*. Ils croyaient en un dieu, parfois même en plusieurs dieux, et avaient confiance en une vie future ; aussi quand un guerrier venait à mourir, ensevelissait-on ses armes avec lui, afin qu'il pût s'en servir dans les célestes régions de la chasse réservée aux élus. Leurs cérémonies religieuses étaient étranges et bruyantes, accompagnées de chants et de danses. Ils avaient avec eux des magiciens, tenant le milieu entre le prêtre et le médecin, qui prétendaient guérir les malades soit par des paroles, soit au moyen des simples remèdes dont ils avaient le secret. Les Indiens ignoraient le langage écrit, mais ils communiquaient entre eux à l'aide de signes de convention gravés sur les rochers ou sur les arbres. Leur monnaie consistait en perles de wampum, et ces sortes d'objets étaient si bien fabriqués, d'un usage si commode, que les premiers colons européens ne dédaignèrent pas de s'en servir à raison de quatre perles noires ou de huit perles blanches pour un *penny*. Ils faisaient avec cette coquille des ceintures destinées à perpétuer le souvenir de tous les événements importants survenus dans l'histoire de la tribu, et c'est ainsi que les traités étaient gravés dans la mémoire de chacun, pendant un laps de temps considérable.

L'historien Schoolcraft a publié la curieuse copie d'un dessin fait par deux guides indiens sur un morceau d'écorce de bouleau. Ils l'avaient placé au sommet d'une perche, afin d'informer leurs compagnons

qu'une troupe composée de quatorze hommes blancs et de deux Indiens avait campé en cet endroit. Les



huit figures de la rangée supérieure, coiffées de chapeaux, leurs fusils à côté d'eux, représentent un nombre égal de soldats blancs. Dans la seconde rangée, le n° 1 représente l'officier commandant armé de son épée. — La figure n° 2, tenant un livre, représente le secrétaire. — Le n° 3, avec son marteau, est le géologue. — Les n°s 4, 5, 6 sont des gens de la suite, parmi lesquels l'interprète. Les n°s 7 et 8 représentent les deux guides que l'absence de chapeaux fait reconnaître pour des Indiens. La figure n° 11 est une poule de prairie et le n° 12 une tortue, qui avaient été mangées par les hommes du détachement. Les figures 13, 14 et 15 indiquent qu'il y a eu trois feux distincts : l'inclinaison de la perche donnait la direction de la marche proposée, et trois crans marqués dans le bois de-

vaient indiquer que l'expédition devait durer trois jours.

Les Indiens étaient doués au plus haut degré de courage, d'empire sur eux-mêmes et de patience. Dans les occasions solennelles, ils savaient être graves et prendre des manières dignes. Leurs conseils étaient remarquables par la courtoisie dont ils ne se départaient pas entre eux; toutes les questions importantes étaient discutées à fond. Ils étaient souvent bons et généreux, quelquefois même miséricordieux, quoique en général ils regardassent la sévérité comme une vertu et le pardon des injures comme une faiblesse. Leur cruauté s'exerçait surtout à l'égard des prisonniers qu'ils mettaient à mort au milieu des plus horribles tortures, aidés en cela très activement par leurs femmes. Ces dernières avaient l'habitude d'exécuter les besognes les plus pénibles, afin que les hommes conservassent la souplesse et l'activité nécessaires aux nobles travaux de la chasse et de la guerre. S'agissait-il de ces exercices, les Indiens semblaient infatigables; mais dans les campements, en voyage, les femmes se chargeaient des fardeaux; lorsque tel chasseur avait porté sur ses épaules, pendant un long trajet, le corps d'un daim qu'il venait de tuer, il ne manquait jamais de le jeter à terre dès qu'il arrivait en vue de son village, laissant à sa « squaw » le soin d'aller le quérir.

La plupart des tribus indiennes vivaient entre elles dans un état de guerre permanent. Quand une querelle s'élevait entre deux tribus et que la guerre semblait devoir en résulter, des cérémonies bizarres avaient lieu. Quelque chef en évidence se peignait le corps en noir de la tête aux pieds, et allait se cacher au fond du bois ou dans une caverne. Là, livré au jeûne et à la prière, il invoquait le *Grand Esprit* et se

rappelait attentivement ses songes pour en tirer des présages bons ou mauvais. S'il parvenait à voir en rêve un aigle planant au-dessus de lui, c'était signe de victoire. Au bout d'un certain temps, il quittait sa retraite et retournait parmi les siens ; il les haranguait alors, les appelait aux armes et leur promettait l'assistance du *Grand Esprit.* Il invitait ensuite les guerriers à une fête dans son « wigwam ». Là on le trouvait débarrassé de l'enduit noir et revêtu au contraire de couleurs éclatantes appelées peinture de guerre. Ses invités, également parés de couleurs et de plumes, s'asseyaient en cercle. On plaçait devant eux des plats de bois contenant de la chair de chien, et pendant ce festin, le chef fumait son calumet, se gardant bien d'interrompre encore son long et pénible jeûne.

Le festin était suivi de danses guerrières, à la lueur des feux et des torches de sapins. On enfonçait dans le sol un poteau enluminé autour duquel la foule formait un large cercle. Le chef de guerre s'élançait alors au milieu de l'espace vide, brandissant sa hache, chantant ses exploits et ceux de ses ancêtres, en accompagnant ce récit de gestes expressifs et en frappant le poteau comme s'il eût été l'ennemi ; les guerriers accouraient à la file, puis toute cette bande se mettait à danser, à battre des mains, à brandir les armes, frappant l'air autour d'elle et remplissant la forêt de hurlements.

La plus grande partie de la nuit se passait ainsi ; au matin, les guerriers quittaient le camp sur une seule file. A mesure qu'ils entraient dans les bois, le chef déchargeait son fusil et chacun l'imitait tour à tour. Puis ils faisaient halte près du village et, se dépouillant de leurs parures, de tous leurs orne-

ments, ils en gratifiaient les femmes qui les avaient suivis pour cela. A partir de ce moment, ils marchaient en silence et à pas furtifs à travers la forêt jusqu'à l'endroit désigné pour l'attaque. Leur plus grande habileté consistait surtout dans ces approches silencieuses, en surprises, en stratagèmes, en longues et patientes embuscades. Ils ne voyaient aucune honte à tuer un ennemi désarmé, pas plus qu'à la tromperie et à la dissimulation en général, bien qu'ils se montrassent toujours fidèles aux traités publiquement conclus. Ils étaient braves jusqu'au désespoir, quoiqu'ils ne vissent point de lâcheté dans une fuite précipitée. Leurs armes étaient, à l'origine, l'arc et la flèche, une sorte de hache appelée *tomahawk*, des boucliers de peau de bison, et quelquefois des cuirasses de ramilles entremêlées de cordes. Par la suite, les blancs leur apprirent à se servir des armes à feu, et ils y devinrent très habiles en même temps que décroissait leur adresse à tirer de l'arc. Quelques tribus bâtissaient des forteresses avec des murailles de bois, des palissades, des tranchées et des fossés. Ils amassaient dans ces endroits fortifiés des pierres pour les lancer à leurs assaillants, et ils y pratiquaient en outre force gouttières afin de pouvoir, le cas échéant, prévenir l'incendie au moyen d'une inondation subite.

Lors de la première visite des Européens, le nombre des Indiens diminuait déjà, assure-t-on, par suite de la guerre et des épidémies. Depuis il n'a fait que décroître, et des tribus entières ont même complètement disparu. A l'origine, ils paraissaient disposés à vivre en bonne intelligence avec les blancs, mais des querelles s'élevèrent bientôt dans lesquelles on eut des torts de part et d'autre. Souvent les In-

diens brûlèrent des villages, enlevèrent des captifs et dévastèrent toute la région. En retour, on détruisait leur wigwams et leurs forteresses; leurs tribus furent décimées ou refoulées de plus en plus vers l'ouest. Ces guerres seront décrites plus loin. Encore aujourd'hui, quelques-unes des colonies de l'ouest, aux États-Unis, redoutent perpétuellement l'attaque des tribus indiennes. Mais cette race est en train de disparaître : encore un siècle et on ne trouvera qu'à grand'peine un Indien errant dans les limites des États-Unis. Les seules tribus qui survivront seront celles qui auront adopté, en partie au moins, les habitudes de la civilisation.

CHAPITRE IV

ARRIVÉE DES NORMANDS OU HOMMES DU NORD

Il existe dans la cité de Newport (Rhode-Island) un vieil édifice très pittoresque dont l'histoire précise est inconnue. On l'appelle vulgairement la « Tour Ronde » ou encore le « Vieux Moulin de pierre ». C'est une tour basse construite en pierre et reposant sur huit arches. Les vieillards se souviennent d'avoir vu sur ces arches un plancher formant second étage. Il y a encore deux fenêtres et un foyer, mais rien n'indique l'usage auquel la Tour Ronde fut primitivement destinée. Pourtant ce n'est pas à l'intérieur une ruine, puisque le ciment qui enchâsse les pierres est aussi solide que

jamais et que toute la construction semble complète, sauf qu'elle est sans toiture. La première mention qui ait été faite de ce bâtiment est dans un testament du gouverneur Benoît Arnold à la date de 1677. Il l'appelle « mon moulin à vent bâti en pierre ». Mais il est si différent des moulins à vent ordinaires, tels qu'on les rencontre en Amérique, qu'on a longtemps douté que cette tour eût été bâtie en vue d'une semblable destination.

Il y a environ trente-cinq ans, le professeur Rafn, membre de la Société royale des antiquaires du Nord à Copenhague, publia un ouvrage d'où il ressort que les Normands ou Scandinaves ont évidemment visité les parages de l'Amérique du Nord, vers l'an 1000 de notre ère, et qu'ils abordèrent probablement dans la baie de Narragansett. De là quelques antiquaires américains ont conclu que la vieille tour de Newport pourrait bien avoir été construite par ces premiers voyageurs. On examina aussi, à peu près à la même époque, une inscription trouvée sur le rocher de Dighton dans le Massachusetts, et l'on jugea que quelques mots de cette inscription étaient en langue scandinave. On se rappela, en outre, qu'un squelette revêtu d'une cuirasse de cuivre aurait été retiré du sol à Fall River, ville du Massachusetts située entre Dighton et Newport, et l'on pensa que ce pouvait bien être celui d'un « viking » ou pirate normand. Le poète Longfellow a écrit une ballade sur ce « squelette armé ». Le squelette fut malheureusement anéanti quelque temps après, de sorte que nous ne savons que peu de chose à son sujet. Mais il est aujourd'hui reconnu que les Normands ne portaient pas d'armures de cuivre, tandis que les Indiens d'Amérique se servaient parfois, en guise de cuirasses, des débris de

chaudières qu'ils achetaient aux colons anglais. L'inscription de Dighton fut probablement tracée par les Indiens, car ce rocher rappelle beaucoup d'autres roches sculptées de l'intérieur du continent, et le squelette est peut-être celui d'un guerrier indien. Quant au Vieux Moulin de pierre, on a constaté une grande analogie entre lui et les moulins qui existent encore dans le comté d'Angleterre d'où sortait le gouverneur Arnold. Nous ne pouvons donc raisonnablement admettre que ces divers vestiges remontent aux temps reculés des Normands, bien qu'il y ait lieu de croire que les Normands aient visité jadis le continent américain.

N'oublions pas que les Normands étaient de hardis navigateurs, comme le sont encore leurs descendants les Danois, les Norvégiens et les Suédois. Il est rare que dans un équipage considérable il ne se trouve pas quelque marin qui appartienne à l'une de ces nations. Leurs ancêtres avaient le même amour passionné de la mer; or, quand nous regardons la carte, nous voyons qu'il n'y a pas très loin de la Norvège à l'Islande et du Groenland au Labrador. Un navigateur arrivé au Labrador devait nécessairement être tenté de descendre plus bas en suivant la côte de l'Amérique du Nord. Très certainement les Normands s'établirent en Islande il y a un millier d'années, et les annales islandaises nous apprennent qu'une colonie fut envoyée de là au Groenland où elle demeura longtemps. Quelques-uns de ces émigrants ont pu très facilement continuer leur route jusqu'au Labrador, ou bien encore quelque vaisseau parti pour le Groenland aura couru des bordées vers l'ouest et touché de cette façon, sans le vouloir, le continent même. Quoi qu'il en soit, les vieilles traditions nor-

végiennes rapportent que les Normands, en naviguant vers l'ouest, atteignirent, à peu près vers l'an 1000 de notre ère, un pays inconnu situé au delà du Groenland. Voici comment ce fait est raconté dans les *sagas*, ces curieux monuments historiques et littéraires du Nord :

Un prince nommé Leif le Fortuné, fils d'Erik le Rouge, fila sur mer à l'ouest du Groenland, avec trente-cinq hommes dont l'un était Allemand. Après avoir abordé sur une terre inconnue, cet Allemand, nommé Tyrker, s'éloigna du reste de la bande pendant une journée entière ; on le crut perdu. Quand il revint, il s'exclamait en allemand, roulait des yeux hagards et semblait hors de lui ; à la fin cependant il s'expliqua dans la langue de ses camarades :

« Je n'ai pas été loin, leur dit-il, mais j'ai trouvé quelque chose de considérable, j'ai trouvé des vignes et du raisin.

— Dis-tu vrai? lui demanda Leif.

— Assurément, car, moi, je viens du pays de la vigne et du raisin! »

Ils dormirent cette nuit-là, continue la chronique, mais, le matin étant venu, Leif dit à ses hommes : « Nous aurons désormais double besogne. Chaque jour nous cueillerons des raisins ou nous arracherons des vignes, ou nous abattrons des arbres, afin que je puisse en faire une cargaison pour mon navire. » Ce qui fut accompli. La chronique dit que leur chaloupe fut remplie de raisins. Ils coupèrent et arrachèrent de quoi charger le navire, et, le printemps venu, ils se hâtèrent de mettre à la voile pour partir. Leif donna un nom à la terre ainsi découverte et la nomma, d'après la nature de ses produits, Vinland. Le navire gagna

ensuite la haute mer, et un vent favorable le poussa jusqu'en vue du Groenland.

Un an ou deux après, le frère de Leif, nommé Thorwald, eut le désir de visiter le Vinland à son tour, car il pensait que cette terre n'avait été qu'imparfaitement explorée. Suivi de ses compagnons, il chercha l'endroit où Leif avait bâti des huttes et y passa l'hiver. Au printemps, la nouvelle troupe commença d'explorer la côte vers l'ouest. Trois bateaux leur apparurent, trois bateaux de peaux de bêtes, montés chacun par trois hommes, trois Indiens, apparemment, que les légendes du Nord nomment « Skrælings ». Les Normands les attaquèrent et les tuèrent tous, à l'exception d'un seul. Alors la baie se couvrit d'innombrables bateaux semblables aux premiers, qui se dirigèrent contre eux. Thorwald dit à ses guerriers : « Nous lèverons nos boucliers de guerre et nous nous préserverons de notre mieux, mais sans engager de combat. » Ainsi firent-ils. Les Skrælings tirèrent sur eux pendant un certain temps, mais bientôt prirent la fuite aussi vite qu'il leur fut possible. Thorwald, blessé d'une flèche, expira, et ses compagnons découragés regagnèrent le Groenland au printemps suivant.

Néanmoins le Vinland était désormais bien connu; des troupes de Normands plus nombreuses y vinrent par la suite. Ils firent chez eux des récits enthousiastes de leur nouvelle demeure, parlant avec éloge des raisins, du saumon et du sol fertile, disant que le jour et la nuit étaient plus égaux dans ces régions qu'au Groenland et en Islande.

Les Indiens ou Skrælings revinrent dans leurs bateaux de peaux de bêtes, mais avec des intentions pacifiques cette fois, pour trafiquer. Un jour que

ces sauvages étaient occupés à échanger des fourrures contre du drap rouge, un taureau qui appartenait aux étrangers sortit du bois en mugissant. Aussitôt les Skrælings sautèrent dans leurs canots et s'enfuirent à la hâte. Quand ils revinrent, ce fut armés et combattants. Ils assaillirent les Normands à coups de flèches, et ceux-ci ne parvinrent qu'avec peine à les repousser. En somme, les étrangers du Nord ne menèrent pas une vie précisément tranquille pendant leur séjour dans le Vinland. Ils y passèrent pourtant plusieurs hivers, et une femme nommée Gudrid y mit au monde un fils que l'on appela Snorri, et qui fut peut-être le premier enfant de race blanche né sur le continent américain.

Il existe encore un grand nombre de récits de ce genre dans les traditions scandinaves, mais aucun n'est de nature à nous fournir des renseignements plus positifs. On ne peut guère douter que les Normands n'aient abordé sur les côtes de l'Amérique du Nord. Nous ne saurons peut-être jamais, toutefois, si ce Vinland dont il est question dans les sagas est Rhode-Island ou la Nouvelle-Écosse, ou un autre point du continent. Pendant quelque temps on crut à Rhode-Island.

Comme les récits en question mentionnent un climat doux et des raisins sauvages, l'idée vint que cette description pouvait se rapporter à Newport, où l'on trouve en abondance cette sorte de raisins dans les îles de la baie; mais les raisins sauvages croissent aussi dans la Nouvelle-Écosse, et le climat de cette contrée peut avoir semblé doux à des gens qui arrivaient d'Islande.

Voilà tout ce que nous pouvons dire à ce sujet. Il est possible que l'on trouve un jour sur les côtes de

la Nouvelle-Angleterre des traces du passage des Normands ; en attendant, on aurait peine à croire, sans la preuve fournie par leurs propres légendes, qu'ils y fussent jamais venus.

CHAPITRE V

ARRIVÉE DE CHRISTOPHE COLOMB

Quel que soit le degré de croyance qu'on attache à la présence des Normands en Amérique, il est du moins certain que s'ils y vinrent jamais, ils se rembarquèrent ensuite pour ne plus reparaître. Leur colonie dans le Groenland finit même par être abandonnée, et le souvenir du Vinland se dissipa presque complètement. Pendant près de cinq siècles, autant que nous pouvons le constater, aucun navire européen ne traversa l'Atlantique. Les plus vieux parmi les Islandais se rappelèrent peut-être que leurs grands-pères avaient parlé d'un pays lointain, dans la direction de l'ouest, où croissait la vigne. Peut-être avaient-ils raconté ces légendes, durant les longues veillées ténébreuses de leur froide patrie, aux marins espagnols et anglais qui allaient trafiquer en Islande. Le temps vint où une grande activité commerciale se développa parmi les nations de l'Europe méridionale, où des voyages furent entrepris dans toutes les directions, Un de ces voyages eut pour résultat de faire connaître le nouveau monde à l'ancien.

Vers l'an 1435, Cristoforo Colombo, que nous nom-

mons Christophe Colomb, naquit à Gênes en Italie. Son père était un fabricant d'étoffes de laine, mais il comptait des marins parmi ses ancêtres. Christophe Colomb s'appliqua de bonne heure à l'étude de la cosmographie et de l'astronomie nautique ; à l'âge de quatorze ans il naviguait déjà, et, depuis ce temps jusqu'à sa mort, il ne fit que voyager ou dessiner des cartes marines. Il vécut en Portugal, puis en Espagne, les deux pays où la marine était alors le plus florissante, et il visita presque tous les ports connus à cette époque. La plupart de ses voyages cependant eurent lieu sur la Méditerranée : il eut l'occasion de se distinguer comme soldat presque autant que comme navigateur, car cette mer était infestée de pirates. Une fois, son vaisseau fut incendié, et pour gagner le rivage il lui fallut franchir à la nage, avec l'aide d'une poutre, un espace de six milles. Au milieu de ces aventures, il mûrissait peu à peu le projet d'aller sur l'Atlantique, dans la direction de l'ouest, plus loin qu'aucun autre avant lui n'avait osé le faire jusque-là.

Il ne faut pas oublier qu'à cette époque la forme véritable de la terre n'était pas connue en Europe. Le grand nombre n'admettait point que ce fût une sphère. On la croyait une surface plane ceinte par l'Océan comme par un fleuve immense. Ce qui pouvait exister de l'autre côté de ce fleuve, à peine osait-on essayer de le deviner. Toutefois, quelques esprits plus cultivés avaient franchi les limites de cette ignorance. Ils croyaient la terre ronde, mais beaucoup plus petite qu'elle ne l'est en réalité. Ils ne supposaient pas qu'il pût y avoir place pour deux océans et deux continents considérables ; le globe terrestre n'était censé contenir qu'un seul grand océan et un continent unique,

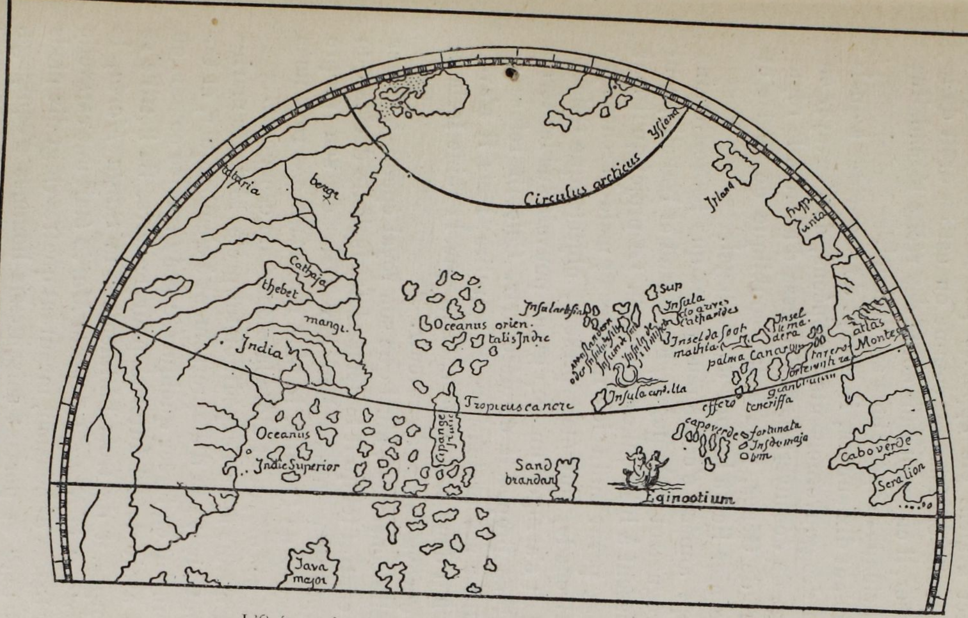
de sorte qu'en traversant l'Atlantique on devait nécessairement aborder, après un laps de temps quelconque, dans l'Inde, la Tartarie, ou en Cathay, ainsi qu'ils appelaient la Chine, et à Cipango, c'était le nom du Japon.

Des produits admirables sortaient de ces contrées lointaines : de l'or, des perles, des soies incomparables ; de sorte que les rois de l'Europe auraient été bien aises de trouver un court chemin pour y atteindre. La carte ci-jointe montre comment les hommes les plus instruits de cette époque pensaient résoudre ce problème. Elle a été dessinée par un ami de Colomb, l'année même où celui-ci entreprit son premier voyage occidental à travers l'Atlantique, elle indique les noms de tous les lieux dont nous venons de parler, et, de plus, fait voir combien on les croyait généralement moins éloignés qu'ils ne le sont.

Ce fut sur de telles cartes qu'étudia Cristophe Colomb en aidant lui-même à les dessiner. Sa conviction qu'en traversant l'Océan encore inconnu il trouverait l'Inde de l'autre côté grandissait tous le jours. Plus d'un fait se produisit qui confirma cette opinion. Certains marins venus des îles Canaries lui dirent qu'à l'horizon, bien loin, dans la direction de l'ouest, ils avaient aperçu la terre. Son beau-frère lui parla d'une pièce de bois curieusement travaillée qui avait échoué sur la côte du Portugal après une tempête soufflant de l'ouest.

Un vieux pilote recueillit en mer, à un millier de milles à l'ouest de la côte européenne, une pagaie sculptée. A Madère, aux Açores, les débris de certains arbres et de certaines plantes échoués sur le rivage semblaient donner raison à son pressentiment de l'existence d'un continent à l'ouest. Dans ces régions,

3.



L'Océan et les Iles entre l'Europe occidentale et l'Asie orientale
d'après le globe de Martin Behaim. 1492.

les cadavres de deux hommes étrangers de costume et d'aspect avaient été apportés par le flot. Enfin, si Colomb alla en Islande, comme on est en droit de le supposer, il entendit sans doute des récits légendaires des anciennes expéditions au Vinland.

Pendant dix années, il essaya de persuader à quelqu'un des gouvernements européens, de l'envoyer en voyage de découvertes. Il s'adressa d'abord à la république de Gênes, puis à la république de Venise et en dernier lieu à la cour de Portugal.

Sept années s'écoulèrent avant que les souverains qui régnaient en Espagne, Ferdinand et Isabelle, consentissent à lui donner audience. Le projet qu'il leur exposa parut enfin les intéresser; mais l'archevêque de Grenade, qui était présent, objecta que Colomb voulait s'arroger un trop grand pouvoir sur les terres qu'il se proposait de découvrir. Colomb refusa de modifier ses prétentions et se retira, mais il n'avait pas fait deux lieues de chemin que la reine Isabelle lui envoya l'ordre de revenir.

Elle consentait, ainsi que son royal époux, à signer un contrat tel qu'il le demandait. Isabelle décida que l'expédition aurait lieu aux frais de son propre royaume de Castille, le plus important des royaumes dont se composait alors la monarchie espagnole.

En trois mois l'expédition fut prête. Mais les marins montraient peu d'empressement à s'embarquer, et Colomb dut en forcer quelques-uns au service comme on lui avait donné autorité pour le faire. Sa flottille se composait de trois bâtiments : la *Santa Maria*, la *Pinta* et la *Nina*. La *Santa Maria* était une caravelle de bonne dimension, mesurant quatre-vingt-dix pieds de long et portant soixante-six hommes d'équipage. Elle était bien pontée, munie de quatre mâts dont

deux à voiles carrées et deux à voiles latines. Les autres navires étaient de moindre importance. Tous avaient des provisions pour une année entière. Cent vingt hommes seulement prenaient part à cette expédition. Ils partirent du port de Palos le 3 août 1492. Il leur fallut un mois pour atteindre les îles Canaries; après qu'ils les eurent dépassées, nombre de matelots se mirent à se lamenter, persuadés qu'ils ne reverraient jamais leur pays. Colomb les rassura, et ils poursuivirent le voyage au jour le jour, tantôt gagnés par les espérances de leur chef et tantôt en révolte. Les plus mutins complotèrent même de jeter Colomb par-dessus bord. Souvent ils s'imaginaient apercevoir quelque indice de terre, une fois même ils crurent y toucher, mais la prétendue terre n'était qu'un mirage. Enfin ils virent réellement des oiseaux terrestres et des brindilles flottantes portant des baies rouges, puis une pièce de bois grossièrement sculptée, puis des algues auxquelles adhéraient quelques crabes vivants; puis un soir, à dix heures, Colomb aperçut de faibles lueurs reflétées sur l'eau, et le lendemain, dès l'aube, à distance de six milles, apparut une île boisée avec des indigènes courant le long de la grève.

On peut aisément imaginer ce que Colomb ressentit lorsque, au point du jour, il débarqua, bannières déployées, au son de la musique, et quand il posa le pied sur ce rivage qu'aucun Européen n'avait foulé avant lui. Il portait le grand étendard d'Espagne rouge et or, et les autres capitaines tenaient chacun un étendard vert sur lequel était marquée la sainte croix. Tous s'agenouillèrent et baisèrent la terre, puis Colomb, se levant et tirant son épée, prit possession de l'île au nom de l'Espagne et la nomma *San-Salvador*.

Bientôt il remit à la voile et poursuivit sa route, découvrant Cuba, Haïti et d'autres îles. Mais il n'aborda pas au continent pendant ce voyage. A son retour en Espagne, il fut reçu avec les plus grands honneurs. On le pourvut d'une seconde flotte; celle-ci comprenait dix-sept vaisseaux et quinze cents hommes d'équipage.

Il découvrit les Iles-sous-le-Vent, la Jamaïque et Porto-Rico ; il fonda en outre une colonie dans l'île d'Haïti qui portait alors le nom d'Hispaniola ou Petite Espagne.

En 1498, il se remit en route avec six navires et toucha le continent américain du Sud, qui du reste avait déjà été visité par un autre navigateur, Amerigo Vespucci. Le voyage d'Améric Vespuce fut accompli dans l'hiver de 1497-98. On a longtemps prétendu qu'il avait trompé le monde en attribuant cette date à sa découverte. Mais il est maintenant à peu près établi que cette accusation fut sans fondement. Dix ans après, un géographe européen donna au continent le nom de *Americi terra*, ou terre découverte par Améric, nom qu'elle a gardé depuis. Améric, qui était l'ami de Colomb, n'eut sans doute aucune intention de lui ravir sa gloire, mais l'injustice n'en fut pas moins commise. Dans l'intervalle, Sébastien Cabot avait atteint l'Amérique du Nord avant Colomb. Ainsi ce grand navigateur ne fut pas le premier à poser le pied sur le continent ni au nord ni au sud. Les déboires du reste ne lui manquèrent pas. Lors de son troisième voyage, il trouva sa colonie d'Hispaniola en proie aux querelles intestines. Les efforts qu'il fit pour rétablir la paix furent incriminés. Bobadilla, un commissaire envoyé d'Espagne par ses ennemis, le fit arrêter, charger de chaînes et transférer à bord en cet

état. Lorsqu'on voulut ensuite lui enlever ses fers, il refusa net et dit : « Je tiens à les porter comme un souvenir de la reconnaissance des rois. »

Rentré en Espagne, il fut mis en liberté, mais le roi ne devait jamais faire droit à ses justes réclamations. La véritable cause de la disgrâce de Colomb était le mécontentement qu'éprouvait Ferdinand de n'avoir pas tiré des terres nouvellement découvertes les richesses sur lesquelles il comptait. Cependant Colomb entreprit une quatrième expédition avec quatre caravelles seulement et atteignit le point extrême de ses découvertes. Ce fut en réalité sur la côte de l'Amérique du Nord, bien qu'il crut toujours avoir visité l'Asie. Ce dernier voyage lui réservait de nouvelles déceptions. Sa colonie d'Hispaniola refusa de le laisser aborder pour réparer quelques avaries et se mettre à l'abri pendant une tempête qui menaçait. Il était vieux maintenant et las de la vie, et aussi pauvre que jamais; l'unique amie qui lui eût été fidèle, la reine Isabelle, était morte. Il mourut lui-même en 1506, âgé d'environ soixante-dix ans. Plus tard, le roi Ferdinand fit placer sur son tombeau une plaque de marbre portant cette inscription :

« Colomb a donné un nouveau monde à la Castille et au Léon. »

Deux siècles après, les restes de l'illustre navigateur furent transportés dans la grande cathédrale de la Havane, afin qu'il pût reposer dans la terre de ce nouveau monde qu'il avait découvert.

CHAPITRE VI

LES SUCCESSEURS DE CHRISTOPHE COLOMB

Le voyage le plus important qui fut accompli en Amérique, après Christophe Colomb, fut celui de Jean Cabot, un marchand né à Venise, mais établi en Angleterre dans la ville de Bristol. Des relations commerciales avaient longtemps existé entre Bristol et l'Islande, il est donc très vraisemblable que Jean Cabot, de même que Christophe Colomb, ait recueilli chez les Islandais la tradition des anciens voyages entrepris par les hommes du Nord. Quoi qu'il en soit, le roi Henri VII d'Angleterre lui accorda, ainsi qu'à ses fils, une commission qui lui permettait de naviguer à ses risques et périls avec cinq vaisseaux choisis dans ses ports, en prenant possession, au nom de l'Angleterre, des pays encore inconnus aux Européens. Il fut convenu que toutes les fois qu'une découverte de pays nouveaux aurait eu lieu, nul, excepté les Cabot, n'aurait le droit de trafiquer avec le pays en question sans une autorisation de leur part. Il leur était permis de naviguer dans tout l'orient, l'occident et le nord, mais ce qu'ils désiraient en réalité, c'était de trouver au nord-ouest un passage pour aller aux Indes. Dans tous les cas, quels que fussent les lieux où ils pourraient se rendre, un cinquième des bénéfices de leur commerce devait être perçu pour le roi d'Angleterre.

Jean Cabot et ses fils mirent à la voile en 1497. Le plus connu des fils est Sébastien; sa célébrité sur-

passa encore celle de son père. Nous ne savons pas exactement quelle sorte de navires ils montaient. Nous n'avons également sur leurs différents voyages que des renseignements incertains, sauf un seul : ils atteignirent le Labrador et trouvèrent cette contrée froide et triste. A leur retour, ils la dépeignirent comme stérile et hantée par les ours blancs. Ils n'avaient guère autre chose à en dire, n'y ayant que fort peu séjourné, puisqu'ils revinrent en Angleterre au bout de trois mois. Leurs cartes et leur journal sont perdus, mais nous savons du moins qu'ils furent, après les Normands, les premiers Européens qui visitèrent le continent de l'Amérique du Nord.

Certaine lettre d'un marchand vénitien qui se trouvait à Londres à cette époque, dit que de grands honneurs furent rendus à Jean Cabot lorsqu'il rentra en Angleterre. On l'appelait le « Grand Amiral », il se montrait vêtu de riches habits de soie, accompagné d'une foule enthousiaste. « Les Anglais, ajoute le narrateur vénitien, courent après lui comme des fous, si bien qu'il peut en enrôler autant qu'il lui plaît, sans compter les coquins de chez nous. »

L'année suivante, en 1498, Sébastien Cabot repartit avec deux vaisseaux et trois cents hommes, dont un bon nombre très probablement étaient les coquins d'Italie sus-mentionnés. De semblables expéditions devenaient très populaires à cette époque parmi les gens audacieux qui n'avaient rien à perdre. Les explorateurs retournèrent au Labrador ; de là, ils firent trois milles le long de la côte jusqu'au Maryland. Leur voyage avait duré six mois; ils durent revenir faute de vivres. Ce second voyage convainquit Sébastien Cabot que la terre qu'il avait découverte n'était pas l'Asie, comme on l'avait cru, mais bien un nouveau

continent. Il fit encore un nouveau voyage après celui-ci et explora la baie d'Hudson. Sébastien Cabot vécut jusqu'à un âge très avancé, recevant une pension du roi d'Angleterre. On l'avait surnommé le « Grand Homme de Mer ». Il avait une telle passion pour la mer, en effet, qu'au moment de mourir, ses dernières pensées se tournèrent vers elle. On a dit de Cabot : « Il a donné à l'Angleterre un continent et nul ne connaît le coin de terre où il repose. »

Une autre expédition fut celle de Ponce de Léon sur les côtes de la Floride. Une légende accréditée en Espagne avait appelé la curiosité générale sur certaine fontaine merveilleuse qui jaillissait quelque part dans les régions découvertes par Colomb, et dont les eaux rendaient la jeunesse à quiconque s'y plongeait. Espagnol de naissance, Ponce de Léon était un vaillant soldat; il avait accompagné Christophe Colomb dans son second voyage et était devenu par la suite gouverneur de l'île de Porto-Rico. Le bruit de cette prétendue fontaine de Jouvence étant parvenu jusqu'à son oreille, il se mit naïvement à sa recherche.

Dans ce but, il partit de Porto-Rico au mois de mars 1512, et se dirigea vers l'ouest. Le dimanche que les Espagnols appellent *Pascua Florida* ou Pâques Fleuries, il aperçut la terre : c'était la presqu'île de la Floride qu'on crut alors être une île. Les forêts en fleurs dont elle était couverte lui semblèrent si belles, qu'il l'appela de ce nom expressif de Floride qu'elle a gardé depuis.

Ponce de Léon débarqua près l'endroit qui est aujourd'hui Saint-Augustin. Il explora les côtes et les îles pendant plusieurs semaines, après quoi il s'en retourna. Cinq années plus tard, il visita de nouveau cette terre fleurie avec l'intention d'y établir une

colonie ; mais les Indiens le repoussèrent. Atteint d'une flèche, il regagna l'Espagne pour y mourir sans avoir trouvé la fontaine de Jouvence.

Les récits des autres voyages qui eurent lieu dans ces années où le nouveau monde semblait encore si fabuleux aux Européens, sont du plus vif intérêt. Rien de poétique comme les aventures de Balboa qui, traversant l'isthme de Darien en 1513, aperçut pour la première fois une mer inconnue, laquelle n'était autre que l'océan Pacifique ; agenouillé au sommet de la montagne où ce spectacle avait frappé ses regards, il remercia Dieu de cette grande découverte, puis il descendit jusqu'au rivage et, s'avançant jusqu'à ce que l'eau lui atteignît la ceinture, il brandit son épée et prit possession de l'Océan, au nom du roi d'Espagne, avec serment de le défendre. Les aventures de Cortez qui conquit le Mexique, celles de Pizarre, le dominateur du Pérou, ne sont pas moins extraordinaires. Mais comme ces événements n'appartiennent pas directement à l'histoire des États-Unis, ce n'est point ici le lieu de les raconter. Je ne citerai plus que le voyage entrepris par Verazzano ou Verazzani, un Italien au service de la France. Ce voyage est important, parce que Verazzano nous a laissé la première description complète des côtes de l'Amérique du Nord. Il partit de France par la voie de Madère en 1524, et, quittant cette île avec un seul vaisseau, il resta cinquante jours sans voir la terre. Enfin il toucha au rivage de la Caroline du Nord, le longea quelque temps en se dirigeant vers le sud, puis, rebroussant vers le nord, il examina la côte avec un soin tout particulier. Il relâcha dans ce qui est aujourd'hui le port de New-York et ensuite dans ce que nous appelons la baie de Newport (Rhode-Island). Il demeura là une quin-

zaine de jours, engageant des relations commerciales avec les Indiens. Verazzano trouva des vignes et des raisins comme en avaient trouvé les Normands dans le Vinland. Il longea la côte qui s'étend de la Nouvelle-Angleterre à la Nouvelle-Écosse, trafiquant toujours sur sa route. Dans le récit de son expédition, réuni à une ancienne collection de voyages, on trouve cette description des Indiens :

« Ils accourent au rivage et, se tenant sur des rochers escarpés tandis que nous demeurons dans nos bateaux, ils font descendre à l'aide d'une corde ce qu'il leur convient de nous donner en nous défendant par leurs cris d'approcher de la terre et en exigeant l'échange immédiat. Ils ne veulent que des couteaux, des hameçons et des instruments tranchants Notre courtoisie à leur égard les laisse complètement indifférents. »

Comprend-on combien il serait étrange aujourd'hui en naviguant le long de la côte américaine baignée par l'Atlantique, de n'y rencontrer que des coteaux hérissés de forêts, des îles désertes, rien en un mot qui révèle la vie humaine, sauf peut-être un Indien demi-nu, immobile sur le rivage? Tel fut cependant le spectacle qui frappa les yeux de Verazzano. Il fit à son retour de nombreux récits de tout ce qu'il avait vu. Il jugeait que les sauvages devaient être semblables aux habitants de l'extrémité de la Chine, et que ces nouvelles régions n'étaient absolument dépourvues ni de parfums, ni d'épices, ni d'or, ni de perles, choses dont chacun était avide.

Le roi de France, François Ier, s'enthousiasma, disant qu'il ne pensait pas que Dieu eût créé ces nouvelles terres pour les seuls Castillans. Mais rien ne prouve qu'il ait envoyé une seconde expédition. On ignore si Verazzano fit d'autres voyages et ce qu'il devint.

CHAPITRE VII

COMMENT L'AMÉRIQUE FUT EXPLORÉE ET COLONISÉE

J'ai raconté les premiers voyages en Amérique accomplis par Christophe Colomb, les Cabot, Ponce de Léon, Verazzano. Mais le continent découvert, qui donc devait l'explorer, le revendiquer, le coloniser enfin ?

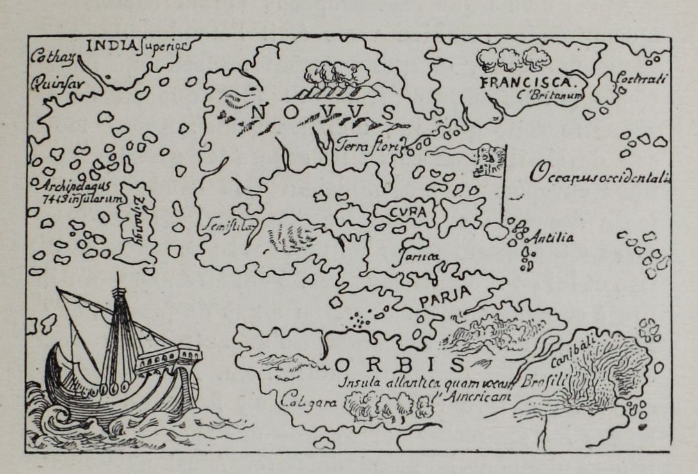
Il m'a toujours semblé qu'on pouvait comparer les premiers explorateurs de l'Amérique du Nord, à une troupe d'écoliers turbulents qui ont rencontré quelque part, à portée de l'habitation de leurs parents, un étang au milieu des bois. Ces heureux garçons veulent toujours être sur l'eau et ne songent qu'à faire de nouvelles trouvailles. Chacun d'eux poursuit son but : les uns ne recherchent que le plaisir du mouvement, les autres prétendent attraper du poisson ; ceux-ci se mettent en quête des nids de certains oiseaux, parmi les joncs de la rive; ceux-là se sont imaginé de trouver un plus court chemin pour aller au village ou à l'école. Combien sont merveilleux les récits qu'ils font à leurs petites sœurs sur tout ce qu'ils ont vu autour de leur étang ! Peu à peu la rive leur en devient familière, ils sauraient s'y diriger presque les yeux fermés. Et cependant, s'ils avaient à tracer de mémoire ces contours qu'ils connaissent si bien, avec les promontoires, les escarpements, les baies, les îles, etc... il ne se trouverait pas deux dessins semblables, et les cartes en question, toutes différentes les unes des

autres, feraient, réunies, une étrange figure. Or, ce fut précisément le cas pour les côtes du continent de l'Amérique du Nord. Chacun était avide de connaître le pays nouveau, chacun y découvrit quelque chose d'extraordinaire, et chacun décrivit au retour plus de merveilles encore qu'il n'en avait vu.

Les marins, rentrés au port, parlaient de géants et d'amazones, de régions dont les sables étincelaient de pierres précieuses et dont les rivières roulaient des cailloux d'or, gros comme des œufs de poule. On comprend que de pareils récits enflammaient la curiosité, la convoitise, toutes les plus vives passions des auditeurs éblouis, qui partaient en masse. Il y eut un tel élan d'émigration que plusieurs grandes villes d'Espagne perdirent la moitié de leurs habitants. Les Espagnols allaient surtout à la recherche de l'or, les Portugais à la recherche des esclaves, les Français et les Anglais dans un but de pêche. Bien des gens croyaient encore que ce pays était l'Inde dont on leur avait tant parlé auparavant. Mais les esprits plus éclairés, les géographes, ceux qui dressaient les cartes, enseignaient que les terres nouvelles n'avaient rien de commun avec l'Inde, qu'elles n'étaient autres qu'une succession d'îles appelées Cuba, Floride, Amérique. Ils espéraient trouver au milieu de ces îles un passage qui conduisît en Chine et au Japon. Le lecteur jugera par la carte ci-dessous, faite trente-huit ans après le premier voyage de Christophe Colomb, de la position que les savants de l'époque prêtaient aux îles. On remarquera que l'Inde, la Chine (Cathay) et le Japon (Cipango), sont placés exactement derrière elles comme un but facilement accessible.

Il semble que, la rage de l'exploration étant développée à ce point, le premier soin aurait dû être de

déterminer exactement les contours connus du Nouveau-Monde. Mais non, les explorateurs agissaient



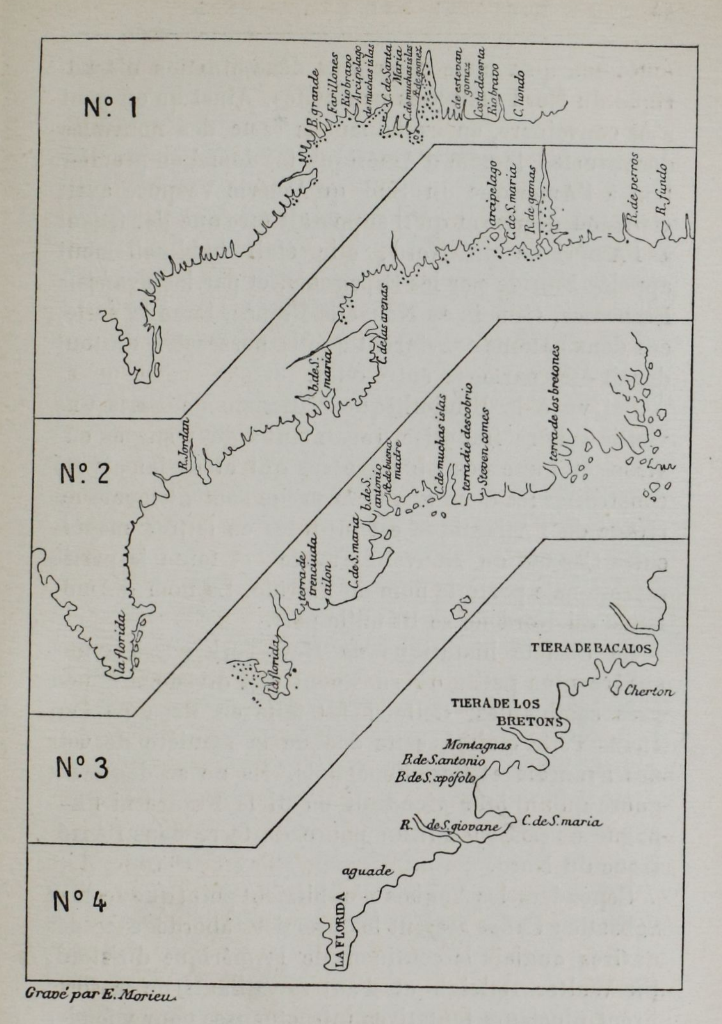
D'après une carte de 1530.

comme la bande enfantine dont j'ai parlé tout à l'heure; il n'y avait pas un port de la côte de l'Atlantique, depuis le Labrador jusqu'à la Terre de Feu, qui n'eût été visité avant que cette carte fût faite. Les voyages avaient été accomplis au hasard par différents chefs d'expéditions; nul ne connaissait l'intérieur du pays ni sa configuration générale, et chacun des explorateurs faisait de la côte une description différente. Quand ils se décidèrent enfin à la dessiner, ils ne produisirent que de médiocre besogne; nous le voyons par ces esquisses tirées des cartes qui furent tracées entre 1534 et 1560.

Le fleuve Saint-Laurent semble surtout les embarrasser beaucoup ; tantôt ils le font courir vers le sud,

tantôt vers l'est, et quant au cap Cod, il leur apparaît sous les formes les plus diverses.

Après même que les Européens eurent commencé à comprendre combien vaste était l'étendue des régions nouvelles, et qu'ils eurent perfectionné leurs tracés géographiques, il restait plus que jamais à résoudre cette question embarrassante : A qui tout cela devait-il appartenir ? Ici encore les grandes nations européennes ressemblaient à la bande querelleuse des écoliers de tout à l'heure. Peut-être l'un d'eux a-t-il réclamé pour lui tout seul une partie de la rive et lui a-t-il donné son nom ? Peut-être même a-t-il gravé ce nom sur un arbre en signe de possession ? Mais à peine s'est-il éloigné qu'un autre vient s'en emparer et lui donner un autre nom. Nul moyen de conserver sa propriété, sinon de s'y fixer et d'en défendre les approches, et c'est là une chose que bien peu se donnent la peine de faire. Ainsi agissaient les nations européennes à l'égard de l'Amérique. Les Espagnols prétendaient posséder tout ce qu'ils avaient découvert. Il en était de même des Français et des Anglais ; mais personne ne se souciait de s'établir dans ses possessions pour les garder. Chacun réclamait une part en vertu du droit de découverte : la difficulté était d'occuper. A la fin cependant les Espagnols créèrent quelques établissements permanents au Mexique et à Saint-Augustin dans la Floride. La vieille cité, avec quelques-unes des fortifications qu'ils bâtirent, s'est conservée jusqu'à nos jours dans toute son originalité. Elle fut fondée en 1565, et c'est la plus ancienne ville des États-Unis. Puis, en 1625, les Français colonisèrent la Nouvelle-Écosse. Mais on ne prévoyait pas qu'il dût jamais y avoir d'établissements anglais dans l'Amérique du Nord.



Carte de l'Amérique du Nord, d'après les cartes faites entre 1534 et 1560.

Notons qu'à cette époque la dénomination d'Amérique du Nord était très peu usitée. Ainsi qu'on peut s'en convaincre, en examinant la carte des nouvelles découvertes, le nom d'Amérique fut donné en premier lieu à l'Amérique du Sud qu'Améric Vespuce avait visitée et décrite et qu'il supposait être une île. Quant à l'Amérique du Nord, elle était habituellement appelée Floride par les Espagnols, et par les Français Francesca, Canada ou Nouvelle-France. Dans la suite, ces deux nations convinrent que la possession du tout devait être partagée entre elles.

J'ai vu à la Bibliothèque Nationale de Paris une vieille sphère française, remontant à deux siècles environ et l'une des plus grosses qui aient jamais été construites ; sur ce globe, la partie septentrionale du rivage de l'Atlantique est intitulée en lettres majuscules Canada ou Nouvelle-France, et toute la partie méridionale porte le nom de Floride. Le nom d'Amérique du Nord ne se lit nulle part.

La Société historique de New-York possède une sphère plus petite où se voient des divisions à peu près semblables. Celle-ci fut faite en Espagne l'an 1542. Telle était à cette époque la manière de voir des Français et des Espagnols. Ils ne se doutaient guère qu'un jour viendrait où ni la France ni l'Espagne ne possèderait un pouce de terre dans l'Amérique du Nord.

Cependant les Anglais n'oubliaient point que Jean et Sébastien Cabot avaient les premiers abordé avec des navires anglais le continent de l'Amérique du Nord. Sir Walter Raleigh et d'autres vaillants de sa sorte firent plusieurs tentatives infructueuses pour y fonder des colonies. Ils étaient résolus à prendre possession de cette vaste région située entre le Canada et la Floride

qu'ils nommèrent Virginie en l'honneur de la reine Élisabeth, qui se faisait appeler « la Reine Vierge ». Mais le point difficile était d'obtenir que les colons se fixassent au milieu de forêts sauvages, parmi les Indiens. Aussi arriva-t-il que les colonies échouèrent l'une après l'autre. On essaya par exemple d'en fonder une dans l'île appelée maintenant *Cuttyhunk* dans Buzzard's Bay, Massachusetts, et le chef, Barthelemy Gosnold, n'y séjourna que peu de mois, après lesquels il retourna en Angleterre avec une cargaison de racines de sassafras qu'il vendit à haut prix. Une autre colonie anglaise, fondée à l'île Roanoke (Virginie), fut moins heureuse encore. C'est là que vint au monde le premier enfant né en Amérique de parents anglais, Virginie Dare, petite-fille du gouverneur de la colonie. Celui-ci, laissant sa famille derrière lui, se rendit en Angleterre et y demeura plusieurs années ; à son retour, la colonie entière avait disparu ; nul ne sut jamais ce qu'étaient devenus cette petite Virginie et tous les siens.

Les tentatives de colonisation restèrent donc vaines; longtemps les plus importants résultats de la nouvelle découverte furent, pour ce qui concerne l'Angleterre, l'introduction dans ce pays de la pomme de terre et du tabac. On dit que Sir Walter Raleigh fit, le premier, connaître à ses compatriotes ces deux produits. On raconte en outre qu'au retour de ses voyages, comme il était assis à fumer dans sa chambre, un de ses gens se figura qu'il avait mis le feu et jeta sur lui un seau d'eau par excès de zèle.

Enfin, au mois d'avril 1606, le roi Jacques Ier gratifia deux compagnies fondées en Angleterre d'une charte qui leur assurait la possession de tout le continent de l'Amérique du Nord, du 34e au 45e degré

de latitude. Cette attribution de territoire, qui ne dérangeait d'ailleurs ni les Français au nord ni les Espagnols au sud, comprenait tout le pays que renferment maintenant les États-Unis le long de l'Atlantique, au-dessus de la Caroline du Sud, sauf une partie du Maine. Ainsi qu'il a été dit plus haut, l'ensemble de cette contrée fut appelé Virginie par les Anglais, et voici en quels termes les livres de l'époque la définissent :

« La Virginie est cette partie de la terre que les anciens appelaient Morosa, située entre la Floride et la Nouvelle-France. »

Le roi Jacques décida en outre que ce territoire serait divisé en deux parties, l'une, au sud, attribuée à la Compagnie de Londres, l'autre, au nord, attribuée à la Compagnie de Plymouth. Pour éviter toute discussion au sujet des limites, leurs établissements les plus rapprochés devaient être situés à une distance d'au moins cent milles l'un de l'autre.

Les deux Compagnies envoyèrent leurs colons à destination presque en même temps. La colonie du sud atteignit James-town en avril, et la Compagnie du nord parvint à l'embouchure de la rivière Kennebec au mois d'août de l'année 1607.

Les colons du sud restèrent au lieu désigné, où ils fondèrent ce qu'on appelle maintenant l'État de Virginie. Les colons du Maine, au contraire, abandonnèrent très vite leur entreprise. La plupart d'entre eux revinrent en Angleterre à l'automne ; d'autres, qui persistèrent jusqu'au printemps, bâtirent un magasin et un fort, le fort Saint-George. Ceux-ci eurent à lutter contre maintes difficultés et maintes privations ; leur chef, George Popham, étant mort, les survivants retournèrent en Angleterre. S'ils fussent demeurés,

le Maine eût été colonisé d'une façon permanente, presque d'aussi bonne heure que la Virginie. Du reste, les colons dirigés par Popham firent quelque bien en contribuant à établir le titre des Anglais à la possession de ce pays; ils firent beaucoup de mal aussi en disant à chacun, au retour, que la Nouvelle-Angleterre était trop froide pour être habitée. Ce renseignement décourageait ceux qui songeaient à émigrer, de telle sorte que plus de douze années s'écoulèrent avant qu'une autre colonie anglaise reparût dans la Nouvelle-Angleterre. La Virginie est donc la plus ancienne des colonies anglaises, mais je me propose de raconter l'histoire de chacune d'elles en suivant l'ordre géographique. Commençons par les États de la Nouvelle-Angleterre ; cette méthode me semble plus claire et plus susceptible d'entrer facilement dans la mémoire que l'ordre chronologique.

CHAPITRE VIII

LES COLONIES DU MASSACHUSETTS

1° LA COLONIE DE PLYMOUTH

Il y a plus de deux siècles et demi, la persécution religieuse éclata en Angleterre. On n'était pas encore arrivé à cette liberté de conscience qui permet à chacun de suivre la forme de culte qui lui convient. Tout homme qui n'assistait pas aux offices de l'Église établie en Angleterre était sévèrement puni, et s'il allait

porter ses prières devant d'autres autels, l'exil ou même la mort pouvait devenir son partage. Un grand nombre de ces persécutés se réfugièrent en Hollande où il y avait plus de tolérance, et là ils vécurent en paix, méritant le respect de chacun, comme le prouve une attestation des magistrats du pays :

« Ces Anglais vivent parmi nous depuis douze ans, et aucune accusation, aucune plainte ne s'est encore produite contre eux. »

Mais, quand leurs enfants commencèrent à grandir, les exilés considérèrent comme un devoir de leur apprendre la langue maternelle et de leur donner une éducation anglaise. D'autre part, la guerre entre la Hollande et l'Espagne, qui venait de recommencer après une paix de dix années, causait à ces pauvres gens de vives appréhensions. Ils auraient voulu pouvoir travailler pour leur propre compte et s'assurer ainsi un foyer stable; mais ce qu'ils souhaitaient pardessus tout au milieu de leurs tribulations personnelles, c'était de contribuer à la propagation et au progrès de l'Évangile dans les contrées lointaines du globe. Ils se décidèrent donc à quitter la Hollande pour le continent encore inexploré de l'Amérique, où n'existait alors aucune autre colonie anglaise que celle de la Virginie. Même avant qu'ils eussent pris cette résolution, on les connaissait sous le nom de *Pèlerins*, « parce qu'ils erraient à l'aventure sur le chemin du ciel, leur plus chère patrie », avaient-ils coutume de dire pieusement.

Sur mille Pèlerins anglais qui habitaient la Hollande, une centaine, choisis parmi les plus jeunes et les plus forts, s'en allèrent volontairement coloniser l'Amérique. Ils se procurèrent deux petits navires, *le Speedwell*, de soixante tonneaux, et *la Mayflower*,

de cent quatre-vingts ; ce dernier devait partir de Southampton (Angleterre).

En juillet 1620, le *Speedwell* partit à son tour de Delft-Haven ; avant de prendre la mer, les Pèlerins assistèrent au service divin, et leur vieux ministre John Robinson leur adressa la recommandation suivante : « Je vous enjoins devant Dieu et ses anges de me suivre comme vous m'avez vu suivre Notre-Seigneur. » Puis ils prirent un repas dans la demeure du pasteur; l'un d'eux écrivit par la suite : « Nous nous sommes réconfortés en chantant des psaumes, après avoir versé bien des larmes, et la joyeuse mélodie était dans nos cœurs aussi bien que sur nos lèvres. Plus d'un parmi les membres de la congrégation est très expert en musique, et vraiment jamais mon oreille n'a rien ouï de plus délicieux.

« Après cela, dit-il encore, on nous accompagna à Delft-Haven jusqu'au vaisseau, mais nul d'entre nous ne pouvait parler tant nous étions oppressés par la douleur de la séparation ; arrivés à bord, nous qui partions, nous tirâmes, en signe d'adieu, une volée de coups de fusil et trois pièces d'artillerie, puis, élevant nos mains et nos cœurs vers le Seigneur, pour nous recommander à lui les uns les autres, nous partîmes.... »

Les Pèlerins mirent à la voile pour le Nouveau-Monde sans aucun secours du gouvernement et sans aucune charte royale. Après avoir touché à trois ports anglais, ils durent encore subir une longue traversée de soixante-trois jours. Le *Speedwell*, hors d'état de tenir la mer, rebroussa chemin, tandis que la *Mayflower* continuait seule d'avancer. Au lieu d'atteindre, comme c'était leur intention, à l'embouchure de l'Hudson, les Pèlerins furent poussés par des tempêtes vers le rivage du Mas-

sachuseits. Pendant un mois, ils coururent des bordées dans tous les sens, cherchant un endroit favorable pour opérer leur débarquement. Le pays était aride, mais il les charma cependant, après un si long séjour en pleine mer. Ils virent des pins, des genévriers, des sassafras et d'autres arbustes odoriférants qui croissaient sur la côte. « Jamais, dit leur historien, nous n'avions rencontré pareil nombre d'oiseaux. » Ils aperçurent aussi des baleines et firent feu sur l'une d'elles; mais « la baleine plongea en soufflant et disparut. » La première fois qu'ils touchèrent au rivage, seize hommes, le capitaine Miles Standish en tête, chaque homme portant un mousquet, un sabre et un corselet, mirent pied à terre. Bientôt cinq ou six individus, accompagnés d'un chien, leur apparurent; c'étaient des sauvages. Ceux-ci s'enfuirent aussitôt après avori sifflé leur chien. Puis, dans une vallée, les Pèlerins rencontrèrent un daim et découvrirent des sources d'eau fraîche, « ce dont nous nous réjouîmes, dit le narrateur; nous étant assis à terre, nous goûtâmes pour la première fois à l'eau de la Nouvelle-Angleterre, qui nous parut la meilleure boisson que nous eussions dégustée de notre vie. » Un tombeau, avec des nattes et des coupes et deux squelettes d'homme et d'enfant ensevelis ensemble, frappa ensuite leur attention. Peut-être furent-ils bien aises de voir que les parents et les enfants s'aimaient assez, même chez les Indiens, pour ne se point quitter, fût-ce par delà cette vie. Ils trouvèrent encore une grande corbeille de maïs enfouie dans la terre. Ils s'en emparèrent tout d'abord; mais, plus tard, ayant rencontré les gens auxquels le maïs appartenait, ils leur en payèrent honnêtement la valeur. Ils tuèrent trois oies grasses et six canards qu'ils mangèrent « avec

un appétit de soldat, » comme le rapporte leur chronique.

Enfin ils atteignirent une anse à laquelle un explorateur plus ancien, le capitaine John Smith, avait donné le nom de « Plymouth ». L'endroit leur parut favorable pour s'y établir. Ils débarquèrent le 21 décembre 1620. On rapporte qu'une jeune fille, Mary Chilton, fut la première qui posa le pied sur le rocher de Plymouth. Avant d'opérer le débarquement, les colons avaient tenu conseil dans la cabine de la *Mayflower*, et il avait été convenu que chacun d'eux aurait part égale dans le gouvernement de la colonie. Le premier gouverneur élu fut John Carver; ils formèrent aussi une compagnie militaire dont le commandement fut confié au capitaine Miles Standish. Chaque soldat était pourvu d'une cotte de mailles, d'un sabre et d'un mousquet à mèche ; nous verrons plus loin avec quel courage ils surent défendre la colonie. Les Pèlerins débarquèrent ensuite tout ce qu'ils possédaient. On montre aujourd'hui dans la Pilgrim-Hall, à Plymouth, quelques-uns de ces objets qui sont conservés comme des reliques ; par exemple des fauteuils, des rouets, une grande marmite de fer ayant appartenu à Miles Standish, le canevas à marquer de la petite Lora Standish, et le berceau de Peregrine White, une enfant qui, née à bord de la *Mayflower*, fut appelée ainsi en souvenir des pérégrinations des Pèlerins.

Étant descendus au commencement de l'hiver sur une terre froide et battue par le vent, ceux-ci pensèrent avant tout à se construire un abri. Il y avait cent deux personnes à loger. Ils bâtirent provisoirement une maison commune divisée entre dix-neuf familles ; puis, peu à peu, une habitation s'éleva pour chaque famille. Ces constructions étaient de bois et de mortier,

avec des toits de chaume et des fenêtres de papier huilé. Les chambres étaient garnies d'autant de lits qu'elles en pouvaient contenir. Ils bâtirent encore un vaste hangar pour les provisions communes, un petit hôpital pour les malades et une église dont le sommet était protégé par quatre canons.

Là, du moins, ils pouvaient pratiquer en sûreté leurs cérémonies religieuses avec le bon Elder (ancien) Brewster pour ministre. Leur nourriture consistait dans le produit de la chasse et de la pêche, en attendant qu'ils pussent semer du blé : ils tuaient parfois des dindons sauvages ; ils attrapaient des aloses, des morues, des homards et des coquillages. Les Indiens leur apprirent à tuer le poisson avec des flèches et à tirer les anguilles de la vase en s'aidant de leurs pieds. Une fois ils se hasardèrent à manger la chair d'un aigle et lui trouvèrent « un goût de mouton ». Pendant plusieurs années ils n'eurent point de bétail, et n'auraient pu d'ailleurs le conserver à cause des *lions*, comme ils appelaient les loups, qui venaient rôder jusqu'aux portes de la ville. Souvent ils souffrirent de la disette. « J'ai vu des hommes, dit l'un d'entre eux, tomber d'inanition. » La moitié de leur monde succomba le premier hiver à la rigueur du climat, le gouverneur compris.

Ils semèrent du blé sur leurs tombes, pour cacher aux Indiens les pertes qu'ils avaient faites et qui les réduisaient à un bien petit nombre. Cependant, au printemps, quand la *Mayflower* retourna en Angleterre, aucun de ces braves colons ne partit à son bord. Les femmes mêmes, avec leurs enfants malades, préférèrent ce pays libre, dénué de toutes les commodités de la vie, au bien-être dans le pays natal.

2° LA COLONIE DE MASSACHUSETTS

Tandis que les Pèlerins s'établissaient ainsi à Plymouth, d'autres colonies temporaires étaient créées le long de la côte par les Anglais. La plus importante toutefois restait encore à fonder. Le 29 juin 1629, cinq vaisseaux entrèrent dans ce qui est maintenant le port de Salem. L'un d'eux était cette même *Mayflower* qui avait naguère amené les Pèlerins.

La traversée avait duré six semaines et trois jours, et les passagers trouvaient ce voyage rapide ! Il avait réussi en somme, et le seul individu qui le relate s'exprime en ces termes : « Notre traversée fut agréable et utile, car ce fut pour nous un enchantement et une leçon à la fois de contempler les merveilles du Seigneur dans les eaux profondes, de voir la mer tantôt se soulever autour de nous d'une façon terrible, en formant, pour ainsi dire, de hautes collines et de profondes vallées, tantôt s'aplanir comme la prairie la plus paisible. » Lorsqu'ils atteignirent la côte, le même narrateur écrivit : « A midi, nous n'étions plus qu'à trois lieues du cap Ann ; en longeant le rivage, nous aperçûmes les coteaux, les vallées, toutes les îles couvertes de forêts verdoyantes et de grands arbres isolés. Plus nous approchions, plus nous trouvions des fleurs en abondance, parfois éparpillées, parfois rassemblées au contraire en nappes d'une étendue de neuf ou dix yards [1], et que nous supposions être apportées des prairies basses par la marée. Ces bois de pins étagés sur le rivage et ces fleurs d'or semées sur la mer nous inspiraient à tous le désir de contempler de plus près notre nouveau paradis de la Nou-

1. Le *yard* est une mesure de trois pieds anglais.

5.

velle-Angleterre, qui donnait de tels indices d'une fertilité exceptionnelle. » Quelle différence avec le débarquement des Pèlerins au cap Cod dans la froide saison d'automne !

Cette nouvelle colonie fut appelée la colonie de la baie de Massachusetts. John Endicott était arrivé au même endroit, l'année précédente, avec quelques hommes qui l'avaient nommé gouverneur. Il n'a laissé aucun récit de son voyage. Ceux qui vinrent ensuite, sur les cinq vaisseaux dont j'ai parlé tout à l'heure, étaient le révérend Francis Higginson avec deux cents autres colons. Ils arrivèrent en 1629. L'année d'après, le gouverneur John Winthrop débarquait, suivi de huit cents colons. La colonie de la baie du Massachusetts était grande, forte et riche, en comparaison de celle de Plymouth. Elle comprenait un certain nombre d'hommes riches et instruits qui avaient de puissantes protections en Angleterre ; une charte royale leur garantissait le droit de se gouverner eux-mêmes, tant qu'ils ne feraient rien de contraire aux lois anglaises. Ils fondèrent la ville de Salem (*paix*, en hébreu). Par la suite ils fondèrent Boston, d'abord appelée Tri-mountain, à cause de ses trois collines ; puis ils bâtirent successivement Roxburg, Dorchester, Charlestown, Watertown et d'autres cités encore.

Ces colons n'étaient point des pèlerins venus de Hollande, des *séparatistes*, comme on appelait parfois ceux de Plymouth ; c'étaient des *puritains*, réformateurs religieux qui avaient quitté l'Angleterre dans l'espoir de trouver une plus grande liberté en Amérique. Ils avaient été eux-mêmes persécutés dans leur propre pays à cause de la religion, mais moins durement toutefois que les Pèlerins, auxquels ils repro-

chaient de ne pas nourrir d'assez bons sentiments envers la mère patrie. On rapporte que Francis Higginson, tandis que son navire s'éloignait des côtes d'Angleterre, s'écria : « Nous ne dirons pas comme les séparatistes quand ils quittèrent l'Angleterre : Adieu Babylone ! Adieu Rome ! Nous dirons : Adieu chère Angleterre ! Adieu à tous nos amis chrétiens qui y résident ! »

Mais, une fois fixés en Amérique, il n'y eut pas de différence sensible entre les Pèlerins de Plymouth et les puritains de Salem ; ces deux colonies se rendirent bientôt indépendantes de l'Église d'Angleterre.

Du reste, malgré leur nombre plus considérable et leur plus grande richesse, les colons du Massachusetts eurent presque autant à souffrir que les colons de Plymouth. Ils possédèrent sans doute dès le commencement du bétail, des chevaux, des ustensiles de labourage ; mais un des colons nous apprend que le pain était si rare qu'il regretta plus d'une fois les miettes de la table de son père. « Quand je parvenais, dit-il, à faire bouillir ensemble de la farine, de l'eau et du sel, il me semblait ne pouvoir rien désirer de meilleur.... Les Indiens nous apportaient de leur blé, l'échangeant contre du drap et des couteaux ; une fois je reçus une mesure de blé pour un petit chien. Du poisson gelé ou des moules étaient pour nous un véritable régal.... »

Un autre narrateur nous raconte comment les femmes des établissements situés au bord de la mer avaient coutume de descendre chaque jour sur la grève, à marée basse, pour y chercher des coquillages.

« C'eût été un phénomène, dit un troisième, de voir une pièce de bœuf, de mouton ou de veau rôti.... »

Le jour où le gouverneur Winthrop venait de don-

ner la dernière poignée de farine qu'il possédait à un pauvre, il aperçut, entrant dans le port, un vaisseau anglais chargé de provisions.

Bon nombre des braves puritains moururent de misère et de fatigue pendant les deux premières années; mais, à partir de ce temps-là, ils prirent le dessus; le climat les fortifia, à les en croire. L'un d'eux prétend qu'une gorgée d'air de la Nouvelle-Angleterre est meilleure pour la santé qu'une pinte d'ale de la vieille. Même aux plus mauvais jours, très peu retournèrent en Europe, et, malgré leur pauvreté, aucun vol ne fut jamais commis durant l'espace de quatre années Le gouverneur Winthrop écrivait à sa femme : « Nous avons ici Dieu et Jésus-Christ avec nous, n'est-ce donc pas assez? Je remercie Dieu de permettre que je me plaise ici de façon à ne point regretter d'être venu. Je n'aurais pas suivi une autre voie, même si j'avais pu prévoir toutes les tribulations qui m'attendaient. Jamais je n'ai été plus satisfait et plus calme d'esprit. »

Pendant bien des années, les deux colonies de Plymouth et de la baie de Massachusetts furent indépendantes l'une de l'autre. Mais la colonie des Pèlerins, quoiqu'elle fût l'aînée, prospérant avec bien plus de lenteur que celle des puritains, s'unit enfin à cette dernière l'an 1692, sous le nom commun de Massachusetts, emprunté à l'une des tribus indiennes de l'endroit. Il signifie, paraît-il, *Montagnes-Bleues*.

CHAPITRE IX

LES AUTRES COLONIES DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE

J'ai voulu décrire d'abord les deux établissements de la Nouvelle-Angleterre qui furent réunis sous le nom de Massachusetts, par cette raison qu'étant la première établie, cette colonie se trouve être d'une certaine façon la mère de toutes les autres. Nous suivrons pour le reste l'ordre géographique.

Durant bien des années, le Maine ne fut pas considéré comme une colonie distincte ; c'est pourtant une des premières parties de l'Amérique du Nord que visitèrent les Européens. Le navigateur Gosnold y pénétra en 1602 ; une colonie anglaise tenta de s'y établir en 1607 ; une colonie française arriva bientôt après, mais les colons anglais s'en retournèrent et les colons français furent chassés par ceux de la Virginie qui ne se souciaient pas d'un si proche voisinage. A son tour, le capitaine John Smith explora la côte et en donna la description. Un autre Anglais, sir Ferdinand Gorges, obtint du roi Charles Ier des lettres patentes qui lui octroyaient une partie de ce territoire, auquel il donna le nom de Maine, peut-être en l'honneur de la reine Marie-Henriette, qui avait, dit-on, possédé, à titre d'apanage, la province française de ce nom ; mais ceci reste douteux.

Plus tard, la colonie de Massachusetts réclama la totalité du pays ; les droits de propriété, en ce qui concernait cette région, étaient assez confus. Bref, le Maine fut compté comme partie intégrante du Massa-

chusetts pendant presque toute la période coloniale, et même nombre d'années après.

Les premiers établissements ne furent d'abord que des stations de pêche; il est assez difficile de préciser l'époque à laquelle furent fondées les plus anciennes villes coloniales; ce fut dans tous les cas avant 1630. Les colons recherchaient le Maine plutôt pour la chasse et la pêche que pour la culture, de sorte que leurs villages s'y développèrent lentement; ils eurent beaucoup à souffrir des guerres contre les Indiens. Les lois étaient moins sévères dans cette partie de la Nouvelle-Angleterre que dans le Massachusetts et le Connecticut. La liberté religieuse y était grande, on n'y connaissait pas les persécutions en matière de foi; aussi tous les opprimés se réfugiaient-ils volontiers dans le Maine. Mais, d'autre part, le voisinage du Canada offrait un désavantage, les Français et les Indiens étant alors la terreur des colons anglais. Le Maine se défendit contre eux avec peine. Il ne fut pas compté comme État séparé, parmi les colonies dont la réunion constitua originairement la République.

Le New-Hampshire fut aussi visité de très bonne heure, en 1603, par un explorateur nommé Martin Pring; Portsmouth et Douvres y furent fondés en 1623. Portsmouth fut d'abord appelé Strawberry-Bank, le Banc des Fraises. Les établissements qui s'y fondèrent n'avaient d'autre but que la pêche. On raconte à ce sujet que dix ans plus tard, un prédicateur ambulant, étant venu parmi les colons, les invita à vivre pieusement afin d'atteindre le but final : « Vous vous méprenez, monsieur, lui répondirent-ils; vous croyez sans doute parler aux gens de la baie de Massachu-

setts; notre but final à nous, c'est d'attraper du poisson! »

La colonie ne prospéra pas vite; trente ans après sa fondation, Portsmouth ne renfermait que cinquante ou soixante familles. Le New-Hampshire fut plusieurs fois réuni politiquement au Massachusetts, et dans un temps à New-York. Mais, à partir de 1741, il devint province séparée, sous l'autorité d'un gouverneur royal qui résidait à Portsmouth avec un certain apparat. On peut voir encore aujourd'hui, dans cette partie du New-Hampshire, les belles habitations qui datent de la période coloniale.

Le gouverneur du New-Hampshire, Benning Wentworth, prétendit que les terres de cette colonie devaient comprendre ce qui est maintenant le Vermont, et comme Son Excellence s'arrogeait le droit de disposer des territoires communaux à l'ouest du fleuve Connecticut, en se réservant cinq cents acres sur chacun de ces territoires, on peut conclure que le poste de gouverneur colonial du New-Hampshire était assez lucratif.

Les villes les plus septentrionales se peuplèrent peu à peu d'émigrants écossais et irlandais; à l'époque où éclata la révolution américaine, le New-Hampshire était une colonie indépendante et forte. Son nom lui vint d'un comté d'Angleterre, le Hampshire, d'où sortaient quelques-uns des premiers colons qui l'occupèrent.

Le Vermont fut exploré pour la première fois, en 1609, par un officier français qui a laissé son nom au lac Champlain. Les colons européens ne s'y fixèrent néanmoins que plus de cent ans après. A l'époque de la Révolution américaine, le Vermont n'était pas

regardé comme une colonie distincte; on l'intitulait *New-Hampshire Grants* (concessions du Nouveau-Hampshire), en raison des territoires communaux qu'avait concédés le gouverneur Wentworth. Le gouverneur de New-York prétendit bien faire prévaloir, lui aussi, son autorité sur ces mêmes concessions; mais Ethan Allen et les autres « enfants des Montagnes-Vertes », comme on les appelait, refusèrent d'obéir à New-York et travaillèrent à se rendre indépendants. Il s'écoula de longues années avant qu'ils pussent réussir; le récit de leurs luttes figurera plus loin avec les détails qu'il comporte. Le nom de Vermont signifie simplement Montagne-Verte.

La colonie de Rhode-Island fut créée d'une manière tout à fait différente des autres établissements de la Nouvelle-Angleterre; ses fondateurs fuyaient la persécution religieuse exercée contre eux dans une autre colonie. Nous savons que les fondateurs du Massachusetts étaient venus en Amérique pour s'assurer le libre exercice de leurs opinions religieuses; mais ils avaient agi ainsi parce qu'ils se croyaient en possession de la vérité, non pas en raison d'un principe de tolérance. Les idées de liberté en matière de religion n'étaient pas communes à cette époque, et les mêmes hommes qui montraient tant de fidélité à leurs propres croyances étaient souvent les plus acharnés contre celles d'autrui. Il vint cependant en Amérique un jeune ministre qui revendiquait la liberté religieuse, non seulement pour lui-même, mais pour tous, quelles que fussent leurs convictions Roger Williams, c'était son nom, avait coutume de dire que les magistrats d'un pays devaient imiter le capitaine d'un navire qui laisse les passagers penser

et agir comme ils l'entendent à son bord, tant qu'ils ne troublent par l'ordre. Il pensait que la loi était faite contre les criminels, mais qu'elle n'avait rien à voir à la religion. Il désapprouvait qu'on forçât les gens de se rendre au temple malgré eux. Il ne lui semblait pas juste que les magistrats fussent choisis uniquement parmi les membres d'une Église particulière, ni que l'on obligeât le peuple à payer les frais d'un culte en dépit de sa volonté. Il ne se montra pas toujours très modéré ni très judicieux dans l'expression de ce jugement, mais la plupart le trouvaient sage au fond. Malheureusement, Roger Williams émit aussi parfois sur l'autorité civile des idées toutes personnelles dont les puritains s'alarmèrent avec raison, et à la fin, il parla si audacieusement contre les lois établies, que les magistrats du Massachusetts résolurent de le renvoyer en Angleterre. Informé de leurs intentions, il s'enfuit, au cœur de l'hiver, de Salem où il demeurait, et erra durant quatorze semaines dans les solitudes, souffrant cruellement de la rigueur de la saison et ne sachant plus ce que c'était qu'un lit et du pain.

Ceci se passait en janvier 1636. D'abord Roger Williams s'établit à Seekonk, dans la colonie de Plymouth; mais, ayant reçu du gouverneur Winthrop l'ordre de poursuivre sa marche vers la baie de Narragansett, il s'embarqua avec cinq compagnons dans un canot indien. Le premier endroit où ils débarquèrent reçut des fugitifs le nom de Providence, en témoignage de gratitude envers Dieu qui les protégeait. Il n'y avait alors aucun colon de race blanche dans cette région, et Canonicus, chef de la tribu des Narragansetts, accorda une vaste étendue de pays à Roger Williams; mais cet homme étrange

6

ne voulut rien garder pour lui. Il distribua ce qu'il possédait à quiconque en avait plus besoin que lui-même, jusqu'à ce qu'il eût tout donné : « Je voulais, a-t-il expliqué, que cette terre pût servir d'abri aux gens tourmentés dans leur conscience... » Un grand nombre de personnes ainsi tourmentées vinrent le rejoindre en effet et s'établirent sur divers points de la colonie qu'il avait fondée. Parmi elles se trouvaient Anne Hutchinson, — célèbre prêcheuse de cette époque que les magistrats du Massachusetts avaient exilée, — et Samuel Gorton, un autre prédicateur indépendant. On cite encore William Coddington, qui acheta aux Indiens une île, Rhode-Island, alors appelée Aquidneck. Enfin, il se présenta une affluence si considérable de gens qui pensaient différemment, qu'on en vint à dire : « Quiconque a perdu sa religion est sûr de la retrouver dans quelqu'un des villages de Rhode-Island. » La colonie nouvelle obtint à la longue une charte sous le nom de *Plantations de Rhode-Island et de Providence*, la première partie de ce nom ayant été donnée par suite d'une ressemblance supposée avec cette île et l'île de Rhodes. Les lois du pays eurent pour base une tolérance religieuse absolue. Roger Williams déclara « que cette liberté s'étendrait aux consciences les plus païennes, les plus juives, les plus turques, les plus anti-chrétiennes, de même qu'aux papistes et aux protestants, et que les citoyens de toutes nations seraient protégés dans l'exercice de leur culte. »

L'Assemblée générale de 1647 promulgua une loi dans le même but. Ce fut une somme de liberté telle qu'il n'en existait alors de semblable dans aucun État chrétien, pas même dans la colonie de Maryland, qu'on regardait pourtant comme la plus libérale de

l'Amérique. Les habitants de Rhode-Island appréhendaient si fort une forme quelconque de tyrannie, qu'ils restèrent quarante ans privés de gouverneur, Roger Williams ayant refusé ce poste. Plus tard, le caractère et les mœurs de la population se rapprochèrent peu à peu de ceux des autres colonies de la Nouvelle-Angleterre. Mais ces dernières, conservant toujours un levain de jalousie contre Rhode-Island, la repoussèrent de leur alliance. Toutefois, Rhode-Island prit une part active aux guerres qui éclatèrent entre les Français et les colonies, qu'elle aida puissamment aussi à lever des troupes lorsque commença la Révolution américaine.

La côte de Connecticut fut explorée d'abord par un des plus anciens navigateurs hollandais, Adrien Block, le premier Européen qui ait franchi la passe de Hurlgate. C'était en 1614, et l'île appelée Block-Island a gardé le nom de ce hardi marin. D'autres navigateurs hollandais remontèrent par la suite le cours du Connecticut et s'en approprièrent les deux rives avec tout le rivage de Long-Island jusqu'au cap Cod. Mais la possession du fleuve fut également revendiquée par une compagnie anglaise, et une bande d'explorateurs, venant de Plymouth, choisit sur la rive l'emplacement d'une maison de commerce à la demande d'un chef indien nommé Seguin. De leur côté, les Hollandais achetèrent à un autre chef indigène, Sassacus, le territoire où s'élève aujourd'hui la ville de Hartford ; ils fondèrent un autre établissement commercial et un fort qu'ils appelèrent « la Maison du Bon Espoir ». Ils défendirent aux Anglais de remonter le fleuve et menacèrent de faire feu sur les gens de Plymouth, aussitôt qu'ils se montreraient. Les gens de Plymouth, ce-

pendant, remontèrent le fleuve et allèrent établir leur commerce à Windsor. Ces choses survinrent en 1633, et, pendant plusieurs années, il y eut rivalité entre les Hollandais et les Anglais pour la colonisation de la vallée du Connecticut.

Les Hollandais de New-Amsterdam étaient mieux placés, mais les Anglais étaient plus nombreux et très entreprenants; bientôt ils arrivèrent par terre aussi bien que par eau. Des paroisses entières s'avançaient à travers des forêts encore vierges jusqu'à Hartford, Windsor et Wethersfield. Nul parmi les hommes blancs n'avait encore foulé ce chemin; les Indiens leur avaient seulement parlé de la beauté de la rivière, assurant que ses bords étaient plus fertiles que le sol ingrat de la rive du Massachusetts.

Les premiers colons (1635) eurent fort à souffrir des rigueurs de l'hiver, et quelques-uns d'entre eux, bravant la neige, retournèrent sur leurs pas avant le printemps. Mais, quand cette saison fut venue, une troupe, beaucoup plus considérable encore, alla s'établir dans la direction de l'ouest sous la conduite d'un célèbre ministre de la religion nommé Thomas Hooker. Ils poussaient leur bétail devant eux et n'avaient pour se guider qu'une boussole. Ils firent ainsi péniblement dix milles par jour à travers les forêts; Mme Hooker, malade à cette époque, était portée en litière. Enfin ils atteignirent la rive désirée.

En 1639, parut la première constitution qui donnait le droit de voter à tout homme de la colonie du Connecticut qui avait prêté serment d'allégeance à la communauté.

Le nom de cette colonie lui vint de la rivière au bord de laquelle elle était établie. (On prétend que le

mot Connecticut signifie en langue indienne « longue rivière ».)

Tandis qu'elle se fondait, une autre troupe considérable d'émigrants venait d'Angleterre (1638), et créait une seconde colonie sur la même rivière, dans un lieu qu'ils nommèrent New-Haven. Cette colonie n'eut longtemps d'autres lois que la Bible et n'accordait le droit de vote qu'aux membres de l'Église. Sous ce rapport, elle ressemblait au Massachusetts des premiers jours, sauf que les controverses religieuses étaient moins âpres dans les établissements du Connecticut, où il n'y eut que très peu de persécutions religieuses.

Les démêlés avec les Hollandais des Nouveaux-Pays-Bas se prolongèrent jusqu'en 1664, époque à laquelle cette province tout entière des New-Netherlands passa aux mains des Anglais, qui changèrent son nom primitif contre celui de New-York. A partir de ce moment, les Hollandais laissèrent leurs voisins tranquilles. L'année suivante, la colonie de New-Haven s'unit à celle du Connecticut, et toutes deux prospérèrent ensemble, n'ayant à souffrir d'autres maux que ceux qui étaient communs au reste des colonies.

Ces maux seront le sujet d'un chapitre distinct. Nous verrons comment vécut le peuple de la Nouvelle-Angleterre jusqu'au temps de la Révolution américaine, qui fit de toutes les colonies, jusqu'alors éparses, une seule nation.

CHAPITRE XI

PÉRIODE COLONIALE DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE

Nous ne devons pas oublier que, malgré leurs jalousies et leurs divisions, les colonies de la Nouvelle-Angleterre ne différaient pas sensiblement entre elles. Elles étaient composées presque en totalité d'Anglais et de protestants, et la majeure partie de leurs pionniers étaient venus s'établir en Amérique pour des motifs religieux autant que pour les avantages matériels qu'ils espéraient y rencontrer. Leurs chefs se distinguaient tous par la plus grande austérité, et ils avaient le dessein formel de ne recevoir parmi eux que des gens d'une moralité égale à la leur. L'année même où commença la colonie du Massachusetts, le gouverneur Endicott dispersa les colons de Merry-Mount qui menaient, selon lui, une vie oisive et dissipée. Ce même John Endicott retira du drapeau anglais la croix rouge qu'il regardait comme un emblème de superstition. Les autres colonies de la Nouvelle-Angleterre n'étaient pas, il est vrai, aussi rigoureuses dans leur discipline que le Massachusetts; mais les mœurs de cette époque nous sembleraient néanmoins fort étranges, et elles eurent leur influence même sur les plus libérales d'entre les colonies, telles que celle de Rhode-Island.

Reportons-nous par la pensée à l'époque en question, et supposons que nous approchions quelque dimanche matin d'un village de la Nouvelle-Angleterre. Il est

environ neuf heures ; nous entendons de loin le roulement d'un tambour, le son d'une trompe ou d'une conque marine, peut-être une cloche, appelant le peuple à la prière. Bientôt, en avançant toujours, nous distinguons le drapeau qui flotte sur une petite église bâtie de bois, la « Meeting House, » comme on l'appelle. Entrés dans le village, nous voyons autour de ce modeste édifice une forte palissade de pieux plantés en terre; une sentinelle armée y monte la garde; quelques-uns des hommes qui arrivent successivement lui confient leurs mousquets. Un ou deux canons sont braqués devant la « Meeting House ». Non loin de là, nous remarquons deux instruments de répression destinés aux criminels : les entraves et le pilori. Examinons l'église elle-même : elle n'a que très peu de fenêtres à petits carreaux épais montés en plomb. Les autres fenêtres, au lieu de vitres, sont garnies de papier huilé. Entre ces fenêtres sont accrochées les têtes des loups tués l'année précédente.

Si nous pénétrons dans l'église, nous voyons les fidèles séparés selon leur âge, leur sexe ou leur rang. Les vieillards, les jeunes gens, les femmes ont chacun une place distincte; les enfants s'asseyent sur les marches de la chaire et de la tribune qui sont gardées par des *constables* (agents de police). Chacun de ces *constables* porte une baguette terminée à un bout par une patte de lièvre et à l'autre bout par une queue du même animal. De cette baguette ils se servent pour tenir le peuple éveillé. Si une femme vient à s'endormir, le *constable* la touche au front avec la queue du lièvre ; mais, dans le cas où le coupable est un petit garçon, il est rappelé à l'ordre avec l'autre bout, et un peu plus rudement. Nul doute que cette baguette ne fût fréquemment employée, car les

offices duraient parfois trois et même quatre heures de suite, le sacristain retournant le sablier devant le pasteur chaque fois qu'une heure était écoulée. En fait de musique, il n'y avait que les chants de la congrégation, qui suivait une traduction versifiée de psaumes dite « le livre de Psaumes de la Baie ». Le nombre des airs connus n'allait pas au delà de dix, et la plupart des congrégations s'en tenaient à cinq. Telle était la forme du service divin chez les puritains. Il n'était permis à personne de se dispenser d'y assister, car des hommes appelés *dizainiers* avaient pour mission de parcourir la ville et de noter les absents. Toute absence non justifiée était punie d'une amende, et si cette absence se prolongeait durant un mois entier, le coupable pouvait être attaché au pilori ou enfermé dans une cage de bois.

Si nous regardons maintenant autour de nous les maisons du village puritain, nous voyons que les plus anciennes sont en terre ou en bois, hautes d'un seul étage avec des toits pointus, couverts de chaume. A l'intérieur, les foyers sont de pierre brute et les cheminées faites soit de planches tout simplement, soit de petits bâtons entrelacés et enduits d'argile. Çà et là, cependant, on rencontre des habitations plus neuves, mieux construites, où la brique s'entremêle au bois, avec un étage sur le devant et un étage sur le derrière, parfois même des maisons de pierre, comme celle du révérend M. Whitfield à Guilford (Connecticut), bâtie en 1639; cette maison est encore debout ; elle passe pour la plus ancienne des États-Unis, au nord de la Floride. Les fenêtres de ces habitations sont très petites et à charnières, les cheminées assez vastes, en revanche, pour contenir des bûches de quatre pieds de long et pour que

les enfants assis au coin de l'âtre puissent, en levant les yeux, voir le ciel. Toutes font face exactement au sud, pour qu'à midi le soleil, en y entrant, avertisse la famille de l'heure du dîner.

Les habitants de ces demeures sont vêtus, les hommes d'un justaucorps, de culottes courtes et d'une collerette à laquelle ils ajoutent un manteau court et un chapeau de forme élevée, sous lequel les vieillards mettent un bonnet de velours, tandis que les jeunes gens, dans les occasions solennelles, portent des baudriers d'apparat, des boutons d'or et d'argent et de grandes bottes roulées. Les femmes se contentent de vêtements grossiers, tissés au logis, pour vaquer aux travaux du ménage; mais, le dimanche venu, elles arborent les étoffes de soie, le mouchoir de cou en dentelles, les manches tailladées et le bonnet brodé. La loi exige toutefois que leur parure soit en rapport avec leurs ressources; elles doivent prouver qu'elles sont assez riches pour porter ces atours.

C'était aussi l'usage en Angleterre ; les puritains avaient apporté avec eux ces lois très rigoureuses. On lit dans les *Actes judiciaires*, qu'une certaine Alice Flynt fut incriminée au sujet d'un chaperon de soie, mais que l'accusation n'eut pas de suite, la Cour s'étant assurée qu'elle possédait deux cents livres d'argent. Vers la même époque, Jonas Fairbanks fut accusé d'avoir indûment porté « de grandes bottes »; mais on ne put établir suffisamment la preuve de la culpabilité, et il fut acquitté.

Si nous demeurions toute une semaine dans ce village puritain, nous assisterions peut-être à la revue mensuelle des troupes, c'est-à-dire de tous les hommes au-dessus de seize ans; peut-être les officiers porte-

raient-ils des épées semblables à celle du capitaine Miles Standish, que l'on conserve encore au Musée des antiquités de Plymouth; elle a, gravée sur la lame, une inscription orientale dont le sens est inconnu. Nous verrions défiler les soldats, ceux-ci avec leurs piques de dix pieds de long, ceux-là portant des mousquets appelés fusils à mèche, remplaçant le système à percussion aujourd'hui en usage. Chaque soldat était muni d'une fourchette en fer, qu'il enfonçait dans le sol pour mettre en repos son arme très lourde, et portait un baudrier qui, passé autour du corps, supportait, outre l'épée, une douzaine de cartouchières en étain. Le pauvre soldat avait grand besoin d'être vigoureux pour entreprendre de longues marches dans cet équipement, auquel s'ajoutaient sans doute un casque et une cuirasse de fer; à moins que ce ne fût un plastron rembourré, qui, plus léger à porter, repoussait aussi bien les flèches indiennes. Tels étaient les soldats.

Dans les Assemblées de ville (*Town-Meetings*), on retrouvait les mêmes hommes en costume civil, discutant, avec patience et gravité, les affaires municipales ou les intérêts de l'Église; la plupart des votants étaient à peu près partout membres de l'Église premièrement. Le vote s'effectuait au moyen de blé ou de fèves. Chaque grain de blé comptait pour l'acceptation, et chaque fève pour le rejet.

Les lois des puritains furent en bien des cas plus sévères qu'il ne convient, selon nos idées modernes. Il arrivait que les coupables fussent publiquement fouettés ou attachés au pilori. Il y avait le supplice des entraves qui tenaient un misérable par les pieds ou le cou, de telle sorte qu'il ne pouvait bouger. Quelquefois le criminel était condamné

à se tenir debout sur un escabeau au milieu de l'église, pendant l'office divin, portant le nom de son méfait marqué sur ses habits ou sur un écriteau que l'on fixait à sa poitrine. La punition de la femme querelleuse dans son ménage consistait en ceci : on lui prenait la langue dans un bâton fendu, à moins qu'on ne la tînt quitte pour un plongeon dans le ruisseau voisin. De pareils châtiments ne sont plus appliqués chez les peuples civilisés ; mais ils étaient ordinaires à cette époque, et il faut reconnaître que le but d'une si rigoureuse législation était de créer un peuple sobre et vertueux, craignant par-dessus tout de mal faire.

« N'oublions jamais, dit l'un des plus anciens prédicateurs puritains, que la première plantation faite dans notre Nouvelle-Angleterre, fut celle de la religion et non celle du trafic. S'il existe parmi vous un homme qui compte la religion pour *douze* et le monde pour *treize*, sachez bien qu'un tel individu n'a ni l'esprit d'un véritable citoyen de la Nouvelle-Angleterre ni l'âme d'un chrétien sincère. »

Malheureusement, ces braves gens se croyaient le droit de contrôler les opinions religieuses du voisin aussi bien que sa moralité. Aussi tout citoyen dont les opinions différaient de celles de la majorité, avait-il beaucoup à souffrir. On peut alléguer, comme excuse à cette conduite, que, le gouvernement anglais ayant toujours blâmé les puritains sous prétexte qu'ils étaient fanatiques et déraisonnables, les puritains faisaient naturellement tous leurs efforts pour ne pas endosser la responsabilité d'un fanatisme plus exagéré encore ; mais le moyen qu'ils employèrent pour remédier au mal fut pire que le mal lui-même.

A cette époque, les quakers, ou *Société des Amis*,

quoiqu'ils fussent, sous bien des rapports, plus sages et plus méritants que ceux qui les persécutaient, ne laissaient pas que d'être un grand embarras. Les quakers s'opposaient en toute sincérité à des choses jugées nécessaires : ils refusaient, soit de payer les taxes, soit de reconnaître l'autorité du gouvernement, soit de prendre les armes en cas de guerre. Là-dessus, les puritains leur enjoignirent de s'en aller fonder dans quelque désert un établissement selon leurs goûts, au lieu d'apporter le trouble chez eux par des résistances obstinées. Mais les quakers s'y refusèrent encore. Ils pensaient avoir autant de droits que les autres à séjourner dans la Nouvelle-Angleterre. En outre, il y avait dans leur société certains exaltés qui commettaient des actes absurdes et généralement désapprouvés par les *amis* en masse. Quelques-uns de ces fous excitaient les gens à courir tout nus par les rues, afin, disaient-ils, de protester plus énergiquement contre les vanités de la toilette ; d'autres paraissaient dans les réunions du dimanche vêtus d'un sac et la tête couverte de cendres. Les meilleurs d'entre les quakers payaient bien cher toutes ces extravagances de leurs frères. Tantôt ces pauvres gens étaient marqués au fer rouge d'un *H* ou d'un *R* qui désignait l'hérétique ou le *rogue* (coquin) ; on les fouettait publiquement par les rues ; quatre d'entre eux furent pendus sur la commune de Boston. Tout cela était odieux sans doute ; mais il ne faut pas perdre de vue qu'une sévérité analogue existait presque partout dans ce temps-là et que les hommes n'avaient pas appris à tolérer chez autrui la liberté de conscience. Comment s'en étonner ?... Ils n'ont pas encore appris entièrement ce grand devoir à l'heure qu'il est.

Une autre cause d'anxiété pour les puritains fut la question des sortilèges. Dans toute l'Europe, il y a deux siècles, on croyait que certaines gens étaient en possession de secrets magiques dont ils se servaient contre le prochain. Il arrivait qu'une pauvre vieille, végétant à l'écart dans son coin, fût accusée de jeter, soit aux personnes, soit aux animaux, des sorts qui causaient la maladie ou la mort. Conduite devant les magistrats, elle subissait des interrogatoires multipliés, quelquefois même la torture qui devait la décider à un aveu qu'elle faisait à la fin, affolée, vaincue par la terreur ; elle se déclarait sorcière, elle dénonçait même de prétendus complices, et de cette façon la persécution se répandait de proche en proche.

L'Écosse, vers cette époque, vit, dans l'espace de dix années, périr quatre mille malheureux accusés de sorcellerie. Il n'est donc pas surprenant qu'une vingtaine de sorciers aient été exécutés dans le Massachusetts. Quelquefois les accusés disaient et faisaient en effet des choses fort ridicules. Par exemple, on vit une jeune fille se lever de son banc à l'église et crier à tue-tête : « Curé ! votre texte est trop long ! » ou bien encore : « J'aperçois un grand oiseau jaune perché sur le chapeau du curé, là, regardez donc dans la chaire. »

En jugeant ces actes de folie, les magistrats perdaient eux-mêmes un peu la tête. C'était une surexcitation générale, et l'excessive sévérité dont on usait envers leurs pareils, ne faisait qu'accroître le nombre des prétendus sorciers ; on peut dire que la persécution multiplia les crimes de sorcellerie. Par la suite, quelques-uns des puritains eurent grande honte de leur propre conduite. Un brave juge, Samuel Sewall,

confessa vers la fin de sa vie qu'il avait eu tort de céder à l'acharnement populaire contre les sorciers, et il se fit une loi d'expier une fois l'an, par le jeûne et la prière, le péché qu'il avait commis.

D'autres soucis atteignirent les puritains au sujet de leurs chartes. On appelait ainsi des parchemins délivrés par le gouvernement anglais et autorisant les colons à faire leurs propres lois et à élire leurs propres magistrats. Les colons savaient que, sans ces chartes, ils étaient exposés à de grosses injustices, que des magistrats ou des gouverneurs pouvaient être envoyés d'office, à l'improviste, pour les diriger malgré eux et compromettre leur prospérité si laborieusement acquise. En outre, c'était un temps de guerre civile en Angleterre entre Charles Ier et le Parlement, et les colons ne voulaient point prendre part à la lutte. S'ils s'étaient déclarés en faveur d'un parti, l'autre parti n'eût pas manqué de les opprimer en arrivant au pouvoir; ils restèrent donc sagement à l'écart, ne s'attachant qu'à leurs chartes. Plusieurs fois le gouvernement britannique tenta de les leur enlever. En 1686, notamment, sir Edmond Andros fut envoyé dans ce but avec les pouvoirs de gouverneur royal sur toute la Nouvelle-Angleterre. Il vint au milieu de la plus grande pompe, en uniforme écarlate tout galonné d'or; le Massachusetts et Rhode-Island se soumirent à son autorité; le Connecticut parut en faire autant, mais un brave homme, William Wadsworth, mit la charte en sûreté dans le tronc creux d'un arbre. Sir Edmond Andros en fut très courroucé; il se fit apporter les Annales de la colonie de Connecticut et écrivit au-dessous « *finis* »; mais, dès 1688, une révolution éclata en Angleterre, et les colons américains se révoltèrent contre le nou-

veau gouverneur. Les gens de Boston jetèrent sir Edmond Andros en prison; on tira de sa cachette la charte du Connecticut, et le mot *finis* fut effacé des Annales.

Depuis l'année 1643, une ligue s'était formée entre plusieurs colonies de la Nouvelle-Angleterre contre les Indiens et dans d'autres vues encore. Cette ligue comprenait les deux colonies du Massachusetts et les deux colonies du Connecticut, mais Rhode-Island en avait été exclue.

Le Maine et le New-Hampshire n'étaient pas encore indépendants, et le Vermont n'était pas colonisé. Cette ligue dura plus de quarante ans, bien que son importance eût beaucoup diminué à la fin. Quand sir Edmond Andros vint à Boston en qualité de gouverneur royal, elle fut dissoute, et, même après que le peuple se fut révolté et l'eut banni trois années après, elle ne fut jamais rétablie.

Le Massachusetts et le New-Hampshire devinrent deux colonies distinctes, et eurent à plier, bien contre leur gré, sous des gouverneurs royaux venus d'Angleterre, tandis que le Connecticut avait conservé sa charte intacte à travers tous ces changements, grâce à William Wadsworth et au tronc du vieux chêne. Rhode-Island recommença bientôt à se gouverner elle-même, sous son ancienne charte, et ne fut point molestée. Toutes ces contestations relatives aux chartes coloniales laissèrent néanmoins derrière elles un levain de mécontentement, et aidèrent à préparer cette séparation d'avec la mère patrie qui devait s'accomplir par la suite.

Quelque proche que fût ce grand événement, les colons se regardaient encore comme de loyaux et fidèles Anglais. Ils grandirent en nombre et en force,

D'abord tous vivaient de culture, de chasse ou de pêche; mais peu à peu ils introduisirent chez eux des manufactures. La laine et le coton, le verre et la poudre à canon furent les principaux objets de leur industrie; ils tirèrent des forêts le bois de charpente et le goudron; ils importèrent du poisson salé. Le premier navire qu'ils construisirent fut appelé *la Bénédiction de la Baie*, et bientôt ces bénédictions-là se multiplièrent. L'argent monnayé était rare chez eux, parce qu'il fallait souvent en envoyer contre des provisions à la mère patrie d'où il ne revenait plus; aussi devaient-ils faire le commerce sous forme d'échange. Ensuite, ils se servirent pour leurs transactions de wampum, de peaux de castor, de maïs et de balles de fusil. Enfin, en 1632, la législature du Massachusetts émit une monnaie coloniale et fit frapper des pièces de douze, six et trois *pences* en argent. Ces pièces portaient d'un côté l'inscription Massachusetts, toujours ortographiée Masathusets, avec un arbre au milieu, sur le revers, et les initiales N. E. ou les mots New-England avec la date.

Ces monnaies sont habituellement connues sous le nom de *pièces au sapin*. Tant que les colons furent pauvres, leur vie resta nécessairement simple et frugale. Les gens de toute condition se nourrissaient soir et matin soit d'une bouillie de lait et de farine, soit de viande de porc accommodée aux fèves ou aux pois. Le thé et le café n'étaient pas encore importés, mais on buvait à profusion, en revanche, la bière et le cidre de ménage. Le pain était ordinairement fait de seigle ou de maïs plutôt que de froment. Les distractions manquaient un peu : la danse, les spectacles étaient défendus, et les instruments de musique fort rares; il n'était permis à personne d'avoir en

sa possession ni cartes, ni dés. Dans leur désir de propager la vertu, les puritains en exagéraient sans doute l'austérité; mais on ne peut nier qu'ils n'aient réussi de cette façon à tenir haut et ferme le drapeau de la morale. A cette simplicité dans la manière de vivre, se joignait un sentiment très vif de l'égalité. Sauf un petit nombre de gens de la situation sociale la plus élevée, tels que ceux du clergé et de la magistrature, personne n'était appelé monsieur ou madame; l'appellation la plus ordinaire était celle de *bonhomme* et de *bonne femme;* cependant on témoignait beaucoup de déférence aux hommes que leur éducation ou leur autorité plaçait au-dessus des autres, particulièrement aux ministres de la religion.

L'instruction était poussée très loin, les premiers émigrants étant sortis des universités anglaises. Ils ne tardèrent pas à fonder des écoles et bientôt des collèges ou universités; celui d'Harvard est presque aussi ancien que les colonies elles-mêmes, ayant été fondé en 1636; celui de Yale le fut en 1700. La première imprimerie de la Nouvelle-Angleterre fut établie à Cambridge en 1639, et le premier journal colonial publié en 1704, sous le nom de *the Boston Newsletter*. Les libraires prospérèrent de bonne heure à Boston, et un grand nombre de livres, traitant pour la plupart de sermons ou de controverses religieuses, furent publiés.

A mesure qu'augmentait la richesse, les distinctions sociales commencèrent à s'accentuer; les gouverneurs royaux, surtout, déployaient un grand faste. A Boston, à Cambridge, à Portsmouth (New-Hampshire) et dans quelques parties de Rhode-Island, se développèrent des habitudes élégantes et le goût de l'hospitalité la plus magnifique. On peut voir encore, dans ces

villes, de vieilles maisons qui attestent la splendeur de la période coloniale. L'esclavage existait dans toutes les anciennes colonies, mais sous une forme très douce; les esclaves étaient rarement employés aux champs, ils servaient plutôt dans les maisons particulières. On s'était d'abord énergiquement opposé à l'introduction de ce fléau; lorsque, en 1646, une cargaison de nègres africains arriva de la côte de Guinée à Boston, la législature décida qu'ils seraient tous ramenés dans leur pays natal, avec une lettre qui exprimait le blâme et l'indignation; on poussa même le scrupule jusqu'à faire rembarquer l'un de ces malheureux qui était déjà vendu dans le Maine.

La colonie du Connecticut en 1650 et, bientôt après, New-Haven flétrirent la traite des nègres comme un crime capital.

A Rhode-Island, le premier acte de l'assemblée générale de 1652, au sujet de l'esclavage, fut d'ordonner que nul être humain, noir ou blanc, ne pourrait être retenu en esclavage pour plus de dix ans, ni après l'âge de vingt-quatre ans révolus. Mais les scrupules s'évanouirent peu à peu, et l'esclavage fut établi. Bon nombre d'hommes considérables protestèrent jusqu'au bout, entre autres le grand juge Samuel Sewall, qui publia à ce sujet, en 1700, une brochure intitulée *Joseph vendu par ses frères*. La réponse ne se fit pas attendre. Sewall dit dans ses lettres qu'il eut à subir à cette occasion « de dures paroles et des froncements de sourcils, » mais qu'il fut soutenu par quelques-uns des membres les plus influents du clergé, parmi lesquels il cite le révérend John Higginson de Salem. Ce ne fut toutefois qu'après la Révolution que l'esclavage disparut des colonies de la Nouvelle-Angleterre.

CHAPITRE XI

NEW-YORK ET NEW-JERSEY SOUS L'ANCIENNE DOMINATION HOLLANDAISE

Il y eut jadis un navigateur anglais nommé Henry Hudson, qui accomplit quelques voyages singulièrement audacieux. Les nations de l'Europe cherchaient à découvrir un chemin plus court pour aller aux Indes, soit en se dirigeant vers le nord, soit à travers le nouveau continent américain. Henry Hudson avait déjà fait deux voyages dans ce but, comme employé de compagnies anglaises. A deux reprises il avait navigué parmi les bancs de glaces, et, malgré le froid terrible, il était parvenu jusqu'au Spitzberg; chaque fois cependant, il avait dû rétrograder, dans l'impossibilité où il se trouvait de pénétrer au delà. Mais résolu et aventureux autant que jamais, toujours prêt à entreprendre quelque chose de nouveau, dût-il braver le soleil des tropiques ou les glaces du pôle, il continua de nourrir une idée fixe : trouver ce passage aux Indes que tant d'autres avant lui avaient cherché en vain. Le 4 avril 1609, la Compagnie hollandaise des Indes orientales l'envoya une fois de plus à la découverte. A cette époque, les Hollandais étaient la grande nation commerciale du monde, et Amsterdam le centre du négoce européen. Il n'y avait pas en Hollande une seule forêt propre à fournir des bois de construction, et cependant cette contrée possédait plus de navires que toutes les nations de l'Europe ensemble. Le vaisseau de Henry Hudson s'appelait

la Demi-Lune; l'équipage était de vingt hommes, tant Anglais que Hollandais, et son propre fils en faisait partie. Il se dirigea derechef vers le nord, essayant d'atteindre le Spitzberg et la Nouvelle-Zemble ; mais les banquises lui barrèrent partout le chemin, et la rigueur du froid faillit exciter son équipage à la révolte. Alors il résolut de pousser plus à l'ouest. Il passa en vue du Groenland, puis, tournant au sud, il longea Terre-Neuve, doubla le cap Cod, et descendit vers la Virginie; ensuite, il remonta du côté du nord, toujours sans perdre de vue la côte, et se trouva enfin à l'embouchure de ce qui lui parut être un détroit ou un fleuve. Le 3 septembre 1609, il jeta l'ancre au lieu où est maintenant Sandy-Hook. Là, les Indiens vinrent trafiquer avec lui, et, quelques jours après, il remit à la voile, suivant le courant de plus en plus loin, et se figurant qu'il avait découvert en somme le fameux passage pour aller aux Indes.

Ce dut être chose intéressante en effet que de remonter avec Hudson ce fleuve majestueux où aucun homme blanc n'avait navigué jusqu'alors. Son journal de voyage nous apprend que les deux rives réjouissaient la vue par « leur verdure, leurs fleurs et leurs arbres superbes. C'était, dit-il, le sol le plus favorisé qu'on pût fouler aux pieds et qui abondait en toutes sortes de bois propres à la construction des navires. » Les Indiens vinrent à sa rencontre sur des canots creusés dans un seul tronc d'arbre ; mais il ne leur permit pas de monter à son bord, parce que l'un d'eux avait tué l'un de ses matelots d'un coup de flèche. Par la suite, cependant, les Hollandais montrèrent plus de confiance, laissant les Indiens apporter à leur gré du raisin, des citrouilles et des fourrures. On leur donnait en échange des colliers, des couteaux et des haches. Enfin

les Indiens invitèrent ce hardi capitaine à visiter le rivage ; ils l'accueillirent à merveille. Un des chefs le harangua et lui montra le pays d'alentour.

Henry Hudson navigua ensuite jusqu'à l'endroit où est actuellement située la ville d'Hudson, et là, trouvant l'eau trop peu profonde pour porter son navire, il détacha une chaloupe qui poussa plus loin vers l'emplacement où fut bâtie plus tard Albany. A la fin, il revint sur ses pas, perplexe, désappointé, sortit de la grande rivière ou *Groot-River*, comme il la nommait, et retourna en Hollande.

Il ne revit jamais ce beau fleuve. La Compagnie hollandaise des Indes orientales en dédaigna l'exploitation quand elle apprit qu'il ne conduisait pas aux Indes. Dans un voyage qu'il entreprit ensuite, Hudson gagna les mers polaires, espérant toujours trouver le fameux passage.

Il entra dans la baie qui porte maintenant son nom ; mais, arrivés là, les hommes de son équipage se révoltèrent, lui lièrent les pieds et les mains, le mirent à bord d'une chaloupe avec son fils et plusieurs autres, et abandonnèrent ainsi ces malheureux au milieu des glaces flottantes. On n'entendit plus jamais parler de lui. De nos jours, quelques-uns des descendants des vieilles familles hollandaises établies sur le fleuve Hudson, racontent des légendes au sujet de l'intrépide navigateur qui, le premier, explora ces rives. Quand le tonnerre gronde au loin, ils disent en prêtant à son nom la prononciation hollandaise : « C'est Hendrick Hudson et ses compagnons qui jouent aux quilles dans la montagne. »

Quelques années après, des comptoirs de commerce commencèrent à s'établir sur les bords de l'Hudson. Nous savons déjà que le roi d'Angleterre Jacques Ier

avait donné anciennement des lettres patentes à deux Compagnies chargées de coloniser l'Amérique du Nord. L'une d'elles devait prendre la partie septentrionale de la côte de l'Atlantique, l'autre la côte méridionale, avec cette clause expresse que les deux établissements seraient séparés par un intervalle de cent milles, afin d'éviter toute contestation. Il n'était pas venu à la pensée du roi que, sur ce vaste espace inoccupé, une autre nation pourrait s'établir, fonder à son tour des colonies et susciter, malgré ses précautions, des causes de discorde. Ce fut cependant ce qui arriva. A la suite des découvertes de Henry Hudson, la Hollande réclama tout le territoire riverain du grand fleuve et nomma ce territoire « *Nouveaux-Pays-Bas* ». L'année suivante survint un hardi marin, Adrien Block, le premier Européen qui eût jamais, nous l'avons vu, traversé Hurlgate. Ayant chargé son navire, *le Tigre*, de peaux d'ours, à l'embouchure de l'Hudson, il allait mettre à la voile quand le vaisseau prit feu. Il lui fallut débarquer à l'île de Manhattan, où est aujourd'hui situé New-York. Ses marins y passèrent tout l'hiver de 1614. Ils bâtirent en bois des huttes et un fort, puis, avant le retour du printemps, ils construisirent un nouveau vaisseau de seize tonneaux appelé le *Sans Repos*, nom bien choisi pour désigner les infatigables navigateurs de ce temps-là. Ce fut le second navire construit par des Européens sur le continent américain. De cet établissement, connu à l'origine sous la désignation de « Nouvelle-Amsterdam », devait sortir une grande cité moderne : New-York. Dix ans après, la Hollande acheta aux Indiens l'île entière de Manhattan au prix de vingt-quatre livres sterling. Staten-Island, l'île des États, fut nommée ainsi par Henry

Hudson en l'honneur du gouvernement hollandais.

Cependant les colons n'arrivèrent qu'avec lenteur à la Nouvelle-Amsterdam. Les Hollandais y établirent quelques comptoirs de commerce, où ils pouvaient acheter aux Indiens des peaux d'ours, de castor et de loutre. D'abord il ne vint que de pauvres émigrants; mais, à la longue, des gens plus riches et plus marquants furent envoyés, avec certains privilèges spéciaux, par la Compagnie hollandaise des Indes orientales. Chacun d'eux avait le droit de fonder une colonie de cinquante personnes, et de s'approprier une étendue de territoire d'une longueur de seize milles au bord de tout cours d'eau dont les rives ne seraient pas encore occupées; on pouvait à volonté s'étendre dans l'intérieur; il fallait avoir payé la terre aux Indiens, et chaque colonie devait être établie dans un laps de quatre ans. Le colon exerçait toute autorité sur « son propre manoir », sans aucun contrôle de la part du gouvernement colonial, à la condition toutefois de ne point établir des fabriques de laine et de coton, la Compagnie des Indes s'en réservant exclusivement le monopole. La Compagnie s'engageait à fournir aux manoirs des esclaves nègres qu'elle importait de la Guinée. Les grands propriétaires reçurent le nom de *patrons*. Un tel système différait beaucoup, on le voit, du simple système de colonisation qui avait eu cours dans la Nouvelle-Angleterre, où tous étaient égaux devant la loi, et où chacun avait sa voix dans les affaires du gouvernement.

Les colons hollandais et anglais ne vécurent pas en bonne intelligence, et leur animosité réciproque s'accrut encore quand les deux nations commencèrent à explorer la vallée du Connecticut, dont elles convoitaient l'une et l'autre la possession. Les Anglais

prétendirent que les Hollandais n'avaient aucun droit sur le continent en général, à plus forte raison sur la vallée du Connecticut; les Hollandais répliquèrent qu'ils avaient les premiers remonté la rivière, et que leur frontière à l'est était ce cap que l'on nomme aujour d'hui le cap Cod. Bientôt les Anglais accusèrent les Hollandais d'exciter contre eux les Indiens; les Hollandais ripostèrent en incriminant la bonne foi des Anglais dans les questions de marchés. Bref, les difficultés grandissaient de plus en plus entre la colonie des Nouveaux-Pays-Bas et ses voisins; outre cela, les Indiens se montraient fort gênants, et l'on était en perpétuelle discussion avec les colons suédois de la Delaware. Les Hollandais ne menaient donc pas une existence aussi paisible qu'ils l'eussent désiré.

Si, après avoir visité un village puritain du Massachusetts, nous avions pu filer, à cette époque, sur un navire de commerce jusqu'à la Nouvelle-Amsterdam, nos regards auraient été frappés par des usages et des aspects très différents. Les maisons mêmes et les rues n'avaient aucun rapport de ressemblance (nous ne parlons pas bien entendu des cabanes en bois et en argile que les premiers colons bâtirent partout à peu près sur le même modèle, mais des habitations permanentes qui succédèrent à celles-ci); les maisons de la Nouvelle-Amsterdam étaient en bois avec des pignons de petites briques noires et jaunes apportées de Hollande. Chaque maison avait beaucoup de portes et de fenêtres, et la date de sa construction était souvent tracée sur la façade en lettres de fer. Le toit était habituellement surmonté d'une ou de plusieurs girouettes. Une propreté extrême régnait au dedans comme au dehors, la propreté que l'on remarque aujourd'hui encore dans les villages de Hollande, où les

ménagères lavent le seuil de leurs portes, alors même que la pluie qui tombe à flots du ciel semblerait devoir leur éviter cette peine. Les meubles étaient à la fois simples et solides : c'étaient de lourdes chaises à pieds de griffon, des tables en bois d'acajou bien poli, des buffets garnis de vieille vaisselle et de vieille argenterie. Les horloges et les montres étaient rares ; on mesurait l'heure au moyen d'un sablier ou d'un cadran solaire.

Le plancher était saupoudré de sable blanc où le balai dessinait les plus jolies arabesques. Les vastes cheminées, bien ouvertes, s'ornaient de faïences de différentes couleurs, représentant d'ordinaire des sujets tirés de l'Écriture Sainte, tels que l'Arche de Noé, l'Enfant prodigue, le Passage de la mer Rouge. Le soir, on allumait des torches résineuses ou des chandelles de suif fabriquées au logis. Chaque habitation renfermait un ou plusieurs rouets ; un énorme bahut de chêne enfermait le linge de ménage, filé sur ces rouets par les femmes de la famille. Un grand nombre d'habitants possédaient aussi des maisons de campagne appelées *boweries*, précédées de *stoeps*, de porches où les hommes s'asseyaient pour fumer leur pipe, car les colons hollandais n'avaient pas autant d'ardeur au travail que ceux de la Nouvelle-Angleterre. Ils se remuaient plus lentement, prenaient plus de loisirs et s'amusaient davantage à leur manière paisible. Ils n'étaient ni gais, ni brillants, ni amateurs de danse comme les Français du Canada. Ce qu'ils aimaient surtout, c'était la bonne chère et la bouteille, les longs récits assaisonnés de gros rires, et le jeu de boules sur les vertes pelouses. On doit aux Hollandais l'introduction de certaines fêtes dont l'usage s'est conservé depuis en Amérique, la *Santa-*

Claus ou Saint-Nicolas, vers le temps de Noël, les œufs rouges à Pâques, et les visites du Nouvel an. D'ordinaire, ils se levaient de grand matin, dînaient vers onze heures ou midi, et se mettaient au lit souvent dès le coucher du soleil. Cependant un ancien voyageur suédois nous les montre assis sur le perron de leurs maisons, au clair de la lune, et saluant tous les passants qui, à leur tour, étaient obligés de répondre, sous peine de blesser les gens de la ville dans leur politesse, une politesse imperturbable et générale. Le même voyageur ajoute que les Hollandais d'Albany déjeunaient avec du thé, sans lait, adouci par un morceau de sucre qu'ils gardaient dans leur bouche ; le dîner se composait de lait, de beurre et de pain ; si l'on y ajoutait un morceau de sucre, c'était le comble de la sensualité. Les ménagères de la Nouvelle-Amsterdam étaient renommées toutefois comme très habiles, surtout dans la fabrication des pâtisseries les plus variées : gâteaux à l'huile, tourtes au fromage, etc.

Les citoyens des Nouveaux-Pays-Bas, sans être aussi assidus à l'église que ceux de Plymouth et de Salem, subvenaient largement aux frais du culte, et témoignaient un grand respect à leurs ministres, qu'ils appelaient « dominies ».

Parfois les dominies, quand l'argent était rare, étaient payés en peaux de castor ou en *wampum* (coquilles). Le dominie d'Albany, par exemple, recevait annuellement cent cinquante peaux de castors.

Pour ce qui était du costume, les femmes portaient des serre-tête de mousseline blanche, sous lesquels leurs cheveux étaient relevés à racines droites et collés avec de la pommade, plusieurs jupes courtes superposées, aux couleurs éclatantes, des bas bleus, rouges

ou verts, tricotés de leurs propres mains et des souliers à hauts talons.

Les hommes avaient des habits de tiretaine à larges basques et à gros boutons de cuivre ou d'argent, plusieurs paires de culottes courtes l'une sur l'autre, de longs bas et de grandes boucles au genou et sur les souliers. Ils gardaient les cheveux longs, et les roulaient en forme de queue dans une peau d'anguille.

Les occupations habituelles des gens de la Nouvelle-Amsterdam avaient pour objet le commerce d'exportation avec les Indes occidentales et avec l'Europe, commerce qui consistait en bois de construction, en douves de tonneaux, en goudron, en tabac, en fourrures. Ils construisaient eux-mêmes leurs navires de commerce auxquels ils donnaient des noms pompeux, tels que la *Reine Esther*, le *Roi Salomon*, l'*Ange Gabriel*.

Un des gouverneurs hollandais, Guillaume Kieft, appelé Guillaume le Bourru, à cause de son caractère irascible, fit beaucoup de tort à la colonie par sa cruauté envers les Indiens, qui usèrent largement de représailles. Ce Kieft était fort mal disposé à l'égard des colonies envoyées du Massachusetts dans le Connecticut ; il eût voulu voir cette région tout entière entre les mains des seuls colons de la Nouvelle-Amsterdam. Kieft lança donc une proclamation contre les habitants de la Nouvelle-Angleterre. Ceux-ci répondirent en attaquant la forteresse hollandaise de Hartford, dont ils chassèrent la garnison. Ils s'emparèrent également de la partie orientale de Long-Island, renversèrent l'écusson qui portait les armes de Hollande et dressèrent à la place une tête d'âne. Cet échec, joint à la dureté de son administration, mit le comble à l'impopularité de Guillaume le Bourru, et

les colons saluèrent avec joie l'arrivée de Pierre Stuyvesant, nommé gouverneur en 1647.

Le gouverneur Stuyvesant était un brave et honnête homme, mais d'un entêtement tel qu'on lui décerna le sobriquet de *Hardkopping Piet*, ce qui veut dire Pierre le Têtu; on l'appelait aussi *le vieux à la jambe d'argent*, parce qu'il avait remplacé une de ses jambes perdue à la guerre, par une jambe de bois enjolivée d'agréments en argent. Sous son gouvernement, la colonie fut d'abord efficacement défendue contre les Indiens, les Suédois et les Anglais. Malheureusement Stuyvesant était d'humeur despotique, et ne laissait au peuple que la plus petite part possible dans les affaires du gouvernement. Les Hollandais sentaient fort bien qu'ils n'avaient pas une liberté égale à celle dont jouissaient les autres colonies; aussi ne montraient-ils pas, lorsqu'il s'agissait de combattre pour leurs patrons et pour la Compagnie des Indes orientales, cet empressement que les colons anglais apportaient à la défense de leurs propres foyers. Et puis ces derniers croissaient toujours en nombre et en richesses, ce qui était pour les Hollandais un objet d'envie, au milieu même de toutes ces interminables querelles.

Enfin, en 1664, une flotte anglaise, ayant à bord des recrues de la Nouvelle-Angleterre, parut devant New-Amsterdam, et la ville se rendit d'un consentement général, malgré l'énergique opposition de Pierre le Têtu, qui avait mis en pièces la sommation écrite du commandant anglais; le peuple le força à en rajuster les morceaux et à accepter les termes de la capitulation. A partir de ce moment, sauf un très court intervalle, les Anglais gardèrent possession des Nouveaux-Pays-Bas.

Le nom de la colonie fut changé contre celui de *New-York*, en l'honneur du duc d'York, à qui son frère, le roi Charles II, fit don de cette province. La partie des Nouveaux-Pays-Bas, située au sud de l'Hudson, resta néanmoins une colonie distincte, sous le nom de New-Jersey.

Le duc d'York permit à sa province de tenir une assemblée et de se donner des lois à elle-même; puis, en 1683, les colons de New-York obtinrent une charte à peu près semblable à celle des autres colonies; mais, lorsque le duc d'York monta sur le trône, sous le nom de Jacques II, il essaya de reprendre cette charte; ce fut en vain. New-York, devenue province anglaise, perdit quelques-unes de ses habitudes primitives; certaines d'entre elles, néanmoins, persistèrent pendant un bon nombre d'années, et l'usage de la langue hollandaise prévalut longtemps. Il y avait encore des écoles hollandaises où l'anglais était enseigné comme par surcroît. Le premier collège proprement dit fut King's College, aujourd'hui Columbia, fondé en 1754.

Dès que les Anglais eurent pris possession de New-York, les émigrants y affluèrent, en moins grand nombre cependant qu'à Philadelphie. Ces nouveaux venus appartenaient à différentes nations. Il faut dire que la Hollande elle-même avait longtemps réuni dans son sein des étrangers venus de toutes parts, les uns pour profiter de sa prospérité commerciale, les autres pour chercher un asile contre la persécution religieuse. De là cette bigarrure insolite de la population, dès l'origine de New-Amsterdam. On assure que dix-huit langues y avaient déjà cours à l'époque où elle tomba au pouvoir des Anglais.

Ainsi New-York, à son aurore, semblait prédestinée

à devenir une cité cosmopolite, le foyer commun d'un peuple emprunté à tous les points du globe.

NEW-JERSEY

Quand les premiers colons hollandais bâtirent leur fort dans l'île de Manhattan, en 1614, ils élevèrent aussi une redoute en face, sur le rivage qui est maintenant celui de New-Jersey. Par la suite, ils revendiquèrent toute la contrée comme une dépendance des Nouveaux-Pays-Bas. Les colons danois vinrent aussi de bonne heure, ainsi que d'autres colons anglais et suédois. Les Hollandais cherchèrent à s'y opposer. Ils se servirent des Suédois pour chasser les Anglais, puis réussirent à expulser les Suédois eux-mêmes, qui retournèrent pour la plupart en Europe.

Lorsque les Anglais se furent rendus maîtres des Nouveaux-Pays-Bas et que le roi eût donné cette province à son frère le duc d'York, ce dernier en vendit la partie méridionale à deux gentilshommes anglais, lord Berkeley et sir George Carteret. Sir George Carteret avait été gouverneur de l'île de Jersey dans la Manche; c'est pourquoi il choisit ce nom pour la colonie. Sa femme se nommait Élisabeth, il nomma un village, d'après elle, Élisabethtown. La portion de territoire qui lui appartenait fut appelée le New-Jersey oriental; celle de lord Berkeley le New-Jersey occidental, et, pendant bien des années, la colonie fut communément désignée sous le nom de « the Jerseys ».

Peu à peu la *Société des Amis*, comme on appelait les quakers, acheta le tout. Cette colonie est en grande partie son ouvrage. D'autres dissidents persécutés, principalement des presbytériens d'Écosse, vinrent

rejoindre les quakers. Ils s'assurèrent une parfaite liberté de conscience; leur charte portait que « nul individu ne serait en aucun temps, d'aucune manière, ni sous aucun prétexte, inquiété, peiné ou molesté pour cause de religion ». Enfin, en 1702, les propriétaires de la colonie en firent don à la reine Anne, dans le but d'obtenir la nomination d'un gouverneur royal. Les deux provinces furent alors réunies en une seule, bien que chacune d'elles conservât longtemps encore une législature distincte. Des écoles libres s'y introduisirent. Le collège de New-Jersey, aujourd'hui *Princeton College*, fut fondé en 1746.

La colonie jouit d'une paix profonde jusqu'à l'époque de la Révolution américaine. « Dans toute l'étendue de son territoire, écrivait un voyageur contemporain, on ne rencontre ni un mendiant ni personne qui soit dans le besoin. »

CHAPITRE XII

LA « SOCIÉTÉ DES AMIS » EN PENNSYLVANIE ET LES SUÉDOIS DANS LA DELAWARE

LA PENNSYLVANIE

La Pennsylvanie a une origine différente de celle des autres colonies; elle fut entièrement organisée par un homme supérieur, qui était aussi un homme de bien. William Penn, jeune Anglais, riche et instruit, avait étudié à l'université d'Oxford et aussi en

France. Il fut expulsé d'Oxford pour avoir pris part aux *meetings* des quakers et à différentes manifestations dont ces sectaires étaient les promoteurs. Plusieurs fois, par la suite, on le mit en prison pour le même motif. Penn devint de plus en plus réfléchi et austère, malgré les railleries de ses anciens camarades. Le Parlement déployait une extrême sévérité contre les quakers qui réclamaient pour tous la liberté de conscience et la liberté du culte. Penn aida généreusement de son argent ces persécutés, et résolut à la fin de fonder en Amérique une colonie où ils pussent trouver refuge.

Son père, un célèbre amiral de la marine anglaise, avait laissé en mourant la créance d'une somme considérable prêtée à Charles II, avant que celui-ci parvînt au trône. William Penn fit valoir la créance et proposa au roi de lui donner, au lieu d'argent, une province en Amérique. Cette offre fut acceptée avec empressement, car le royal créancier avait abondance de terres en Amérique, mais très peu d'or en Angleterre. Ce fut ainsi que Penn devint l'unique propriétaire d'une vaste étendue de pays, à charge par lui de payer annuellement au roi une redevance de deux peaux de castor. Il voulait que le territoire, alors couvert d'immenses forêts, fût appelé Sylvania (du latin *Sylva*, forêt). Mais son propre nom fut ajouté à ce mot, malgré lui, par Charles II. La région tout entière devint *Pennsylvania*.

Les Suédois et les Finlandais l'avaient déjà visitée en 1627; elle avait subi ensuite la domination des Nouveaux-Pays-Bas et avait finalement passé avec le reste des possessions hollandaises aux mains des Anglais

William Penn fit partir un convoi d'émigrants dès 1681 et débarqua en personne l'année suivante. On le

reçut avec enthousiasme, comme pouvait le faire présager le nom du navire qui l'amenait : *Bienvenue*. Ce n'était que justice. Songez qu'il avait permis à tout émigrant pauvre de s'établir sur cette terre dont le roi lui avait octroyé la possession exclusive, et qu'il promettait à tous la liberté de pensée et de parole. Il appelait la Pennsylvanie « une colonie ouverte au genre humain, » et il écrivait aux colons : « Vous serez gouvernés par des lois que vous voterez vous-mêmes. Je ne veux usurper les droits de personne ni molester qui que ce soit. »

Aussitôt que le roi-Quaker, — c'est ainsi qu'on le désignait parfois, — fut entré dans son domaine, les émigrants anglais, hollandais et suédois accoururent vers lui. On lut publiquement les lettres patentes accordées par le roi à William Penn, et lui-même harangua le peuple qui l'écoutait avec ravissement. L'année suivante il acheta à quelques Suédois, qui le tenaient eux-mêmes des Indiens, le terrain sur lequel devait s'élever la capitale, dont il jeta les fondements en l'appelant *Philadelphie*, nom qui signifie *amour fraternel*.

Il la bâtit sur le plan de l'antique Babylone et voulut qu'elle fût « une jolie et verdoyante ville de province ». A l'origine elle ne se composait que de trois ou quatre maisonnettes; plus d'un citoyen logeait dans le tronc creux des arbres; mais, en trois années, elle gagna plus que New-York en cinquante, bien que New-York l'ait depuis surpassée, grâce à sa situation infiniment meilleure pour le commerce.

William Penn ne demeura dans la colonie que deux années, après lesquelles il retourna en Angleterre. Pendant le long espace de temps que dura son absence, les colons se gouvernèrent eux-mêmes, élurent leurs

magistrats et votèrent leurs lois. On n'établit aucune taxe pour le soulagement des pauvres, car il n'en était pas besoin. Quiconque payait un impôt avait droit de suffrage, quelles que fussent d'ailleurs sa religion et sa nationalité. Les témoins devant les tribunaux étaient dispensés du serment. Les spectacles étaient interdits ; d'autres lois encore rappelaient assez celles des puritains. Mais il n'y eut aucune persécution religieuse, et on ne compte qu'une seule accusation de sorcellerie ; encore le prétendu coupable fut-il seulement déclaré « suspect d'être sorcier ». Néanmoins, quelques-uns des cruels châtiments qui étaient en usage à cette époque s'introduisirent peu à peu dans la Pennsylvanie ; le pilori, les entraves et le poteau où l'on attachait les condamnés à la peine du fouet se dressèrent sur la place du Marché. L'esclavage ne fut point prohibé, et la loi vouait au supplice du feu tout esclave assassin de son maître. On doit dire, du reste, qu'il n'existe aucune trace d'une pareille exécution dans les annales du pays.

Après quinze ans d'absence, William Penn revit la colonie et y séjourna deux années ; il trouva que de grands changements étaient survenus depuis son départ. D'ailleurs sa popularité ne faisait qu'augmenter ; nul n'oubliait la munificence avec laquelle il avait distribué son bien aux colons. Lui-même sentait qu'il avait fait de grands sacrifices. « O Pennsylvanie, écrivait-il un jour, que ne m'as-tu pas coûté ! Pour toi j'ai dépensé plus de trente mille livres sterling de ma propre fortune, j'ai accompli deux périlleuses traversées, et j'ai presque perdu l'âme de mon fils. » Cette dernière phrase était une allusion à la mauvaise conduite d'un de ses fils, pendant l'absence qu'il avait faite.

Les Pennsylvaniens savaient gré à leur bienfaiteur de toutes ses largesses, et cependant ils n'étaient pas aussi satisfaits que les habitants des autres colonies, où chaque individu se sentait propriétaire absolu du terrain qu'il avait défriché. Aussi, dès que Penn n'exista plus, les colons n'eurent pas pour les droits de ses successeurs le même respect qu'ils professaient pour les siens, et des discordes s'ensuivirent.

Ce fut du reste une race persévérante et industrieuse que celle des premiers colons de la Pennsylvanie. Ils s'adonnèrent à l'agriculture, au commerce et à la construction des navires, qu'ils vendaient au dehors ou qu'ils gardaient pour leur usage particulier. Les grandes mines de houille que l'on rencontre dans cet État n'étaient pas encore découvertes, mais quelques hauts fourneaux y furent établis pour la fonte du fer. La plupart des colons anglais conservèrent la simplicité d'allures des quakers, bien qu'ils eussent le confort et même le luxe désirables. Leurs écoles et leurs collèges ne furent pas fondés tout à fait d'aussi bonne heure que ceux des colonies de l'est; cependant on assure que la première école de filles en Amérique fut établie à Lewistown, lorsque la Delaware faisait partie de la Pennsylvanie. La fondation de l'Université pennsylvanienne remonte à l'année 1749.

Jusqu'au temps de la Révolution américaine ou peu s'en faut, Philadelphie resta « une jolie et verdoyante ville de province », comme l'avait voulu Penn. Les maisons, généralement construites en briques ou en pierres, étaient entourées de jardins et de vergers. Un voyageur allemand disait, en 1748, qu'il mûrissait tant de pêches aux environs de la ville que les porcs eux-mêmes en étaient rassasiés. « Les paysans d'Europe, ajoute-t-il, veillent avec plus de soin sur leurs

navets que les Pennsylvaniens sur les fruits les plus délicieux. Quiconque en désire n'a qu'à escalader le mur pour les cueillir. Chaque Philadelphien jouit d'une liberté et d'une abondance telles qu'il peut vivre comme un roi dans sa maison. »

Pourtant, à cette époque, une boutique à Philadelphie n'était qu'une simple maison d'habitation, garnie de marchandises au rez-de-chaussée, avec un objet quelconque suspendu à la porte afin d'indiquer ce qu'on y vendait ; — par exemple une corbeille, un livre, une ruche d'abeille ou un modèle d'ancre de navire. Il n'y avait point de pavés dans les rues, mais seulement un étroit dallage en guise de trottoir. Le jour du marché hebdomadaire était pour ainsi dire jour de fête ; en outre, une foire avait lieu deux fois l'an. A l'origine, les gens de la colonie étaient sobres et ne se permettaient que fort peu d'amusements ; mais, plus tard, ils eurent une école de danse, puis un bal public, puis un champ de courses et des meutes de chasse. Les voies de communication alentour étaient plus qu'insuffisantes, vu le mauvais entretien des routes et la lenteur des moyens de transport. En 1772, une diligence, appelée « la machine volante », était réputée ne mettre que deux journées pour aller de Philadelphie à New-York !

La Pennsylvanie fut pendant plusieurs années plus prospère qu'aucune autre colonie. C'était dans le port de Philadelphie qu'abordaient la majeure partie des émigrants ; parfois douze mille Allemands arrivaient en une seule année. Un tiers environ de la population appartenait à la secte des quakers, tous gens économes et rangés. A l'époque où éclata la Révolution d'Amérique, la Pennsylvanie occupait parmi les colonies le troisième rang, n'étant dépassée sous le rapport de la

population et de la puissance que par la Virginie et le Massachusetts.

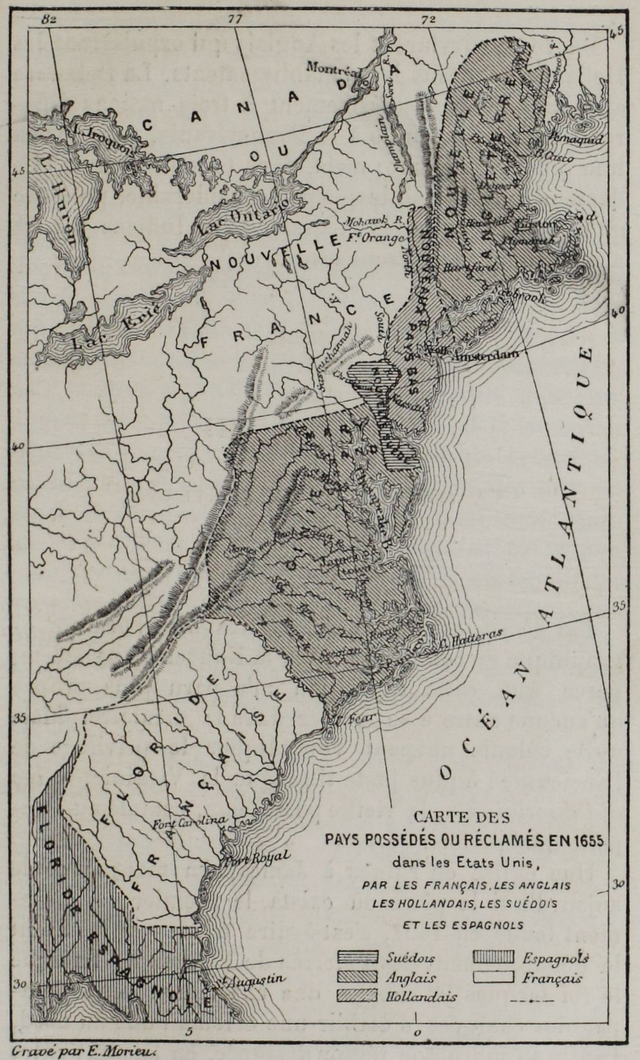
LA DELAWARE

Il arriva, en 1610, qu'un Anglais, lord Delaware, étant alors gouverneur de la Virginie, remonta la côte pour un voyage d'exploration et entra dans un cours d'eau magnifique, qui reçut le nom de Delaware en souvenir de lui. Vingt ans après, les Hollandais tentèrent de fonder un établissement en ce même endroit, mais les colons tombèrent sous les coups des Indiens ; plus tard, les Suédois y créèrent une colonie permanente, la seule qu'ils aient jamais fondée. Voici comment la chose advint :

Gustave-Adolphe, le plus fameux d'entre les rois de Suède, si fameux qu'on le surnomma le Lion du Nord, forma le projet de coloniser un coin de l'Amérique. Une Compagnie, organisée dans ce but, engagea des émigrants de tous les points de l'Europe à partir sous la protection du gouvernement suédois. Cette Compagnie avait résolu que l'esclavage serait interdit en vertu du raisonnement qui suit : « Les esclaves coûtent beaucoup, ne travaillent qu'avec répugnance et périssent bientôt sous les mauvais traitements. La nation suédoise est laborieuse, intelligente ; très certainement nous gagnerons davantage en nous servant d'hommes libres, mariés et pères de famille. »

Gustave Adolphe appelait la colonie projetée « la perle de son royaume », et la destinait à être le refuge « de tous les chrétiens opprimés ». Par malheur, ce prince fut tué dans une bataille en 1632, et sa fille Christine, qui n'était âgée que de six ans, lui succéda sur le trône de Suède. Mais le premier ministre du

royaume, le chancelier Oxenstiern, était l'un des hommes d'État les plus sages de l'Europe. Il résolut de poursuivre l'exécution du plan préparé pour l'établissement de la colonie américaine, et envoya, en 1638, un nombre considérable de Suédois et de Finlandais, qui bâtirent un fort et l'appelèrent Christiana en l'honneur de leur jeune reine. La colonie reçut elle-même le nom de Nouvelle-Suède. D'autres colons arrivèrent, et leurs établissements finirent par s'étendre sur le territoire de la Pennsylvanie actuelle; de sorte que l'habitation du gouverneur n'était qu'à quelques milles de l'endroit où s'élève aujourd'hui Philadelphie. Ceci mécontenta les Hollandais des Nouveaux-Pays-Bas. Ils avaient pris possession de la contrée, pensaient-ils, et en leur qualité de premiers occupants, regardaient les Suédois comme des intrus. Ceux-ci, très entreprenants, leur faisaient concurrence pour l'achat du tabac aux planteurs de la Virginie et pour la vente des fourrures. Toutefois les Hollandais ne les attaquèrent pas d'abord, car le gouvernement suédois était alors puissant en Europe et capable de soutenir ses colonies. Ils bâtirent seulement un fort à côté de Christiana. Les Suédois s'en emparèrent. Alors la Compagnie hollandaise, poussée à bout, demanda au gouverneur Pierre Stuyvesant de venger ses griefs, de chasser les Suédois des bords de la rivière ou de les amener à composition. En conséquence, le gouverneur hollandais remonta la Delaware (1655), reprit le fort en question, puis à son tour s'empara des forteresses ennemies. Le gouvernement suédois était fort affaibli en Europe et ne fit rien pour protéger sa colonie unique; il en résulta qu'après dix-sept années d'une existence distincte, la Nouvelle-Suède fut englobée dans les Nouveaux-Pays-Bas.



Gravé par E. Morieu.

En 1664, survinrent les Anglais qui expulsèrent les Hollandais de tous leurs établissements. La Delaware appartint donc successivement à trois nations différentes. Elle fut réunie à la Pennsylvanie, puis forma une province séparée; mais, dans tous les temps, elle demeura aussi paisible que peu considérable, protégée qu'elle était contre les incursions des Indiens par les autres colonies environnantes.

CHAPITRE XIII

LA VIRGINIE ET LE MARYLAND

LA VIRGINIE

J'ai décrit les premières colonies dans l'ordre géographique en commençant par la Nouvelle-Angleterre, parce que cette exposition m'a paru plus propre qu'aucune autre à se graver dans la mémoire. Mais nulle colonie ne peut revendiquer le privilège de l'ancienneté à plus juste titre que la Virginie, « *the old dominion* », la vieille possession, comme on l'appelle quelquefois.

Une église en ruines à Jamestown marque seule aujourd'hui la place où exista le premier établissement fondé en 1607, c'est-à-dire treize années avant le débarquement des Pèlerins de Plymouth. Lorsque le roi Jacques I[er] octroya une charte aux deux Compagnies chargées d'établir une colonie l'une au nord, l'autre au sud d'une région désignée, en laissant entre

elles un espace vacant, ce fut la Compagnie du sud qui colonisa la Virginie.

Le commandant des navires qui amenèrent les premiers colons en ces parages s'appelait Newport; mais le véritable chef de l'expédition était un certain capitaine John Smith, dont la vie avait été fort étrange. Né en Angleterre dans le Lincolnshire (1579), il avait, dès l'âge de douze ans, vendu ses livres et son sac d'écolier afin de gagner la mer. Mais, son père étant mort subitement, il abandonna ses projets de fuite pour rester dans sa famille. Au bout de deux ans, le goût des aventures le ressaisit; il quitta l'Angleterre, alla en France, en Hollande, et combattit plusieurs années de suite sous différents drapeaux. Il lui arriva dans ces guerres toutes sortes d'accidents extraordinaires; une fois, entre autres, allant de Marseille en Italie, Smith fut accusé par certains passagers superstitieux d'avoir été cause d'une tempête; on le jeta par-dessus bord; il gagna une île à la nage et fut recueilli sur un vaisseau français. Ce vaisseau s'engagea dans un combat naval tandis qu'il le portait, et John Smith se distingua tellement par sa bravoure, qu'une partie du butin remporté sur l'ennemi lui fut adjugé.

Ensuite il alla combattre les Turcs. Durant un siège quelconque, un officier turc provoqua le premier officier chrétien venu en combat singulier; Smith accepta le défi et tua non seulement son adversaire, mais deux autres successivement. Fait prisonnier, vendu comme esclave, il inspira de la compassion à sa maîtresse, Tragabizanda, réussit à s'enfuir en Russie, de là en Autriche, en Espagne, au Maroc, et revint enfin en Europe, tout prêt à se jeter dans de nouvelles aventures. Ayant entendu parler de l'expé-

dition en Virginie que projetait le capitaine Newport, il se joignit à lui sans balancer.

Ils mirent à la voile le 19 décembre 1606 avec trois vaisseaux; les colons comptaient en tout cent cinq hommes sans femmes ni enfants. En abordant à la baie de Chesapeake, ils furent émerveillés du spectacle qui frappa leurs regards. Le capitaine Smith a écrit que « jamais le ciel et la terre ne s'étaient si bien accordés pour créer une demeure humaine. » Ils appelèrent les deux caps entre lesquels ils se trouvaient, le *cap Henry* et le *cap Charles*, d'après leurs jeunes princes. Ils nommèrent Old Point « Comfort » en souvenir de l'excellent mouillage qui s'était offert à eux après une rude tempête. Ils appelèrent le fleuve, James « fleuve du Roi », et leur premier établissement, James City (aujourd'hui Jamestown), toujours en l'honneur du roi. Le débarquement eut lieu à cet endroit le 13 mai 1607, et la première colonie anglaise permanente de l'Amérique du Nord se trouva fondée.

Il avait été décidé que Smith serait l'un des directeurs de la colonie; mais les autres, qui étaient tous jaloux de lui, s'opposèrent à ce qu'il prît autant d'importance. Toutefois, ils ne pouvaient l'empêcher d'être l'homme le plus capable de la bande, et, après avoir eu recours à lui en plus d'une circonstance, on finit, bon gré mal gré, par le nommer président. Cette dignité n'était pas précisément une sinécure, la turbulence des colons les rendant fort difficiles à diriger. Ils n'étaient pour la plupart ni persévérants, ni industrieux. On ne trouvait parmi eux que très peu de cultivateurs et d'ouvriers; or, une colonie naissante a besoin surtout de ces hommes-là. Le grand nombre se composait de *gentlemen* inutiles, sans parler d'un certain nombre de criminels graciés. Les uns s'étaient

attendus à rencontrer tout de suite l'océan Pacifique et, déçus dans cette attente, ne cachaient pas leur découragement; d'autres cherchaient partout de l'or, et chargèrent un navire de terre commune qu'ils prirent pour du minerai.

« Quand vous nous enverrez des colons, écrivait Smith à la Compagnie anglaise qui avait organisé cette colonie, envoyez plutôt, de grâce, trente charpentiers, cultivateurs, jardiniers, pêcheurs, forgerons, et des terrassiers bien outillés, que mille individus semblables à ceux que nous avons ici. »

« Ils étaient, ajoute un ancien voyageur, dissipateurs et insouciants, au point qu'ils construisirent une église qui coûta cinquante livres et une taverne qui en coûta cinq cents. »

Le capitaine John Smith eut donc fort à faire pour maintenir ses hommes dans le devoir, pour leur enseigner à abattre des arbres, à bâtir des maisons, à faire l'exercice militaire, et pour leur procurer, en explorant le pays, des moyens de subsistance.

Il punissait la paresse par la privation de nourriture et, afin d'empêcher les blasphèmes, il tenait chaque jour un compte en règle de tous ceux qu'il entendait proférer. Quand venait le soir, le blasphémateur recevait dans sa manche un bidon d'eau froide pour chaque juron. Lui-même travaillait plus que personne, et son exemple infligeait aux paresseux une honte salutaire.

Plus tard, lorsque les femmes et les enfants des colons furent venus les rejoindre, on vit s'opérer une amélioration sensible, si bien que le capitaine Smith écrivit en Angleterre qu'ils étaient devenus des bûcherons accomplis. Cependant, un des gouverneurs répéta par la suite que ce dont la colonie avait le plus

besoin, c'était de « quelques honnêtes travailleurs chargés de famille. »

Le capitaine Smith a laissé quelques récits très vifs des premières privations qu'endura la colonie.

« Quand j'abordai pour la première fois en Virginie, dit-il, nous accrochâmes à trois ou quatre arbres un vieux morceau de toile à voiles pour nous préserver des rayons du soleil ; nos murs ont été des barrières de bois, nos sièges des troncs d'arbres, jusqu'à ce que nous soyons venus à bout de scier des planches. En guise de chaire à prêcher, nous avions une pièce de bois clouée à deux arbres rapprochés l'un de l'autre. Pendant le mauvais temps, nous nous abritions sous une vieille tente pourrie, car nous n'en avions guère de meilleure, et celle-ci pouvait d'aventure passer pour à peu près neuve ! Ce fut là d'abord notre église ; nous la remplaçâmes ensuite par quelque chose comme une grange bien étayée, dont les murs et le toit étaient formés de poutres, de roseaux et de terre.

« Nos habitations les plus confortables étaient sur le même patron ; mais la plupart étaient autrement rustiques, ne défendant leurs hôtes ni contre le vent ni contre la pluie.

« Néanmoins, ajouta-t-il plus tard, la miséricorde céleste, le temps et l'expérience ont fini par développer dans ce pays une grande prospérité ; je crains seulement qu'elle ne soit pas stable, la culture du tabac, sur laquelle on ne peut compter, étant poussée à l'excès. »

Le capitaine Smith prévoyait ce qui est arrivé en réalité ; il redoutait que la culture du tabac n'épuisât le sol et, sur d'autres points encore, ne portât préjudice à la colonie.

Smith entreprit à diverses époques des explorations

le long de la côte, jusqu'au Maine. Il visita les *Isles of Shoals*, primitivement appelées îles Smith, dans le New-Hampshire ; un monument y est érigé à sa mémoire. Ce fut lui qui le premier donna le nom de Nouvelle-Angleterre à cette partie de l'Amérique ; les noms de *Plymouth*, de *cap Anne*, de *fleuve Charles* apparaissent pour la première fois sur une carte dressée par lui. Il fit aussi des expéditions à l'intérieur. Dans l'une d'elles il tomba aux mains des Indiens, et le petit nombre d'hommes qui l'accompagnaient furent mis à mort. Quant à lui, il amusa si bien ses vainqueurs en leur montrant la boussole et en leur expliquant le mouvement de la terre, qu'ils l'épargnèrent. Il continua de les étonner en écrivant une lettre pour ses amis, car les Indiens ne comprenaient pas comment un long message pouvait tenir sur une simple feuille de papier. Cependant, le chef indien Powhatan l'avait condamné à mort et la sentence allait être exécutée, lorsque la fille de ce chef, Pacahontas, une enfant de douze ans, se jeta entre la victime et le tomahawk déjà levé ; elle sauva ainsi les jours du capitaine. Cette histoire a été mise en doute, mais il est certain néanmoins que Pacahontas exista et que, devenue femme, elle se convertit au christianisme, épousa un Anglais nommé Rolfe et partit avec lui pour l'Angleterre. Un narrateur anglais de cette époque dit que « non seulement elle s'accoutuma fort bien à la civilisation européenne, mais qu'elle se comporta partout en fille de roi. » Elle mourut bientôt après. Le capitaine Smith alla aussi en Angleterre (1609) se guérir d'une grave blessure qu'il avait reçue, et jamais il ne revit l'Amérique. Après son départ, tout alla mal en Virginie ; au bout de six mois, les émigrants, désespérés, quittèrent Jamestown, comptant retourner pour toujours dans

leur patrie. Ils étaient cinq cents lors du départ du capitaine Smith, et maintenant leur nombre était réduit à soixante. « Nul n'a versé une larme de regret au départ, écrivirent-ils, car nul n'avait goûté un seul jour de bonheur. » Mais, comme ils descendaient la James River, ils rencontrèrent la chaloupe d'un vaisseau anglais qui leur amenait, outre des provisions, un nouveau gouverneur, lord de la Ware ou Delaware. Ils revinrent alors sur leurs pas et continuèrent d'habiter Jamestown. Cette période de détresse est restée gravée dans leur mémoire sous un nom caractéristique : le *temps de la famine.*

En général, les colons de la Virginie ne demeuraient pas dans des villages comme ceux des colonies septentrionales. Le sol était si fertile, la culture du tabac si lucrative, que les habitants dédaignaient le commerce et la pêche. N'étant pas obligés de vivre rapprochés les uns des autres pour se liguer contre les Indiens, ils ne bâtirent ni villes ni grands villages. Ils cultivèrent des plantations séparées, et la coutume s'introduisit chez eux de faire venir d'Angleterre des apprentis domestiques, qui étaient loués aux planteurs pour un nombre déterminé d'années. C'étaient des criminels ou des rebelles au gouvernement que l'on envoyait en Amérique pour les utiliser. Plus tard, en 1619, un vaisseau de guerre hollandais amena une cargaison de vingt nègres africains. Les planteurs de la Virginie s'empressèrent de les acheter, jetant ainsi les fondements de l'institution de l'esclavage, qui a subsisté jusqu'à ces dernières années dans les États du sud. Les esclaves travaillaient aux champs ; ils exerçaient aussi des métiers, tous les articles de luxe étant apportés d'Angleterre en échange du tabac, car tout se payait en tabac dans la Virginie, même les

impôts, même le traitement des ministres de la religion et toutes les dépenses particulières. Quand la colonie s'était fondée, quatre-vingt-dix jeunes femmes de bonnes mœurs avaient été exportées par la Compagnie anglaise, et quiconque en épousait une devait donner cent livres de tabac. Le mari d'une femme convaincue de calomnie était condamné à payer cinq cents livres de tabac. On léguait par testament telle ou telle quantité de tabac. Cette époque fut pour la Virginie une période de bien-être. L'hospitalité s'y exerçait généreusement; la vie extérieure était active et toute virile, mais l'instruction fort négligée.

Un gouverneur de la Virginie écrivait en 1671 : « Je loue Dieu de ce qu'il n'y ait ni école libre, ni imprimerie, » et exprimait l'espérance que rien de tout cela n'existerait avant un siècle au moins. Un autre gouverneur défendait de se servir d'une presse à imprimer, pour quelque motif que ce fût. Un autre encore taxait les maîtres d'école à vingt shillings par tête. Pourtant le collège *William and Mary*, dans la Virginie, est, après celui d'*Harvard*, le plus ancien établissement de ce genre qui existe en Amérique, sa fondation remontant à 1692. Il reçut 20,000 acres de terre de la munificence du roi et de la reine d'Angleterre, Guillaume et Marie, dont il a gardé les noms, et des revenus furent assignés pour son entretien.

Dans le principe, les colons de la Virginie n'eurent pas le droit de se régir eux-mêmes; l'administration était entre les mains d'un conseil nommé par le roi. Plusieurs des anciennes lois étaient très dures, notamment celles qui concernaient les questions religieuses. En 1610, tout homme qui s'abstenait du service divin, fût-ce un seul dimanche, devait être privé de la ration

d'une semaine entière. S'il y avait récidive, le coupable perdait le droit aux rations et recevait le fouet ; la troisième fois, il était puni de mort. Plus tard on décréta que, dès la première absence de l'église, le coupable serait enchaîné par le cou et les pieds pendant toute une nuit, et resterait esclave de la colonie la semaine suivante. Pour la récidive, le temps de l'esclavage était d'un mois, pour la troisième fois d'un an et un jour. Non moins sévères étaient les lois contre le blasphème ; toute femme habituellement acariâtre pouvait être plongée à trois reprises dans l'eau froide. Hommes et femmes étaient à l'occasion fouettés publiquement, ou condamnés aux entraves, ou bien encore forcés de se tenir debout à l'église pendant l'office, tantôt couverts d'un drap, des baguettes blanches à la main, tantôt à la porte avec un écriteau sur la poitrine. Il y avait encore des lois défendant aux catholiques romains et aux quakers l'entrée de la colonie, et les contrevenants étaient rigoureusement punis.

Toutes ces abominations étaient alors communes, et un bien petit nombre d'États les répudiaient. L'influence du clergé n'était pas si grande dans la Virginie que dans les colonies de la Nouvelle-Angleterre, et le caractère des anciens ministres n'y atteignait pas la même hauteur morale. On cite de nombreux exemples de ministres ivrognes et dissolus, appartenant à l'Église d'Angleterre, qui, venus dans la Virginie, scandalisèrent la population par leurs mauvais exemples, leur goût pour le jeu, l'ivrognerie et d'autres vices encore. La société était hospitalière, libre dans ses façons et de mœurs peu sévères. La plupart des riches colons vivaient sur leurs vastes plantations, dont quelques-unes avaient une étendue de mille

acres ; ils possédaient de nombreux esclaves et tenaient table ouverte. Dans les occasions solennelles, il y avait grand déploiement de luxe et de cérémonies. Un des premiers gouverneurs n'allait à l'église que dans l'appareil suivant, décrit par son secrétaire : « Chaque dimanche, quand le lord gouverneur, capitaine général, se rend à l'église, il est accompagné de tous les conseillers, capitaines et autres officiers, sans parler de tous les gentlemen, avec une garde de cinquante hallebardiers portant la livrée de sa seigneurie (le manteau rouge), qui marchent de chaque côté et derrière lui. Sa seigneurie occupe un siège particulier dans le chœur ; c'est une grande chaise tendue de velours avec un dais ; devant lui est un coussin de velours sur lequel il s'agenouille ; autour de lui prennent place le conseil, les capitaines et autres officiers, chacun selon leur rang. Quand il retourne à sa demeure, on le reconduit avec le même cérémonial. »

Par la suite, les habitants de la Virginie obtinrent le droit de se gouverner eux-mêmes. Ils eurent une législature de leur choix appelée « la Maison des Bourgeois », dont les décisions étaient soumises à la sanction de la Compagnie, en Angleterre. A la fin ils se firent donner une constitution écrite. L'institution de l'esclavage, de l'avis des plus intelligents parmi eux, engendra l'ignorance et la paresse ; mais il se développa dans le pays une classe aristocratique, qui comptait des hommes d'un grand caractère et d'une énergie peu commune. On voit encore dans la Virginie les ruines de beaucoup de vieilles églises et de majestueuses maisons bâties en briques importées, et ornées d'escaliers en bois d'acajou sculpté, dont l'aspect évoque le souvenir d'une noble et opulente colonie. A l'époque de la Révolution américaine, la

Virginie se mit à la tête des autres États ; elle fut la première à proposer la séparation d'avec la mère patrie, et plusieurs des hommes les plus renommés dans le Congrès et sur les champs de bataille sortirent de son sein.

LE MARYLAND

Le premier établissement fondé dans le pays qu'on appelle aujourd'hui Maryland fut l'œuvre d'une bande de colons virginiens commandée par le capitaine William Clayborne, qui avait un permis du roi d'Angleterre pour faire des découvertes et s'adonner au commerce des fourrures. Clayborne se fixa dans l'île de Kent (baie de Chesapeake), en 1631. Mais cette région avait été explorée peu de temps auparavant par un Anglais, George Calvert, lord Baltimore, qui avait obtenu du roi Charles Ier une charte pour la colonie future. Lord Baltimore mourut avant que la charte fût signée ; son fils Cecil, second lord Baltimore, le remplaça. Dans cette charte, la nouvelle province était désignée sous le nom de « Terra Mariæ » ou Terre de Marie, en l'honneur de l'épouse du roi d'Angleterre, Henriette-Marie. Lord Baltimore envoya, sous la conduite de son frère, Léonard Calvert, une expédition composée d'environ deux cents hommes à bord de deux vaisseaux, *l'Arc* et *la Colombe*. Ils débarquèrent en mars 1634, et leur premier établissement fut appelé Sainte-Marie, toujours en l'honneur de la reine. Eux-mêmes prirent souvent le nom de « Pèlerins de Sainte-Marie ».

Le Maryland fut la seule des premières colonies que le roi d'Angleterre eût laissée absolument à elle-même. Lord Baltimore devait la gouverner sans le secours ni l'ingérence du gouvernement anglais. Le

roi promit même de ne point lever de taxes sur la colonie, à condition qu'il lui serait payé, chaque année, en signe de soumission, un tribut de deux flèches indiennes, plus un cinquième sur la totalité de l'or et de l'argent qui pourraient y être découverts. La charte royale portait, en outre, que les colons participeraient, jusqu'à un certain point, à la formation des lois ; mais, en réalité, ces lois ne furent faites que par lord Baltimore ou les gouverneurs qu'il lui plut de nommer. Cette tyrannie mécontenta la population, bien que lord Baltimore fût personnellement un homme très respectable et très éclairé, d'une tolérance toute particulière en matière de religion. Il était catholique romain, et les premiers colons appartinrent au même culte pour la plupart. Mais, dès l'origine, il avait été convenu que toutes les communions chrétiennes vivraient dans le Maryland sur le pied d'égalité. En 1649, l'assemblée coloniale passa un acte portant qu'aucune personne « qui professerait de croire en Jésus-Christ ne serait molestée pour cause de religion, ni gênée dans le libre exercice de son culte, ni forcée de reconnaître une autre religion contre son gré. » Cela n'allait pas, comme dans Rhode-Island, jusqu'à l'admission des Juifs et de tous ceux qui ne pratiqueraient pas le christianisme, mais, en somme, c'était encore une tolérance presque exceptionnelle à cette époque. Si parfois les quakers furent punis, ce ne fut point en raison de leurs doctrines religieuses, mais parce qu'ils se refusaient au service militaire. On surnomma cette colonie « la Terre du Sanctuaire. »

Un grand nombre de puritains, chassés de la Virginie par de vives persécutions, se réfugièrent dans le Maryland ; ils y excitèrent bientôt des troubles, parce que ni eux ni leur chef Clayborne ne pouvaient s'en-

tendre avec les catholiques romains, et ils devinrent assez puissants pour faire passer un acte décrétant que les catholiques n'auraient droit à aucune protection dans cette colonie qu'ils avaient fondée. Le roi mit un terme aux dissentiments en établissant l'Église d'Angleterre au Maryland (1691) ; vingt ans plus tard, il remit cette colonie aux mains d'un descendant de lord Baltimore qui s'était converti au protestantisme. En dehors de ces troubles suscités par des questions religieuses, le Maryland fut prospère et offrit une grande analogie avec la Virginie sous le rapport des mœurs et des habitudes. L'esclavage y était en vigueur; il y avait peu de grandes villes; les habitants vivaient en général sur leurs plantations et cultivaient le tabac. Comme les Virginiens, ils payaient toutes leurs dépenses avec cette denrée. Leur Maison d'État avait coûté 40,000 dollars de tabac. Ils eurent peu à souffrir des Indiens, et, même dans les guerres contre les Français et les sauvages, ce ne furent que les établissements de l'extrême ouest qui, chez eux, éprouvèrent des dommages. Il est vrai que de vives altercations s'élevèrent entre le Maryland et la Pennsylvanie sur les questions de frontière ; mais le différend fut réglé par deux arpenteurs, Mason et Dixon. La ligne de démarcation qu'ils tirèrent en 1750 a toujours été nommée depuis « la ligne Mason et Dixon ». Pendant bien des années, cette ligne eut une importance toute spéciale, parce qu'elle séparait les États libres de l'Union des États esclavagistes.

CHAPITRE XIV

LES COLONIES DU SUD

CAROLINE DU NORD ET CAROLINE DU SUD

Ce nom de Caroline fut donné à la région qui le porte aujourd'hui encore, par une petite colonie de protestants français qui, fuyant la persécution religieuse, vinrent s'y établir dès 1562 sous la conduite d'un nommé Jean Ribault. Ils débarquèrent à Port-Royal, où ils élevèrent un fort en béton dont quelques pans de murs subsistent encore, et un monument de pierre portant les fleurs de lys de France. Ce pays s'appela Caroline, en l'honneur de Charles IX, alors roi de France. Mais la colonie périclita comme presque toutes celles qui furent établies au seizième siècle sur le continent américain. Les Français qui survécurent à cette entreprise avortée, retournèrent dans leur patrie, et près de cent ans s'écoulèrent avant que de nouveaux colons partissent de la Virginie, de la Nouvelle-Angleterre et des Barbades. Puis un grand projet de colonisation pour la Caroline fut formé en Angleterre.

Je parle ici à la fois de la Caroline du Nord et de la Caroline du Sud qui ne furent séparées définitivement que longtemps après.

L'an 1663, Charles II, roi d'Angleterre, concéda toute la région appelée Caroline, à huit propriétaires, des seigneurs de sa cour pour la plupart. Riches et influents, ils résolurent de donner à leur gouverne-

ment une forme beaucoup plus aristocratique qu'à aucun de ceux qui existaient alors en Amérique. Sur l'ordre du roi, le plan de ce gouvernement fut rédigé par le philosophe John Locke. On disposa les choses de façon à ne laisser le pouvoir qu'aux mains d'un très petit nombre. Il devait y avoir, comme dans tous les États européens, une noblesse régulièrement constituée; chacun des nobles porterait le titre de comte ou celui de baron; toutes les terres devaient leur appartenir en propre, tandis que la condition du menu peuple serait à peine meilleure que celle des esclaves.

On voit par là combien ces faiseurs de projets connaissaient peu les aspirations générales vers le *self government* (gouvernement par soi-même). Le roi Charles et John Locke se figuraient que le plus sûr moyen de faire prospérer une colonie, était de dépouiller le peuple de toute autorité, tandis qu'au contraire l'expérience avait prouvé déjà que le succès de ces établissements résidait surtout dans le morcellement de la propriété et dans une indépendance aussi étendue que possible, pour chaque colon en particulier. Il advint du reste que les grands propriétaires, comtes et barons, qui réclamaient la possession exclusive de la Caroline, restèrent chez eux et que le plan dont le gouvernement attendait de si beaux résultats, ne fut pas mis sérieusement à exécution.

Cependant les émigrants continuaient à affluer de toutes parts dans la Caroline. Il y avait des Anglais, des Irlandais, des Écossais, des Hollandais et des Français, ceux-ci huguenots, fuyant la persécution religieuse comme ceux de leurs compatriotes qui avaient, un siècle auparavant, donné leur nom à la

Caroline et planté sur ce sol vierge les fleurs de lis de France. Ces huguenots, disant pour toujours adieu à leur patrie, vinrent chercher la liberté de conscience à l'ombre du drapeau anglais. Il est regrettable que la liberté individuelle n'ait pas été pratiquée de même dans la colonie. Des esclaves nègres y furent transportés des Barbades en 1665. D'ailleurs, la Caroline fut longtemps prospère. Les plants de riz y furent, dit-on, apportés par hasard avec la cargaison d'un vaisseau venu de Madagascar et qui relâcha dans le port de Charleston. Cette culture se répandit bientôt avec une rapidité prodigieuse, mais il s'écoula encore un laps de temps assez considérable avant l'introduction du coton, qui est devenu depuis l'un des plus importants produits de la Caroline du Sud. Les habitants de cette dernière région contractèrent l'habitude de vivre comme dans la Virginie sur de vastes plantations isolées, tandis que dans la Caroline du Nord, les colons s'écartaient encore davantage les uns des autres, dans les forêts où l'on ne voyait pas de route proprement dite, mais seulement des sentiers à peine indiqués par des entailles faites çà et là sur les arbres. Pour subvenir à leurs besoins, ils coupaient du bois, recueillaient le goudron et la térébenthine, chassaient l'ours et *trappaient* le castor. Ils étaient aidés dans ces diverses opérations par des esclaves qu'ils avaient amenés avec eux de la Virginie. La Caroline du Nord et la Caroline du Sud différaient donc déjà de mœurs et d'intérêts bien avant d'être séparées en deux colonies distinctes.

Pendant la guerre qui eut lieu entre l'Angleterre et l'Espagne, la Caroline eut maille à partir avec les établissements espagnols de la Floride. Les colons envoyèrent une expédition armée contre Saint-Augustin ;

en guise de représailles, les Espagnols excitèrent les Indiens contre les colons. Les deux Carolines eurent fort à souffrir de la part des Indiens, surtout de la tribu des Tuscaroras, jusqu'au temps où ces sauvages furent vaincus et obligés de se réfugier dans l'État de New-York; là ils s'unirent aux *Cinq Nations* en 1722.

Pendant les guerres franco-indiennes, les Français partis de la Havane attaquèrent les établissements de la Caroline, qui furent terriblement endommagés par ces divers ennemis. Les colons étaient en outre très mécontents de l'administration des propriétaires anglais, et ils se révoltèrent à la fin, emprisonnant le secrétaire de la province et bannissant le gouverneur. Plus tard, ils adressèrent au roi d'Angleterre une pétition, le priant de vouloir bien indemniser les propriétaires et faire de tout le pays deux provinces royales. Ceci fut accompli en 1729. La Caroline du Nord et la Caroline du Sud demeurèrent à tout jamais séparées. Chacune de ces provinces eut un gouvernement royal et une assemblée élue par le peuple. Avec le temps, ces gouverneurs royaux devinrent aussi impopulaires que l'avaient été leurs prédécesseurs. Il en résulta que le désir de se gouverner tout seul ne fit que grandir parmi le peuple carolinien, jusqu'au jour où éclata la Révolution américaine.

LA GÉORGIE

La colonie de la Géorgie fut fondée par un homme éminent, le général James Oglethorpe. Très jeune encore il fut nommé officier dans l'armée anglaise où son courage, ses belles manières et sa bonne mine prévinrent tout le monde en sa faveur. Il servit quelque

temps, en qualité de volontaire, dans l'armée du prince Eugène de Savoie qui combattait alors contre les Turcs. Après s'être distingué au siège de Belgrade, Oglethorpe revint dans sa patrie où il fut élu membre du Parlement. Dans cette haute situation, il s'intéressa particulièrement aux pauvres débiteurs qui étaient alors cruellement traités en Angleterre. Ceci le conduisit à tracer le projet d'une colonie qui serait ouverte à tous les persécutés. Dans ce but, il demanda des terres au roi Georges II qui lui concéda l'espace situé entre la Caroline et la Floride. C'était un vaste territoire, puisqu'on supposait qu'il devait s'étendre jusqu'à l'océan Pacifique, mais comme il était réclamé à la fois par les Anglais et par les Espagnols, quelques doutes existaient sur la légitimité du titre de possession; ces doutes engendrèrent par la suite de graves discussions. Cependant Oglethorpe organisa la colonie destinée à peupler les nouveaux domaines en 1733, et partit lui-même en qualité de gouverneur. La colonie fut nommée Géorgie en l'honneur de George II qui avait désigné la terre confiée ainsi à Oglethorpe et à ses associés « comme le bien des pauvres. »

Le sceau de la colonie représentait un groupe de vers à soie avec une devise latine signifiant : « Non pas pour eux, mais pour les autres. »

Oglethorpe, arrivé sur cette terre lointaine, planta sa tente sous quatre grands pins, à l'endroit où s'élève maintenant la ville de Savannah. Pendant une année, ce fut là son unique demeure. La terre lui appartenait en vertu d'un titre royal, mais il trouva juste néanmoins de la payer aux Indiens de cette région, ce qui lui valut l'amitié des indigènes. Les chefs de tribus lui offrirent une peau de buffle au dedans de

laquelle étaient peintes la tête et les plumes d'un aigle, en disant : « Les plumes de l'aigle sont douces et signifient amour. La peau bien chaude est le symbole de protection. Aimez donc et protégez nos petites familles. »

Oglethorpe agréa cette humble requête et ne se départit jamais des meilleurs sentiments à l'égard des Indiens. Il fut non seulement l'ami des Indiens, mais encore celui des nègres. Bien que l'esclavage existât chez ses voisins de la Caroline du Sud, il ne souffrit jamais qu'on l'introduisît en Géorgie, déclarant que si les esclaves entraient dans la colonie, il n'aurait plus rien de commun avec elle. Oglethorpe interdit également l'importation du rhum, et cette proscription dura jusqu'à son départ de l'Amérique.

Un grand nombre de colons de la Géorgie appartenaient à la secte chrétienne, dite des Moraves, persécutée en Autriche. De célèbres prédicateurs anglais vinrent visiter ce peuple : John et Charles Wesley, fondateurs de l'Église méthodiste; George Whitefield, qui créa un orphelinat à Savannah. Mais sur certains points Whitefield était moins conséquent avec lui-même qu'Oglethorpe, car il se montra partisan de l'esclavage, et son influence contribua puissamment à l'introduire en Géorgie après le départ du vertueux fondateur.

D'autre part, les Wesley appelaient l'esclavage « le résumé de toutes les abominations. »

Plus tard, lors de la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre, la Géorgie, comme la Caroline, eut à combattre contre les Espagnols de la Floride. Oglethorpe fut le commandant général de toutes les forces coloniales représentées par un millier de soldats européens

et quelques Indiens. Il fit une attaque sur Saint-Augustin en 1740, échoua dans cette tentative et eut ensuite à défendre sa propre colonie contre les Espagnols. Ces derniers vinrent au nombre de trois mille hommes et débarquèrent à l'île Saint-Simon, où ils essuyèrent en dernier lieu une défaite totale. Bientôt après, Oglethorpe retourna en Angleterre. Les autres administrateurs qui avaient été nommés par le roi étaient, sous beaucoup de rapports, impopulaires; quelques-uns de leurs règlements semblaient des plus vexatoires, par exemple celui qui limitait l'étendue des fermes, et celui qui interdisait à la femme d'hériter d'une terre. A la fin, tant de plaintes se produisirent que les colons renoncèrent à leur charte; la Géorgie devint donc une province royale. Le roi nommait la plupart des fonctionnaires, bien qu'il y eût assemblée du peuple. Le général Oglethorpe ne revint jamais en Amérique, mais il ne cessa pas pour cela d'en être l'ami fidèle. Il vécut jusqu'à un âge très avancé, et conservait, à près de quatre-vingt-dix ans, l'éloquence, la politesse, la bonne grâce qui l'avaient toujours caractérisé. C'est l'un des caractères les plus nobles qui aient été mêlés à l'histoire d'Amérique.

Outre la colonie morave, il y eut en Géorgie une colonie de Highlanders écossais dont Oglethorpe avait conquis tout d'abord l'affection en se présentant à eux revêtu de leur costume national. Ces Highlanders, de même que les Moraves, donnaient des soins attentifs à l'éducation de leurs enfants, chose fort négligée dans le reste de la colonie. Les habitants, aidés de leurs esclaves, défrichaient les forêts et s'adonnaient à la culture du sol. De grands sacrifices furent faits par le gouverneur anglais pour encourager les manu-

factures de soie qui demeurèrent florissantes pendant quelque temps. On expédia d'Angleterre des gens habiles dans l'art d'élever les vers à soie et de dévider leur précieux produit; cette industrie persista en Géorgie jusqu'à l'époque de la Révolution américaine. Le général Oglethorpe apporta en Angleterre les premiers échantillons de la soie coloniale, et la reine s'en fit faire une robe. Cependant la Géorgie n'eut jamais une population bien nombreuse ; elle était la plus jeune et la plus faible des colonies lorsqu'éclata la guerre qui les sépara toutes de la mère patrie et les réunit en une grande nation.

CHAPITRE XV

GUERRES CONTRE LES INDIENS

Lorsque les Pèlerins eurent débarqué sur le rocher de Plymouth, ils aperçurent quelques Indiens qui prirent la fuite à leur approche. Mais au printemps suivant un de ces indigènes s'avança hardiment vers eux en leur disant :

« Anglais, soyez les bienvenus. »

Cela les surprit extrêmement, car ils ne pouvaient concevoir comment ce sauvage parlait la langue anglaise. On découvrit qu'il se nommait Samoset, qu'il habitait plus loin à l'est le long de la côte et qu'il avait fréquenté des pêcheurs anglais. Un certain nombre d'Indiens connaissaient les Européens de cette façon, mais comme ils avaient été plus d'une fois mal-

traités, ils ne se montraient pas aussi confiants que Samoset.

Celui-ci demeura une nuit parmi les colons, et lorsqu'il se sépara d'eux, ils lui firent cadeau d'un couteau, d'un bracelet et d'une bague. De son côté, il promit de revenir bientôt et d'amener d'autres Indiens qui leur vendraient des peaux de castor. En effet, il mit les Anglais en rapport peu de temps après avec Massasoit qui était l'un des chefs les plus puissants de cette région. Massasoit conclut avec les Anglais au nom de sa tribu, un traité qui dura plus de cinquante ans. Il était le sachem des Wampanoags, tribu qui avait été très importante, bien qu'elle fût depuis peu réduite par la maladie ; son alliance rendit de grands services aux Pèlerins.

Ces derniers envoyèrent une députation à la case de Massasoit pour lui rendre visite. Les messagers apportaient un habit de cavalier en étoffe de coton pour le roi, des colliers et des couteaux pour ses chefs ; Massasoit s'affubla de son vêtement rouge et les reçut amicalement.

Une autre fois les colons, croyant qu'un Indien de leurs alliés nommé Squanto avait été tué par les Narragansetts, envoyèrent à travers la forêt une petite troupe de dix hommes qui cernèrent la hutte du chef de la tribu soupçonnée et obligèrent celui-ci, bien qu'il eût sous ses ordres cinq mille guerriers, à relâcher Squanto sain et sauf. Les Indiens ignoraient encore l'usage des armes à feu et leurs flèches ne pouvaient lutter avec avantage contre les fusils des Européens. Plus tard, le chef des Narragansetts fit porter au gouverneur Bradford un paquet de flèches enveloppées dans la peau d'un serpent à sonnettes. Le gouverneur bourra la même peau de poudre et de balles, puis la renvoya aux Indiens

qui n'osèrent la garder et cessèrent leurs menaces. Du reste, les Pèlerins traitaient les Indiens équitablement en toutes choses. Quand ils se décidèrent à les attaquer, ce fut pour défendre une autre colonie qui malheureusement n'avait pas montré le même esprit de justice. Dans cette guerre où commandait le capitaine Miles Standish, plusieurs Indiens furent tués; cet événement causa une grande douleur au vénérable M. Robinson, le pasteur que la congrégation des Pèlerins avait laissé derrière elle à Leyde. « J'aurais désiré, dit-il, que vous en eussiez converti quelques-uns avant d'en tuer un seul. »

Dans la colonie de Plymouth et du Massachusetts, il avait été établi comme règle invariable de ne rien prendre aux Indiens sans payer. L'année qui suivit celle de la fondation du Massachusetts (1631), le tribunal rendit le décret suivant : « Il est ordonné à Josias Plastowe, qui a dérobé quatre paniers de blé aux Indiens, d'avoir à leur en restituer huit autres en échange ; il sera de plus condamné à une amende de cinq livres et ne portera plus à l'avenir que le nom de Josias tout court, sans la désignation de monsieur comme auparavant. » On voit par là combien les colons s'efforçaient de faire prévaloir l'équité, bien qu'il soit très vraisemblable qu'ils aient dû avoir souvent l'occasion d'infliger de semblables châtiments. D'immenses étendues de territoire furent plus d'une fois acquises moyennant une couverture ou un couteau, et bien qu'un tel marché puisse nous paraître aujourd'hui assez déloyal, nous devons considérer que la couverture ou le couteau avaient souvent plus de prix aux yeux d'un Indien, qu'une douzaine de milles de forêts, d'autant qu'ils avaient devant eux l'espace illimité du continent. Ce fut seulement lorsque s'accrut

le nombre des colons que le terrain commença à acquérir quelque peu de cette valeur qu'il possède aujourd'hui.

Les premiers colons du Connecticut eurent affaire à des tribus plus féroces que celles avec lesquelles les Pèlerins étaient entrés en relation. Dès l'origine, ils engagèrent contre les Pequots une guerre à laquelle vinrent se mêler tous les colons de la Nouvelle-Angleterre.

La lutte eut sans doute pris des proportions très graves sans l'intervention de Roger Williams, qui usa de son influence sur la tribu des Narragansetts pour lui conseiller la neutralité. Les Indiens s'étaient réunis en conseil, et Roger Williams, dans le but de sauver ces mêmes hommes qui l'avaient banni du Massachusetts, fit en canot un long trajet par un orage effroyable. Qu'on juge de la rage des Pequots contre Williams, quand, après quatre jours de délai, les Narragansetts refusèrent leur concours! Ils ne cessèrent pas de harceler les colons du Connecticut, et à la fin (1637) une expédition fut organisée contre eux.

Quatre-vingt-dix hommes blancs et plusieurs centaines d'Indiens alliés s'avancèrent sous le commandement du capitaine John Mason. Leur objectif était le principal fort des Pequots, situé à l'endroit où s'élève maintenant la ville de Stonington. Ce fort couvrait un espace de plus d'un acre, environné de troncs d'arbres de douze pieds de haut solidement enfoncés dans le sol et serrés les uns contre les autres. En dedans de cette formidable palissade se trouvaient soixante-dix *wigwams* couverts de nattes et de chaume et formant deux ruelles. Il y avait deux entrées : le capitaine Mason se posta devant l'une et plaça devant

l'autre son lieutenant le capitaine Underhill. Ils s'étaient partagé les troupes blanches, tandis que les Indiens alliés se tenaient rangés en bataille à l'extérieur. Tandis qu'ils prenaient leurs positions, un chien aboya et l'on entendit crier : *Owanux! Owanux!* (Anglais! Anglais!) Aussitôt l'attaque commença. Les toits des huttes indiennes furent incendiés et la plus grande partie des Indiens périt. Les blancs ne perdirent que deux hommes, mais ils eurent un grand nombre de blessés. Ce fut le premier grand coup porté aux indigènes par les blancs, et pendant les quarante années qui suivirent, la paix ne fut que rarement troublée entre les deux races qui se partageaient le sol de la Nouvelle-Angleterre.

Il est consolant de penser qu'au plus fort de la lutte, il se trouvait parmi les puritains des hommes de bien qui essayaient de s'attacher les Indiens et d'assurer la paix par des moyens plus doux. Un pasteur éminent entre tous ceux du Massachusetts, le révérent John Eliot, ou, comme on l'appelait, « l'Apôtre Eliot », poussa le dévouement au point d'apprendre la langue des sauvages afin de faire pour eux une traduction de la Bible. Cette traduction fut imprimée à Cambridge et une partie de la composition typographique exécutée par un ouvrier indien. Eliot peupla une ville, Natick (Massachusetts), d'Indiens qui avaient embrassé le christianisme.

D'autres hommes de bien comme Mayhews, Cotton, Brainerd, etc., l'imitèrent, et on vit s'élever jusqu'à trente églises d'*Indiens priants* (on leur donnait ce nom), sous la direction de prédicateurs indigènes. Des églises semblables avaient été établies au Canada par les missionnaires français, appartenant à la religion catholique. Un jour, lors de la plus violente

hostilité entre les colons anglais et français, un missionnaire jésuite nommé Dreuillettes vint en qualité d'ambassadeur dans la colonie du Massachusetts pour tâcher de former une ligue avec les colons anglais contre les Mohawks. A cette époque, il était interdit à tout jésuite, sous peine de mort, de pénétrer dans la colonie de Massachusetts. Néanmoins, ce brave missionnaire fut cordialement reçu par Eliot qui l'invita même à passer l'hiver avec lui. Il y eut dans ce temps-là tant de querelles entre Français et Anglais, catholiques et protestants, que l'on signale volontiers quelques rares exemples de bonne harmonie et de tolérance mutuelle.

La plus terrible des guerres indiennes éclata en 1675; elle est connue sous le nom de « guerre du roi Philip ». Le roi Philip était fils de Massasoit, ce fidèle ami des blancs, et régnait sur les Wampanoags. Sa principale résidence était à Mount-Hope, presque en face du lieu qu'on appelle aujourd'hui Fall-River (Massachusetts). Cette presqu'île avait été expressément réservée à sa tribu, quand le reste des terres fut vendu aux Européens. Philip était aussi brave qu'intelligent. Voyant que les établissements des blancs ne faisaient que s'accroître, tandis que les Indiens étaient de jour en jour réduits à un plus étroit espace, il résolut de réunir dans un suprême effort toutes les tribus indigènes et d'expulser les Anglais du territoire. Il alla donc de tribu en tribu sur le chemin du Maine au Connecticut, et presque toutes entrèrent dans la ligue, même celle des fidèles Narragansetts dont le chef, Miantonomi, avait été tué par la trahison de quelques blancs. Philip avait si bien pris ses mesures que dans l'espace de trois semaines la guerre s'alluma sur une étendue de deux cents milles.

Elle fut particulièrement désastreuse pour le Massachusetts occidental dont les villes furent brûlées les unes après les autres. La tradition rapporte que dans le village de Hadley, attaqué par les Indiens, les colons se montrant indécis sur le choix d'un chef, on vit apparaître soudain dans les rues un inconnu d'aspect vénérable. Il prit le commandement, donna des ordres et après avoir puissamment contribué à la défaite des Indiens, disparut aussi subitement qu'il était venu. On supposa par la suite que ce mystérieux personnage n'était autre que William Goffe, ancien général de l'armée de Cromwell, qui avait été obligé de fuir d'Angleterre comme régicide, pour avoir siégé parmi les juges qui condamnaient à mort Charles I[er]. Goffe et son compagnon Whalley vécurent longtemps cachés dans les forêts et les cavernes du Connecticut. Son apparition presque fantastique est relatée dans un ouvrage du célèbre romancier américain Hawthorne, intitulé *The Gray Champion* (le Champion gris). L'auteur a seulement changé le temps et le lieu de cet événement.

Pour rompre la puissance de la ligue indienne, on envoya contre les Narragansetts, dans Rhode-Island, une armée de mille hommes commandée par le capitaine Winslow. Les colons marchèrent au cœur de l'hiver contre la bourgade principale des Narragansetts ; elle était située au milieu d'un marais et entourée de palissades. Après un combat de deux heures, les assiégeants s'emparèrent du fort et presque toute la tribu fut exterminée. Cependant Philip continuait à tenir la campagne ; on dit qu'il tua l'un de ses guerriers qui proposait de conclure la paix. En 1676, un fort détachement de puritains, commandés par le capitaine Church, marcha contre lui. Sa femme

et son fils furent faits prisonniers. « Mon cœur se brise, s'écria le roi Philip à cette nouvelle, et maintenant je suis prêt à mourir ! »

L'enfant avait neuf ans et il était le dernier de la race de Massasoit : les puritains, qui devaient tant à l'aïeul, vendirent le petit-fils comme esclave aux Bermudes. Peu de temps après, le roi Philip, traqué de toutes parts, fut tué dans un combat. Ainsi finit cette guerre qui avait duré près de deux ans et qui coûta la vie à six cents hommes. Douze ou treize villes avaient été totalement détruites. On évalue à une famille sur onze les victimes des incendies, et à un onzième aussi les pertes éprouvées par les soldats coloniaux.

Tandis que les guerres contre les Indiens, avaient lieu dans la Nouvelle-Angleterre, d'autres colonies étaient en proie à de semblables calamités. Les Hollandais de New-Amsterdam se livraient à des cruautés horribles envers les Indiens qui, à leur tour, usaient de représailles. Dans la Virginie, les Indiens attaquaient les villages écartés ; or, le gouvernement anglais interdisait aux colons d'avoir des armes pour leur défense personnelle. Cette défense engendra la rébellion. Un citoyen courageux, Nathaniel Bacon, se procura un approvisionnement d'armes et organisa de son chef une force militaire capable de résister aux agresseurs. Le gouverneur Berkeley essaya de le renverser. Bacon se vengea en prenant la ville de Jamestown qu'il livra aux flammes en commençant par sa propre maison. La ville fut si complètement détruite qu'à peine en trouve-t-on vestige aujourd'hui.

Bacon mourut bientôt après, mais à partir de cette époque la paix subsista pendant plusieurs années entre les Indiens et les colons de la Virginie. La

colonie qui eut le moins à souffrir des incursions indiennes fut la Pennsylvanie, grâce principalement à la conduite sage et droite du fondateur William Penn. L'année même de son arrivée, en 1682, Penn conclut un traité avec les Delawares et autres tribus. Debout sous un grand orme, à Schakamaxon, sur la limite septentrionale de Philadelphie, il déclara solennellement aux Indiens de quelle façon il entendait les traiter. « Je ne vous appellerai, leur dit-il, ni mes enfants ni mes frères, car il arrive parfois que les parents châtient trop sévèrement leurs enfants, et que les frères se disputent entre eux. Je ne comparerai pas non plus l'amitié qui doit exister entre nous à une chaîne, car la pluie peut rouiller une chaîne ou la chute d'un arbre peut la rompre; mais je vous dirai que chacun de nous représente la moitié d'un même corps humain, que nous sommes une même chair et un même sang. »

Les Indiens répondirent : « Nous vivrons en bonne amitié avec William Penn et ses enfants aussi longtemps que dureront le soleil et la lune. »

Ils ne manquèrent jamais à ce traité. La Pennsylvanie fut, dit-on, la seule colonie où le témoignage d'un Indien était reçu en justice, contre celui d'un blanc, et les Indiens se montrèrent dignes de cette juste condescendance.

Dans le New-Jersey, la Société des Amis ou quakers tint à l'égard des Indiens une conduite aussi généreuse et aussi équitable : aussi n'eut-elle jamais à se plaindre d'eux : « Vous êtes nos frères, leur dit le sachem, et nous serons toujours des frères pour vous. Nous marcherons, vous et nous, côte à côte, dans un large sentier. Si un Anglais vient par hasard à s'y endormir, l'Indien qui passera auprès de lui

dira : « C'est un Anglais, il dort, laissons-le en paix. »

On a maintes fois répété que jamais une goutte de sang quaker ne fut versée par un Indien. Quoique cela ne soit pas rigoureusement vrai, il est néanmoins certain que la Pennsylvanie et le New-Jersey eurent beaucoup moins à souffrir de la part des sauvages que le reste des colonies. Sans doute la politique humanitaire de William Penn y fut pour beaucoup, mais il faut dire aussi que les Indiens sur le territoire desquels s'établirent les colons quakers formaient une tribu humble et pacifique (celle des Delawares), qui avait été subjuguée par les Iroquois.

Il n'est pas prouvé que la paix eût été aussi aisément maintenue avec les féroces tribus qui habitaient alors la Nouvelle-Angleterre et New-York. Néanmoins le traité conclu entre Penn et les Indiens est resté célèbre ; l'orme gigantesque sous lequel ce traité fut passé était tellement vénéré que près d'un siècle après, au temps de la guerre de l'Indépendance, un général de l'armée anglaise le fit garder par une sentinelle, afin de le protéger contre ses propres soldats qui coupaient tous les arbres d'alentour pour alimenter leurs feux de bivouac. Cet arbre demeura longtemps debout, et le vent ne l'a renversé qu'il y a peu d'années.

Les successeurs de William Penn ne suivirent pas toujours sa généreuse politique à l'égard des Indiens. On peut citer comme exemple ce mode connu d'acquérir la propriété territoriale appelé « l'acquisition ambulatoire ». Les colons avaient obtenu des Indiens un acte qui leur accordait tout le terrain qu'un homme pouvait parcourir en un jour et demi, dans une direction déterminée. Il est clair que l'on entendait par là

une marche au pas ordinaire et pouvant être exécutée par le premier venu. Au lieu de cela, les colons aplanissaient le chemin désigné, puis, choisissant les marcheurs les plus lestes qu'il y eût parmi eux, ils les dressaient à la course. On arrivait par ce moyen déloyal à englober des étendues de terrain considérables dont les Indiens se trouvaient expulsés. Les Delawares réclamèrent. Alors les Anglais eurent recours, pour s'en débarrasser, aux Iroquois, bien plus puissants et qui déjà autrefois les avaient subjugués. La violence eut de nouveau raison du droit.

De pareils actes n'auraient assurément point reçu l'approbation de William Penn. Cependant, je le répète, les habitants de la Pennsylvanie furent toujours beaucoup plus ménagés par les Indiens que ceux de presque toutes les autres colonies, jusqu'à cette terrible période de la guerre franco-indienne qu'il me reste à raconter.

CHAPITRE XVI

GUERRES FRANCO-INDIENNES

Voici de quelle façon éclatèrent ces effroyables guerres franco-indiennes auxquelles toutes les colonies de l'Amérique du Nord prirent une part plus ou moins active. A mesure que grandissaient les établissements européens, les tribus sauvages s'affaiblissaient graduellement, si bien qu'en 1675, tandis que l'on comptait environ cinquante-cinq mille blancs

dans la Nouvelle-Angleterre, il n'y avait plus guère que trente mille Indiens. Les terres appartenant aux indigènes avaient été ou achetées par les nouveaux venus ou obtenues par suite de traités, ou saisies après la guerre, de telle sorte qu'elles se trouvaient réduites à quelques chétifs lambeaux dispersés çà et là. En outre, les blancs étaient bien mieux armés, même après que les Indiens eurent appris l'usage des fusils. Les Indiens ne pouvaient donc lutter contre les Anglais à moins de quelque secours étranger. Ce secours leur fut prêté par les colons du Canada.

Les Français avaient été les premiers explorateurs des régions intérieures du continent américain. Partis du Canada, ils avaient longé les grands lacs et descendu le cours de l'Illinois, de l'Ohio et du Mississipi. Leur plus vif désir était d'expulser les Anglais de tout ce pays et même de leur interdire le commerce avec les Indiens [1]. De plus les missionnaires français appartenant au culte catholique, avaient converti un nombre considérable d'Indiens à leur religion.

Il était naturel que ces indigènes prissent parti pour leurs prêtres contre les colons anglais qui étaient

1. La position de la France dans l'Amérique du Nord était beaucoup plus avantageuse que celle qu'avaient prise les colons anglais, puisque le territoire qu'elle occupait était vingt fois plus considérable ; on eût pu croire que, bien loin de se laisser chasser de ses possessions, elle finirait par englober celles de l'Angleterre, sa rivale. Le peu de goût des Français pour l'émigration explique seul qu'il en ait été autrement. A peine si l'on comptait quatre-vingt mille blancs dans la Nouvelle-France, si florissante qu'elle fût, tandis que la population des colonies anglaises avait dépassé, dans le même espace de temps, le chiffre d'un million cinq cent mille ; il était facile de prévoir que bientôt cette population ambitieuse et remuante se trouverait trop à l'étroit, et une sage politique exigeait que l'on se préparât à résister aux empiètements. (*Note du traducteur.*)

presque tous protestants. Ajoutons à cela que les Français avaient montré plus d'humanité que les Anglais envers les Indiens. En se mêlant aux indigènes, ils avaient adopté quelques-unes de leurs coutumes, épousé même des femmes indiennes. Les Indiens avaient donc une préférence pour les Français, malgré l'antipathie instinctive que les plus rusés professaient contre les étrangers en général. L'un d'eux disait un jour à un voyageur anglais : « Vous et les Français vous êtes comme les deux lames d'une paire de ciseaux, et nous autres Indiens nous sommes l'étoffe que vous vous partagez. »

Toutes ces causes réunies aboutirent à une longue suite de guerres qui furent cent fois pires que les premières, parce que les Français fournirent aux tribus indigènes de meilleures armes que celles dont elles s'étaient servies jusqu'alors, et qu'ils leur apprirent à construire des forts mieux appropiés à la défense; ces guerres ont reçu différents noms : la guerre du roi Guillaume (1689), la guerre de la reine Anne (1702), la guerre du roi George (1744), et, en dernier lieu, la guerre franco-indienne (1755-1763).

Celle-ci fut la plus importante de toutes ; mais, à proprement dire, il n'y eut qu'une guerre unique, avec des intermittences de paix, car il s'agissait de décider à qui, de l'Angleterre ou de la France, devait appartenir la prééminence sur le continent américain.

Dans ces luttes, les Indiens affrontèrent rarement les blancs en rase campagne : ils avaient plutôt recours aux surprises, aux attaques nocturnes, aux marches rapides ; les établissements isolés et les petits villages étaient surtout inquiétés. Souvent les colons, plongés dans le sommeil, se réveillaient au cri de guerre

poussé par les Indiens ou à la lueur des flammes qui consumaient leurs maisons.

Alors les hommes saisissaient leurs mousquets chargés, les femmes préparaient les moules à balles et faisaient fondre le plomb, ou bien encore chargeaient les fusils de leurs maris à mesure que ceux-ci tiraient. Parfois, si le plomb venait à manquer, on arrachait les balles des Indiens incrustées dans le mur, ou bien on tendait des couvertures pour recueillir celles qui tombaient par la cheminée. D'autres guettaient le moment favorable pour se réfugier dans le blockhaus le plus voisin. Ce *block-house* ou *maison de garnison*, était ordinairement un fort en bois, à deux étages, dont le plus bas s'enfonçait à quelques pieds dans le sol, tandis que l'autre avançait sur l'étage supérieur. La base était faite en bûches équarries d'un pied et demi de diamètre, tandis que de plus petites poutres servaient au reste de la construction. Des meurtrières permettaient de tirer sur l'ennemi, et la fumée s'échappait par des grillages pratiqués dans la toiture. Plus d'une fois ces blockhaus résistèrent bien des jours aux assauts des Indiens, surtout quand les assaillants, manquant d'artillerie, ne pouvaient sans danger approcher suffisamment pour mettre le feu.

Lorsque les Indiens attaquaient en plein jour, ils avaient soin de choisir des habitations dont les hommes étaient absents. C'est ainsi qu'ils s'emparèrent de la demeure d'un colon nommé Thomas Duston à Haverhill (Massachusetts).

Duston était allé aux champs, laissant à Haverhill sa femme malade au lit avec un nouveau-né ; il rentra trop tard pour les sauver. Tout ce qu'il put faire fut de rassembler sept de ses enfants, auxquels il en-

joignit de courir en avant sur la route. Puis il saisit son fusil et enfourcha son cheval avec l'intention de placer devant lui l'un des petits. Mais il lui fut impossible de faire un choix parmi les enfants qui lui étaient également chers, de sorte qu'il les laissa tous à pied, couvrant leur retraite et tirant sur les Indiens qui eux-mêmes tiraient sur lui sans qu'aucune de leurs balles pût l'atteindre, jusqu'à ce qu'enfin il eût gagné un lieu sûr, à un mille de là.

Pendant ce temps, les Indiens forçaient Mme Duston à les suivre avec son nouveau-né, une nourrice et un jeune garçon. Le pauvre baby étant un embarras pour la marche, ne tarda pas à être tué. Les autres prisonniers furent traînés pendant plusieurs jours à travers la forêt. Arrivés sur une île de la rivière Merrimacks où l'on devait camper, les prisonniers comprirent qu'il, seraient torturés et mis à mort au terme du voyage. Ils formèrent alors la résolution de se sauver. La nuit, tandis que leurs gardiens indigènes dormaient, ces deux femmes et cet enfant s'emparèrent des tomahawks et tuèrent dix sauvages sur les douze qui se trouvaient là; après quoi, ils gagnèrent en toute hâte les établissements européens.

Une autre fois, les Français, réunis aux Indiens, assiégèrent la ville de Deerfield dans la partie occidentale du Massachusetts. C'était en février 1704. Les assaillants venaient du fond du Canada sur leurs souliers de neige. Ce corps franco-indien était commandé par Hertel de Rouville, officier français qui était à cette époque la terreur des colons anglais[1]. Les habi-

1. Il va sans dire que les Français en question devaient être des chasseurs, trappeurs, coureurs de bois comme il y en avait beaucoup, gens hardis et indépendants, qui défendaient leurs biens en aventuriers qu'ils étaient. Rien ne serait plus injuste

tants du village, avertis du danger qui les menaçait, s'étaient barricadés et montaient la garde toutes les nuits. Mais il arriva que le froid engourdit la sentinelle, et presque aussitôt les malheureux habitants furent réveillés par le cri de guerre des Indiens. On assaillit le presbytère. La marque des tomahawks se voit encore sur la porte de cette vieille maison. Le révérend John Williams qui demeurait là, sa femme et ses six enfants furent pris et conduits au Canada avec une centaine d'autres. L'hiver était des plus rigoureux. Les Indiens arrachèrent les vêtements à plusieurs de leurs captifs, qui durent se contenter d'une simple couverture et d'une paire de mocassins.

Pendant cette horrible marche, ils n'eurent d'autre nourriture que des pistaches de terre et des glands de chêne. Deux ou trois fois seulement on leur donna de la viande de chien. Ils furent obligés de faire vingt ou trente milles par jour, pliant sous les fardeaux dont les chargeaient leurs nouveaux maîtres. Quelquefois les Indiens se montraient bienveillants pour les enfants, qu'ils portaient dans leurs bras ou mettaient sur des traîneaux destinés à cet usage, mais parfois aussi, quand les petits malheureux restaient en arrière, ils les assommaient à coups de tomahawks. La femme du pasteur, Mme Williams, périt de la même façon.

Les survivants de cette déplorable caravane qui atteignirent le Canada, furent vendus comme esclaves aux Français. Ceux-ci les traitèrent d'ailleurs humai-

que de rendre les honnêtes colons du Canada responsables de pareils excès. La lutte sérieuse et régulière au sujet de la délimitation des frontières réciproques ne commença qu'en 1753.

(*Note du traducteur.*)

nement. M. Williams, racheté, retourna dans son pays, où il écrivit le récit de ses aventures. Tous ses enfants revinrent avec lui, sauf une petite fille qui, ayant été adoptée par une famille d'Indiens convertis au christianisme, ne lui fut jamais rendue. Devenue grande, elle épousa un chef indien et retourna plusieurs fois à Deerfield, mais sans vouloir y rester, préférant au pays natal son wigwam canadien et sa nouvelle famille.

On peut imaginer quels sentiments de haine s'allumaient chez les colons contre les Indiens chaque fois que de pareils faits étaient racontés dans les fermes, à la veillée. Les enfants, avant de s'endormir, prêtaient l'oreille avec crainte, croyant toujours entendre le terrible cri de guerre.

La colère n'était pas moins grande contre les missionnaires du Canada, qui passaient pour encourager les Indiens à des prises d'armes. Et pourtant ces missionnaires se montraient souvent pleins d'humanité envers les prisonniers ; plusieurs tribus indiennes sous leur influence renoncèrent même à la torture ; n'importe, on leur en voulait. Il faut dire que les guerres indiennes interrompaient tout travail. Dans ce temps-là, un cinquième de ceux qui étaient capables de combattre se trouvaient obligés de quitter leurs foyers. Nous ne pouvons donc nous étonner beaucoup de l'aveugle rancune des colons, qui allèrent jusqu'à mettre à prix la vie des Indiens, promettant de cinq à cinquante livres par tête ! Leur joie fut grande en apprenant que le gouvernement anglais allait envoyer des troupes contre les Français du Canada, qui auraient dorénavant assez à faire pour se défendre. Les colons se prêtaient toujours volontiers, d'ailleurs, aux expéditions ; parfois même ils

les dirigeaient. Un petit corps d'armée, commandé par le général William Pepperrell, partit de Marblehead (Massachusetts) pour attaquer le fort français de Louisbourg au Cap-Breton. C'était l'entreprise militaire la plus importante que les colons eussent encore tentée. La colonie de Massachusetts l'organisa avec ses propres forces et s'adjoignit des hommes du New-Hampshire et du Connecticut. Au nombre de quatre mille en tout, ils partirent, laissant leurs femmes et leurs enfants chargés du soin de cultiver les champs en leur absence. Louisbourg était la plus forte place du continent, on l'appelait « le Gibraltar de l'Amérique du Nord ». Les assaillants n'avaient avec eux que vingt et une pièces de campagne, tandis que les batteries du fort ennemi étaient armées de cent sept canons; néanmoins, après un siège de cinquante jours, Louisbourg succomba (1745).



Il ne faut pas perdre de vue qu'à cette époque les colonies anglaises n'occupaient le long de la côte de l'Atlantique qu'une étroite bande de terre, laquelle du reste s'étendait sur plus de mille milles. Les Français, au contraire, occupaient le Canada et la Nouvelle-Écosse; de plus, ils réclamaient la possession de toute la vaste région intérieure comprise entre le fleuve Saint-Laurent et l'embouchure du Mississipi; aussi un gouverneur de New-York écrivait-il au Cabinet britannique que si l'on abandonnait aux Français tout ce qu'ils avaient découvert, les rois d'Angleterre

n'auraient plus seulement « cent milles de territoire à distance de la mer, n'importe où. » Et les Français ne se bornaient pas à cette revendication, ils travaillaient activement dans l'intérieur du pays, établissant des comptoirs, bâtissant des forts, lançant des bateaux sur les lacs et rassemblant partout des munitions de guerre. A peine s'ils permettaient aux Anglais d'explorer le pays et de lever un plan dans la vallée de l'Ohio[1]. On résolut donc d'adresser des remontrances aux officiers et aux agents français. George Washington, bien qu'il n'eût alors que vingt ans, fut chargé de cette mission par le gouvernement de Virginie. C'était en octobre 1753.

Washington dut traverser des forêts vierges et offrant mille dangers; ce fut en pure perte. Son appel ne fut pas écouté. Il revint au cœur de l'hiver, et ce retour fut plus difficile, plus périlleux encore que ne l'avait été son voyage du côté de l'ouest. Il lui fallut parcourir des forêts qu'aucun blanc n'avait encore foulées, traverser des fleuves gelés sur des blocs de glace flottants ou sur des radeaux construits à la hâte. Comme il passait de cette manière la rivière Alleghany, son radeau se trouva cerné de tous côtés par les glaçons, l'aviron lui échappa et fut entraîné par le courant ; lui-même tomba dans l'eau. Heureusement il put se réfugier avec son compagnon de voyage dans une île du fleuve où ils restèrent jusqu'à l'aube, trempés et à moitié gelés. Le matin

1. C'est que les Français, maîtres des grands cours d'eau et d'un territoire presque sans bornes, sentaient cependant, comme on l'a très bien dit, qu'ils ne possédaient que la surface du Canada, où ils se bornaient à trafiquer et à combattre en passant, tandis que la race anglo-américaine, grâce à une constitution libre, prenait au contraire racine dans le sol qui devenait pour elle une patrie.

(*Note du traducteur.*)

venu, ils réussirent à franchir la rivière sur la glace et purent enfin revenir sains et saufs chez eux.

En dépit des instances de Washington, les Français continuèrent de se préparer à la guerre avec autant d'activité qu'auparavant, de telle sorte qu'ils eurent bientôt une ligne de défense de soixante forts s'étendant de Québec à la Nouvelle-Orléans, et destinée, pensaient-ils, à leur assurer tout l'intérieur du continent. Les colons anglais furent heureux, en cette circonstance, de pouvoir s'appuyer sur les Iroquois qui habitaient à l'ouest du fleuve Hudson, et qui depuis longtemps entretenaient avec eux des relations amicales. Les Iroquois, autrement dits « les Cinq Nations », étaient fort hostiles aux Français; ils comptaient dans leur sein les Cayugas, les Mohawks, les Oneidas, les Onondagas et les Senecas. Ensuite, ils s'adjoignirent les Tuscaroras et furent alors nommés les *Six Nations*. Il est facile de se rappeler les noms de ces tribus, plusieurs lacs et rivières de l'État de New-York étant nommés d'après eux, et le souvenir que les Américains gardent d'elles doit être reconnaissant, car leur alliance eut une haute portée. En 1754, le gouvernement anglais ordonna au gouverneur des colonies de réunir une assemblée de délégués à Albany afin de conclure un traité avec les *Six Nations* et d'organiser une ligne de défense commune contre les Français. Déjà de pareils essais avaient été tentés, mais sans résultat.

Albany était alors une petite ville hollandaise de trois cents familles au plus, protégée d'un côté par le fleuve Hudson et de l'autre par une palissade de pieux alignés. Elle avait aussi un fort en pierre. C'est là que les vingt-cinq délégués des différentes colonies rencontrèrent cent cinquante chefs indiens et que le

traité fut conclu, quoique les Indiens ne se fussent pas gênés pour reprocher aux colons de ne pas être aussi belliqueux que les Français et de ne pas bâtir partout des forts comme les leurs.

Le docteur Benjamin Franklin proposa aux délégués un projet d'union ; avant de partir, il avait inséré dans son journal, à Philadelphie, une gravure sur bois représentant un serpent coupé en autant de morceaux qu'il y avait de colonies, chaque morceau portait la lettre initiale d'une colonie, et au-dessous se trouvait cette inscription : « L'union ou la mort. » (*Unite or die.*) Ce dessin servit plus tard de drapeau. Le docteur Franklin fit remarquer à la convention que les Français étant unis sous un seul gouvernement, étaient naturellement plus forts que les treize colonies anglaises séparées et toutes jalouses les unes des autres. L'assemblée, entraînée par sa parole, consentit à un projet que repoussèrent ensuite les colonies. Elles n'étaient pas encore mûres pour l'union et se bornèrent à convenir que la « vieille guerre » contre les Français serait poussée avec vigueur pendant neuf années consécutives.

Le début de cette guerre fut signalé par un acte odieux. La province française appelée alors *Acadie* et maintenant *Nouvelle-Écosse*, avait été occupée par les Anglais au commencement de la guerre en 1755 ; or, les colons français ayant refusé le serment d'allégeance à la Grande-Bretagne, les soldats de la Nouvelle-Angleterre reçurent du gouvernement l'ordre d'expulser ces Acadiens de leur pays. Dans plusieurs villages, on convoqua les hommes dans les églises sous prétexte d'entendre la lecture d'une proclamation royale ; là, ils se trouvèrent prisonniers et on les conduisit sans pitié jusqu'au rivage. Sept mille personnes furent ainsi chassées de leurs demeures et on dévasta

leurs terres. Plus d'une famille se trouva dispersée dans la confusion de l'embarquement et leurs membres furent longtemps sans pouvoir se rejoindre. Ce déplorable événement a inspiré à Longfellow le beau poème intitulé *Évangéline*.

Pendant ce temps, la guerre commençait à devenir sérieuse en Virginie. Lorsque Washington était allé dans l'ouest remplir sa mission auprès des officiers français, il avait choisi un emplacement très bien approprié pour y bâtir un fort anglais. C'était juste à l'endroit où s'élève maintenant Pittsburg et au point où l'Alleghany et la Monongahela se réunissent pour former l'Ohio. Le gouvernement envoya des troupes et commença la construction. On pensait que puisque les Français possédaient un si grand nombre de forts dans cette région, il devait être permis aux Anglais d'en avoir aussi quelques-uns. Mais loin de montrer de la complaisance, les Français se mirent en campagne, chassèrent les ouvriers et achevèrent eux-mêmes de bâtir ce fort qu'ils nommèrent *fort Duquesne*.

Washington continua la guerre contre les Français et les Indiens pendant quelque temps, avec l'aide des soldats de Virginie qui avaient été placés sous son commandement; mais, comme il n'était pas en force pour attaquer une place si importante, le gouvernement anglais envoya le général Braddock avec une armée de vétérans, et Washington servit alors en qualité d'officier d'état-major. Le général anglais n'avait nulle idée de la manière de combattre des Indiens et son entêtement l'empêchait de recevoir les conseils de qui que ce fût. Il s'avança donc avec lenteur à travers les bois, traçant des routes sur son passage, et perdit ainsi plusieurs mois précieux. Comme on approchait du fort Duquesne, Washington le pressa d'envoyer

dans les bois avoisinants des compagnies américaines en éclaireurs contre les Indiens. Il lui démontra que ces soldats provinciaux avaient l'habitude des rencontres avec les sauvages, tandis que les *habits rouges* n'étaient accoutumés qu'à une guerre régulière et aux combats en rase campagne. Braddock dédaigna cet avis, et fit au contraire marcher ses troupes en rang, drapeaux déployés, au son de la musique, comme s'il allait à une parade. L'armée anglaise n'était plus qu'à sept milles du fort lorsque son avant-garde, engagée dans un ravin profond, fut tout à coup surprise par les Indiens et mise dans un affreux désordre. Les tirailleurs virginiens combattaient en s'abritant derrière les arbres, mais les troupes régulières, serrées les unes contre les autres, furent massacrées par l'ennemi. La bataille dura trois heures. Elle se termina par la déroute de l'armée anglaise qui, sur douze cents hommes, en perdit plus de sept cents. Le général Braddock montra un grand courage; il tomba mortellement blessé. Tous ses officiers furent tués ou blessés, excepté Washington; encore celui-ci eut-il deux chevaux tués sous lui et reçut-il quatre balles dans ses vêtements. Bien que très malade ce jour-là, il avait pris une part active à la bataille; cette belle conduite lui valut de recevoir le commandement de l'armée après la mort de Braddock.

Un chef indien raconta plus tard qu'il n'avait cessé dans la bataille de faire feu sur ce grand diable d'Américain, mais il faut croire, ajoutait-il, qu'un charme lui a sauvé la vie.

Cette défaite de Braddock eut lieu le 9 juillet 1755. Elle eut un grand retentissement dans les colonies et jusqu'en Angleterre, et ses conséquences furent d'une extrême importance. Les Français demeurant maîtres de la région située à l'ouest des Alleghanys, les In-

diens commencèrent à mépriser les Anglais, à tenir en haute estime leurs vainqueurs et à renouveler leurs attaques contre les colons. Dans toutes les parties occidentales de la Virginie principalement, ce ne furent que massacres et incendies; les familles, l'une après l'autre, fuyaient pour échapper à la mort. « Les larmes des femmes et les émouvantes pétitions des hommes me fendent le cœur, » écrivait Washington, alors général en chef des forces virginiennes. Il lui fallait combattre à cette époque des ennemis rusés et insaisissables qui n'apparaissaient que de nuit et dont on ne pouvait reconnaître la trace que par les ruines qu'ils laissaient derrière eux.

Les Français alliés des Indiens leur disaient que le moment était venu de chasser pour toujours de leurs établissements les colons anglais. Mais ceux-ci résistaient avec la rage du désespoir. Trois ans après, Washington fut envoyé contre le fort Duquesne et finit par s'en emparer. C'est ainsi qu'une brillante carrière militaire préparait Washington à prendre part aux événements de la Révolution américaine qui était proche. La défaite de Braddock avait eu aussi pour résultat d'apprendre aux colons que les *habits rouges* n'étaient pas invincibles et qu'ils savaient fuir aussi bien que le commun des mortels quand ils avaient affaire à des ennemis plus nombreux ou plus habiles qu'eux-mêmes.

Pendant cette guerre, les Français perdirent plusieurs forts, parmi lesquels ceux du Niagara, de Ticonderoga et de Crown-Point; mais l'événement capital fut la prise de Québec. Le général Wolf avait été envoyé d'Angleterre pour commander cette campagne avec huit mille hommes de troupes sous ses ordres, car Québec passait pour une des plus fortes places

qu'il y eût au monde. D'abord il fut repoussé de toutes parts, mais à la fin il découvrit un sentier étroit et escarpé qui conduisait sur les hauteurs d'Abraham, au-dessus de la ville; il résolut de le gravir avec ses soldats. Envoyant le capitaine Cook (depuis si célèbre comme navigateur) sur un autre point pour opérer une attaque simulée, Wolf se rendit en bateau à l'entrée du sentier qu'il avait remarqué. On raconte que pendant le trajet il parlait à ses officiers avec un calme extraordinaire du chef-d'œuvre de Gray, l'*Elégie dans un Cimetière de campagne*, leur disant qu'il serait plus fier d'avoir écrit ce poème que de prendre Québec. On ajoute encore qu'il récita les vers suivants :

« The boast of heraldry, the pomp of power,
And all that beauty, all that wealth e'er gave,
Await alive the inevitable hour :
The paths of glory, lead but to the grave[1]. »

Les Anglais débarquèrent, gravirent l'escarpement, et, à sa grande surprise, le général français Montcalm aperçut dans la matinée du 13 septembre 1759, une armée au-dessus de lui ; cependant, s'il fût resté dans la place, les Anglais auraient été incapables de le déloger; il préféra quitter sa position et combattre en rase campagne. Les Anglais remportèrent la victoire, mais le général Wolf périt à l'heure même où son armée triomphait. Mortellement blessé, il entendit les cris : « Ils sont en fuite ! Ils sont en fuite ! » et demanda quels étaient ceux qui fuyaient.

« Les Français, lui répondit-on.

1. Ils ont été traduits ainsi :

Blasons, beauté, trésors, pouvoir que l'on envie,
Tout n'est ici-bas qu'un éphémère flambeau !
L'heure fatale arrive, il faut quitter la vie....
Où mènent les sentiers de la gloire ? Au tombeau !

— Dieu soit loué, s'écria-t-il, je meurs content. »

Le général Montcalm tomba, lui aussi, mortellement blessé, et lorsqu'on lui eut fait connaître son état :

« Tant mieux, s'écria-t-il, je ne verrai pas rendre Québec[1]. »

En effet, Québec se rendit cinq jours après, et en 1763 une paix fut conclue qui cédait à l'Angleterre, outre le Canada[2], toutes les possessions françaises à l'est du Mississipi, sauf quelques stations de pêche à Terre-Neuve. Quelque temps auparavant, le cabinet de Versailles avait abandonné à l'Espagne ses droits sur les vastes régions qui s'étendent à l'ouest du Mississipi. Il était donc permis de croire que les tribus indiennes se soumettraient sans résistance à la domination anglaise et lui seraient aussi fidèles qu'elles l'avaient été jadis à la France; mais les Indiens n'étaient pas disposés à une si facile soumission et la guerre ne tarda pas à se rallumer avec violence.

1. Le marquis de Montcalm vécut et mourut en héros; il eut la gloire de conduire jusqu'au bout une lutte disproportionnée sans que les ministres insouciants de Louis XV lui envoyassent aucun secours. Trois mille hommes de troupes régulières et six à sept mille colons canadiens enrégimentés en milices et armés de mauvais fusils, voilà tout ce qu'il pouvait opposer à cinquante mille Anglo-Américains parfaitement équipés et soutenus. Quand il comprit que tout était perdu, il donna sa vie, non seulement avec courage, mais avec joie, ne pouvant supporter la pensée d'assister à l'invasion anglaise. (*Note du traducteur.*)

2. A la suite de cette paix honteuse que le gouvernement français conclut par découragement, pour n'avoir plus une cause perpétuelle d'embarras et de guerres, toute la politique des Anglais consista à transformer entièrement, au moyen de l'émigration, la population française qui, si peu nombreuse qu'elle fût, et en dépit de toute sorte de tyrannies et d'injustices, est restée fidèle au passé, aux vieilles traditions, en un mot à la mère patrie qui l'a reniée. Les Canadiens ont résisté le plus possible à l'anglification. Ils disent encore en pensant à la France : nos coutumes, notre langue, nos lois. (*Note du traducteur.*)

Il y avait un chef indien nommé Pontiac, homme courageux, habile, dont l'influence sur les siens était considérable : il avait commandé la tribu d'Ottawa lors de la bataille où fut défait le général Braddock et avait vu les *habits rouges* fuir devant ses guerriers. Pontiac était persuadé que si les tribus indiennes parvenaient à s'unir dans un suprême effort, elles finiraient par chasser les Anglais au moins de l'intérieur du pays. Les Français du Canada encourageaient secrètement ses projets ; ils disaient aux Indiens que « si les Anglais avaient triomphé, c'est parce que le roi de France avait dormi pour un temps, mais que bientôt il sortirait de son sommeil et chasserait les envahisseurs du pays habité par ses enfants les Peaux-Rouges ». Pontiac écoutait avidement ces discours. « Je suis Français, disait-il, et je mourrai Français. » Il envoya dans tout le pays des émissaires, chacun d'eux portant un ceinturon de wampum (les perles rouges ou noires étant un signe de guerre) avec un tomahawk peint en rouge. Dans chaque bourgade on reçut le ceinturon, on brandit en l'air le tomahawk, et les chefs promirent de prendre part à la guerre ; après quoi l'on tint conseil, et il fut résolu qu'on attaquerait le fort Détroit, sous la conduite de Pontiac. Voici quel était le plan imaginé par Pontiac. Il se présenterait devant le fort avec trente ou quarante hommes et demanderait l'autorisation d'entrer pour exécuter une danse indienne. Tandis qu'ils seraient en train de danser, quelques complices rôderaient dans le fort sans être remarqués et se rendraient compte des êtres. Puis ils reviendraient demander à tenir un conseil ; cette fois ils auraient des armes sous leurs couvertures, et, à un signal convenu, frapperaient les officiers blancs. La première partie de ce plan réussit, mais la seconde

échoua. Le commandant du fort fut averti du complot par des femmes indiennes, et lorsque Pontiac se présenta avec ses cinquante guerriers qui cachaient des fusils sous leurs couvertures, ils furent cernés par un gros de soldats armés jusqu'aux dents. Ils virent alors que tout était découvert et durent s'estimer heureux d'être renvoyés sans punition.

A la suite de cette affaire, Pontiac rassembla ses alliés et assiégea ouvertement Détroit pendant plusieurs semaines (1763). Ce fut le plus long siège qu'aient jamais conduit les Indiens, dont la tactique consistait surtout en surprises, et il devait aboutir à un échec, bien que pendant sa durée plusieurs autres forts eussent été capturés par les Indiens. A Michillimackinac, par exemple, plusieurs centaines d'Indiens sans armes profitèrent d'un jour de fête pour se mettre à jouer à la balle près du fort, en invitant les soldats à sortir pour les voir, tandis que leurs squaws regardaient le jeu, enveloppées dans leurs couvertures. Tout à coup, la balle frappée alla tomber comme par hasard devant la porte du fort. Les sauvages coururent après, mais ils avaient eu le temps de prendre chacun une hache que leurs femmes tenaient cachées. Ils s'élancèrent alors dans le fort et massacrèrent les soldats de la garnison; vingt d'entre eux à peine réussirent à s'échapper. Ainsi, d'une manière ou d'une autre, presque tous les forts anglais de la région des lacs tombèrent aux mains des Indiens. Détroit résista cependant avec un grand courage, mais la garnison était épuisée par la famine. L'hiver seul la sauva. Les Indiens se dispersèrent, abandonnant la place après un siège de cinq mois. Il n'avait fallu rien moins que l'extraordinaire énergie de Pontiac pour qu'il durât aussi longtemps. Ce chef intrépide fut enfin

forcé de faire sa paix avec les Anglais et périt assassiné par un autre Indien dans une orgie.

Ainsi se termina la longue série des guerres franco-indiennes; les colons anglais commencèrent à goûter un peu de repos jusqu'au temps où commença leur propre révolution.

CHAPITRE XVII

COMMENCEMENT DE LA RÉVOLUTION

J'ai achevé maintenant l'histoire des treize colonies primitives, « les treize vieilles », comme on les appelle souvent, à savoir : le New-Hampshire, le Massachusetts, Rhode-Island, le Connecticut, New-York, New-Jersey, la Pennsylvanie, Delaware, Maryland, la Virginie, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud et la Géorgie. Le reste des États actuellement existants a été formé ou de celles-là ou de territoires annexés ; l'histoire du pays tout entier, jusqu'à l'époque de la Révolution américaine, n'est à proprement parler que l'histoire de ces treize colonies.

Chacune d'elles, on l'a vu, avait dans son passé quelque particularité qui la distinguait des autres ; premièrement, elles furent fondées par plusieurs nations différentes, la plupart il est vrai par des Anglais, mais New-York et New-Jersey doivent leur origine aux Hollandais, la Delaware aux Suédois, tandis que les Carolines ont été explorées pour la première fois par des Français. Ces colonies en géné-

ral furent créées par de petits groupes de colons parmi lesquels il n'existait nulle distinction de rang ; deux cependant, la Pennsylvanie et le Maryland, n'eurent chacune au début qu'un propriétaire unique, possesseur du sol tout entier, tandis que New-York avait « ses patrons » avec des tenanciers sous leurs ordres. Un grand nombre furent fondées par ceux qui fuyaient la persécution religieuse, alors très active en Europe ; Rhode-Island toutefois recruta les persécutés des autres colonies, et le Maryland se composait de catholiques romains. Les unes furent régies par des chartes ; d'autres, qui en étaient dépourvues, durent plier sous des gouverneurs royaux ; d'autres encore furent administrées par leurs premiers propriétaires ou par les délégués de ceux-ci. Mais, quelles que fussent ces différences quant à leur origine et à leur gouvernement, les treize colonies étaient semblables sous plus d'un rapport. Par exemple, chacune se dirigeait plus ou moins par elle-même au point de vue local, faisant et appliquant dans une certaine mesure ses propres lois. En outre elles devinrent toutes à la fois sujettes de la Grande-Bretagne, aussi bien celles qui n'avaient point été fondées par des colons anglais que les autres, et finalement elles se soulevèrent toutes peu à peu contre le gouvernement britannique dont elles pensaient avoir à se plaindre. Ce mécontentement les amena enfin à se séparer de l'Angleterre et à s'unir étroitement entre elles ; mais un si grand événement ne s'accomplit pas sans lutte, et la guerre qui éclata à cette occasion est connue sans le nom de Révolution américaine.

Il ne faudrait pas croire que les colonies s'uniren. de propos délibéré, bien résolues à secouer le joug de Grande-Bretagne. Tout au contraire, lorsque les

troubles commencèrent, la majeure partie des colons protestaient de « leur loyauté » ; ils étaient tout prêts à crier : « Dieu sauve le roi George! » Et même après qu'ils eurent ouvert la campagne, le Congrès continental s'exprimait en ces termes : « Nous n'avons pas levé des armées dans le dessein ambitieux de nous séparer de la Grande-Bretagne et de former des États indépendants. »

Les colons n'auraient pas demandé mieux que de continuer à vivre comme auparavant, si le gouvernement britannique les eût seulement traités de la façon qu'ils jugeaient équitable, c'est-à-dire s'il les eût exemptés des impôts ou autorisés, en échange des impôts payés, à être représentés au Parlement. Ce vœu était considéré comme très raisonnable par un grand nombre d'hommes politiques anglais qui eussent consenti de grand cœur à lui donner satisfaction, mais George III et ses conseillers ne voulurent rien entendre, si bien qu'ils perdirent non seulement l'occasion de taxer les colonies américaines, mais encore la possession des colonies elles-mêmes.

Certaines raisons militaient en faveur des impôts. La dette du gouvernement britannique était énorme et provenait en partie des frais de la guerre qui avait été engagée pour défendre les colonies américaines contre les Français et les Indiens. Il semblait donc naturel de faire contribuer à son amortissement ces mêmes colonies, qui sans doute n'auraient pas été éloignées d'y souscrire si elles eussent obtenu d'abord d'envoyer leurs députés au Parlement pour avoir du moins voix au chapitre. Quand elles se virent décidément retranchées de la discussion des impôts, quand passa en 1765 la fameuse loi sur le timbre (Stamp Act), leur indignation fut sans bornes. Non

que cette loi du timbre fût inique en elle-même ; les Anglais ne s'en plaignaient pas dans la métropole. Cette loi si décriée ordonnait seulement que tous les actes de ventes ou autres documents authentiques seraient à l'avenir écrits ou imprimés sur papier timbré, et que le papier en question serait débité par les receveurs d'impôts chargés d'en faire parvenir le prix à l'État. C'est une loi qui a toujours existé en Angleterre, et des taxes du même genre ont été depuis imposées à l'Amérique. Les colons ne s'y opposèrent que parce qu'elle touchait à un principe. Quelque insignifiant que pût être l'impôt, ils ne laissaient pas que de le repousser, déclarant que le gouvernement britannique n'avait le droit de prélever sur eux ni celui-là ni aucun autre. « Pas de représentant, pas de taxe, » voilà ce qu'on entendait répéter sans cesse dans les colonies d'Amérique ; l'émotion causée par la loi du timbre fut en réalité le commencement de la guerre de l'Indépendance.

Même dans le Parlement anglais où l'on discutait la loi, il se trouvait des hommes éclairés qui, ayant été en Amérique, protestaient au nom de la justice contre l'opportunité d'une pareille mesure. Un membre du Parlement mérita surtout dans cette circonstance la reconnaissance du peuple américain : ce fut le colonel Barré, qui avait combattu sous les ordres du général Wolf, lors de la prise de Québec. Dans un discours, M. Charles Townshend avait dit : « Est-ce que ces Américains, ces enfants de nos soins que nous avons établis, que nous avons nourris jusqu'à ce qu'ils aient grandi en forces et richesses, est-ce que ces Américains protégés par nos armes, marchanderont leur obole pour nous aider à secouer le poids du lourd fardeau sous lequel nous ployons ?

— Etablis par vos soins? s'écria le colonel Barré, dites donc plutôt par suite de votre tyrannie! Dites qu'ils ont grandi en dépit de votre négligence! Protégés par vos armes?... Ils ont au contraire pris noblement les armes pour vous défendre. Le roi n'a pas de sujets plus loyaux... Mais c'est un peuple jaloux de ses libertés et qui saurait au besoin les revendiquer si jamais elles devaient être violées. »

Le courageux discours du colonel Barré eut un prodigieux retentissement. Il fut reproduit dans tous les journaux d'Amérique; le plus petit écolier apprit à le déclamer. Néanmoins on pensait généralement en Angleterre que la loi du timbre finirait par être acceptée. Le premier signal de résistance partit de la Virginie. Dans l'assemblée locale de cette province tenue en mai 1765, un jeune avocat nommé Patrick Henry présenta des résolutions déclarant que nul pouvoir, excepté l'assemblée générale de la colonie, n'avait le droit de lever des taxes sur elle et que conférer un tel droit à tout autre corps, c'était détruire toutes les libertés. « César, ajouta-t-il, recontra son Brutus, Charles Ier son Cromwell et George III...

— Trahison! » s'écria le président de l'assemblée, et ce cri de trahison résonna dans toute la salle.

Mais Patrick Henry, promenant un regard assuré sur ceux qui l'entouraient :

« .... George III doit profiter de leur exemple, poursuivit-il en achevant la phrase commencée. — Si cela s'appelle trahison, faites-en ce que vous pourrez. »

Ses résolutions ne furent appuyées que par une mince majorité; tous les plus jeunes membres cependant étaient pour lui. C'est ainsi que la Virginie donna aux colonies le signal de l'opposition. Cet exemple fut promptement suivi. Dans le Massachu-

setts, James Otis proposa de convoquer un congrès américain en se passant du consentement du gouvernement britannique. D'autres enchérirent sur ce projet et proposèrent de confier les libertés américaines « à la garde d'un continent uni ». Le Congrès se rassembla en octobre 1765, et, bien qu'il y eût neuf colonies seulement sur les treize qui eussent envoyé des délégués, il fit néanmoins le plus grand bien à la cause de l'indépendance. Ce Congrès rédigea une « déclaration des droits » et une pétition adressée au roi d'Angleterre. Dans tout le pays, les marchands convinrent de ne plus acheter d'articles anglais ; hommes et femmes promirent de ne porter que des habits de fabrique américaine et de se passer des objets importés de la métropole, afin de montrer qu'ils n'avaient nul besoin de l'Angleterre. Une femme patriote, Mme Cushing, écrivait à ses amies : « J'espère qu'il n'y en a aucune d'entre vous qui ne voulût se vêtir de peaux de moutons ou de peaux de chèvres, plutôt que d'acheter des marchandises à ce peuple qui nous insulte d'une façon si scandaleuse. »

Des protestations l'on passa aux violences : un matin les habitants de Boston virent l'effigie d'Andrew Oliver, depuis peu employé au timbre, pendue à un grand orme appelé plus tard « l'arbre de la Liberté ». Le grand juge Hutchinson ordonna au shérif de le faire disparaître, mais le peuple s'écria : « Nous le descendrons nous-mêmes ce soir. »

Le soir, en effet, une foule énorme se rassembla, détacha l'effigie en question, et après l'avoir traînée dans les rues de la ville, la brûla devant la porte même d'Andrew Oliver. La fureur du peuple s'accrut au point qu'il démolit la maison de cet officier et qu'il dévasta celle du grand juge Hutchinson.

Dans le Maryland également, on démolit la maison de l'employé au timbre. A Rhode-Island, on agit de même pour la maison de deux hommes qui avaient donné leur assentiment à la loi détestée, puis on contraignit le préposé à résigner ses fonctions. Dans le Connecticut, près de mille individus montèrent à cheval, donnèrent la chasse au préposé et, l'ayant atteint, le forcèrent séance tenante à donner sa démission, à lever son chapeau en l'air et à crier trois fois de suite : « Vive la liberté ! Vive la propriété ! »

A New-York, le peuple brûla le gouverneur en effigie après avoir promené le mannequin dans une de ses propres voitures à travers les rues de la ville. De semblables excès eurent lieu dans les autres États ; si bien que nul n'osait plus exercer les fonctions d'agent du timbre, et que la loi ne put être exécutée.

La nouvelle de ces événements parvint bientôt en Angleterre, et tandis que le roi et ses ministres s'abandonnaient à la colère, de nombreuses voix se firent entendre dans le Parlement, pour défendre la cause des Américains. Le vénérable William Pitt, comte de Chatham, s'écria : « On nous dit que l'Amérique s'obstine, que l'Amérique est presque en révolte ouverte. Je me réjouis de la résistance de l'Amérique ! »

Grâce aux énergiques efforts d'éminents personnages tels que lord Chatham, la loi sur le timbre fut retirée un an juste après sa promulgation, avec ce correctif cependant qu'un autre acte fut passé, portant que « le Parlement avait les droits requis pour forcer en toutes circonstances les colonies à l'obéissance envers le gouvernement. »

Il y eut alors de grandes réjouissances à Boston, les cloches furent mises en branle, on pavoisa les

maisons, et les prisonniers pour dettes furent élargis, afin qu'ils pussent participer à la joie générale. Le soir les maisons furent illuminées, et les branches de l'arbre de la Liberté disparurent sous une multitude de lanternes. Pendant tout le reste de l'année, il ne fut plus question des taxes, mais un an ou deux après le retrait de la loi sur le timbre, on en fit passer une autre qui imposait le verre, le papier, le thé et d'autres articles. Nouvelle indignation! Des troupes furent postées à New-York et à Boston afin de maintenir la tranquillité publique; ce fut justement le contraire qui se produisit.

A New-York, les soldats abattirent le poteau de la Liberté qui avait été érigé en mémoire du retrait de la loi sur le timbre, mais le peuple le releva, et les soldats l'ayant abattu de nouveau, on le releva chaque fois.

A Boston, l'armée se rendit plus impopulaire encore. Une querelle éclata entre les enfants de la ville et les soldats : ceux-ci avaient détruit les pyramides de neige élevées sur la grande place par les écoliers. Après s'être vainement adressée au capitaine, une bande de ces jeunes garçons alla trouver le gouverneur général Gage et lui exposa ses griefs :

« Quoi! s'écria le gouverneur indigné, sont-ce vos parents qui vous enseignent la rébellion et qui vous envoient ici pour en faire parade?

— Personne ne nous envoie, répliqua l'un des écoliers; nous n'avons ni injurié ni insulté vos soldats; cependant ils ont jugé convenable de jeter bas nos bonshommes de neige et de briser la glace sur laquelle nous patinions. Nous nous sommes plaints, ils nous ont appelés petits rebelles en nous engageant à nous faire rendre justice si nous pouvions. Alors nous

avons instruit les officiers de tout cela ; ils nous ont ri au nez. Hier encore, notre jeu a été troublé pour la troisième fois, et nous n'entendons pas le supporter plus longtemps. »

Le gouverneur, surpris, dit à l'un de ses officiers : « Il n'est pas ici jusqu'aux enfants qui ne boivent la liberté avec l'air qu'ils respirent ! — Allez, mes braves garçons, ajouta-t-il en se tournant vers la troupe enfantine, et soyez sûrs que si mes soldats troublent encore vos amusements, ils seront punis. »

Ce n'était là qu'un prélude, et les troupes de la garnison de Boston eurent bientôt de plus sérieux embarras : les jeunes gens de la ville insultaient volontiers les *habits rouges*, les traitant d'écrevisses et d'autres noms semblables, menaçant même de les chasser de la ville. D'un autre côté, les officiers autorisaient les soldats à rôder librement le soir dans les rues, le fusil sur l'épaule. Par un beau clair de lune (le 5 mars 1770), quelques soldats cheminant de cette manière engagèrent une rixe, ainsi que cela survenait fréquemment. Comme ils provoquaient le peuple en criant : « Où sont-ils, les lâches? où sont-ils? » quelques jeunes garçons commencèrent à les assaillir avec des boules de neige en criant de leur côté : « A bas ! à bas ! Repoussons-les dans leurs casernes ! »

Au milieu de ce désordre, la garde survint, commandée par le capitaine Preston, qui s'avança rudement au milieu de la foule avec sept ou huit hommes qu'il mit en ligne. La majeure partie des assistants se retirèrent alors, mais une douzaine d'individus armés de bâtons s'avancèrent contre les soldats et les apostrophèrent avec fureur; quelques-uns même, dit-on, frappèrent les fusils de leurs bâtons. Le tumulte

augmentant, le capitaine Preston ordonna de faire feu, et, quand la fumée se dissipa, on aperçut étendus sur le sol huit hommes blessés et trois morts. Parmi ces derniers était le mulâtre Crispus Attucks, le meneur de cette populace.

L'affaire fit grand bruit et le capitaine Preston fut traduit en jugement comme meurtrier ; mais quelques-uns des plus éminents légistes de Boston, qui étaient aussi d'excellents patriotes, prirent sa défense, prétendant qu'il avait fait son devoir d'officier, et il fut acquitté. Cependant l'indignation publique fut tellement surexcitée par tout ceci, que les deux régiments de la garnison durent être consignés dans les casernes de Castle-William où on les transféra. Personne n'oublia cette sanglante échauffourée, et le massacre de Boston fut comme une nouvelle étape vers la guerre de l'Indépendance.

Bientôt un pas plus décisif encore fut fait sur les côtes de la baie de Narragansett : une goëlette anglaise, le *Gaspee*, croisait sur cette baie, guettant les contrebandiers. Le commandant du navire s'acquitta de cette mission avec une sévérité inutile et qui lui valut, ainsi qu'à son vaisseau, de devenir fort impopulaire. L'opinion générale était qu'il poussait son autorité au delà des limites fixées par la loi. Un jour (le 10 juin 1772), un paquebot étant parti de Newport pour Providence sans notification préalable au lieutenant Dudingston du *Gaspee*, ce dernier le poursuivit à plus de vingt milles en mer, puis vint échouer contre Namquit-Point, à sept milles au-dessous de Providence. La nouvelle se répandit promptement dans la ville que l'odieux navire venait d'échouer non loin de là et qu'il resterait dans cette situation critique jusqu'à la marée haute qui n'au-

rait lieu qu'au matin. Bientôt un homme muni d'un tambour parcourut les rues, invitant tous ceux qui voulaient contribuer à la destruction du *Gaspee* à se réunir dans une certaine taverne après le coucher du soleil. Vers neuf heures et demie du soir, huit grands bateaux aux rames tamponnées sortirent sans bruit de la baie. Ils abordèrent le *Gaspee* à minuit. La nuit était très sombre, et quand on poussa le cri d'alarme, les hommes de Rhode-Island avaient déjà envahi le pont de la goëlette et surpris l'équipage. Tous ceux qui le composaient furent déposés les mains liées sur la grève, après quoi on mit le feu à la goëlette dont il ne resta rien. Les assaillants rentrèrent chez eux en plein jour; il n'y avait personne à Providence qui ne sût ce qui était arrivé, et cependant, malgré l'offre de mille livres sterling faite à quiconque voudrait donner des renseignements sur les coupables, le secret fut scrupuleusement gardé; nul ne put être traduit en jugement. Cependant le bruit de la destruction du *Gaspee* se répandit bientôt dans toutes les colonies. On sut en outre que le gouvernement britannique qualifiait cet acte de crime de haute trahison et que, malgré tous les moyens d'action dont elle pouvait disposer, l'autorité ne réussissait pas à mettre la main sur les coupables. Le mécontentement public alla toujours croissant et chacun se sentit de plus en plus disposé à résister aux actes illégaux du roi George et de son ministère.

Pendant ce temps, le peuple prenait l'habitude de se passer des objets soumis à l'impôt. On portait des étoffes tissées dans le pays au lieu de se servir comme auparavant de marchandises importées. On essayait de divers ingrédients pour remplacer le thé, tels que des feuilles de framboisier, de sauge et d'autres plantes

dont quelques-unes portent encore le nom de thé Jersey, thé Labrador. Telle était l'énergie du sentiment populaire que le gouvernement anglais résolut d'abandonner toutes les autres taxes, se bornant seulement à maintenir celle du thé. De grands bateaux chargés de cette denrée furent expédiés dans l'espoir que le peuple finirait par payer la taxe. « Le roi, dit avec hauteur lord North, va vider la question avec l'Amérique. » Mais le peuple paraissait déterminé à la vider aussi avec l'Angleterre, car il s'opposa au débarquement du thé. Quand les bateaux chargés arrivèrent à Boston, « le Comité de correspondance » les entoura d'une garde sur le quai, et de toutes parts on fit serment de soutenir les habitants de Boston, en conjurant ceux-ci de veiller sur les libertés de l'Amérique. On espérait obtenir que le thé fût renvoyé paisiblement, mais lorsqu'il parut que c'était impossible, on convoqua à Faneuil-Hall un *meeting* de sept mille personnes, le plus nombreux qui eût été jusqu'à cette époque tenu à Boston. L'espace manquant, l'assemblée se transporta dans l'église dite Old South Church. Le propriétaire d'un des navires chargés de thé fut député au gouverneur royal Hutchinson, pour obtenir que les vaisseaux retournassent en Angleterre avec leur cargaison. Il revint faire connaître la réponse négative qu'il avait reçue ; alors Samuel Adams se leva et dit : « Ce *meeting* ne peut rien de plus pour le salut du pays ! » Cependant le cri de guerre fut poussé à la porte, puis un groupe de quarante ou cinquante hommes, déguisés en Indiens, se rendit sur le quai, s'empara de trois des vaisseaux, et jeta dans la mer trois cent quarante caisses de thé. Le coup fait, ils disparurent prestement et ne commirent point d'autre dommage. Cette équipée est connue

sous le nom du *Thé de Boston* (the Boston tea-party). Elle eut lieu le 16 décembre 1773.

New-York et Philadelphie suivirent l'exemple de Boston, mais comme les capitaines des navires consentirent de bonne grâce à regagner Londres immédiatement, il n'y eut pas lieu dans ces deux villes de jeter le thé à la mer. A Charlestown, le thé fut débarqué, mais nul ne voulut en acheter ni payer les droits, et on dut le déposer dans des caves humides où il ne tarda pas à se gâter. A Annapolis, le thé fut brûlé.

Tous ces événements causaient une grande agitation parmi le peuple et poussaient de plus en plus les colonies à s'unir pour résister à l'Angleterre. Le premier congrès continental s'était déjà rassemblé quelque temps auparavant; il fut bientôt suivi d'un autre. Dans le Massachusetts, qui semblait être plus que tout autre État exposé à quelque attaque, un congrès provincial s'assembla aussi, et à son instigation on amassa sur divers points des munitions militaires. Un corps de *minute-men*, qui devaient partir à la première réquisition, se forma sous de vieux soldats qui avaient combattu dans les guerres franco-indiennes. D'autres corps s'organisèrent sous le nom de *Fils de la Liberté* dans le Massachusetts et plusieurs colonies voisines; à Rhode-Island, il y eut même des associations de femmes qui s'intitulaient *Filles de la Liberté*.

Qu'on juge du mécontentement de George III et de ses ministres contre les Américains en général et contre le peuple du Massachusetts en particulier! Plusieurs lois rigoureuses passèrent au Parlement. L'une d'elles abolissait à Boston le droit de réunion, installait des troupes dans la ville, et décidait que tout accusé serait transféré ailleurs pour être jugé. Mais la plus dure de toutes ces mesures fut celle qui met-

tait le port de Boston en état de blocus et qu'un membre du Parlement qualifie de « bill d'esclavage pour l'Amérique ». En raison de cette loi, le port de Boston fut bloqué, c'est-à-dire qu'il était interdit à tout navire d'y entrer ou d'en sortir, à moins qu'il ne fût chargé de bois ou de provisions, et encore le navire qui apportait ces objets à Boston devait auparavant mouiller au port de Marblehead, situé à trente milles de là, où il était soumis à la visite de la douane, après quoi il lui était permis de cingler vers Boston, ayant un douanier à bord. Cette mesure coupait court à toute communication par mer entre Boston et les villes de province, à moins qu'on ne fît le tour par Marblehead. Pas une bûche ne pouvait être apportée des îles du port, pas un baril de farine ne pouvait arriver en barque de Cambridge ; la moindre brique ne pouvait être transportée même d'un quai à l'autre, fût-ce sur une prame. Comme le commerce était alors la principale ressource de Boston, cette ville se trouvait ainsi entièrement paralysée dans son industrie et éprouvait par là un incalculable dommage. Naturellement une pareille situation excita la sympathie des autres villes et même des autres colonies. Des dons de toute espèce affluèrent dans la cité persécutée. Groton envoya des grains, Marblehead du poisson salé et Windham (Connecticut) un troupeau de deux cent cinquante moutons. Les colonies du sud offrirent de la farine et du riz ; les colonies du centre, leur blé et leur fer, et plusieurs villes réunirent de l'argent pour les nécessiteux ; de sorte que le décret du blocus produisit un effet tout différent de celui auquel s'attendait le gouvernement anglais. Il avait cru sans doute effrayer les colonies et fomenter la division parmi elles ; au lieu de cela il ne fit que raffermir leur union

encore chancelante. La cause de Boston devint la cause commune. C'était bien là le résultat prédit par les hommes les plus avisés du Parlement anglais, Edmond Burke et Charles-James Fox.

Ils avaient averti le gouvernement que de semblables mesures n'auraient d'autre effet que de pousser les Américains à une révolte ouverte. Mais George III était le plus obstiné des hommes, et il abusait de sa royale influence dans le Parlement pour y faire passer des lois de cette espèce. Les conséquences donnèrent donc raison ici à Burke et à Fox. Le bill, dit du port de Boston, fut le lien qui, des colonies dispersées, devait faire une nation. Le jour où la loi fut mise en vigueur (1er juin 1744) fut un jour de deuil public à Hartford (Connecticut). L'Hôtel de Ville fut pavoisé de noir, on y afficha une copie du bill et les cloches tintèrent du matin au soir. Jusque dans la Virginie, les membres de la *Maison des Bourgeois* assistèrent au service religieux qui eut lieu solennellement à cette occasion, et entendirent un sermon patriotique que débita la chapelain.

Essayons de nous représenter Boston à cette époque.

En 1771, Boston occupait sur une presqu'île beaucoups moins de place que le Boston d'à présent; il était protégé par des ouvrages en terre, établis en travers du *Neck*, étroite langue de terre où stationnait un poste de soldats. Les quais étaient presque déserts, et seuls les vaisseaux de guerre anglais garnissaient le port. Les ouvriers de la ville, quand par hasard ils avaient de l'ouvrage, étaient employés au pavage des rues ou dans les briqueteries publiques. Les plus pauvres familles étaient nourries au moyen de cotisations envoyées des villes et des colonies. Les canons braqués sur les hauteurs, les tentes dressées sur

la grande place, les compagnies de soldats en habits rouges marchant par les rues complétaient cet aspect lamentable. Presque chaque nuit des *meetings* privés, tenus sous le nom de *clubs*, réunissaient les patriotes. Dans ces réunions, qui avaient lieu habituellement dans les greniers et les galetas, on fumait beaucoup et on buvait du punch en discutant des plans de résistance, en se communiquant les nouvelles venues de tous les points du pays ; quiconque avait reçu quelque lettre importante d'une autre colonie ou du Congrès continental, alors en session à Philadelphie, l'apportait dans la réunion pour la lire à haute voix. Un individu se levait, par exemple, et disait : « John Adams écrit que le Congrès est rempli d'ardeur et que nous devons nous munir d'artillerie, d'armes, de munitions, mais éviter la guerre si c'est possible... si c'est possible ! »

Un autre reprenait :

« Le grand orateur de la Virginie, Patrick Henry, ayant appris que le major Hawley, de Northampton, avait dit : « Il faut combattre, » a répondu : « Je suis tout à fait de son avis. »

Un autre racontait enfin qu'ayant été visiter les fortifications anglaises établies sur le Neck en compagnie de quelques vétérans qui avaient combattu à Louisbourg, ceux-ci s'étaient mis à rire à la vue des ouvrages en terre et avaient dit qu'ils s'en souciaient comme d'un terrier de castors.

On s'imagine alors quels vivats retentissaient dans la vieille chambre enfumée en l'honneur de Patrick Henry, de John Adams et des vétérans de Louisbourg !

Nous ne devons pas oublier qu'il y avait beaucoup de gens et même de très honnêtes gens qui voyaient

avec peine cet état de choses et qui regardaient la résistance comme une cause de ruine pour les colonies, comme un crime envers le roi. Ceux-ci conjuraient les patriotes d'écouter la voix de la raison : c'étaient en général des hommes riches et satisfaits de leur sort, remplissant quelque emploi dans l'administration britannique ; ils auraient eu, en somme, plus à perdre qu'à gagner en cas de guerre. On les appelait alors les *tories*, et leur impopularité croissait de jour en jour. Quelques-uns d'entre eux modifièrent par la suite leurs opinions et devinrent patriotes ; d'autres quittèrent les États-Unis et passèrent dans les provinces anglaises qui avaient répudié toute participation à la Révolution, surtout dans la Nouvelle-Écosse. D'autres enfin combattirent contre leur pays dans les rangs de l'armée royale. Mais pendant un certain temps ils se bornèrent à décourager les révolutionnaires, leur indiquant les dangers de leur « folle entreprise », ainsi qu'ils la qualifiaient. Les tories prétendaient, et en cela ils n'avaient pas tort, que le roi George persisterait dans sa politique et enverrait d'Angleterre armée sur armée. Ils expliquaient que ce seraient là des troupes régulières auxquelles les colonies n'auraient à opposer que des milices inexpérimentées. Les colons répondaient qu'ils étaient deux, peut-être trois millions d'Américains, et qu'un cinquième sur ce nombre était capable de porter les armes. Ils ajoutaient que parmi eux il y avait des soldats formés par les guerres contre les Indiens, par la prise de Louisbourg, par celle de Québec. En outre, n'avaient-ils pas vu dans l'expédition du général Braddock les habits rouges battre en retraite devant les Français et les Indiens, tandis que les tirailleurs de la Virginie restaient à leur poste, chaque homme s'abritant

derrière un arbre et rendant coup pour coup ? Quant aux officiers, le roi George pouvait-il supposer que le général Putnam, qui avait été lié à un arbre par les sauvages et qui avait vu sans frémir le feu allumé autour de lui, tremblerait devant des mousquets anglais? Le jeune colonel Washington n'avait-il pas sauvé l'armée de Braddock d'une destruction totale et pris le fort Duquesne, contre lequel avait échoué Braddock lui-même ? C'est ainsi que dans ce temps-là parlaient les patriotes, et peut-être terminaient-ils leurs discours par ces paroles du brave docteur Warren :

« Rude sera la lutte, mais glorieuse sera l'issue. »

CHAPITRE XVIII

CONCORD, LEXINGTON ET BUNKER-HILL

Tandis que les esprits étaient ainsi surexcités, le général Gage, gouverneur royal, convoqua la législature de Massachusetts, puis, se ravisant presque aussitôt, prononça la dissolution de cette assemblée, avant même qu'elle ne fût réunie (28 septembre 1774). A la suite de cette proclamation, tous les membres élus convinrent de se réunir sans y être autorisés, et ils se formèrent en Congrès provincial. Leur premier soin fut d'organiser et d'exercer la milice dont le détachement, dit des *minute-men*, devait être toujours prêt à marcher au premier signal. Le Congrès provincial s'occupa ensuite de rassembler des armes et des munitions qui furent emmagasinées à Concord et à Wor-

cester; bref, le gouverneur royal se trouva dans un plus grand embarras que s'il avait laissé les choses suivre leur cours régulièrement. Cependant des troupes anglaises continuaient d'arriver à Boston, et le général Gage dépêchait des espions sous divers déguisements à l'effet de connaître l'endroit où étaient les magasins militaires des patriotes; ces derniers, d'autre part, se tenaient sur leurs gardes, guettant les moindres mouvements du gouverneur dans la crainte qu'il ne fît main basse sur les provisions. Il fut convenu qu'une surveillance spéciale serait exercée à Charlestown et que, dans le cas où l'on viendrait à savoir qu'une force considérable dût sortir la nuit de Boston, une lanterne serait placée sur la tour de l'église du nord en manière de signal.

Une nuit, les guetteurs de Charlestown virent briller la lanterne dans le clocher. Aussitôt chacun se mit en mouvement, les émissaires partirent de tous côtés. D'autres messagers étaient arrivés de Boston en bateau; l'un d'eux, Paul Revere, sautant à cheval, traversa Medford à fond de train, et arriva dans une maison où dormaient les meneurs patriotes, John Hancock et Samuel Adams.

« Ne faites pas tant de bruit, lui dit la sentinelle qui était de garde à la porte.

— Du bruit? s'écria Paul Revere, vous en aurez avant qu'il soit peu : les réguliers approchent. »

Il galopa ainsi de maison en maison, éveillant les principaux fermiers.

Après le passage de Paul Revere, bien peu dormirent cette nuit-là.

Pendant ce temps, huit cents soldats anglais, après s'être embarqués au pied de Boston-Common, traversaient le lieu où se trouve actuellement East-Cam-

bridge. Ils longeaient silencieusement les marais, quand tout à coup les cloches des bourgs et villages se mirent à sonner ensemble. Il était clair que l'alarme avait été donnée. Paul Revere et les autres vedettes avaient rempli leur mission en conscience. L'officier qui commandait le détachement anglais envoya chercher du renfort et le major Pitcairn reçut l'ordre de se porter en avant avec deux ou trois cents hommes d'infanterie, pour s'assurer des deux ponts de Concord. Mais lorsque Pitcairn traversa Lexington, à quatre heures du matin, le 19 avril 1775, il trouva devant lui, rangés en bataille, soixante ou soixante-dix miliciens commandés par le capitaine John Parker.

« Holà vilains! Holà rebelles! Bas les armes et dispersez-vous! » leur cria l'officier anglais.

Et les soldats firent feu.

Les Américains ripostèrent sans grand dommage pour l'ennemi. Il y eut huit Américains tués et dix blessés. Ce fut le premier sang versé dans la guerre de la Révolution.

A la suite de cet exploit, les « réguliers » marchèrent sur Concord en poussant trois hourrahs. Pendant ce temps, le gros de l'armée anglaise était arrivé et les avait rejoints. Mais avant qu'ils ne parussent devant la ville de Concord, les habitants avaient pu mettre en sûreté leurs approvisionnements militaires dans les forêts voisines. Les *minute-men*, accourus en toute hâte vers Concord au nombre de quatre cent cinquante hommes, prirent alors position sur un terrain élevé, près du lieu aujourd'hui appelé North-Bridge qui est situé hors du bourg. Ils purent voir les soldats anglais se répandre dans les rues, anéantir les munitions, abattre le poteau de la Liberté et livrer aux flammes le Palais de Justice.

Les officiers des *minute-men* résolurent alors de descendre jusqu'au pont et de repousser au moins les Anglais qui s'y trouvaient postés. Le capitaine Isaac Davis, d'Acton, s'écria fièrement :

« Je n'ai pas avec moi un seul homme qui ait peur. »

Lui et sa compagnie marchèrent en effet à la tête de tous les autres. Comme ils arrivaient près du pont, les Anglais tirèrent et Davis tomba mortellement frappé.

« Feu ! s'écria le major Buttrick, feu ! pour l'amour de Dieu ! »

Devant la décharge qui suivit cet appel, les réguliers se replièrent en désordre, laissant sur le terrain un mort et plusieurs blessés. Les Américains, ayant reconnu cependant qu'ils étaient trop peu nombreux pour attaquer le corps principal de l'armée, résolurent de ne rien faire contre lui pour le moment, mais de l'attendre au retour. En effet, quand les soldats anglais eurent détruit tous les approvisionnements militaires qu'ils avaient trouvés à Concord, ils se mirent en marche pour rentrer à Boston, emmenant avec eux leurs blessés. Ils étaient en ce moment à seize milles de cette ville; mais le retour ne devait pas s'opérer aussi aisément que le départ. Dans tout le pays à la ronde les coups de fusil se mêlaient au son du tocsin. Des hommes accouraient de ci, de là, en manches de chemise pour la plupart, sans ordre ni discipline, mais tous le fusil à la main. Un officier anglais a écrit depuis « qu'ils semblaient pleuvoir du ciel. » C'étaient parfois des compagnies de *minute-men*, parfois des fermiers qui arrivaient isolément. A chaque mille que parcouraient les soldats anglais harassés de fatigue, entre Concord et Lexington, le nombre des combattants grossissait, chacun tirant derrière un mur ou

derrière un arbre. A chaque pas, les Anglais tombaient comme grêle tués ou blessés. A la fin, ils prirent la fuite. Ce fut alors une grande confusion; leurs munitions étaient presque épuisées, et ils eussent été forcés de capituler, sans lord Percy qui vint à leur rencontre avec des renforts et forma ses troupes en bataillon carré à Lexington. Les fuyards, accablés de fatigue, se réfugièrent dans ce carré. « Ils se jetaient à terre pour se reposer, dit un historien anglais, la langue pendante comme l'ont les chiens au retour de la chasse! »

Lord Percy avait alors avec lui dix-huit cents hommes et il put achever sa route moins précipitamment; mais il n'en fut pas moins harcelé jusqu'à Boston par la multitude toujours croissante des combattants, et réduit à essuyer une continuelle fusillade.

Les troupes furent heureuses, au coucher du soleil, de s'abriter derrière les canons des vaisseaux de guerre. Tant en tués qu'en blessés, les Anglais éprouvèrent une perte trois fois plus considérable que celle des Américains.

L'événement eut un grand retentissement, aussi bien dans les colonies qu'en Angleterre, où l'on s'étonna que les officiers d'une armée régulière eussent pu fuir devant des milices provinciales. Les cultivateurs américains que l'on avait crus trop poltrons pour se mesurer avec eux avaient eu raison cependant des soldats! On se répéta ces étranges nouvelles, en ajoutant que lord Percy employait toute son activité à fuir.

Ce reproche des Anglais était injuste, car lord Percy pouvait passer sous tous les rapports pour un brave officier; mais il mérite d'être enregistré cependant, parce qu'il montre quel était le sentiment public en Angleterre. A dater de ce jour commença réellement la Révolution. Samuel Adams, entendant les coups

de fusil à Lexington, s'écria : « Oh ! la glorieuse matinée que celle-ci ! » car il pressentait que la lutte devait finir pour les colonies par le triomphe de leur liberté. Le président Jefferson a dit plus tard : « Avant le 19 avril 1775, je n'avais jamais entendu demander, même à voix basse, la séparation d'avec la Grande-Bretagne. »

Le Comité de sûreté du Massachusetts fit parvenir des adresses aux différentes villes et aux autres colonies de la Nouvelle-Angleterre, leur demandant d'envoyer des troupes dans le voisinage de Boston. En peu de temps quinze mille hommes furent sur pied sous différents chefs indépendants. Le général Ward commandait les hommes du Massachusetts; le général Stark, ceux du New-Hampshire; le général Green, ceux de Rhode-Island; les généraux Spencer et Putnam, ceux du Connecticut.

Cette armée manquait tout à fait de discipline, n'avait qu'un petit nombre de canons et était bien dépourvue de munitions. Les soldats allaient et venaient à leur gré; ils composaient néanmoins une force suffisante pour tenir enfermée dans Boston une armée anglaise de cinq mille hommes. Comme le général Gage avait expulsé de la ville la plupart des familles du parti patriote, il n'existait d'ailleurs que peu de relations entre ceux du dedans et ceux du dehors.

Deux rangées de collines dominent Boston de deux côtés : les hauteurs de Dorchester au sud, Bunker-Hill et Breed's-Hill au nord-ouest. Il importait aux deux partis de se rendre maîtres de ces points stratégiques; aussi, dès que les Américains apprirent que le général Gage projetait d'étendre ses lignes en y englobant Bunker-Hill, ils détachèrent mille hommes pendant la nuit sous la conduite du colonel Prescott pour établir des terrassements propres à protéger cette position. Les hommes

envoyés ainsi étaient presque tous des cultivateurs, n'avaient point d'uniformes et portaient des fusils de chasse. Ils se rangèrent en bataille à Cambridge et, après la prière prononcée par le directeur d'Harvard-College, se mirent en marche à neuf heures du soir, le 16 juin 1775. Ils s'avancèrent avec tant de précaution que nul ne les entendit; les horloges de Boston sonnèrent minuit avant qu'on eût retourné une motte de terre. On se décida enfin à fortifier Breed's-Hill comme plus rapproché de Boston que Bunker-Hill. En travaillant, les Américains pouvaient entendre les sentinelles des bâtiments de guerre crier : « Tout va bien. » Au petit jour, les terrassements nouvellement élevés furent aperçus des vaisseaux de guerre qui commencèrent à tirer, ainsi qu'une batterie de Boston. Mais les Américains n'en poursuivirent pas moins l'achèvement de leurs fortifications. Le général Gage aperçut avec une longue-vue le colonel Prescott dirigeant ses travailleurs :

« Croyez-vous qu'ils combattront? demanda-t-il à ceux qui l'entouraient.

— Jusqu'à la dernière goutte de leur sang! » répondit un Américain loyaliste [1] qui se trouvait là.

Le général anglais résolut de ne pas perdre une minute et d'attaquer les ouvrages le jour même.

Le 17 juin, la chaleur était excessive. Trois mille soldats anglais furent dirigés par bateaux sur Charlestown. Prescott rangea de son mieux ses hommes derrière les terrassements à demi formés, et pour ne pas être pris en flanc, il plaça un détachement à une barrière du côté de Bunker-Hill. Cette barrière fut

1. On nommait loyalistes ceux qui restaient dévoués à la cause du roi.

ensuite garnie de foin nouvellement fauché, pour mieux abriter ceux qui étaient réunis derrière. Sans vivres, sans eau et n'ayant des munitions qu'en très petite quantité, les Américains attendirent les assaillants. Ils étaient deux à trois mille à l'abri des retranchements et quatre mille Anglais les attaquaient. L'expérience de la guerre, la discipline manquaient aux Américains, tandis que les régiments anglais étaient composés de vétérans; mais les Américains avaient l'avantage de la position, ils étaient protégés par leurs terrassements, tandis que les Anglais étaient obligés, au contraire, de s'avancer en rase campagne. Avec tout le calme possible, ils attendirent, tandis que Putnam, Prescott et les autres chefs parcouraient les rangs en disant :

« Visez bien bas et attendez pour tirer que vous leur voyiez le blanc des yeux. »

Les soldats anglais avançaient lentement, accablés sous le poids de la chaleur et des sacs qu'ils portaient; mais leur marche était régulière et leur confiance en eux-mêmes absolue. Dès qu'ils parurent en vue des retranchements, ils ouvrirent le feu : à peine si quelques coups isolés leur répondirent. Bientôt ils ne furent plus qu'à une toute petite distance de la redoute. Alors le cri de *feu* retentit, et lorsque la fumée se dissipa, le sol apparut jonché de cadavres anglais, tandis que les survivants commençaient à opérer leur retraite. Une joyeuse clameur s'éleva des forts, à laquelle répondirent les braves qui gardaient la barrière. Ces derniers ne tardèrent pas à être attaqués par l'aile droite des Anglais. Les Américains gardèrent leur feu jusqu'au dernier moment; les trois quarts des assaillants tombèrent et le reste n'avança plus qu'avec hésitation. Deux fois les Anglais revinrent

à la charge et deux fois ils furent repoussés, sans perte sérieuse du côté des Américains. Enfin une troisième attaque fut résolue contre le fort principal. On vit alors les officiers anglais menacer leurs soldats récalcitrants et même les frapper à coups de plat de sabre pour les forcer à marcher. Putnam, lui, parcourait les rangs des patriotes, disant qu'il serait impossible aux Anglais de se rallier s'ils étaient repoussés encore une fois, et ses hommes répondaient en chœur : « Nous sommes prêts à recevoir de nouveau les habits rouges. » Mais comme il s'aperçut que la poudre allait manquer, Putnam leur recommanda de ne faire feu sur les Anglais que presque à bout portant. Cette fois les assaillants s'avancèrent à la baïonnette sans tirer et sous la protection de leurs batteries d'artillerie. Il ne restait à la plupart des Américains qu'une seule cartouche, et peu d'entre eux en possédaient plus de trois ; à peine quelques-uns avaient-ils des baïonnettes. Leur dernière cartouche brûlée, ils n'eurent plus d'autre ressource que d'opérer la retraite en aussi bon ordre que possible. Ils s'éloignèrent lentement, un à un, et perdirent plus de monde dans leur retraite que pendant le combat. Parmi ces pertes, il faut inscrire celle du brave général Warren, aussi fameux médecin que bon patriote. Il était président du Congrès provincial et servait alors la cause de l'Indépendance, non comme chef, mais comme simple volontaire. Lorsqu'il apprit sa mort, le général anglais Howe s'écria qu'en perdant Warren les Américains avaient perdu cinq cents hommes.

CHAPITRE XIX

WASHINGTON PREND LE COMMANDEMENT

La bataille de Bunker-Hill fut d'une grande importance pour les colonies. D'abord, elle trancha la question pour ce qui était de la guerre, dont bien des gens s'obstinaient encore à ne pas admettre la possibilité. En second lieu, elle prouva que les soldats américains, malgré leur inexpérience, étaient capables de résister à des troupes régulières. On raconte que lorsque Washington en reçut la nouvelle, il demanda seulement quelle avait été l'attitude de la milice sous le feu de l'ennemi. Quand on lui eut dit que ces novices avaient attendu leurs adversaires de pied ferme pour les ajuster à bout portant, il répliqua :

« Les libertés du pays sont sauves ! »

Cette bataille ne fut pas revendiquée comme une victoire par les Américains, mais elle exalta néanmoins l'enthousiasme au plus haut degré. On vit les rangs de l'armée continentale se remplir comme par magie ; les troupes étaient animées du meilleur esprit. D'un autre côté, l'étonnement redoubla en Angleterre lorsqu'on apprit le courage déployé dans la lutte par les Américains, et quel avait été le nombre des tués et des blessés pour l'armée anglaise.

D'après les recensements officiels, la perte des Anglais s'élevait à mille cinquante-quatre hommes, tant tués que blessés, et dans ce nombre il y avait beaucoup d'officiers ; on en comptait un sur quatre. Les

pertes des Américains étaient de moitié moins considérables, ne comprenant que quatre cent cinquante hommes. On déclara en Angleterre que rien dans l'histoire n'était comparable au courage qu'avaient déployé les troupes britanniques s'avançant résolument sous ce feu meurtrier. « Jamais, ajoutent les récits du temps, on n'a vu en Allemagne, où les armées anglaises ont combattu en dernier lieu, un détachement décimé dans cette proportion. » Certain régiment, par exemple, se trouvait réduit à vingt-cinq hommes !

Même avant la bataille de Bunker-Hill, le Congrès continental avait voté que l'on adopterait l'armée qui assiégeait Boston comme armée nationale et décrété des levées de troupes additionnelles dans les autres États. Sur la recommandation des délégués de la Nouvelle-Angleterre, George Washington fut élu général en chef à l'unanimité, et on lui adjoignit quatre majors généraux : Artemas Ward, Charles Lee, Philippe Schuyler et Israël Putnam. On jugea qu'en vue de décider toutes les colonies à s'armer pour la guerre, il valait mieux que le général en chef ne fût pas de la Nouvelle-Angleterre, et d'ailleurs aucun homme en Amérique n'égalait Washington sous le rapport de la réputation militaire. Il partit donc de la Virginie et arriva le 2 juillet 1775. Le lendemain, sous le grand orme de Cambridge, qui a gardé jusqu'ici le nom d'orme de Washington, il prit le commandement de l'armée continentale. Chacun était curieux de contempler de près ce célèbre officier. Les soldats virent un homme de quarante-trois ans, haut de six pieds, vigoureux, aux larges épaules, aux grandes mains, aux grands pieds, un peu lourd dans ses mouvements, mais dont les manières étaient pleines de dignité et

la physionomie noble, imposante. Il portait un habit bleu à revers chamois, des culottes chamois, des épaulettes, et à son chapeau une cocarde noire.

Lorsque Washington, à son tour, jeta les yeux sur les soldats qu'il était appelé à commander, il vit, selon ses propres expressions, une multitude mêlée, sans grand ordre ni discipline, ni direction. Ils étaient armés de fusils de chasse ou de mousquets de différents calibres. Très peu de régiments portaient l'uniforme. C'étaient des rassemblements d'hommes vêtus d'habits râpés ou en manches de chemise; un grand nombre portait des hauts-de-chausses en cuir. Ceux qui venaient de loin avaient arboré un costume à peu près semblable, afin de pouvoir se reconnaître pendant la route; la plupart des tirailleurs qui arrivaient de Virginie, par exemple, se faisaient remarquer par des justaucorps de chasse en toile brune de Hollande avec un double collet à l'imitation des Indiens; sur la poitrine étaient brodés en grosses lettres les mots : *Liberté ou la mort.*

En général, l'aspect que présentait l'armée de la Révolution n'était pas celui de soldats disciplinés; lorsque le général Washington inspecta les camps et les forts de Cambridge à Charlestown, il trouva tout autre chose que la régularité militaire et le bon ordre. Certains corps, ceux qui étaient venus de Rhode-Island surtout, avaient des lignes de tentes assez droites; beaucoup d'autres vivaient dans des huttes, soit en planches, soit en pierres, soit en gazon, placées dans tous les coins où l'on pouvait s'abriter et ayant parfois des treillis d'osier en guise de portes et de fenêtres. La nourriture était grossière, souvent insuffisante, et le pis c'est que la poudre manquait. Au début, il n'y avait que sept cartouches par homme.

Washington fit part au Congrès de cette pénurie : « Notre situation en ce qui concerne la poudre, écrivait-il, est beaucoup plus alarmante que je ne l'imaginais. »

Un autre officier, parlant du général Putnam, écrivait : « La baie est libre, tout dégèle ici, sauf le vieux Put. Il n'en finit pas de chanter son éternel refrain : — De la poudre! de la poudre! Dieux puissants, donnez-nous de la poudre ! »

Peu à peu, l'armée fut pourvue des équipements nécessaires que l'on tira des gabares préposées aux transports que capturèrent les Américains. Ceux-ci avaient arboré le drapeau anglais sur le Castle William afin d'attirer les navires, et lancé aussi des corsaires ; mais la rareté de la poudre ne s'en faisait pas moins sentir, et ce fut la raison capitale qui détermina le général Washington à ne faire pendant plusieurs mois aucune tentative pour prendre Boston. Il s'en tint à continuer le siège. Cependant les troupes anglaises enfermées dans cette ville commençaient à souffrir d'une épidémie de variole, elles manquaient de vivres et de combustible et étaient réduites à démolir les vieilles maisons pour alimenter les feux avec leurs débris. Il fallut faire sortir de la ville des centaines de bouches inutiles, dans l'impossibilité où l'on se trouvait de les nourrir. Quelques églises furent transformées en casernes, l'église d'Old-South en manège, et Faneuil-Hall en théâtre. Les Anglais avaient coutume d'envoyer des billets de spectacle à Washington et à ses généraux. Une fois que les officiers anglais jouaient une pièce intitulée : *le Blocus de Boston*, dans laquelle paraissait un personnage destiné à rendre ridicule le général Washington, au moment où l'acteur chargé de ce rôle venait d'entrer

en scène affublé d'une énorme perruque, brandissant une longue rapière rouillée et suivi d'un paysan armé d'un fusil crasseux, un sergent s'élança sur le théâtre en criant : « Les Yankees attaquent nos ouvrages de Bunker-Hill! »

D'abord on crut que cet épisode faisait partie de la pièce, mais lorsque le général Howe se fut levé en disant : « Officiers, à vos postes! » les spectateurs se dispersèrent en toute hâte au milieu des cris de femmes qui s'évanouissaient. L'attaque ainsi commencée n'aboutit pas à grand'chose, mais Washington finit cependant par établir sur Dorchester-Height une batterie qui agit avec tant d'efficacité contre les assaillants que le général Howe dut s'embarquer avec son armée en abandonnant la ville de Boston (17 mars 1776). Près de douze cents Américains loyalistes partirent avec la flotte anglaise pour Halifax et la plupart d'entre eux ne revinrent jamais.

L'évacuation de Boston par l'armée anglaise ne devait pas mettre fin à la guerre. Après que le gouvernement britannique eut reçu la nouvelle de la bataille de Bunker-Hill, il résolut de dompter, coûte que coûte, les colonies américaines et interdit à cet effet tout commerce et tout rapport avec les colons en permettant à chacun de s'emparer de leurs navires sur l'Océan.

L'armée anglaise fut renforcée de seize mille Hessois (Allemands), de sorte que les Américains avaient à lutter désormais contre cinquante mille hommes. Pour résister à de pareilles forces, ils ne pouvaient disposer jusque-là que de douze mille soldats. N'importe; s'étant avancés de la sorte, ils n'avaient plus qu'à persévérer, quitte à périr.

CHAPITRE XX

DÉCLARATION DE L'INDÉPENDANCE

Il ne faut pas oublier que le poids le plus lourd de responsabilité, en ces temps de révolution, ne pesa pas sur les cultivateurs qui s'étaient si bien battus à Lexington et à Bunker-Hill. Ceux-ci auraient pu, après quelques combats, reculer et faire la paix, si le Congrès continental de Philadelphie n'eût déclaré solennellement que les États-Unis étaient et devaient rester de droit indépendants. Cette déclaration fermait toute issue de retraite. L'armée n'avait qu'à donner son sang, tandis que l'œuvre difficile incombait au Congrès de lever des soldats, de nommer les officiers, d'amasser de l'argent et de l'employer à propos, de négocier enfin avec les gouvernements étrangers pour obtenir autant que possible leur appui. C'était en apparence une entreprise désespérée ; le Congrès en vint à bout cependant. D'heureux débuts l'encouragèrent. Franklin, toujours de belle humeur et rempli d'espérance, décrit ainsi la situation de l'Amérique dans une lettre adressée à un ami en Angleterre :

« La Grande-Bretagne a dépensé trois millions pour arriver à tuer cent cinquante Yankees dans cette campagne, ce qui fait vingt mille livres par tête. A Bunker-Hill, elle a gagné un mille de terrain dont elle a reperdu la moitié lorsque nous avons occupé Ploughed-Hill. Dans ce laps de temps, soixante mille enfants sont nés en Amérique. Sur ces données, la tête mathématicienne du docteur Price peut facilement

calculer ce qu'il faudra de temps et d'argent pour nous tuer tous jusqu'au dernier et pour conquérir la totalité de notre territoire. »

Cette boutade fut imprimée dans tous les journaux américains et ne laissa pas que d'encourager la résistance. Cependant le docteur Franklin et tous les hommes intelligents savaient trop bien au fond que les Américains n'étaient pas rompus à la discipline militaire, que les colonies étaient jalouses les unes des autres et que les colons les plus riches, les plus influents étaient en grand nombre opposés à une séparation d'avec la mère patrie. Washington lui-même disait :

« Quand j'ai pris pour la première fois le commandement de l'armée, j'étais absolument contraire à l'idée de l'indépendance. Mais aujourd'hui je suis fermement convaincu qu'il n'y a point pour nous d'autre planche de salut. »

Ce fut ce sentiment qui poussa le Congrès à examiner l'opportunité de la déclaration d'Indépendance. D'ailleurs le peuple en masse était de jour en jour mieux préparé à entendre une semblable déclaration, surtout ceux qui avaient lu un écrit de Thomas Paine intitulé : *le Sens commun*. Ce livre avait circulé presque partout. Sans contredit, il contribua plus qu'aucun autre à convaincre les Américains que l'heure de la *séparation* était venue.

La colonie la plus considérable était, à cette époque, la Virginie ; le Massachusetts, la Pennsylvanie venaient immédiatement après par rang d'importance. On jugea donc que la première proposition d'indépendance devait être émise par la Virginie, puis appuyée par le Massachusetts.

En conséquence, le 7 juin 1776, Richard-Henry

Lee, de la Virginie, proposa les résolutions suivantes :

« Que les Colonies-Unies sont et doivent être de droit des États libres et indépendants, qu'elles sont déliées de toute obéissance envers la couronne d'Angleterre et que tout lien politique entre elles et le gouvernement de la Grande-Bretagne est et doit être entièrement rompu.

« Qu'il est donc urgent de prendre sans délai toutes mesures qu'il appartiendra pour conclure des alliances étrangères.

« Qu'un plan de confédération sera préparé et adressé à chacune des colonies respectives pour être par elle mûri et approuvé. »

Ces résolutions furent appuyées par John Adams, du Massachusetts. La première discussion qui s'engagea à ce sujet montra que malgré la tendance générale en faveur de l'indépendance, il y avait cependant plus d'un membre de l'assemblée qui pensaient que la nation n'était pas encore préparée à un tel changement. Il fut donc décidé que la discussion serait renvoyée au 1er juillet; on comptait que dans l'intervalle le peuple des colonies montrerait ses dispositions pour ou contre l'indépendance. Il les manifesta en effet très clairement avant même que le mois fût écoulé. Toutes les colonies, sauf une seule, se prononcèrent en faveur de l'indépendance; lorsque cette question fut discutée au jour convenu, il n'y eut que New-York qui, sans cependant voter contre la déclaration générale, refusa de la ratifier.

Durant ce délai, un comité avait été chargé de rédiger la déclaration d'indépendance qui devait servir, le cas échéant. Ceux qui faisaient partie de ce comité étaient: Thomas Jefferson, de la Virginie; John Adams,

du Massachusetts; Benjamin Franklin, de la Pennsylvanie; Roger Sherman, du Connecticut, et Robert Livingston, de New-York. La déclaration fut rédigée par Thomas Jefferson. Quelques changements, mais en très petit nombre, furent faits par Adams et Franklin. On peut encore les voir écrits de leurs propres mains sur le document original.

Dans le Congrès, la discussion fut longue, car on éplucha, on critiqua chaque mot avec une grande sévérité. John Adams se montra le plus ardent défenseur de la déclaration, tandis que Jefferson, qui l'avait rédigée, gardait le silence. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans son journal :

« J'étais assis, pendant le débat, à côté du docteur Franklin. Il s'aperçut que je souffrais un peu des attaques très amères qui se produisirent à différentes reprises contre certains passages, et me raconta, en manière de consolation, l'aventure de John Thompson, le chapelier. »

Cette histoire se trouve reproduite dans l'autobiographie du Dr Franklin. Il s'agit d'un homme qui, sur le point d'ouvrir une boutique de chapellerie, a fait peindre sur son enseigne un chapeau avec cette inscription : « John Thompson, chapelier, fait et vend des chapeaux. » Or, presque chaque mot de l'enseigne soulève les objections des uns et des autres; tout semble superflu, de sorte que le chapelier finit par réduire son enseigne au nom de John Thompson, surmontant la figure d'un chapeau.

Ce fut ainsi que Franklin réussit à distraire Jefferson pendant ces heures pleines d'anxiété où l'on discutait le plus important des actes politiques.

La déclaration de l'Indépendance fut adoptée le 4 juillet 1776, mais elle ne fut signée que plusieurs

semaines après. Quand les membres du Congrès vinrent signer, le docteur Franklin amusa encore ses collègues par la vivacité de ses saillies.

John Hancock avait pris le premier la plume en disant :

« Nous devons être unanimes. Il ne s'agit pas ici d'aller par quatre chemins, mais de nous accrocher tous les uns aux autres.

— Oui, répliqua Franklin, nous devons nous accrocher tous les uns aux autres, autrement nous risquons fort d'être accrochés séparément par le cou. »

En réalité, ils assumaient une dangereuse responsabilité, et même parmi les rieurs plus d'un dut se sentir frémir de terreur secrète.

Enfin la grande déclaration fut adoptée telle quelle ou peu s'en fallait; le principal changement consista dans la suppression d'un passage qui, à propos du maintien de l'esclavage colonial, incriminait le roi d'Angleterre plus sévèrement que ne l'eussent voulu certains représentants des États du Sud. Douze colonies acceptèrent la rédaction définitive, sauf New-York qui persista dans son abstention.

Il avait été décidé en particulier qu'à l'heure même où l'adoption aurait lieu, la cloche de la vieille salle des États serait mise en branle. Cette cloche, qui avait été inaugurée quelques vingt années auparavant, portait pour inscription : « Proclame la liberté à travers le pays, à l'oreille de tous les habitants qu'il renferme. »

Le sonneur plaça donc son petit garçon aux aguets devant la porte de la salle dont le gardien devait ausitôt donner le signal, et dès que l'Indépendance eut été déclarée, l'enfant sortit en courant et en criant : « Sonnez! Sonnez! Sonnez!... » Alors la cloche sonna

à toute volée, proclamant en effet la liberté à tout le pays. Il y eut partout des réjouissances et la déclaration fut lue à chaque brigade de l'armée.

Voici en quels termes le *Journal de Pennsylvanie* rendit compte de l'enthousiasme général :

« Cette après-midi (10 juillet) la déclaration d'Indépendance a été lue devant le front de chaque brigade de l'armée continentale campée à New-York et dans le voisinage. Elle a été partout accueillie par des hourrahs et par les plus vives démonstrations de joie. Le soir, la statue équestre de George III, que l'orgueil et l'imbécillité des tories avaient érigée en l'année 1770, a été renversée dans la boue par les fils de la Liberté, — juste récompense de l'ingratitude d'un tyran. »

Tels furent les sentiments qui accueillirent la déclaration de l'Indépendance. Cependant, même à cette époque, l'entreprise paraissait audacieuse et la situation de l'armée américaine si précaire que l'adjudant général Reed qui, vu sa position, connaissait mieux que personne l'état des affaires militaires, écrivait quelques jours auparavant :

« Chacun, depuis le général jusqu'au simple soldat qui est à même d'apprécier notre situation, se sent profondément découragé. Si j'avais su l'état exact des choses, aucune considération n'aurait pu me déterminer à prendre une part active dans ces événements. »

La déclaration une fois adoptée, il était temps de doter d'un drapeau national les États-Unis devenus nation indépendante. Au commencement de la guerre, on s'était servi de drapeaux variés. Celui que portaient les premiers vaisseaux de guerre créés par Washington, était appelé « l'Étendard du Sapin » et remontait à la fondation de la colonie du Massachusetts. Sur le fond blanc se détachait un

arbre avec cette devise : « Appel au ciel. » C'est ainsi que les journaux anglais du temps représentent le drapeau enlevé à un navire colonial en 1776. On le trouvait sur un plan topographique de Boston publié à Paris la même année. Les troupes américaines conservèrent le drapeau anglais tant qu'elles se considérèrent comme unies à la Grande-Bretagne ; mais lorsque Washington eut pris le commandement à Cambridge, il déploya devant l'armée un nouvel étendard portant treize bandes alternées de rouge et de blanc comme aujourd'hui ; seulement il gardait à l'un de ses coins la croix rouge et blanche qui marquait alors le drapeau britannique. Cet étendard fut porté par les Américains lors de leur entrée dans Boston après l'évacuation des troupes royales ; mais le Congrès décida, le 17 juin 1777, que le drapeau des treize États consisterait en treize bandes alternées rouges et blanches et que l'union serait figurée par treize étoiles blanches sur champ d'azur. Le premier qui hissa ce nouveau pavillon sur un navire de guerre américain fut le capitaine Paul Jones, fameux depuis dans les combats. On dit que le drapeau avait été fait par des dames patriotes de Philadelphie et que, s'étant procuré un petit bateau, Jones descendit et remonta la rivière Schuylkill, avec les couleurs déployées, afin de montrer aux populations leur nouvel étendard. C'est le pavillon qui flotte aujourd'hui sur les vaisseaux et sur les monuments des États-Unis, à l'armée, partout enfin, sauf que pour chaque État nouveau, annexé à l'Union, on a dû ajouter une étoile de plus, tandis que les treize bandes nous rappellent encore les treize vieilles colonies qui conquirent leur indépendance.

CHAPITRE XXI

SUITE ET FIN DE LA GUERRE

Jusqu'à la déclaration de l'Indépendance, presque tous les combats s'étaient livrés autour de Boston, bien que les troupes anglaises eussent fait une attaque infructueuse contre Charlestown (Caroline du Sud), et que les Américains eussent essayé avec tout aussi peu de succès d'envahir le Canada et de prendre Québec; mais Washington prévoyait la tentative que les généraux royalistes ne pouvaient manquer de faire en vue d'occuper New-York. Il envoya donc de Cambridge le général Lee pour protéger cette ville et bientôt le suivit en personne après l'évacuation de Boston.

Sir William Howe rejoignit Washington avec les soldats anglais qui avaient été retirés de Boston, tandis que son frère, l'amiral lord Howe, amenait des renforts, et que le général Clinton arrivait du sud avec un supplément de troupes. Les Américains allaient avoir à lutter contre un effectif de vingt-quatre mille Anglais et Hessois, alors qu'ils étaient pour leur part de moitié moins nombreux. Lord Howe avait reçu du roi George plein pouvoir pour faire des propositions de paix, mais ces propositions, il ne savait pas au juste à qui les adresser. Il écrivit d'abord une lettre au gouverneur royal; or, il n'y avait plus de gouverneurs royaux. Cette missive tomba aux mains de Washington, qui n'y vit rien de satisfaisant; alors lord Howe adressa une lettre à George Washington, *esquire*, et son frère l'amiral en écrivit une autre à

George Washington, etc.; mais Washington déclara qu'il ne recevrait que les communications faites au « Commandant général de l'armée des États-Unis, » ce qui fut cause que lord Howe, ne voulant pas lui accorder cette dignité, posa la plume et ressaisit l'épée.

D'abord les troupes américaines essuyèrent des revers, elles perdirent plusieurs batailles ; Washington, avec le gros de son armée, dut abandonner New-York aux Anglais et opérer pas à pas sa retraite à travers le New-Jersey, harcelé de près par lord Cornwallis. Le général anglais atteignit une des rives de la Delaware juste au moment où Washington venait de la traverser avec son armée. Cette retraite redoubla naturellement l'ardeur de l'armée anglaise et découragea les Américains. Washington avait à peine avec lui trois mille hommes dans la Pennsylvanie ; encore la plupart d'entre eux manquaient-ils de vêtements convenables, même de chaussures.

Il était donc urgent de frapper un coup décisif. Washington apprit qu'un corps de mille Hessois se trouvait à Trenton. Ces Hessois étaient des soldats enrôlés en Allemagne dans l'électorat de Hesse-Cassel, et Washington connaissait leurs habitudes. Il était sûr que le jour de Noël (1776) ils célébreraient cette solennité avec éclat et ne se tiendraient pas sur leurs gardes. Il attendit donc jusqu'à la chute du jour, passa la Delaware, marcha toute la nuit par un temps affreux, afin de les surprendre au point du jour. Un Américain loyaliste avait averti le général allemand ; mais celui-ci n'en avait pas tenu compte. Il fut tué dans le combat, et tous ses soldats demeurèrent prisonniers.

Bientôt après Washington remporta une autre victoire à Princeton, également par surprise. Ces succès ranimèrent le courage des Américains ; bien qu'ils

eussent en ce moment contre eux près de cinquante mille soldats, ils ne demandaient qu'à persévérer. On leva de nouvelles troupes, mais Washington dut bientôt abandonner Philadelphie; il passa un hiver rude et terrible à Valley-Forge avec son armée.

Si nous pouvions nous transporter en imagination au camp de Valley-Forge, nous comprendrions mieux l'étendue des sacrifices qui furent accomplis pour la cause de la liberté. La désertion et la maladie avaient réduit de moitié l'armée américaine. De quarante-cinq mille hommes elle était descendue à vingt mille. Les soldats couchaient sans couverture, et la plupart passaient la nuit assis auprès des feux de bivouac. A un certain moment, plus de mille d'entre eux manquaient de souliers, et on pouvait suivre sur la neige la trace de leurs pieds ensanglantés.

Les malades eux-mêmes couchaient sur la terre nue, faute de paille. Ils n'avaient presque plus de chevaux, les hommes étaient obligés de fabriquer eux-mêmes des chariots pour traîner jusqu'à leurs huttes le bois et les provisions. Les officiers se montraient à la parade enveloppés de vieilles couvertures. Les troupes étaient très irrégulièrement soldées, et la monnaie qu'on leur donnait avait perdu presque toute sa valeur. Les vivres devenaient rares de plus en plus, et on entendait répéter ce mot de mauvais augure : « Pas de pain, pas de soldats. »

Il y avait dans le camp des officiers étrangers venus généreusement pour soutenir la cause de la liberté, Lafayette [1], de Kalb, Kosciuszko, Pulaski,

1. Le marquis de Lafayette avait épousé Mlle de Noailles; une brillante perspective d'avenir s'ouvrait pour lui à la cour de Louis XVI. Il laissa tout pour suivre l'élan généreux de son cœur,

Steuben. C'étaient des hommes accoutumés au luxe des cours, et les demeures qu'ils habitaient ici n'étaient, selon l'expression de Lafayette, guère plus gaies que des donjons. Pendant cette terrible phase, Washington se comporta admirablement. Obligé de cacher de son mieux l'état misérable de son armée, il lui fallait encore subir les accusations des membres du Congrès et même des généraux, qui lui reprochaient de ne pas transformer d'une minute à l'autre ce petit nombre de soldats affamés en un corps de troupes irrésistible. Pendant ce temps, l'armée anglaise vivait dans l'abondance à Philadelphie et les officiers jouissaient de toutes les douceurs de la vie.

Le général Burgoyne, avec une partie de l'armée anglaise, envahit les États de la Nouvelle-Angleterre par le Canada, au commencement de 1777, et lança une proclamation qui invitait les Indiens à se joindre à lui. Il longea le lac Champlain, prit le fort de Ticonderoga et envoya ensuite un fort détachement détruire le matériel militaire à Bennington. Il fut attaqué près

qui l'entraînait vers la cause de la liberté. Ce furent les revers mêmes de l'Amérique qui le décidèrent à partir. Il résolut d'aller combattre avec Washington. Sourd à toutes les représentations, il équipa une frégate à ses frais. Le Congrès le nomma général-major; il n'en figura pas moins comme simple volontaire à la bataille de Brandywine (1777) où il fut grièvement blessé. Sa blessure n'était pas cicatrisée qu'il cherchait de nouveaux dangers. Grâce à ses hauts faits, il finit par atteindre le grade de général en chef dans le Nord, mais il ne voulut accepter qu'à la condition de rester sous les ordres de Washington. Après que la France eut reconnu l'indépendance de l'Amérique, Lafayette reçut des mains de Franklin, son ami, une épée d'honneur. Plusieurs fois il retourna dans le pays qu'il avait contribué à délivrer; il y fut toujours accueilli avec transport et, par une adoption aussi rare qu'honorable, le titre de citoyen américain lui fut décerné ainsi qu'à son fils.

(*Note du traducteur.*)

de cette dernière ville par le général Stark, ayant avec lui un détachement de la milice du Vermont et du New-Hampshire. Stark avait pris part au combat de Bunker-Hill et il avait pu se convaincre *de visu* que les troupes américaines étaient également propres à la résistance et à l'attaque. On dit qu'avant le combat il rassembla ses hommes et leur adressa cette harangue : « Voici les habits rouges; avant qu'il ne soit nuit nous les aurons battus, ou Molly Stark sera veuve. » Mme Stark ne fut pas veuve, et les Américains eurent les honneurs de la journée. Le lendemain, un autre corps de Hessois étant survenu, Stark le défit également, et ce succès électrisa les vainqueurs ; mais un événement plus considérable encore devait compléter ces heureux débuts. Burgoyne campait à Saratoga avec toute son armée. Le général Gates, suivi d'un détachement de troupes américaines, l'y rejoignit. Il se livra deux combats à Stillwater; les résultats en furent indécis; néanmoins, l'armée anglaise battit en retraite; pendant qu'elle opérait ce mouvement, elle fut enveloppée par les troupes du général Gates. Le 17 octobre 1777, Burgoyne avec toute son armée, forte de plus de cinq mille hommes, se rendait aux Américains de Saratoga.

Cet événement fut d'une importance capitale. Il ranima la malheureuse armée de Washington, qui souffrait toutes les privations imaginables à Valley-Forge, et surprit les amis que l'Amérique comptait en Europe, car ils n'avaient pu espérer un si grand succès. La joie éclata surtout en France, où l'on se passionnait pour la cause américaine au point que bien des jeunes gens s'étaient joints comme volontaires à l'armée indépendante.

Le gouvernement français avait jusque-là refusé

cependant de conclure une alliance avec les colonies ; mais, après la capitulation du général Burgoyne à Saratoga, Franklin et les autres plénipotentiaires réussirent à obtenir, outre la signature du traité, la promesse formelle d'un secours effectif de la France (6 février 1778). Le gouvernement britannique s'alarma, le Parlement passa des *bills* et envoya des commissaires pour tenter d'apaiser l'Amérique. Cette condescendance tardive ne put ramener des hommes accoutumés déjà à la pensée d'une indépendance pleine et entière ; les commissaires essayèrent cependant d'influencer le Congrès et cherchèrent à corrompre les patriotes influents, afin qu'ils secondassent leurs efforts. Une somme de dix mille livres sterling fut offerte, par exemple, au général Joseph Reed.

« Je ne vaux pas la peine d'être acheté, répondit cet honnête citoyen, mais si peu que je vaille, le roi de la Grande-Bretagne n'est pas assez riche pour me payer. »

Le secours du gouvernement français ne produisit pas les résultats qu'on en attendait : les flottes envoyées ne réussirent dans aucune de leurs entreprises. La guerre de la Révolution se prolongea plus de trois ans avec des alternatives de succès et de revers. Parfois les Américains remportaient de brillants avantages, comme ils firent à Stony-Point sur l'Hudson (1779), où le général Anthony Wayne, « Antoine l'Enragé », comme on l'appelait souvent, s'empara d'une forteresse située au sommet d'une butte escarpée, en la faisant charger par ses hommes sur deux colonnes, à la pointe de la baïonnette, sans tirer un coup de fusil. D'autres fois les Américains furent battus, lorsque sir Henry Clinton, par exemple, assiégea Charlestown (Caroline du Sud). Il y eut d'affreux massacres, celui de 1778 entre autres : une

bande de tories (on continuait d'appeler ainsi les loyalistes américains), employèrent des Indiens à massacrer les hommes, les femmes et les enfants à Wyoming (Pennsylvanie). Il y eut aussi de grandes batailles navales durant lesquelles Paul Jones s'illustra par la lutte entre son navire, *le Bonhomme Richard*, et la frégate anglaise *Sérapis* qui s'accostèrent bord à bord. On tira les uns contre les autres, des gréements et des hunes, pendant trois heures consécutives; les deux vaisseaux prirent feu tour à tour jusqu'au moment où la frégate anglaise amena son pavillon. C'était en 1779.

Des actes d'une audace extraordinaire furent accomplis dans le genre de guerre qu'on appelle guerre de partisans. Marion et Sumter particulièrement firent merveille dans les forêts de la Caroline du Sud. Ces braves gens battaient les bois par des sentiers connus d'eux seuls et entreprenaient de longues courses nocturnes pour attaquer les différents postes des armées anglaises qui occupaient alors Charlestown et ses environs. On avait surnommé Marion « le Renard des marais », et les officiers anglais se plaignaient de ce qu'il ne venait point « les combattre en rase campagne comme il eût convenu à un officier et à un *gentleman.* »

Un acte de trahison abominable fut commis pendant la guerre par un des officiers les plus distingués de l'armée américaine, le général Benedict Arnold. Il avait pris part à la lutte dès l'origine, il s'était distingué en marchant avec un corps d'armée à travers les forêts du Maine pour attaquer Québec, puis en commandant les forces navales dans un rude combat sur le lac Champlain et dans plusieurs autres circonstances encore. On l'accusait néanmoins d'être égoïste et vindicatif; ses frères d'armes se méfiaient de son

caractère : plusieurs d'entre eux avaient passé avant lui dans les promotions. Cette défaveur se trouva justifiée lorsqu'on découvrit, par la suite, que depuis une année et demie Arnold correspondait secrètement avec le général en chef de l'armée anglaise, sir Henry Clinton. Les lettres portaient des noms supposés, de sorte que sir Henry Clinton lui-même ignora pendant longtemps à quel traître il avait affaire. Sur ces entrefaites, Arnold fut désigné pour commander sur le fleuve Hudson avec ordre d'établir son quartier général à West-Point, qui passait pour la place la plus imprenable des colonies. On l'appelait le *Gibraltar américain*, et on la considérait comme la clef des communications entre les États de l'est et ceux du sud ; c'eût été presque la ruine de la cause coloniale si les Anglais en fussent devenus maîtres.

Arnold proposa cependant de la leur livrer, et il y aurait réussi, si la capture d'un officier chargé des négociations, n'eût révélé ses coupables manœuvres. Quelques jeunes Américains, sortis un jour sur ce que l'on appelait le territoire neutre qui s'étendait entre les deux armées ennemies, l'aperçurent en passant, l'arrêtèrent et le questionnèrent. Celui-ci, croyant avoir affaire à des loyalistes, dont le nombre était considérable dans le pays, leur déclara imprudemment qu'il était officier anglais. C'était, en effet, le major André, aide de camp du général en chef. Les jeunes gens le fouillèrent et trouvèrent, cachés dans ses bottes, des papiers contenant les indications les plus précises données par Arnold au sujet de la garnison et de la défense de West-Point, avec tout le plan de la trahison. Le major André leur offrit de grosses sommes s'ils voulaient le relâcher, mais ils refusèrent et leur prisonnier fut conduit au poste militaire le

plus proche (23 septembre 1780.) André fut amené peu après devant le général Washington, puis traduit en cour martiale. La découverte de cette trahison fit grand bruit, et l'on s'apitoya généralement sur le sort d'André : mais convaincu d'être un espion, il fut pendu ainsi que l'exigeait la loi militaire.

Arnold, pendant ce temps, s'échappa et parvint à gagner les lignes ennemies. Il prit du service chez les Anglais, combattit avec eux ses compatriotes, devint brigadier général et reçut beaucoup d'argent en récompense de ses infamies. Mais il fut toujours tenu à l'écart et universellement méprisé.

L'alliance de la France avait été un grand appui moral pour les Américains ; toutefois l'armée française n'avait pu rendre beaucoup de services effectifs jusque-là, bien que le comte de Rochambeau[1] eût débarqué à Newport (Rhode-Island), en 1780, avec six mille hommes. La guerre se termina enfin par une grande victoire à

1. Le comte de Rochambeau était fils d'un gouverneur de Vendôme et avait été destiné à l'état ecclésiastique, mais son frère aîné étant mort, il obtint dès l'âge de dix-sept ans de porter l'épée, se distingua en toutes circonstances et était déjà comblé d'honneurs quand l'occasion se présenta pour lui de commander le corps auxiliaire que la France envoyait aux émigrés d'Amérique. Les immenses services qu'il rendit à la cause de l'Indépendance inspirèrent au Congrès américain une reconnaissance qu'il ne put témoigner que par le don de deux pièces d'artillerie prises aux Anglais ; mais Louis XVI fut chargé par ses alliés d'acquitter une si juste dette. Rentré en France, Rochambeau commanda l'armée du Nord à l'époque de la Révolution et ne donna sa démission qu'en 1792 ; après la chute des Girondins, il fut arrêté et condamné à mort ; on raconte qu'il avait déjà pris place dans la fatale charrette quand le bourreau l'en fit descendre sous prétexte qu'elle était trop pleine en disant : « Va-t'en, vieux, ton tour viendra une autre fois. » Son tour ne vint pas ; le 9 thermidor au contraire rendit la liberté au maréchal de Rochambeau.

(*Note du traducteur.*)

laquelle les Français prirent une part considérable. Ce fut à Yorktown (Virginie), où le général anglais Cornwallis avait établi son quartier général. Washington se dirigea sur ce point avec les troupes américaines et le comte de Rochambeau avec un corps français, tandis que l'amiral de Grasse[1] bloquait York-River. Après dix jours de siège, voyant que ses plus importants ouvrages avaient été détruits par l'artillerie américaine, lord Cornwallis résolut d'abandonner Yorktown pendant la nuit, de passer la rivière et de battre en retraite jusqu'à New-York. Un orage l'arrêta et il dut se rendre au général Washington. Le 19 octobre 1781, les armées alliées de France et d'Amérique, ayant à leur tête Washington et Rochambeau, se formèrent sur deux rangs aux portes de Yorktown. Les vaincus défilèrent entre elles et déposèrent leurs armes. L'armée anglaise était d'environ sept mille hommes; les Français et les Américains étaient au nombre de seize mille. Aujourd'hui encore, dans certaines revues de milices provinciales, les soldats rappellent cet événement par une représentation militaire qu'ils appellent un *Cornwallis*.

Dans la nuit qui suivit, ceux des habitants de Philadelphie qui ne dormaient pas, entendirent les veilleurs de nuit crier : « Il est deux heures passées, et Cornwallis est pris. »

En apprenant cette nouvelle, le Congrès ordonna un jour d'actions de grâces dans toute l'étendue des

1. L'amiral comte de Grasse, qui eut les qualités d'un intrépide marin à défaut de celles d'un chef d'escadre, est célèbre par la saillie d'héroïsme qui lui fit, dans un combat contre les Anglais, charger ses canons avec des sacs d'argent, toutes les munitions étant épuisées.

(*Note du traducteur.*)

États-Unis, et Washington fit mettre en liberté les prisonniers sans exception, afin qu'ils pussent participer à la joie générale.

Il était clair pour tout le monde que la capitulation de Cornwallis décidait du résultat de la guerre. Cette lutte durait depuis près de sept années; elle avait coûté à la Grande-Bretagne cent millions de livres sterling et cinquante mille hommes, sans compter la perte des colonies qu'elle s'était si maladroitement aliénées pour une question d'argent. Cette guerre, selon l'expression d'un grand homme d'État anglais, Pitt, avait été conçue dans l'injustice, nourrie dans la démence, et chacun de ses pas avait été marqué par le meurtre et la dévastation. Elle coûta aussi aux Américains des souffrances inouïes; mais de ce côté le résultat valait bien des sacrifices.

On se battit encore çà et là après la capitulation de Cornwallis. Les troupes anglaises occupèrent pendant près de deux années encore les villes de New-York, Charlestown et Savannah; mais il n'y eut plus de campagne importante. Enfin, le 3 septembre 1783, un traité fut conclu à Paris entre les plénipotentiaires anglais et américains, par lequel l'Angleterre reconnaissait tout ce que la déclaration de l'Indépendance avait proclamé. La nouvelle nation, appelée les États-Unis d'Amérique, prenait place parmi les États politiques du globe.

CHAPITRE XXII

APRÈS LA GUERRE

L'armée de la Révolution fut licenciée le 3 novembre 1783. A la fin de ce long conflit, les colonies américaines étaient restées très pauvres et leur monnaie était tombée dans un tel discrédit qu'une paire de souliers coûtait un billet de cent dollars. Les soldats congédiés étaient si misérables, si mécontents, qu'il fallut toute l'autorité de Washington pour les maintenir dans le devoir. De son côté, le peuple manquait d'argent pour payer les impôts qui seuls pouvaient subvenir aux frais de l'Etat. Une révolte connue sous le nom de « Shay's Rebellion » fut fomentée dans le Massachusetts par des gens qui soutenaient qu'on ne devait payer à une pareille époque ni dettes ni impôts. Tout cela était alarmant et fit comprendre aux Américains qu'ils avaient besoin désormais d'un gouvernement plus fort que la simple ligue formée en 1777 et qui leur avait suffi pendant la guerre.

Ce qui avait en tout temps troublé l'harmonie, c'était cette jalousie invétérée des colonies entre elles dont il a été question ici plus d'une fois, et surtout le dépit des plus petites contre les plus grandes. Il en résultait qu'elles n'avaient voulu donner à la « Confédération », comme on l'appelait, que le moins d'autorité possible. Leur crainte d'un gouvernement tyrannique était extrême, aussi refusaient-elles au Congrès presque tous les moyens d'action, par exemple le droit de lever des taxes ou de fixer le montant des droits à percevoir

sur les marchandises importées ; le Congrès ne pouvait même contraindre à l'obéissance de la loi. Naturellement les nations étrangères ne se souciaient pas de conclure des traités avec un gouvernement aussi faible. « Nous sommes aujourd'hui une nation, disait Washington, et demain nous serons treize nations ! Qui voudra traiter avec nous dans de pareilles conditions ? »

Il fut décidé que cela ne pouvait durer ainsi, et une convention de délégués fut appelée à se réunir dans la salle des États à Philadelphie, afin de délibérer sur une nouvelle Constitution et de créer, s'il était possible, un gouvernement plus fort, sans porter atteinte aux libertés publiques. La discussion dura de longues semaines.

Enfin, le 17 septembre 1787, la Constitution aujourd'hui en vigueur fut adoptée. Il fallait encore qu'elle fût soumise à l'acceptation des différents États, et, à cette occasion, elle rencontra une opposition assez vive, tandis qu'elle était vigoureusement appuyée au contraire par Alexandre Hamilton et d'autres hommes politiques dans une série d'articles célèbres du journal *the Federalist*. Cependant dix États sur treize l'acceptèrent presque immédiatement, si bien qu'elle commença d'avoir son effet dès 1788. Il restait trois États récalcitrants : l'un d'eux, New-York, adhéra juste à temps pour prendre part à la première élection présidentielle qui eut lieu la même année. La Caroline du Nord donna son adhésion l'année suivante, et Rhode-Island se soumit le dernier en 1790. Ainsi finit la première « Confédération » ; la nouvelle « Union » commença.

La Confédération avait transformé les colonies en États indépendants ; l'Union réunit ces États en une seule nation, qui s'est toujours gouvernée elle-même

depuis cette époque sous le régime de la Constitution qu'elle avait adoptée, quoiqu'il y ait été fait de temps à autre quelques modifications.

Il y eut de grandes fêtes dans tout le pays quand fut promulguée la nouvelle Constitution et que commença l'existence de la nation nouvelle. A Philadelphie, par exemple, un cortège de cinq mille personnes défila, représentant tous les genres de commerce et de métiers. De semblables manifestations étaient jusque-là inusitées ; elles avaient pour but de montrer la différence entre le gouvernement monarchique et le gouvernement républicain. En effet, toutes les réjouissances nationales données en Europe à cette époque affectent un caractère essentiellement militaire ; ici, au contraire, on distinguait dans le défilé des figures allégoriques représentant la *Déclaration de l'Indépendance*, *l'Alliance française*, *le Traité de Paris*. Ainsi du reste. La Constitution était représentée par un char pompeux en forme d'aigle, traîné par six chevaux et dans lequel étaient assis les juges de la Cour suprême, tenant la Constitution encadrée et fixée au bout d'un bâton que surmontait le bonnet de la liberté, et où l'on pouvait lire, en lettres d'or, ces mots : « Le peuple. »

A la suite venait un autre char traîné par dix chevaux blancs, portant un modèle de monument destiné à figurer le gouvernement fédéral ; le toit en était soutenu par treize colonnes. Trois d'entre elles avaient été laissées inachevées à dessein pour représenter les États qui n'avaient point encore ratifié la Constitution, et dix étaient terminées, signifiant les États qui y avaient déjà adhéré. Sur la rivière furent lancés dix navires pavoisés avec des inscriptions en l'honneur de ces États.

Le clergé de la ville avait pris place dans le défilé et le rabbin juif marchait entre deux ministres de la religion chrétienne pour bien indiquer que la nouvelle République était fondée sur les principes de la tolérance religieuse.

Le premier président américain de la République américaine fut George Washington. John Adams fut nommé vice-président. New-York était le siège du gouvernement. Lorsque Washington quitta la Virginie, qu'il habitait, pour venir dans cette ville, l'enthousiasme le plus vif éclata partout sur son passage. A Trenton, où il avait naguère livré plusieurs batailles, un arc de triomphe avait été jeté au-dessus d'un pont qu'il devait traverser. C'était le même pont par lequel il avait jadis opéré sa retraite devant l'armée de Cornwallis. L'arc triomphal reposait sur treize colonnes enguirlandées de fleurs et portant cette inscription : « Le défenseur des mères sera le protecteur des filles. » Au-dessous se tenait un groupe de jeunes filles tenant dans leurs mains des corbeilles de fleurs ; elles chantèrent des couplets dont voici le texte :

« Sois de nouveau le bienvenu parmi nous, puissant chef, — Sois le bienvenu sur ce rivage reconnaissant. — Maintenant le soldat mercenaire ne peut plus porter le coup fatal, — Le coup fatal dont il le menaçait.

« Les jeunes filles, les graves matrones, — Celles que ton bras vainqueur a sauvées, — Tressent pour toi des couronnes ; — Allons, mes belles, répandez des fleurs sur son chemin ; — Répandez des fleurs sous les pas de votre héros !... »

Et, joignant l'action à la parole, elles jetèrent devant lui les fleurs de leurs corbeilles. Comme il approchait de New-York, une députation fut envoyée à sa ren-

contre. Une barque montée par treize hommes d'équipage, tous uniformément vêtus de blanc pour représenter les treize colonies, et une multitude d'autres bateaux, pavillons déployés, se joignirent au cortège. Le gouverneur de l'Etat et maints personnages importants attendaient sur le quai ; ils escortèrent Washington jusqu'à sa demeure, au milieu de l'allégresse populaire. On lui avait préparé des voitures, mais il préféra marcher ; le cortège traversa à pied toutes les rues, tandis qu'alentour on agitait des mouchoirs et on faisait tomber une pluie de fleurs. Quelques jours après, la cérémonie de l'inauguration eut lieu sur le balcon de ce qui était alors la chambre du Sénat, un vaste bâtiment appelé *Federal Hall.* Il s'élevait à la rencontre de quatre rues, et ces rues étaient si encombrées par la foule que, selon l'expression d'un témoin oculaire, « on eût cru pouvoir marcher sur ce pavé de têtes. »

Quand Washington parut au balcon, le chancelier de New-York lut le serment d'*inauguration* qu'il répéta après lui. Aussitôt que le général eut prêté serment, les cris éclatèrent : « Vive George Washington, président des États-Unis ! »

Et la foule assemblée de répondre à ces frénétiques acclamations. Alors un drapeau fut hissé sur la coupole du palais, au bruit des salves d'artillerie et au son des cloches. Ainsi fut complétée l'organisation de la nouvelle République par le choix d'un premier magistrat qui était l'objet de la vénération et de l'amour du peuple tout entier (30 avril 1789).

CHAPITRE XXIII

WASHINGTON ET ADAMS

Washington et ceux qui l'aidaient dans le gouvernement eurent besoin de toute leur sagesse et de toute la confiance publique pour suffire à la tâche qui leur incombait : les affaires de l'État étaient dans une situation déplorable, la dette publique énorme, le peuple mal disposé à payer les taxes ; les Indiens se montraient fort hostiles ; les pirates des États barbaresques attaquaient souvent les navires américains ; enfin, les rapports du nouveau gouvernement avec l'Angleterre, la France et l'Espagne n'étaient rien moins que satisfaisants. Mais, dans l'espace de quelques années, tout changea : les finances furent établies sur une base solide, les émeutiers et les Indiens furent mis à la raison et des traités signés avec Alger, l'Espagne et l'Angleterre. Ce dernier, conclu en 1794 par John Jay, rencontra une certaine opposition chez plusieurs comme étant trop favorable à l'Angleterre, mais il finit par être ratifié et une ère de paix commença entre les deux nations. Pendant cette longue prospérité, les événements de France causèrent cependant de fortes commotions dans les États-Unis. Une grande révolution avait éclaté dans ce pays ami, et le succès de la guerre d'Amérique n'y avait pas été étranger.

La vieille monarchie française était renversée ; sur ses ruines, on s'efforçait d'établir une république. Malheureusement cette tentative avait conduit à de terribles excès et à l'effusion du sang. L'Amérique en

était fort émue, car la France avait été sa plus fidèle alliée durant la guerre de l'Indépendance, et voulait maintenant marcher sur ses traces, bien que les moyens employés fussent très différents et que la fin dût être tout opposée. Deux partis se partagèrent, à cette époque, l'opinion aux Etats-Unis : l'un d'eux, très fort, qui sympathisait de tout son cœur avec la Révolution française ; l'autre, considérable aussi, qui redoutait l'exemple et l'influence des Français, et eût désiré que le gouvernement américain ressemblât autant que possible à celui de l'Angleterre. Les admirateurs des Anglais étaient appelés communément *Fédéralistes*, tandis que ceux qui tenaient pour la France étaient désignés comme *Républicains* et plus tard comme *Démocrates*.

Washington, Hamilton et John Adams passaient pour des fédéralistes, tandis que Jefferson et Samuel Adams étaient démocrates. Cette opposition se montrait même dans les questions de forme et d'étiquette officielle, dans la manière de vivre des fonctionnaires. Les fédéralistes, craignant que le nouveau gouvernement n'imposât point assez de respect, exigeaient certaines cérémonies, même du luxe. D'un autre côté, les démocrates redoutaient de voir le nouveau gouvernement devenir trop puissant, et qu'il ne détruisît les droits des États, qu'il ne prît les habitudes dispendieuses, aristocratiques répandues en Europe. Ils se plaignaient du genre de vie trop fastueux de Washington, de son formalisme, et nous serions volontiers de leur avis, vous et moi, bien qu'il faille tenir compte de l'époque qui ne ressemblait guère à la nôtre. Ainsi, quand on avait discuté quel titre honorifique pourrait être donné au président, Washington s'était prononcé pour le mot « Sa Haute Puissance », dont on avait

coutume de se servir à l'égard du stathouder de la Hollande, où l'on était alors en république. Cette expression toutefois fut rejetée; on y substitua le titre plus modeste d'*Excellence*.

Autre grief : lors des sessions du Congrès, Washington s'y rendait en voiture d'apparat dont la forme était celle d'un hémisphère à panneaux blancs crème, enguirlandés de fleurs et ornés de figures représentant des amours, des festons de toute sorte. Dans les occasions solennelles, la calèche était attelée de six chevaux; dans les occasions ordinaires de quatre, et de deux seulement le dimanche. Le cocher et les postillons portaient des livrées blanches et écarlates.

Le président Washington avait des réceptions tous les quinze jours dans sa maison particulière. A trois heures précises de l'après-midi, on ouvrait à deux battants les portes de la grande salle à manger, et les convives, admis les uns après les autres, se trouvaient en présence du président, debout près de la cheminée, entouré des membres du cabinet ou d'autres personnages considérables. Dans ces occasions, il portait d'ordinaire un habit de velours noir avec un gilet gris-perle ou blanc, des gants jaunes et des boucles d'argent tant à ses jarretières qu'à ses souliers. Ses cheveux étaient poudrés et rattachés par derrière dans une bourse de soie. Il tenait à la main un tricorne et portait au côté une longue épée, dans sa gaîne de peau blanche. Jamais il ne tendait la main à ses convives, se bornant à les saluer quand ils entraient, et leur adressant ensuite à chacun quelques paroles. Madame Washington avait aussi ses réceptions du soir auxquelles on assistait en grande toilette. L'anniversaire de la naissance du président était célébré par des banquets et des réunions publiques dans toutes les gran-

des villes, ainsi qu'on avait coutume de le faire auparavant pour le roi d'Angleterre. A cette occasion, les poètes adressaient souvent des odes à Washington. Toutes ces choses, selon les fédéralistes, avaient leur importance en ce qu'elles rehaussaient le décorum et la dignité de la jeune République. Selon le parti adverse, au contraire, elles faisaient beaucoup de mal en perpétuant les traditions de la monarchie.

Rappelons-nous, pour juger le différend, que l'étiquette régnait alors dans toutes les classes de la société, beaucoup plus qu'à présent, et que le déploiement des costumes d'apparat était tout autre : les juges de la Cour suprême, par exemple, portaient, l'hiver, des robes d'écarlate à bande de velours, et l'été, d'amples robes de soie noire, telles qu'ils les ont encore aujourd'hui; les membres du clergé portaient des perruques, des robes et des rabats, en chaire, et en ville le chapeau à trois cornes. Chez les particuliers, le luxe de la toilette était presque aussi grand qu'avant la Révolution, bien que pour un temps le peuple fût devenu plus pauvre. Les dames se paraient de magnifiques étoffes de soie et de broderies qui sont encore conservées dans un grand nombre de familles américaines comme un précieux héritage; elles se poudraient; souvent leurs cheveux, artificiellement blanchis, s'élevaient en étages à une hauteur considérable au-dessus de la tête. Les coiffeurs étaient si occupés les jours de réceptions élégantes que les dames devaient, dès quatre ou cinq heures du matin parfois, réclamer leurs services, restant ensuite assises, immobiles le reste de la journée, afin de ne pas déranger leur coiffure.

Les hommes affichaient dans leurs habits une grande variété de couleurs et employaient à se vêtir les

étoffes que les femmes seules se permettent aujourd'hui. « Lorsqu'un gentleman se montre dehors, dit un contemporain, il a perruque, badine blanche, veste de satin blanc brodée, culotte de satin noir, bas de soie blancs, habit de drap fin ou de velours ; chez lui il se couvre la tête d'un bonnet de velours sous lequel il en a parfois un autre de toile fine qui remplace la perruque ; sa robe de chambre est le plus souvent en damas de couleur, doublée de soie, ses pieds sont chaussés de pantoufles de maroquin d'une couleur de fantaisie. » A cette époque presque tous les *gentlemen* prenaient du tabac, et on dépensait des sommes énormes pour des tabatières artistement travaillées. Prendre une prise de tabac dans la tabatière d'autrui était une marque de courtoisie comme de lever son chapeau.

Le théâtre commençait seulement à être toléré, mais des représentations particulières avaient lieu assez souvent, et Washington en donnait de temps à autre dans sa propre maison.

On permettait les concerts, et les bals étaient parfois très magnifiques, surtout chez les ambassadeurs étrangers. Pour l'un d'eux donné à Philadelphie, par l'ambassadeur de France, on éleva un bâtiment spécial. Il y avait sept cents invités et dix mille spectateurs étaient rassemblés dans la rue pour assister au défilé des chaises à porteurs qui eut lieu entre sept et huit heures. Les danses consistaient en menuets et en contredanses ; le quadrille ne faisait que de naître. Au premier bal de l'inauguration, une quantité d'éventails commandés tout exprès à Paris, furent distribués aux dames. Ces éventails étaient en ivoire et en papier, et chacun d'eux portait un médaillon représentant le général Washington.

Tandis que les hautes classes vivaient de la sorte,

le peuple se remettait peu à peu des pertes de la guerre et se livrait à diverses branches d'industrie. La guerre peut changer les habitudes d'une nation; mais ce ne fut pas le cas en Amérique : la plupart des soldats licenciés retournèrent avec joie à leurs fermes, à leurs ateliers, fiers d'avoir établi une République fondée sur la liberté et sur la loi. Beaucoup. d'entre eux eurent à supporter quelque temps la misère, mais on ne vit néanmoins que très peu de mendiants; les voyageurs étrangers s'en étonnaient.

Le peuple vaquait surtout à l'agriculture et au commerce, en même temps qu'à la pêche. Il n'existait encore aucune filature de coton ni de laine, et un bien petit nombre seulement de ces inventions mécaniques si variées aujourd'hui. Dans la campagne, les gens se chauffaient à d'immenses foyers garnis de bûches, brûlaient des chandelles de suif fabriquées au logis et portaient des vêtements qu'ils tissaient de leurs mains. Les habitants mêmes des villes n'étaient pas loin en somme des solitudes sauvages, et dans la plupart des maisons, jusque dans les États de l'est, on trouvait le fusil et le filet de pêche. Dans le sud, il n'y avait que peu ou point de grandes villes et le Far-West, encore inexploré, n'était connu que des Français du Canada.

Sous l'administration de Washington, on fit une très importante découverte qui devait influer grandement sur l'histoire future de l'Amérique. Quand les premiers explorateurs européens étaient venus sur le continent américain, ils avaient trouvé dans le sud, croissant à l'état sauvage, une plante qui n'était autre que le coton. On l'avait déjà employée dans d'autres parties du monde, on avait filé son duvet soyeux, dont on faisait un tissu d'une espèce particulière. Il était

aisé de cultiver le coton. La difficulté à vaincre était de séparer la graine de la fibre, autrement dit de l'éplucher. On avait jusqu'ici fait cette opération à la main, mais il fallait un jour entier pour en éplucher seulement une livre, lorsqu'un jeune homme du Massachusetts, d'un esprit ingénieux, appelé Élie Whitney, arriva en Géorgie pour y tenir une école. Il venait d'obtenir ses grades universitaires à Yale-College. Une certaine dame Green, dans la famille de laquelle il vivait et qui avait remarqué avec quelle habileté il fabriquait de petits jouets pour ses enfants, le pria d'inventer pour elle une machine à éplucher le coton. Le jeune homme n'avait jamais vu même de graines de coton, mais il alla, en se promenant, à Savannah où il en recueillit quelques-unes, puis il fit des essais de machines. Les outils et le fil de fer manquaient dans cette région, il dut en fabriquer lui-même. Enfin, après des difficultés inouïes, il parvint à faire une machine grossière, et son amie M[me] Green invita les principaux planteurs à venir l'examiner (1792). Tous comprirent qu'elle était de nature à donner de bons résultats; mais, avant que Whitney pût l'achever, des voleurs entrèrent la nuit dans son atelier et emportèrent la machine. Sur ce modèle on en fabriqua d'autres, et il s'écoula beaucoup de temps avant que l'inventeur pût obtenir quelque indemnité pour son travail. Cette invention ayant été perfectionnée depuis, l'industrie cotonnière prit tout à coup une énorme importance; les Américains fournirent du coton au monde entier, ce qui ne serait jamais arrivé sans l'invention de quelque pauvre diable tel qu'Élie Whitney.

Quelque temps après l'élection de Washington à la présidence, mourut un des hommes les plus distingués de l'Amérique, un de ceux qui avaient rendu les

plus grands services à la cause de la liberté, le docteur Benjamin Franklin. Né à Boston en 1706, il était le fils d'un pauvre fabricant de chandelles. Tout enfant il apprit le métier d'imprimeur. A dix-sept ans, il quitta la maison paternelle et s'établit à Philadelphie. Il s'associa avec un autre jeune homme, et tous deux, sans le moindre capital, entreprirent des travaux d'imprimerie, s'estimant bien heureux d'avoir rencontré dans la rue un ami qui les payait à cinq shillings la tâche. Ils finirent par monter un journal, publièrent un almanach appelé « l'Almanach du pauvre Richard », qui eut un grand débit, et se lancèrent en même temps dans un petit commerce de chiffons, d'encre, de savon, de plumes et de café qui leur procura des ressources. Franklin avait beaucoup lu, il éprouvait une sorte de passion pour l'étude des sciences, surtout de l'électricité, et il formula cette théorie que l'éclair et le fluide électrique n'étaient qu'une seule et même chose. La théorie en question fut énoncée dans une brochure que plus d'un lecteur traita d'absurde. Il entreprit alors de prouver ce qu'il avançait : à cet effet, il fabriqua, avec l'aide de son jeune fils, un grand cerf-volant en soie, et ajouta une broche en fer au bâton de ce cerf-volant qu'il lança pendant un orage. Au moment où passait le nuage chargé d'électricité, le fluide descendit le long de la corde, et lorsque Franklin toucha une clé qu'il y avait adaptée, il en jaillit aussitôt des étincelles, preuve sans réplique de la présence de l'électricité. Cette découverte le conduisit à l'invention du paratonnerre, qui est aujourd'hui d'un usage si universel et qui, d'après le même principe, attire l'électricité. Cette découverte le rendit fameux en Europe aussi bien qu'en Amérique. Il fut ensuite envoyé chez les Anglais

avec une mission diplomatique et y demeura jusqu'à l'heure de la Révolution. Retournant alors dans son pays, il devint l'un des promoteurs et des signataires de la déclaration de l'Indépendance. Il visita la France comme ambassadeur et contribua beaucoup à la conclusion du traité avec ce pays, qui assura l'indépendance des colonies américaines. C'était un homme d'une activité prodigieuse, merveilleusement entendu aux affaires publiques et plein d'esprit, en outre. Son influence sur tous les événements de son temps fut des plus considérables ; on lui doit les institutions les meilleures et les plus philanthropiques qu'aient conçues les Américains de son époque. Son dernier acte public fut de signer un mémoire adressé au Congrès en faveur de la Société anti-esclavagiste de Philadelphie dont il était président. Ce mémoire réclamait l'abolition de l'esclavage. Franklin mourut à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, le 17 avril 1790. La nation tout entière porta son deuil, et Mirabeau, qui était alors le grand orateur de l'Assemblée constituante en France, proposa à cette Assemblée de porter pendant trois jours le deuil « d'un sage que revendiquaient les deux mondes. » Ce deuil fut voté. Turgot a dit de lui après sa mort qu'il avait arraché la foudre aux nuages et le sceptre aux tyrans :

Eripuit cœlo fulmen sceptrumque tyrannis.

Pendant la présidence de Washington, on annexa plusieurs nouveaux États aux treize anciens. Le premier fut celui de Vermont, en 1791. A l'origine, la colonie de Vermont avait été fondée par des pionniers à qui le gouverneur du New-Hampshire avait accordé des terres. Ces hommes rudes et hardis défrichèrent les forêts et construisirent des fourneaux pour la

fonte du fer. Dans la suite, New-York réclama ce territoire comme sien et essaya d'en déloger les possesseurs. Ils résistèrent et envoyèrent Ethan Allen, leur chef, les défendre devant la législature de New-York; mais la juste requête des colons fut traitée avec dédain. Sur quoi Ethan Allen se retira en prononçant avec défi ces paroles de la Bible : « Nos dieux sont les dieux des montagnes, ils sont donc plus forts que les vôtres. » Alors New-York envoya des agents pour expulser les colons, mais « les enfants des Montagnes Vertes », comme on commençait à les appeler, opposèrent une vive résistance. Quiconque essayait de les chasser de leurs établissements était saisi, attaché à un arbre et fouetté avec des verges de bouleau. Ils appelaient cette manière de procéder : « appliquer le cachet du bouleau. »

De grosses récompenses furent offertes pour l'arrestation d'Ethan Allen, de Seth Warner et des autres, mais en vain. Quand la Révolution éclata, les *Enfants des Montagnes Vertes* voulurent se joindre au Congrès provincial; New-York s'y opposa. Toutefois, tant que dura la Révolution, ils se distinguèrent singulièrement; aussi furent-ils admis dans l'Union peu de temps après la formation de celle-ci. Le nom qu'ils choisirent pour leur colonie fut celui de Vermont, qui signifie *Montagnes Vertes*.

Le Kentucky fut annexé à l'Union en 1792. Cette région passait d'abord pour une partie de la Virginie et n'avait été explorée que peu de temps avant la Révolution américaine. Le premier explorateur fut Daniel Boone, chasseur et pionnier en renom. Il ne craignait pas de pénétrer dans les contrées les plus sauvages avec un petit nombre de compagnons pour chasser et *trapper* les animaux à fourrures et pour

faire du sel aux sources salées. Il bâtit des forts et quelquefois les défendit plusieurs jours de suite avec sa poignée d'hommes contre des bandes considérables d'Indiens. Une fois il fut fait prisonnier, emmené et adopté par une famille indienne. Mais il parvint à s'échapper.

Lorsque le bruit de ses aventures se répandit, les colons accoururent en grand nombre, la plupart de la Virginie inférieure, amenant avec eux leurs esclaves. La plus vive résistance leur fut suscitée par les Indiens. Il y eut toute une longue série de conflits qui valurent au Kentucky le surnom de *Terre sombre et sanglante*, sous lequel il fut longtemps connu. L'Espagne voulut décider les Kentuckiens à se séparer de l'Union et à se joindre à la Louisiane, qui était encore espagnole ; mais tous ses efforts échouèrent et « la terre sombre et sanglante » finit par devenir un des États de la République des États-Unis. On dit que le nom de Kentucky signifie *Longue Rivière*.

Le Tennessee fut annexé à l'Union en 1796. Cette contrée avait été explorée beaucoup plus tôt que le Kentucky et avait probablement été visitée par de Soto longtemps avant que les États de l'extrême est eussent été colonisés. De Soto fut probablement le premier Européen qui conduisit une troupe armée jusqu'au Mississipi, le *fleuve caché* (Hidden River) ou mer intérieure (Inland Sea), comme on l'appelait alors ; il avait cheminé avec ses troupes et du canon pendant des semaines entières à travers des solitudes inconnues avant lui. Lorsqu'il mourut de la fièvre en 1542, ses soldats, voulant soustraire ses restes aux profanations des Indiens, creusèrent le tronc d'un vieux chêne, y placèrent son cadavre et ensevelirent le tout au plus profond du Mississipi. Bien

des années s'écoulèrent sans que ces parages fussent visités par les blancs; ils se peuplèrent beaucoup plus lentement que le Kentucky; les colons venaient surtout de la Caroline du Nord, et pendant un certain temps leurs établissements furent considérés comme dépendances de cette colonie. Le peuple essaya bien d'établir un État distinct, portant le nom de Franklin, mais ce projet avorta et, après des changements divers, tout le pays fut admis à faire partie des États-Unis sous le nom de Tennessee, nom indien du cours d'eau principal qui l'arrose. Les colons caroliniens avaient amené leurs esclaves avec eux; il en résulta que le Tennessee fut tout naturellement un État esclavagiste.

Ainsi, à la fin de la présidence de Washington, l'Union comptait déjà seize États. Il y avait aussi le « territoire du nord-ouest » qui n'était pas encore organisé en États, et toute la vaste région entre l'Ohio et le Mississipi, d'où l'esclavage avait été exclu à jamais par une loi passée au Congrès en 1787. Le premier recensement fut fait en 1790. La population montait à près de quatre millions d'individus (3,929,214).

Washington fut président à deux reprises consécutives, c'est-à-dire l'espace de huit années, après quoi il refusa d'être réélu.

John Adams, du Massachusetts, qui avait été vice-président, lui succéda de 1797 à 1801. Il était ce qu'on appelait alors *fédéraliste*, et il ne l'emporta qu'à une faible majorité sur Thomas Jefferson, qui appartenait au parti opposé. C'était la coutume alors que le candidat qui arrivait second dans l'élection présidentielle fût nommé vice-président. Il en résulta que Jefferson fut vice-président sous John Adams,

bien qu'ils différassent de ligne politique. Le président Adams avait été un des patriotes les plus déterminés pour faire réussir la Révolution. Il avait aidé ensuite à rédiger la déclaration d'Indépendance, il avait compté parmi les plénipotentiaires chargés de conclure le traité avec la France à la fin de la Révolution américaine. Son élection présidentielle eut lieu à Philadelphie, où l'on avait transporté le siège du gouvernement. Sous son administration, ce siège fut fixé à Washington, dans un site choisi par l'ex-président.

Après l'avènement d'Adams, la mésintelligence s'accrut avec la France. Des ambassadeurs ayant été envoyés par les États-Unis, le gouvernement français refusa de les recevoir ; mais on leur fit entendre que moyennant une somme d'argent, leur mission aurait des chances d'aboutir. L'un d'eux, Charles Pinckney, de la Caroline du Sud, répondit alors : « Des millions pour la défense du pays ; pas un sou pour quelque tribut que ce soit. » Ces fières paroles eurent un écho dans les États-Unis tout entiers. On put craindre qu'une nouvelle guerre n'éclatât, et le général Washington fut rappelé de sa tranquille demeure en Virginie, pour prendre le commandement de l'armée. Quelques combats eurent lieu en effet sur mer entre les vaisseaux français et américains, mais Napoléon Bonaparte étant arrivé au pouvoir, le président Adams réussit à traiter avec lui, en 1800. Depuis lors, la paix a été toujours maintenue avec la France.

Néanmoins, les préparatifs de guerre n'avaient pu être faits sans une augmentation d'impôt, ce qui rendit l'administration du président Adams généralement impopulaire. Des lois avaient aussi été votées *concernant les étrangers et les séditieux*, qui furent mal

vues parce qu'elles donnaient au président le droit d'arrêter tout étranger, même de l'expulser du pays sans jugement, et qu'elles lui attribuaient des pouvoirs insolites dans plusieurs autres circonstances. Malgré les grands services qu'il avait rendus à la cause publique, le président Adams ne fut pas réélu pour un second terme, comme l'avait été Washington. Le vote fut si divisé d'ailleurs qu'il n'eut pas de résultats, et la Chambre des représentants, à qui incombait en pareil cas le droit de choisir, élut Jefferson en remplacement de John Adams. Ce fut sous la présidence d'Adams que mourut le général Washington (14 décembre 1799). La dernière période de son administration avait soulevé les plaintes amères de certains partis, mais lorsqu'il mourut, toute la nation le pleura. Chacun sentait en effet ce que la nouvelle République devait à son courage, à sa droiture et à son désintéressement. Des résolutions passées à la Chambre des représentants déclarèrent qu'il avait été « le premier dans la guerre et dans la paix, et le premier dans le cœur de ses concitoyens. » C'était juste, et cette phrase devint presque un proverbe en s'appliquant à Washington.

Pendant la présidence de John Adams, nul État nouveau ne fut annexé, mais la région située entre la Géorgie et le Mississipi s'organisa en territoire et commença à recevoir des colons. Elle comprenait l'espace actuellement englobé par les États du Mississipi et de l'Alabama. Pas un pouce de terre de la vaste région de l'ouest du Mississipi n'appartenait encore aux États-Unis. Il en était de même de la Floride. Un autre recensement fait en 1800 donna près de cinq millions et demi d'habitants (5,308,483).

CHAPITRE XXIV

ADMINISTRATION DE JEFFERSON

Thomas Jefferson de Virginie, troisième président des États-Unis, fut élu deux fois de suite (1801-1809). Il était connu pour avoir tracé le plan de la déclaration d'Indépendance et pour avoir rempli les fonctions de vice-président sous John Adams. Jefferson représentait le parti qu'on appelait alors républicain, qu'on a nommé depuis le parti démocratique, le parti qui ne cessa de sympathiser avec la France plutôt qu'avec l'Angleterre dans la guerre qui se poursuivait entre ces deux nations. Les hommes d'État américains se préoccupaient beaucoup de cette lutte qui mettait les États-Unis dans une situation extrêmement difficile. La France avait en effet décrété l'interdiction de tout commerce avec son adversaire, et l'Angleterre en avait fait autant sous peine de la confiscation des navires engagés dans ce commerce. Donc, tout navire américain naviguant sur l'Océan pouvait être capturé par l'une ou par l'autre de ces deux nations. Aussi un capitaine de navire américain, dès qu'il apercevait le pavillon d'Angleterre ou celui de France, s'efforçait-il de se tenir à l'écart, dans la crainte de voir saisir son vaisseau.

En outre, les Anglais réclamaient le droit de visite sur les navires américains afin de s'assurer qu'il ne se trouvait pas à bord de marins anglais et de les prendre le cas échéant; plusieurs centaines d'hommes furent saisis dans le courant d'une seule année; il

arriva même une fois ou deux que l'équipage tout entier fut enlevé et le vaisseau abandonné à lui-même. Une autre fois le navire de guerre anglais, *le Léopard*, en vue du fort Monroe (Virginie), voulut chercher des déserteurs à bord de la frégate américaine *le Chesapeake;* le capitaine américain ayant refusé de se soumettre à cette exigence, on lui envoya des bordées et il fut forcé de se rendre. Sur quatre hommes emmenés ainsi, un fut pendu.

Ces choses causaient un extrême préjudice au commerce américain et soulevaient la plus vive irritation contre l'Angleterre. Le Congrès voulut punir celle-ci en cessant tout commerce avec elle; il mit l'embargo, en 1807, sur les navires anglais, c'est-à-dire qu'il leur défendit de quitter les ports d'Amérique. Cette mesure fit plus de tort aux États-Unis qu'à l'Angleterre, elle aggrava le mal que d'autres motifs avaient fait naître et rendit pendant quelque temps le président Jefferson très impopulaire parmi les armateurs américains.

Il y avait aussi de graves difficultés au sujet des États barbaresques des côtes de la Méditerranée. Ces États vivaient de pirateries, réduisant en esclavage les équipages des navires dont ils s'emparaient. Il arrivait fréquemment à cette époque que l'on annonçât dans les églises d'Amérique la captivité de quelque membre de la Congrégation à Tripoli ou à Alger. Alors on levait une somme d'argent pour le rachat, cette somme ne s'élevant pas à moins de 4000 dollars pour un capitaine ou un passager! Ces sommes étaient payées tantôt par des souscriptions particulières, tantôt par le gouvernement. Des milliers d'Américains étaient ainsi retenus dans les fers et des millions de dollars dépensés pour leur rançon. Un traité fut conclu avec

ces États barbaresques, par lequel il fut convenu que les États-Unis payeraient une certaine somme d'argent pour la protection de leur commerce national. Puis des débats s'élevèrent au sujet des termes du traité, et le président Jefferson résolut de ne pas supporter plus longtemps une pareille humiliation. La marine américaine ne possédait que six vaisseaux de guerre, il en envoya quatre dans la Méditerranée. L'un d'eux, la frégate *Philadelphia*, commandée par le capitaine Bambridge, échoua dans le port de Tripoli, fut prise, et tous ceux qui la montaient devinrent esclaves. Alors un jeune lieutenant nommé Decatur proposa au commandant de la flotte de monter une felouque tripolitaine qui venait d'être capturée, de mettre à son bord un équipage américain et d'entrer dans le port pendant la nuit afin de recouvrer ou de brûler la *Philadelphia*. Cette entreprise hardie fut couronnée de succès. La felouque aborda sans bruit la frégate prisonnière, et Decatur, avec ses hommes, l'eut reprise dans l'espace de dix minutes. Mais comme il était impossible de la manœuvrer, la *Philadelphia* fut livrée aux flammes, et le petit navire de Decatur sortit du port sans avoir perdu un seul homme. C'était le 15 février 1804. Decatur se distingua par la suite dans d'effroyables combats contre les Tripolitains; plusieurs années après, à la tête d'une escadre, il intimida les Etats barbaresques, de telle sorte qu'ils renoncèrent à leur tribut sur les Américains, ainsi qu'au prétendu droit de les retenir captifs.

L'administration de Jefferson différa grandement, sous quelques rapports, de celle de Washington et d'Adams. Ses goûts personnels étaient très simples et sa politique ne le fut pas moins.

Au lieu d'aller au Capitole dans une calèche à six chevaux, comme l'avait fait Washington, il s'y rendit à cheval, le jour de son inauguration présidentielle ; une fois arrivé, il descendit, attacha sa monture à un poteau et lut son message. Dans la suite il se contenta d'envoyer le message présidentiel au Congrès par un secrétaire, ce qui s'est toujours pratiqué depuis. Il abolit les réceptions hebdomadaires, mais le 1er janvier et le 4 juillet, il ouvrait au peuple tout entier les portes de sa maison. Il défendit qu'on célébrât l'anniversaire de sa naissance, ainsi qu'il avait été fait pour ses prédécesseurs et, afin d'être mieux obéi, eût soin de laisser chacun dans l'ignorance de ce jour. Il réduisit autant que possible les dépenses du gouvernement et amortit trente-trois millions de la dette. Jefferson était grand partisan du suffrage universel, au moins pour les individus du sexe masculin. Il pensait que tous les hommes ont le droit naturel d'élire leurs législateurs, et son parti l'appuyait en cela, tandis que le parti fédéral tenait en grande défiance le système de gouvernement étayé sur le vote populaire et prétendait que le suffrage devait être soigneusement limité. Rappelons-nous que la forme républicaine semblait encore à beaucoup d'Américains, même patriotes, une expérience fort douteuse. Jefferson, au contraire, avait foi dans ce mode de gouvernement, et il travailla vigoureusement à le faire triompher. Mais l'esprit de parti parlait bien haut dans ce temps-là, et les avis sont encore partagés au sujet de la valeur de bien des actes de Thomas Jefferson.

Un événement important qui arriva pendant sa présidence, fut le vote d'une loi défendant la traite des nègres africains. Cet abominable commerce existait

depuis 1619, époque à laquelle les premiers esclaves furent amenés dans la Virginie, et il avait été convenu, lorsque la Constitution fut promulguée, qu'on laisserait dormir la question de la traite des nègres jusqu'au 1er janvier 1808. Plus d'un an avant l'époque fixée, Jefferson appela l'attention du Congrès sur cet objet, et félicita les membres qui seraient bientôt appelés à « prohiber, » disait-il, un trafic dont la moralité, l'honneur et les plus chers intérêts du pays exigeaient depuis longtemps la disparition. » Là-dessus, un débat très vif s'éleva dans le Congrès; aucun des membres n'était disposé en faveur de la continuation de la traite, mais il y avait une grande divergence d'opinions sur la manière dont on devait s'y prendre pour l'abolir. La remarque suivante fut faite en outre. Si l'on avait le droit de posséder des esclaves, ce ne pouvait être un crime de les importer du dehors. Enfin, sur la proposition de Josiah Quincy, du Massachusetts, et de plusieurs autres membres, une loi fut votée qui défendait l'importation des nègres dans les États-Unis, à partir de l'année 1807. En dépit de cette loi, néanmoins, les esclaves furent secrètement importés pendant nombre d'années, jusqu'à ce que des traités eussent été conclus avec d'autres pays maritimes, par lesquels la traite était assimilée à la piraterie, et, comme telle, devait être pourchassée par les marines réunies de toutes les nations. Mais le commerce des esclaves entre les différents États de l'Union américaine, n'étant point prohibé par la loi, dura jusqu'à ce que l'esclavage lui-même fût aboli en Amérique après la guerre de Sécession.

L'invention la plus importante qui marqua la présidence de Jefferson, fut celle du bateau à vapeur.

Thomas Paine fut le premier à en avoir l'idée pendant la Révolution (1778). En 1784, James Ramsey construisit un bateau qui faisait trois ou quatre milles à l'heure en remontant le Potomac. Bientôt après, John Fitch, celui-là même qui prédit que les bateaux à vapeur traverseraient un jour l'Atlantique, en lança un autre sur la Delaware. Mais ces *steamers* primitifs ne ressemblaient en rien à ceux de l'époque actuelle; leur mécanisme reposait sur des principes différents.

Le premier bateau à vapeur construit d'après le modèle moderne fut lancé sur l'Hudson par Robert Fulton en 1807. Pendant qu'il était encore sur le chantier, on l'appelait la *Folie-Fulton* et tout le monde s'en moquait. Fulton lui-même a écrit qu'il n'avait jamais reçu de personne un mot d'encouragement à ce sujet. Mais avant que le bateau n'eût fait un quart de mille, les incrédules furent convertis, et le peuple qui s'était rassemblé pour assister à l'expérience, commença d'applaudir avec transport. Ce bateau, nommé *le Clermont*, fit le trajet de New-York à Albany au train de cinq milles à l'heure, contre vent et marée. En avançant, il lançait dans les airs des gerbes d'étincelles; le bruit de la machine et des roues était formidable, et lorsqu'il passait à côté d'autres navires, plus d'un matelot à bord du voilier se cachait dans l'entrepont, priant Dieu à genoux de le protéger contre ce monstre infernal.

Depuis lors, les bateaux à vapeur se multiplièrent très vite et furent notablement perfectionnés; bientôt l'usage en devint général, bien que l'on n'osât supposer pendant longtemps encore qu'ils pussent jamais traverser l'Océan avec sécurité.

Le vice-président sous Jefferson, lors de sa première

élection, était Aaron Burr, l'un des hommes les plus brillants de cette époque. Lui et Jefferson avaient obtenu précisément un nombre égal de suffrages, de sorte que la Chambre des représentants eut, suivant l'usage, à choisir entre les deux candidats : après un long ballotage, elle nomma Jefferson président et Burr vice-président. Burr s'était distingué comme militaire et comme homme d'État, mais il perdit la meilleure partie de sa popularité après qu'il eut tué en duel son rival politique, Alexandre Hamilton, beaucoup plus aimé que lui-même, et qui avait pris une part importante à l'établissement du gouvernement républicain. Cette impopularité empêcha Burr d'être réélu vice-président lorsque Jefferson le fut lui-même à la présidence. On le soupçonna dans la suite d'avoir conçu le plan d'envahir le Mexique et médité la séparation de plusieurs États de l'Union. Il fut accusé du crime de haute trahison, jugé et acquitté; mais il ne recouvra jamais depuis le respect et la confiance du peuple.

Pendant l'administration de Jefferson, l'État de l'Ohio fut organisé et annexé à l'Union en 1802, formant ainsi un dix-septième État. La vallée de l'Ohio avait été explorée par les Français dès l'année 1680. Nous savons déjà comment sa possession fut disputée entre eux et les Anglais durant les guerres franco-indiennes. Les Français y renoncèrent en 1763, en même temps qu'à toutes leurs autres colonies américaines. Après la Révolution d'Amérique, on agita la question de savoir si la vallée de l'Ohio appartiendrait à certains États qui la revendiquaient ou bien au gouvernement des États-Unis. Il fut enfin décidé qu'elle serait dorénavant aux États-Unis, sauf certaines petites portions qui furent réservées par différents

États. La majeure partie fut appelée *Territoire du Nord-Ouest* (Nord-West territory).

Même après cette décision, il y eut de fréquentes guerres avec les Indiens, de sorte que la vallée de l'Ohio ne se colonisa que lentement. Quand elle fut organisée en État, elle garda encore le nom de son fleuve, la *belle rivière*, comme l'avait désignée le premier explorateur français.

L'État de l'Ohio passait pour l'extrême ouest jusqu'au temps de Jefferson; quiconque avait visité le lac Michigan ou l'embouchure du Missouri était considéré comme un grand voyageur; mais un événement survint bientôt qui ouvrit les yeux du peuple quant à la véritable étendue du continent américain et sur l'avenir de l'Union américaine : ce fut l'achat d'une vaste région encore inexplorée, qui s'étendait à l'ouest depuis le Mississipi jusqu'aux montagnes Rocheuses, et qu'on appelait la *Louisiane*.

L'histoire de la découverte du Mississipi ressemble à un roman. Ce fleuve fut atteint pour la première fois en 1541, ainsi que je l'ai dit plus haut, par des Espagnols qui avaient traversé les forêts sous la conduite d'un chef nommé de Soto. Ce chef mourut et fut enseveli dans les profondeurs du fleuve, dont, pendant un siècle, l'existence même fut presque oubliée. On le voit rarement sur les cartes espagnoles; en parlant de lui, on l'appelait le *fleuve inconnu*.

Cent ans plus tard, des explorateurs français partis du Canada atteignirent les affluents du Mississipi. La Salle, le plus audacieux de tous, après de nombreuses tentatives, — il faisait souvent ses expéditions au cœur de l'hiver, chaussé de souliers de neige, vivant de viande de buffle et de chair d'alligator, tantôt à demi submergé par les glaces flottantes, tantôt à moitié

mort de faim ou traqué par les Indiens, — La Salle, dis-je, parvint enfin à descendre l'Illinois jusqu'au Mississipi et de là se laissa flotter jusqu'au golfe du Mexique. Arrivé à l'embouchure du fleuve, il prit possession de toute la région au nom du roi de France Louis XIV, la nomma Louisiane en l'honneur de ce monarque, et dressa une colonne sur laquelle était gravé le nom du roi, avec le lis de France. Environ cent ans plus tard (1762), les Français abandonnèrent la Louisiane à l'Espagne, et celle-ci, quarante ans après, la céda à Napoléon Bonaparte, qui la vendit à Jefferson pour le compte des États-Unis (1803), avant même d'en avoir pris possession. Le prix d'achat fut de quinze millions de dollars. Ce qu'on appelle maintenant l'État de la Louisiane n'était alors qu'une faible partie de l'immense région qui portait le même nom, car ce territoire s'étendait depuis le Mississipi jusqu'aux montagnes Rocheuses, et depuis les possessions anglaises au nord jusqu'au Mexique au sud.

La nouvelle acquisition comprenait près de 900,000 milles carrés, tandis que toute l'étendue des treize premières colonies ensemble n'excédait pas de beaucoup 800,000 milles carrés. Ainsi l'acquisition de ce qu'on avait appelé la Louisiane, doublait et au delà la superficie du territoire national. Quand on considère combien peu est explorée, même de nos jours, la plus grande partie de ce territoire immense, à l'ouest du Mississipi, on peut aisément s'imaginer quel monde inconnu ce devait être il y a soixante-dix ans, alors que la lisière seule avait été visitée par les blancs. Mais le président Jefferson ayant assuré sa possession à la nation américaine, était bien trop habile et trop énergique pour la laisser à l'abandon ; il chercha donc à s'enquérir de l'état réel du pays, des grands cours

d'eau qui l'arrosaient, de sa flore, de sa faune et de ses minéraux; il voulut savoir surtout quelles tribus indiennes le hantaient, si elles étaient guerrières ou paisibles, et si elles consentiraient à vendre la propriété de leur sol. Son secrétaire particulier, le capitaine Meriwether Lewis, accompagné du capitaine William Clark, fut chargé de diriger une expédition aux montagnes Rocheuses. Ils étaient trente hommes en tout et emportaient avec eux des provisions, des effets de campement, des armes à feu et des présents destinés aux tribus indiennes. Dans l'automne de 1803, ils partirent de Saint-Louis, qui n'était alors qu'un simple comptoir, et voyagèrent pendant deux ou trois ans, campant l'hiver dans les solitudes. Ils remontèrent le Missouri en bateaux jusqu'aux grandes cataractes qu'aucun blanc n'avait encore visitées; puis ils suivirent la rivière jusqu'à sa source aboutissant à une petite chaîne de montagnes qu'ils nommèrent les montagnes Pierreuses (Stony Mountains). Là, ils trouvèrent un cours d'eau coulant à l'ouest, et qui les guida jusqu'à l'océan Pacifique. La rivière qu'ils descendirent ainsi était celle dont l'embouchure avait été reconnue jadis par un marchand de Boston, le capitaine Robert Gray, qui l'avait nommée Columbia, d'après un de ses navires. Le capitaine Gray fut le premier à porter le pavillon américain autour du monde par mer, de même que Lewis et Clark furent les premiers à lui faire traverser le continent par terre.

Après avoir atteint l'océan Pacifique, l'escouade revint sur ses pas en remontant la Columbia et traversant de nouveau les montagnes. « Jamais événement, — écrivit le président Jefferson, à propos de son retour, — n'a excité plus de joie aux États-Unis. Le

dernier des citoyens s'est intéressé aux résultats de ce voyage et attendait avec impatience les informations qu'il devait fournir. »

A vrai dire, la narration publiée par ces voyageurs est un tissu de merveilles. Ils disaient avoir rencontré des buffles en si grand nombre qu'un troupeau de ces animaux occupait toute la largeur de la rivière qui était d'un mille. Les gens de l'expédition avaient dû attendre une heure jusqu'à ce que ces buffles eussent défilé. Ils décrivaient des tribus indiennes auparavant inconnues, les Mandans, les Shoshones et autres. Ils racontaient que quelques-unes de ces tribus étaient misérables et dépourvues de tout, tandis que d'autres avaient de bonnes habitations, d'excellents fusils et une telle abondance de chevaux que le voyageur pouvait s'en procurer en tout temps moyennant quelques verroteries. Ces Indiens connaissaient si peu les habitudes de la civilisation, qu'un chef s'était montré très reconnaissant d'un cadeau de courges sèches, prétendant qu'il ne se rappelait avoir rien mangé de meilleur, sauf du sucre dont il n'avait goûté qu'une seule fois un petit morceau. Il ajouta qu'il serait très heureux de vivre dans un pays qui produisait de si excellentes choses. Les explorateurs apprirent qu'en trafiquant avec les Indiens, ils pourraient obtenir en abondance des fourrures de grand prix. Bientôt un marchand de New-York, nommé John Jacob Astor, établit un comptoir qu'il appela Astoria à l'embouchure de la Columbia. Mais ce comptoir passa dans la suite à une Compagnie anglaise organisée pour les fourrures et ce ne fut que bien des années après que toute la rampe du Pacifique fut reconnue comme appartenant aux Etats-Unis.

CHAPITRE XXV

MADISON ET MONROE. — LA GUERRE DE 1812 ET L'ÈRE DU BON SENTIMENT

Le successeur de Jefferson à la présidence fut James Madison, de la Virginie. Il avait été membre de la Convention qui avait élaboré la Constitution. Le bail de la présidence fut renouvelé pour lui : il la garda l'espace de huit années, de 1809 à 1817. Au moment de son élection, il trouva l'Amérique engagée dans des discussions avec le gouvernement anglais au sujet du droit de visite sur les navires américains et des restrictions apportées au commerce. Ces discussions n'ayant pas abouti, le Congrès des États-Unis, à une majorité considérable, déclara la guerre à l'Angleterre le 18 juin 1812. Il y eut beaucoup d'opposition à cette guerre qu'un grand nombre regardaient comme inutile; certains même étaient d'avis que les offenses commises par l'Angleterre n'étaient pas aussi graves que celles qu'on pouvait reprocher à la France. Ce différend accrut l'animosité entre les *Démocrates*, qui tenaient pour la France, et les *Fédéralistes*, qui préféraient l'Angleterre ; il arriva même que plusieurs membres de ce dernier parti se réunirent en Convention à Hartford (Connecticut) pour s'opposer à la prolongation de la guerre.

Elle continua cependant, quoique tout d'abord les Américains n'essuyassent que des revers. Il y eut une tentative pour envahir le Canada, mais le général Hull se vit à la fin obligé de rendre Détroit aux

troupes anglaises, et le général Van Renselaer fut battu. Les Indiens jouèrent un rôle important dans cette guerre en combattant les Américains sous un chef nommé Tecumseh, qui conçut le plan d'unir toutes les tribus indiennes contre les blancs, comme Pontiac l'avait tenté il y avait un demi-siècle.

Même avant l'ouverture des hostilités entre les États-Unis et l'Angleterre, Tecumseh avait conduit les Indiens contre les Américains ; il avait été battu par le général Harrison à Tippecanoe, et cette défaite n'avait fait qu'exciter son désir de former une alliance entre les tribus indiennes et les troupes anglaises. Il prit une part active à un grand nombre de combats et finit par se faire tuer.

Tandis que l'armée de terre des États-Unis essuyait des revers dans cette guerre de 1812, la marine, en revanche, se couvrait de gloire : la frégate *Constitution*, commandée par le capitaine Hull, captura la frégate anglaise *Guerrière*, et les Américains ne bornèrent pas là leurs succès. D'un autre côté, la frégate anglaise *Shannon* captura la frégate américaine *Chesapeake* à l'entrée même du port de Boston, et le brave capitaine Lawrence, le commodore du *Chesapeake*, tomba mortellement frappé! « N'amenez jamais le pavillon! » s'écria-t-il en expirant.

Une lutte s'engagea quelque temps après sur le lac Érié (10 septembre 1813) entre une escadre anglaise de six vaisseaux et une escadre de neuf vaisseaux américains. Ces derniers étaient commandés par le lieutenant Perry; son vaisseau amiral était appelé *le Lawrence*, en souvenir du brave capitaine du *Chesapeake*, et il avait inscrit sur son propre pavillon les dernières paroles prononcées par Lawrence avant d'expirer. Ce vaisseau fut presque entièrement détruit

dans le combat; alors Perry, sautant dans un bateau plat, transporta son pavillon sur un second navire et gagna la bataille. Lorsque les vaisseaux anglais se rendirent, Perry écrivit à son commandant sur le verso d'une vieille lettre : « Nous avons rencontré l'ennemi et il est à nous. »

On a dit que c'était la première fois qu'une escadre anglaise se rendait tout entière.

Dans le cours de la guerre, le capitaine David Porter combattit avec l'*Essex* contre deux vaisseaux anglais pendant deux heures et demie, et n'amena pavillon que lorsque sa frégate brûla littéralement sous lui.

Cette guerre dura près de trois ans; dans la dernière année (1814), les troupes anglaises prirent et pillèrent un grand nombre de villes de la côte méridionale; en dernier lieu elles brûlèrent le Capitole[1] et la maison du président à Washington. Elles attaquèrent aussi la Nouvelle-Orléans, qui était défendue par le général Andrew Jackson, avec un nombre de soldats bien inférieur à celui des assaillants. Andrew Jackson éleva des remparts à l'aide de balles de coton et combattit derrière cet abri d'un nouveau genre, repoussant une armée de 12,000 hommes, sans perdre plus de sept soldats pour son propre compte.

Cet événement eut lieu le 8 janvier 1815 et termina la guerre. Le traité de Ghent avait été signé quinze jours avant la bataille (24 décembre 1814), réglant les conditions de la paix, mais la nouvelle n'en était pas encore parvenue aux armées qui opéraient à la Nouvelle-Orléans. Chose digne de remarque, le traité de Ghent ne fait pas mention du droit de visite à bord

1. Édifice où le Congrès tient ses séances à Washington.

des navires américains, cause véritable de la guerre; c'était apparemment inutile; la bravoure et les victoires de la marine américaine avaient virtuellement vidé cette question, et jamais plus elle ne fut soulevée. Ainsi finit la guerre de 1812, appelée aussi « la dernière guerre » entre les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Depuis ce temps, malgré quelques nuages passagers, ces deux grandes nations, qui parlent la même langue, ont vécu en bonne intelligence; puisse-t-il en être toujours de même!

Pendant les trente années qui suivirent, les États-Unis parurent jouir d'une paix profonde et de la plus grande prospérité; l'animosité entre les partis politiques s'effaçait de jour en jour. La population qui, en 1810, s'élevait à plus de sept millions, ne fit que s'accroître. Les nouveaux États et les territoires de l'ouest s'ouvrirent à la colonisation. Une grande route nationale fut tracée de Cumberland (Maryland) à Wheeling (Virginie), et sur tout son parcours un véritable flot de chariots d'émigrants se répandit vers l'Ohio, l'Indiana et le Kentucky. D'autres émigrants s'enfoncèrent à l'ouest et au sud, au moyen des bateaux à vapeur nouvellement lancés sur l'Ohio et le Missisipi. D'autres encore montaient sur des radeaux et des bateaux de transport avec tout ce qu'ils possédaient. Les forêts couvraient encore le territoire de l'Ohio, et il n'y avait presque pas de routes, de sorte qu'on devait se contenter des communications par eau. Un certain nombre de voisins se réunissaient pour construire un bateau plat qui portait les produits du village à la Nouvelle-Orléans. Il y eut des émigrants qui se rendaient par mer à l'embouchure éloignée de la Columbia sur le Pacifique, où Astor avait jadis

fondé son comptoir de pelleteries. De plus en plus des habitants nouveaux arrivaient d'Europe. Il en vint 22,000 au moins en 1817, la dernière année de l'administration de Madison, c'est-à-dire deux fois autant que l'année précédente. Ce nombre, qui alors parut énorme, nous semble petit, aujourd'hui que l'émigration a pris un tel élan. Ainsi toute la nation était dans un état d'activité et de croissance extraordinaires.

Deux nouveaux États, la Louisiane (1812) et l'Indiana (1816) furent annexés à l'Union pendant la présidence de Madison, ce qui porta le nombre des États à dix-neuf en tout. La Louisiane fut formée de la partie méridionale du grand territoire acheté à la France quelques années auparavant. Cette partie sud s'était d'abord appelée *Territoire d'Orléans*, mais l'ancien nom de Louisiane, donné en l'honneur de Louis XIV, prévalut. Le nom d'*Indiana* vient des Indiens qui habitaient encore en grand nombre cette région.

Le président qui succéda à Madison fut James Monroe, de Virginie (1817-1825), qui s'était distingué dans la guerre de l'Indépendance et avait été secrétaire d'État sous Madison. Son administration a souvent été appelée l'*ère du bon sentiment*, parce qu'on vit cesser pour un temps toutes les dissidences de partis, aussi bien que toute guerre extérieure. On eut cependant des luttes à soutenir avec les Indiens Séminoles de la Floride, car, bien que la Floride ne fît pas encore partie des États-Unis, elle touchait à la Géorgie, et les Indiens de la Floride, qui avaient en grand nombre épousé des esclaves fugitives, commettaient souvent des déprédations sur la frontière. Le général Jackson essaya en vain de les réduire; pour

y parvenir, il fit marcher ses troupes dans la Floride, quoiqu'elle fût encore colonie espagnole. Des discussions eurent lieu à ce sujet avec l'Espagne; elles se terminèrent en 1819 par un traité qui donnait la Floride aux Etats-Unis, moyennant une somme de cinq millions de dollars.

Ce fut pour la République un accroissement de superficie de près de 67,000 milles carrés, bien que la Floride ne dût être érigée en État que plusieurs années après.

Mais pendant cette *ère du bon sentiment*, on vit surgir une cause de troubles beaucoup plus grave que toutes celles qui avaient auparavant affligé la nation naissante : ce fut la question de l'esclavage. Depuis 1619, époque à laquelle le premier vaisseau négrier avait débarqué sa noire cargaison en Virginie, l'esclavage avait continué de plus en plus à être posé en système dans les États du sud de l'Union, tandis que les États du nord se montraient de plus en plus disposés à le supprimer comme un fléau. Quand la Constitution fut élaborée, on supposait que l'esclavage était appelé à disparaître promptement et que l'unique motif de trouble à prévenir était la rivalité entre les petits et les grands États de l'Union. C'était une erreur; rien ne fut comparable à l'hostilité qui éclata par la suite entre les États esclavagistes et les Etats anti-esclavagistes. Sous l'administration de Monroe, de nouveaux États se formèrent rapidement sur le territoire encore non colonisé de la région de l'ouest, et il devint alors très important de s'assurer si on les accepterait avec ou sans l'esclavage.

Durant un certain temps, les États esclavagistes et anti-esclavagistes furent admis alternativement; l'ordonnance de 1787 avait bien prohibé l'esclavage

dans le territoire du nord-ouest, mais les territoires du sud-ouest l'avaient introduit. Ainsi, après l'annexion de l'Indiana vint celle du Mississipi (1817), un État libre et un État esclavagiste. Après l'Illinois (1818) vint l'Albania (1819), celui-ci pour, celui-là contre l'esclavage. Après le Maine libre (1820) vint le Missouri esclavagiste (1821) ; ces divers États avaient été annexés pendant la présidence de Monroe. Mais les débats qui se produisirent au sujet de l'admission de ce dernier État du Missouri, montra que l'*ère du bon sentiment* touchait à sa fin. Les membres nordistes du Congrès déclarèrent qu'il était révoltant qu'un nouvel État à esclaves fut admis dans l'Union. Les membres sudistes répliquèrent que, puisqu'il y avait déjà un grand nombre de ces États protégés par la Constitution, on devait au contraire en admettre un nombre suffisant pour équilibrer la balance du pouvoir : toutes les fois, prétendaient-ils, qu'un État libre serait annexé à l'Union, il fallait, de toute nécessité, en admettre également un qui fût esclavagiste. Ces deux opinions si divergentes donnèrent lieu à de graves dissentiments, à de furieuses discussions. L'*ère du bon sentiment* sous Monroe ne fut donc, à vrai dire, qu'une accalmie entre deux tempêtes. Les vieilles querelles politiques étaient usées et une nouvelle querelle allait commencer ; elle devait bouleverser le pays pendant près d'un demi-siècle. Tous les arguments pour et contre l'esclavage se firent jour au sujet de l'admission du Missouri. « L'esclavage, disait on, était inhumain ; nul homme ne pouvait, en droit, posséder son semblable comme une propriété, les rapports entre le maître et l'esclave étant de nature à les démoraliser tous les deux ; c'était un crime de vendre des hommes et de rompre ainsi les liens de

la famille. D'ailleurs, les fondateurs de la République, tels que Washington et Jefferson, ne s'étaient-ils pas élevés contre l'esclavage, n'avaient-ils pas désiré son abolition? »

D'autre part, les partisans de l'esclavage prétendaient que si Washington et Jefferson lui étaient opposés en théorie, ils n'en avaient pas moins gardé leurs propres esclaves; que la Constitution reconnaissait et protégeait l'esclavage; que c'était la meilleure des conditions pour les hommes de couleur; que les blancs ne pouvant travailler aux champs dans les climats chauds, il n'y avait que ce moyen d'avoir du sucre et du coton. La discussion très violente aboutit enfin à un compromis. Il fut convenu dans le Congrès que le Missouri serait reconnu comme État esclavagiste, mais que l'esclavage serait prohibé dans les nouveaux États du nord jusqu'au 36° 30′ de latitude nord, où passait la ligne de frontière sud du Missouri. Au-dessous de cette ligne, les habitants de chaque État pourraient être esclavagistes ou non à leur volonté.

Tel fut le fameux « compromis du Missouri » (1820). Comme presque tous les compromis en matière de principes, il ne faisait que retarder la crise. A l'époque où il fut signé, l'esclavage était comparativement faible et aurait pu être aboli, ou du moins restreint par la nation. En le laissant grandir, on lui permit d'atteindre de telles proportions que son abolition exigea plus tard une longue guerre civile et le sang de bien des milliers d'hommes.

Toutefois, on supposa pour un temps que la question de l'esclavage avait été réglée définitivement par ce compromis, et l'on passa sans tarder à d'autres questions sur les banques et sur les tarifs, générale-

ment considérés comme beaucoup plus importants.

Lorsque le général de Lafayette, venu de France, rendit de nouveau visite à la jeune nation pour la liberté de laquelle il avait jadis combattu, il fut reçu avec le plus vif et le plus cordial enthousiasme. L'Amérique semblait goûter une heureuse paix. Telles étaient les apparences à la veille de la retraite du président Monroe.

Nous avons vu qu'il laissait à l'Union cinq États de plus, parmi lesquels l'Illinois qui avait d'abord fait partie de l'Indiana, et dont le nom, celui d'une tribu indienne, voulait dire « les hommes »; puis le Missisipi et l'Alabama, tous deux tirés de l'ancien territoire du Mississipi, dont le nom signifiait le *Grand Fleuve*. En langue indienne, les noms d'Alabama et de Missouri appartenaient aussi à deux rivières; le dernier veut dire *Eaux bourbeuses*. Tous ces États avaient été à l'origine explorés et colonisés par les Français. Quant à l'État du Maine, il fut créé aux dépens de celui de Massachusetts, dont il n'était qu'un district. On croit généralement qu'il avait été nommé ainsi en l'honneur de la reine Marie-Henriette et en souvenir de la province française du Maine ; mais d'autres pensent que ce nom est l'abrégé de *mainland* (continent), qui lui fut donné pour le distinguer des îles nombreuses situées le long de la côte. Ces nouvelles annexions portèrent le nombre des États à vingt-quatre, presque le double des « Treize Vieilles » colonies. Le recensement de 1820 donna comme chiffre total de la population des États-Unis à cette époque environ neuf millions et demi d'habitants.

Le gouvernement de Monroe avait manifesté une vive sympathie pour les jeunes républiques qui se fondaient dans l'Amérique du Sud. Il avait déclaré

que les États-Unis, reconnaissant au peuple des différentes parties du continent le droit imprescriptible de se gouverner lui-même, ne permettraient dorénavant à aucun gouvernement européen de fonder une colonie quelconque sur le sol de l'Amérique du Sud, pas plus que d'intervenir dans les affaires américaines. Ce programme politique est appelé encore aujourd'hui *la doctrine Monroe;* il n'a pas été l'un des résultats les moins importants de cette présidence.

CHAPITRE XXVI

ADAMS ET JACKSON. — PROGRÈS INTÉRIEURS L'ANNULATION ET LE MOUVEMENT ANTI-ESCLAVAGISTE

John Quincy Adams, du Massachusetts, fut président de 1825 à 1829. Tous les présidents qui s'étaient succédé jusqu'alors avaient pris une part active soit à la guerre de la Révolution, soit à la fondation du gouvernement républicain, mais John Quincy Adams appartenait à la génération nouvelle. Il n'était âgé que de neuf ans quand son père avait signé la déclaration d'Indépendance, et lorsqu'il l'avait lui-même entendu lire, du balcon de la salle des États à Boston. Depuis lors, la jeune nation s'était affranchie et constituée, elle avait élargi ses frontières, elle goûtait les douceurs de la paix. Sous l'administration d'Adams on fit de

grands efforts pour ouvrir l'intérieur du pays à de nouveaux colons.

Presque toutes les tribus indiennes avaient été refoulées à l'ouest du Mississipi et leurs terres achetées par le gouvernement. On avait inauguré un vaste système de canaux fournissant des moyens de communication meilleurs que tous ceux qui existaient auparavant. Au premier rang, il faut citer le canal Érié, qui mettait en communication le lac de ce nom avec le port de New-York. Il fut achevé en 1825, et le gouverneur de New-York, de Witt Clinton, qui en avait conçu le plan et qui avait donné lui-même le premier coup de pioche, fut conduit en barque sur tout le parcours, au bruit des cloches et du canon. Dès lors, la population afflua rapidement dans l'intérieur de l'Etat de New-York, et partout où l'on creusa des canaux, des villes et des villages s'élevèrent.

C'est sous la présidence d'Adams que fut construit en Amérique le premier chemin de fer (1827). Ce n'était qu'une voie longue de trois milles conduisant des carrières de granit aux quais de Quincy (Massachusetts). Les wagons étaient traînés par des chevaux ; la première locomotive ne fit son apparition que deux ans plus tard, elle fut importée d'Angleterre où l'on venait seulement d'introduire ce genre de machine. La première locomotive ne faisait que quatorze milles à l'heure environ, ce qui était alors regardé comme un prodige. Bien des gens, en Amérique comme en Angleterre, prédirent qu'elle ne pourrait jamais traîner son propre poids et que les roues ne feraient que tourner sur place sans avancer. D'autres affirmaient que si une pareille chose réussissait, la valeur des exploitations agricoles diminuerait nécessairement, le bétail prendrait peur, la fumée noircirait les toisons

des brebis, ce qui nuirait à l'élevage des troupeaux. Ces augures furent bien surpris lorsqu'ils virent les locomotives glisser paisiblement sur leurs rails sans causer aucun des désastres qu'ils avaient annoncés.

L'ex-président John Adams mourut sous la présidence de son fils. Le même jour vit aussi mourir l'ex-président Jefferson. En vieillissant, ces deux hommes d'État éminents étaient devenus amis; ils avaient survécu aux discussions ardentes des Fédéralistes et des Démocrates. La correspondance entre eux était active et cordiale; par une singulière coïncidence, le jour de leur mort (4 juillet 1826) était le cinquantième anniversaire de la déclaration de l'Indépendance, qu'ils avaient jadis signée tous deux. Les dernières paroles de Jefferson furent : « Est-ce aujourd'hui le 4? » Et les derniers mots articulés par John Adams : « Thomas Jefferson vit encore. »

Un banquet patriotique avait lieu ce jour-là dans le village qu'habitait John Adams, et il avait lui-même envoyé son toast : « Indépendance à jamais! » Tandis qu'au coucher du soleil il gisait expirant, ceux qui entouraient son lit de mort purent entendre le bruit des acclamations par lesquelles les gens du village saluaient au loin le dernier message de ce noble vieillard.

Une question d'intérêt public fut vivement discutée à cette époque. Il s'agissait de savoir de quels droits on frapperait les marchandises étrangères. Ce système de droits est connu sous le nom de *tarif* et même aujourd'hui il règne là-dessus en Amérique une grande divergence d'opinions. Les uns pensent qu'un tarif élevé doit être mis sur certains objets fabriqués pour écarter ainsi les produits étrangers et protéger les manufactures nationales; d'autres veulent la liberté absolue du commerce, la suppression absolue

des droits de douane. Entre ces deux partis extrêmes il y a des nuances diverses, aujourd'hui comme au temps de Quincy Adams. Quant à lui, il était partisan d'un tarif plus élevé que ne le réclamait son concurrent; ce fut le principal motif qui fit manquer sa réélection.

Andrew Jackson du Tennessee lui succéda et fut réélu; son gouvernement dura donc de 1829 à 1837. Il avait une grande réputation militaire acquise par l'invention des fameuses redoutes en balles de coton à la Nouvelle-Orléans et brillamment soutenue depuis. Son honnêteté était égale à son courage, mais on pouvait lui reprocher des idées étroites et une humeur violente.

Durant sa présidence, le mécontentement s'accrut dans les États du sud au sujet des tarifs. La Caroline du Sud, surtout, prétendait que les droits imposés tendaient à favoriser dans une trop large mesure les manufactures du Nord. Une convention se tint dans cet État en 1832; il ne s'agissait de rien moins pour la Caroline que de se séparer de l'Union. On décida qu'aucun droit ne serait perçu à partir d'un jour fixé et que si le gouvernement des États-Unis prétendait employer la force pour les recouvrer, la Caroline du Sud formerait un gouvernement à part. On devait placer à la tête de l'organisation nouvelle John Calhoun, le vice-président des États-Unis. Des médailles furent même frappées avec cette inscription : « John C. Calhoun, le vice-président de la Confédération du Sud. » On arborait dans les rues des cocardes bleues portant à leur centre un bouton orné d'une palme, l'emblème de la nation nouvelle. Ce plan reçut le nom de *Nullification* (annulation). Déjà les Caroliniens s'armaient pour la résistance quand le président Jackson lança une pro-

clamation renfermant la phrase suivante : « Prétendre qu'un État peut à son gré se séparer de l'Union, c'est dire que les États-Unis ne sont pas une nation. » En même temps des renforts de troupes et de vaisseaux de guerre furent envoyés au plus vite dans la Caroline du Sud et placés sous le commandement du général Winfield Scott. Bientôt après, le Congrès rendit une loi touchant la réduction graduelle des tarifs dont se plaignait la Caroline du Sud. Grâce à cette conduite énergique et sage tout à la fois, les menaces de sécession disparurent et le danger d'une guerre civile fut conjuré pour un temps.

Vers la fin de la présidence de Jackson, plusieurs tribus indiennes qui subsistaient encore furent refoulées à l'ouest du Mississipi, les *Sacs*, les *Renards*, les *Chickasaws* et les *Choctaws* compris. Mais dans la Floride, les Séminoles refusèrent de bouger. Une expédition fut donc dirigée contre eux et elle dura longtemps dans les marécages de cette région connue sous le nom d'*Everglades*. Un grand nombre d'esclaves fugitifs, hommes et femmes, s'étaient réfugiés dans ces marécages et avaient contracté des unions avec les Indiens. Ces esclaves et leurs enfants étaient appelés *Marrons*. Le principal chef indien, un métis du nom d'Osceola, avait une femme marronne née aux Everglades. Ayant suivi un jour son mari dans l'un des forts des États-Unis, elle fut saisie comme esclave par l'ancien propriétaire de son mari. Osceola fut mis aux fers, tandis que sa femme était emmenée captive. Aussitôt sorti de prison, Osceola jura de se venger des blancs ; il devint le chef des Indiens dans cette guerre et la dirigea en personne jusqu'au jour où il fut fait prisonnier par trahison. Il s'était avancé avec confiance, croyant à une trêve mensongère : on

le prit, on l'enferma dans une forteresse où il resta jusqu'à sa mort. La guerre continua pendant bien des années à grands renforts d'hommes et d'argent, jusqu'à l'extermination presque entière de la tribu, et la somme d'argent que nécessita une pareille lutte fut trois fois plus considérable que celle qui avait été payée jadis à l'Espagne pour l'acquisition de la Floride.

Cette guerre de Floride, engagée en grande partie contre les esclaves marrons, ne fit qu'exciter l'opinion publique relativement à l'esclavage.

Un citoyen nommé Benjamin Lundy, quaker de religion, lança certain journal intitulé *le Génie de l'émancipation universelle*, dans lequel il demandait que les esclaves fussent affranchis graduellement. Cette publication fit peu de bruit, mais en 1831, un jeune homme, William Lloyd Garrison, qui avait été l'associé de Lundy, rédigea à son tour un journal hebdomadaire bostonien, intitulé *le Libérateur*, dont le but avoué était l'émancipation immédiate et sans conditions. Cette feuille produisit une vive émotion de tous côtés. La législature de Géorgie mit à prix pour cinq mille dollars la tête de Garrison, et le gouverneur du Massachusetts, Edward Everett, prétendit dans son message annuel que les abolitionnistes devaient être poursuivis devant les tribunaux. William Garrison avait écrit dans son journal : « Je ne veux pas d'équivoque, je ne présenterai pas d'excuses, je ne reculerai point d'un pas, et je serai entendu ! »

Une révolte terrible qui éclata en Virginie mit le comble à l'indignation. Ce mouvement était dirigé par un esclave nommé Nat Turner, qui, avec une bande d'affidés, allait de maison en maison, égorgeant des familles entières. Garrison réprouvait ces excès, de même qu'il condamnait toute guerre et toute effusion

de sang; néanmoins, on fit remonter l'origine de ces crimes odieux à son enseignement. Nat Turner fut enfin arrêté, jugé et exécuté, mais la Société anti-esclavagiste de la Nouvelle-Angleterre, fondée par Garrison en 1832, exerça de jour en jour plus d'influence.

D'autres sociétés analogues s'établirent dans différentes parties du pays. Pour mettre un terme à cette agitation, le président Jackson pressa le Congrès de rendre un *bill* retirant aux publications anti-esclavagistes le droit d'être transmises par la poste. Ce *bill* fut repoussé.

Le président Jackson resta populaire auprès de beaucoup de gens, grâce à l'énergie et à la fermeté qu'il avait déployées en maintes circonstances, particulièrement dans l'affaire de la Caroline du Sud, et aussi parce que son veto avait empêché l'établissement d'une banque nationale à laquelle le parti qui le soutenait était fort opposé. Beaucoup d'autres, au contraire, le blâmaient pour ces mêmes actes, et tant qu'il garda le pouvoir, le bon accord fut loin de régner. Il se fit haïr en destituant trop volontiers de leurs emplois les adversaires de son administration et en mettant à leur place les partisans de sa politique. Ce système n'avait jamais été pratiqué ouvertement jusque-là; par malheur, il a toujours prévalu depuis. La nation était cependant en voie de prospérité et la dette publique amortie. Il y eut même un excédent de revenu dont le montant fut réparti entre les États de l'Union.

Le recensement de 1830 accusa un chiffre de près de treize millions d'âmes, plus du triple de la population au temps de Washington. En outre, deux nouveaux États furent annexés à l'Union : 1° l'*Arkansas*

(1836), formé d'une portion de la grande acquisition louisiannaise et dont le nom fut tiré de celui d'une tribu indienne, aujourd'hui éteinte ; 2° le *Michigan* (1837), mot indien qui signifie *Grand Lac*. Le Michigan fut formé d'une partie de l'ancien territoire nord-ouest, qu'avaient jadis découvert et exploré les Français, et comme l'esclavage avait été interdit sur tout le territoire par l'ordonnance de 1787, le Michigan entra dans l'Union à titre d'État anti-esclavagiste. Par contre, l'Arkansas y fut admis comme État à esclaves.

CHAPITRE XXVII

VAN BUREN, HARRISON, TYLER
ANNEXION DU TEXAS

Martin Van Buren, de New-York, fut président de 1837 à 1841. Ainsi que le général Jackson, son prédécesseur, il était candidat du parti démocratique, qui différait du parti whig, comme on appelait dorénavant le parti de l'opposition, en ce sens surtout qu'il insistait sur les droits particuliers des États beaucoup plus que sur les droits du gouvernement général.

Pendant l'administration de Van Buren, la frontière du Canada fut fort émue par certaine révolte des Canadiens contre le gouvernement anglais. Les Américains du voisinage sympathisaient pour la plupart avec les rebelles. Mais le gouvernement interdit sagement toute assistance active comme contraire au droit international. La révolte s'apaisa enfin ; mais un autre

mouvement, d'une bien plus haute importance, ne fit que s'accroître aux États-Unis tant que dura la présidence de Van Buren. Ce fut le mouvement anti-esclavagiste; il devint de plus en plus formidable et occasionna des émeutes, des scènes de violence, même dans les États libres. Une petite esclave nommée Med, venue à Boston avec son maître, fut déclarée libre par la Cour suprême de cet État, comme n'étant point en état de fuite. Maint exemple du même genre se produisit. D'autre part, un *meeting* de la Société anti-esclavagiste des femmes de Boston fut interrompu par la populace, et le maire se déclara incompétent à le protéger. Le philanthrope Garrison, ayant essayé de haranguer la foule, fut traîné dans les rues la corde au cou, et ne dut son salut qu'à l'intervention de la police, qui le mit en prison pour sa sûreté. Une salle publique à Philadelphie, appelée Salle Pennsylvanienne, où se réunissait la Convention nationale des femmes anti-esclavagistes, fut brûlée; des écoles établies pour les enfants de couleur dans le New-Hampshire et dans le Connecticut furent licenciées. A Alton (Illinois), le révérend Lovejoy, éditeur d'un journal anti-esclavagiste, fut tué par la populace. Dans le Congrès, un projet avait été présenté pour l'annexion du Texas, qui était alors une république indépendante. Comme on vit que cette mesure aurait pour effet de fortifier l'esclavage, le Congrès reçut des milliers de pétitions destinées à la combattre et signées en grand nombre par des femmes. On faisait l'impossible pour écarter ces pétitions, et l'ex-président, John Quincy Adams, parla en faveur des pétitionnaires, une heure par jour, pendant douze jours consécutifs, au milieu de constantes interruptions. L'annexion du Texas fut temporairement écartée,

mais le Congrès décida, par un règlement qui demeura l'espace de dix années en vigueur, que toute pétition ayant trait à la question de l'esclavage, serait rigoureusement interdite.

Sous la présidence de Van Buren, la détresse commerciale fut extrême ; il se produisit de nombreuses faillites, et ce triste état de choses fut la principale raison qui l'empêcha d'être réélu. Aucun nouvel État ne fut annexé pendant son administration ; d'après le recensement de 1840, cependant, il fut constaté que la population totale atteignit dix-sept millions d'âmes, le quadruple de la population existante sous Washington.

Le mécontentement général causé par la mauvaise situation des affaires, provoqua des débats très vifs lors de l'élection nouvelle. Le général William Henry Harrison, de l'Ohio, qui avait vaillamment combattu contre Tecumseh et ses Indiens, trente ans auparavant, fut élu président par les whigs. Comme il arrivait d'un pays qui passait alors pour l'*extrême ouest*, on lui donna le sobriquet de *candidat de la hutte de bois*, et de toutes parts on éleva des cabanes en bois pour les *meetings*. Il y eut des fêtes politiques où l'on ne but que du cidre, la boisson favorite des fermiers. Des chansons composées tout exprès pour ces solennités célébraient « le héros du Tippecanoe » ou bien *Tippecanoe and Tyler too* [1], John Tyler étant candidat à la vice-présidence. Bref, ce fut la campagne électorale la plus bizarre qu'on eût encore vue. Le général Harrison fut élu à une écrasante majorité (1841), mais il ne survécut qu'un mois à sa nomination, et le vice-président John Tyler, de Virginie, devint de droit

1. Tippecanoe et Tyler aussi.

président pour le reste des quatre années (1841-1845).

Sous son administration, le pays demeura en paix avec les nations étrangères, bien que la guerre eût été sur le point d'éclater entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, au sujet d'une question de limites entre le Maine et le Nouveau-Brunswick. Un traité fut conclu en 1842 par lord Ashburton au nom de l'Angleterre et par Daniel Webster pour l'Amérique, qui régla définitivement la question des frontières.

Il se produisit du reste différents troubles intérieurs dans certains États : à Rhode-Island (1842), on se révolta contre l'ancienne charte coloniale par laquelle cet État avait toujours été gouverné ; après une lutte armée assez courte, qui est connue sous le nom de « Dorr war », la révolte fut étouffée, mais elle eut pour conséquence l'adoption d'une nouvelle constitution. Dans l'État de New-York, le long du fleuve Hudson, où étaient situés les biens des vieux « patrons » hollandais, les tenanciers se refusèrent à payer fermage aux descendants de leurs anciens propriétaires, et une résistance armée se manifesta pendant quelque temps.

Il y eut aussi beaucoup de troubles dans l'Illinois, où une secte religieuse, celle des Mormons, qui se faisaient appeler les *Saints des Seconds Jours*, avait construit la cité de Nauvoo. Les *mobs*, ces ramassis de furieux si redoutables, les assaillirent coup sur coup.

La secte des Mormons avait été fondée quatorze ans auparavant par un certain Joseph Smith, qui prétendait avoir découvert dans la terre où il était enfoui un livre mystérieux intitulé « le Livre de Mormon », écrit tout entier sur des plaques d'or. Les Mormons s'établirent d'abord dans l'État de Missouri d'où les chassa la foule ameutée ; forcés de se réfugier dans

l'Illinois, ils gagnèrent de là le territoire d'Utah et fondèrent dans ces régions jusqu'alors inexplorées un établissement considérable qui dure encore.

Pendant l'administration de John Tyler, la Floride fut annexée à l'Union, ainsi qu'il a été dit plus haut. La Floride renfermait des établissements plus anciens que tous ceux des États-Unis, la ville de Saint-Augustin remontant à l'ancienne colonie espagnole de 1565. Ce pays, tour à tour réclamé par les Espagnols, les Français et les Anglais, avait finalement été cédé aux États-Unis par l'Espagne en 1819. Pendant nombre d'années, il fut administré comme simple territoire, mais en 1845, on l'admit parmi les autres États de l'Union Cet événement arriva le jour anniversaire de sa découverte, qui avait eu lieu jadis le dimanche des Rameaux, appelé par les Espagnols *Pascua Florida* ou *Pâques Fleuries*.

Mais l'événement capital de la présidence de Tyler est sans contredit l'annexion d'un État étranger, le Texas. Cette région avait été explorée pour la première fois en 1684 par La Salle, alors qu'il cherchait l'embouchure du Mississipi. Depuis cette époque, elle était devenue un sujet de discorde entre les peuples qui en revendiquaient la possession. D'abord, les Espagnols et les Français se la disputèrent et y fondèrent des établissements rivaux sous forme de missions religieuses. Plus tard, la grande province du Texas se révolta contre le Mexique et se posa en Etat indépendant. Les Américains aidèrent à assurer cette indépendance, car plusieurs colonies américaines considérables s'étaient fixées au Texas, et les colons avaient amené leurs esclaves avec eux; or, l'esclavage était aboli au Mexique. Les États du sud-ouest surtout témoignaient leurs sympathies à l'égard du Texas et

un désir très vif de l'annexer définitivement à l'Union. D'autre part, les États anti-esclavagistes en général s'opposaient à son admission, Calhoun, le principal meneur du parti esclavagiste, ayant déclaré franchement que l'objet de cette mesure était de maintenir les intérêts de l'esclavage, d'étendre son influence et d'assurer sa perpétuelle durée. Cette prétention paraissait vraisemblable en effet, car le Texas était une immense région d'une superficie de 318,000 milles carrés, c'est-à-dire plus grand à lui seul d'un tiers que les treize colonies originelles, quarante-quatre fois plus vaste que le Massachusetts et deux fois plus étendu que les États de New-York, de la Pennsylvanie et de l'Ohio réunis. S'il était admis comme esclavagiste, la cause de la liberté semblait devoir être à tout jamais répudiée par le gouvernement. Ces considérations expliquent assez l'opposition passionnée qui fut faite à l'annexion du Texas, laquelle cependant eut lieu définitivement vers la fin de la présidence de Tyler. Une double résolution à cet effet fut votée à la Chambre des représentants le 25 février 1845, et au Sénat le 1er mars; elle fut sanctionnée par le Président dans les quatre jours qui précédèrent sa retraite du pouvoir. De cette façon un immense territoire se trouvait annexé à la République, qui dut toutefois prendre à sa charge la dette du Texas s'élevant à sept millions et demi de dollars, ce qui parut une somme énorme, d'autant qu'elle n'assurait que des avantages fort douteux.

De là un jeu de mots qui eut cours à cette époque, comme si « Texas » n'était que « Taxes » avec deux lettres interverties.

CHAPITRE XXVIII

POLK ET LA GUERRE DU MEXIQUE

James K. Polk, du Tennessee, fut élu président pour les quatre années qui suivirent (1845 à 1849), et la nouvelle de son élection fut la première que le télégraphe eût répandue en Amérique, sur la ligne toute neuve que le professeur Morse venait d'achever entre Washington et Baltimore. James Polk était le candidat du parti démocratique. Il avait contre lui à la fois le parti whig et un nouveau groupe politique appelé le parti de la Liberté, qui s'était formé pour résister à l'influence des doctrines esclavagistes.

L'annexion du Texas venait d'être décidée, au moment où Polk parvint au pouvoir ; d'autres difficultés s'élevèrent presque aussitôt pour la possession de l'Orégon.

Le gouvernement américain réclamait l'Orégon, sous prétexte qu'un capitaine américain avait découvert la rivière Columbia et qu'une commission américaine, sous la conduite de Lewis et de Clark, avait exploré ses bords. Mais en somme la région entière avait toujours été exploitée au point de vue pratique par des compagnies anglaises, faisant le commerce des fourrures, et quoiqu'un certain nombre d'Américains s'y fussent établis, le territoire était resté en litige.

Sous Polk, un traité fut conclu (1846) relativement au partage de cette grande contrée. Les États-Unis réclamaient tout le pays s'étendant jusqu'au 54° 40′ latitude nord. Aussi l'expression *cinquante-quatre*,

quarante ou la guerre, fut-elle un mot d'ordre dans la campagne électorale qui précéda l'élection du nouveau président. On convint enfin que la ligne serait établie au 49e degré. Toute la partie nord au delà de cette ligne fut attribuée à la Grande-Bretagne, et toute la partie sud, renfermant plus de 300,000 milles carrés, fut réservée aux États-Unis. Ainsi la question de frontière occidentale se trouva réglée pacifiquement comme l'avait été auparavant la limite du nord-est. Ceci fit grand honneur à l'administration de Polk en satisfaisant presque tous les intéressés. Mais un autre événement qui fut moins généralement approuvé, que dans les États du nord particulièrement on considéra même comme une calamité, ce fut la guerre du Mexique.

Quand les États-Unis se furent annexé le Texas, ils virent qu'une délimitation de frontière restait encore pendante. Le Texas prétendait que sa frontière au nord était le Rio-Grande, tandis que le Mexique affirmait qu'elle ne dépassait pas la rivière Nueces ; or, comme ces deux cours d'eau étaient à cent milles l'un de l'autre, un vaste champ de discussions restait ouvert.

Les États-Unis prirent fait et cause pour le Texas et le général Taylor fut envoyé avec des troupes sur le terrain disputé. De leur côté, les Mexicains firent partir leurs soldats dans la même direction. La lutte s'engagea d'abord sous forme d'escarmouches, puis vinrent les batailles rangées de Palo-Alto et de Resaca de la Palma, dans lesquelles la victoire resta aux Américains.

Alors le général Taylor passa le Rio-Grande et prit Matamoras, ville située sur le territoire mexicain proprement dit.

Ces nouvelles causèrent une grande agitation à Washington. Le Congrès vota, le 11 mars 1846, la résolution que « par le fait de la République mexicaine, la guerre existait entre ce gouvernement et les États-Unis », bien que les membres du parti whig déclarassent que les hostilités avaient été entamées non point par le Mexique, mais bien par le général Taylor.

Le Congrès vota aussi dix millions de dollars pour soutenir la guerre et décréta une levée de cinquante mille volontaires. Il n'y avait qu'une médiocre sympathie pour cette expédition dans les États de l'est; mais les États du sud-ouest, qui étaient plus près du théâtre de la lutte, envoyèrent un grand nombre de volontaires au secours du général Taylor. Son armée, peu nombreuse d'abord, finit par s'élever à environ sept mille hommes. Avec ces forces, il prit en trois jours la place forte de Monterey, munie d'une garnison de dix mille Mexicains. Alors Santa-Anna, qui avait été auparavant président du Mexique et qui passait pour le meilleur général de cette République, prit le commandement de l'armée mexicaine. Il fut battu, lui aussi, par le général Taylor, avec des troupes inférieures en nombre, à Buena-Vista.

Le général Scott fut envoyé ensuite, avec une armée de renfort, pour attaquer Vera-Cruz, le principal port fortifié du Mexique. Il espérait pénétrer ainsi jusqu'à la capitale et conquérir une paix glorieuse. Ses douze mille hommes, en effet, bombardèrent Vera-Cruz, qui se rendit avec la forteresse de Saint-Jean-d'Ulloa, regardée après Québec comme la plus forte place du continent américain. Une flotte, commandée par le commodore Matthew C. Perry, le seconda dans cette attaque. Alors l'armée américaine marcha sur Mexico,

surmontant tous les obstacles et remportant sur sa route une séria de brillants avantages, toujours contre des forces très supérieures. Parmi les combats audacieux qu'elle eut à livrer, on cite ceux de Cerro-Gordo, de Churubusco, d'El Molino del Rey et de Chapultepec. Enfin les Américains entrèrent à Mexico le 14 septembre 1847. C'était une ville de cent quarante mille habitants, et l'armée qui en prit possession ne s'élevait pas à six mille hommes.

Pendant ce temps, les provinces mexicaines étaient envahies de tous côtés. Le général Stephen Kearny pénétrait dans le Nouveau-Mexique, le colonel Doniphan dans le Chihuahua, et le peu de troupes dont ils pouvaient disposer prenaient possession de ces provinces.

Le capitaine J.-C. Frémont, qui était en train d'explorer la Californie avec soixante hommes seulement, formait le projet de faire de ce pays un État indépendant comme l'avait été jadis le Texas; il avait invité en conséquence les colons américains de la vallée du Sacramento à seconder ses efforts. Frémont avait déployé devant ses troupes un étendard portant l'image d'un ours, emblème de la Californie indépendante; mais apprenant qu'une flotte américaine venait de prendre Monterey sur la côte, il crut devoir remplacer cette enseigne par le drapeau américain.

Après une série de combats avec les troupes mexicaines, il prit possession de la Californie pour les États-Unis ; le commodore Stockton et ses forces navales l'y aidèrent.

Sur ces entrefaites, un traité fut conclu avec le Mexique, par lequel cette République cédait aux États-Unis le Nouveau-Mexique et la Californie supérieure en consentant à accepter le Rio-Grande pour

limite entre elle et le Texas. Le territoire ajouté ainsi aux États-Unis comportait plus d'un demi-million de milles carrés.

En retour, les États-Unis s'engageaient à payer au Mexique quinze millions de dollars et à endosser une dette de trois millions et demi.

Le traité où furent mentionnées ces conditions est appelé le traité de « Guadalupe Hidalgo », du nom de la ville où il fut signé le 2 février 1848 ; il fut ratifié par le Congrès le 10 mars de la même année et mit fin à la guerre du Mexique, qui avait duré deux ans.

Nul ne savait, à l'époque où fut conclu ce traité, combien grande était la valeur du territoire conquis. La Californie n'était regardée que comme un pays lointain côtoyé seulement par les navigateurs, qui doublaient le cap Horn pour acheter des cuirs et des pelleteries; mais en 1848 le bruit se répandit à travers les États de l'est que la Californie recélait sur le bord du Sacramento des mines d'or qui promettaient d'être les plus riches du monde. On racontait qu'un ouvrier au service du capitaine Sutter, colon suisse établi dans la vallée du Sacramento, avait ramassé dans le sable quelques parcelles brillantes d'un métal qui fut reconnu pour de l'or. Dès ce moment, une émigration soudaine se produisit de tous les points de l'Union vers cette région favorisée. Dès la première année, les mines produisirent pour quatre millions de dollars d'or pur. A deux années de là, San-Francisco renfermait quinze mille habitants.

Le nom de Californie paraît être tiré d'un ancien roman espagnol dans lequel l'auteur désignait ainsi une île imaginaire remplie d'or. L'un des premiers explorateurs, Cortès, lorsqu'il visita la côte occidentale du continent, appliqua ce nom à tout le pays,

bien avant qu'on eût songé à y chercher le précieux métal.

Sous l'administration de James Polk, trois nouveaux États furent admis à faire partie de l'Union américaine, ce qui éleva leur nombre à trente en tout : ce furent le Texas (1845), l'Iowa (1846), et le Wisconsin (1848), dont les noms sont empruntés à des tribus indiennes ou à des rivières.

Le même sentiment anti-esclavagiste qui s'était opposé à l'annexion du Texas, se reproduisit très vivement, mais en vain, quand il fut question de l'admettre au rang d'État. L'Iowa fut tiré de la grande acquisition louisianaise, le Wisconsin sortit de l'ancien territoire nord-ouest qui appartenait originairement aux États-Unis. Ces deux derniers États étaient anti-esclavagistes, et l'on acquit de plus en plus la preuve que la multitude des émigrants étrangers choisissaient toujours de préférence, pour s'établir, un territoire libre plutôt qu'un territoire à esclaves, de sorte que les États libres étaient naturellement appelés à prospérer plus vite que les autres. Ceci rendit les esclavagistes plus désireux encore de se multiplier, afin de pouvoir résister au courant ; aussi de grands efforts furent-ils faits des deux côtés après la guerre du Mexique, pour s'assurer la vaste étendue du territoire nouvellement acquis.

M. Wilmot, de Pennsylvanie, proposa au Congrès une mesure, appelée la *Clause Wilmot*, qui excluait d'une manière absolue l'esclavage de toutes les nouvelles acquisitions territoriales. Cette clause fut longuement discutée et finalement repoussée ; mais l'agitation qu'elle fit naître amena la formation d'un nouveau parti dont le but était de s'opposer à l'extension de l'esclavage. On l'appela le parti du *Sol libre*

et il remplaça le vieux parti de la Liberté. Sous ce nom, il prit une part active à l'élection d'un nouveau président, et plus tard, devenu le parti *Républicain*, il obtint la prépondérance dans le gouvernement.

CHAPITRE XXIX

PREMIERS SYMPTÔMES DE LA GUERRE CIVILE
TAYLOR. — FILLMORE ET PIERCE

Lors de l'élection présidentielle, le parti whig, qui s'était opposé à la guerre du Mexique, jugea qu'il fallait nommer président celui des généraux qui avait été le plus heureux durant cette même guerre, Zachary Taylor, de Louisiane. Taylor était très populaire parmi ses soldats qui l'avaient surnommé le vieux *Risque-tout* (old Rough and Ready). Bien qu'il eût contre lui le parti démocratique et le parti nouveau du *Sol libre*, il fut élu président et entra en fonctions le 5 mars 1849. Il mourut un an après, le 9 juillet 1850, et le vice-président Millard Fillmore, de New-York, tint sa place pour le reste du terme présidentiel (1850-1853).

La lutte anti-esclavagiste avait acquis à cette époque des proportions considérables devant le Congrès, et une tentative fut faite par Henry Clay, du Kentucky, orateur d'une rare éloquence, pour en finir une bonne fois à l'aide d'une série de mesures dites « de compromis ».

Ainsi la Californie fut admise comme État anti-

esclavagiste et la traite des noirs fut abolie dans le district de Columbia.

Par contre, on introduisit un *bill* appelé la *loi des esclaves fugitifs* qui permettait aux propriétaires de poursuivre les esclaves échappés de chez eux dans quelque endroit que ce fût des États non esclavagistes et de les reprendre sans verdict de jury, ce que beaucoup de gens jugèrent inconstitutionnel aussi bien qu'inhumain. Les principaux chefs du parti anti-esclavagiste tels que Charles Summer, Horace Mann, Wendell Phillips et Theodore Parker dénoncèrent cette dernière mesure et y firent une vive opposition, mais elle fut appuyée par quelques hommes d'État émérites du nord, comme Daniel Webster, par exemple, et elle passa au rang de loi (18 septembre 1850). Cette loi provoqua une agitation plus passionnée encore que toutes celles qui s'étaient déjà produites au sujet de la question de l'esclavage. A Syracuse (New-York), un esclave fugitif nommé Jerry fut délivré de force des mains des agents du gouvernement ; à Boston, la même chose arriva pour un nommé Shadrach, et une tentative fut faite en vue de sauver un troisième marron, Anthony Burns. Il y eut des hommes tués dans cette dernière affaire, et la troupe dut être requise pour aider à reprendre l'esclave. Dans l'Ohio, une fugitive nommée Margaret Garner tua de sa propre main deux de ses enfants, afin de leur épargner les misères de l'esclavage. Plusieurs États de l'Union émirent des résolutions pour restreindre ou paralyser l'action de la loi sur les esclaves fugitifs, et pour assurer au moins le bénéfice d'un jugement par jury aux malheureux ainsi réclamés. Ces mesures de compromis forment le trait le plus saillant de l'administration de Fillmore.

Du reste, sa présidence fut paisible; on compta une nouvelle annexion à cette époque : l'État de Californie fut formé en 1850 du territoire acquis à la suite de la guerre du Mexique. Les deux territoires du Nouveau-Mexique et d'Utah furent aussi organisés aux dépens de la même acquisition.

La population du Nouveau-Mexique était presque tout entière d'origine espagnole et l'Utah avait été colonisé par la secte religieuse des Mormons dont le chef, Brigham Young, fut désigné par le président comme gouverneur du territoire. Le recensement de 1850 donna pour la nation tout entière le chiffre de 23,191,876 habitants.

Le président Fillmore avait été élu comme whig, bien que l'agitation anti-esclavagiste fût en train d'effacer de plus en plus les nuances des vieux partis politiques. Son successeur, Franklin Pierce, du New-Hampshire, était un démocrate (1853-1857). Sous sa présidence, la même agitation exista, en augmentant toujours, grâce aux efforts des partisans de l'esclavage pour renverser le fameux *compromis du Missouri*, comme on appelait la loi passée en 1820 et qui prohibait l'esclavage au nord d'une certaine ligne tracée jadis dans le vaste domaine de la Louisiane. On proposait de prendre sur cette région, où la liberté avait régné jusque-là, deux nouveaux territoires appelés le *Kansas* et le *Nebraska* et de laisser aux habitants le soin de décider eux-mêmes s'ils voulaient ou non établir chez eux l'esclavage.

Ce changement de politique rencontra une vive résistance auprès du parti anti-esclavagiste, et plus de trois mille membres du clergé de la Nouvelle-Angleterre adressèrent au Congrès des pétitions pour s'y opposer; mais, malgré tout, il prévalut le 30 mai 1854.

Comme cette loi laissait aux colons le droit de décider eux-mêmes leurs institutions, il parut également nécessaire tant aux partisans qu'aux adversaires de l'esclavage, d'encourager l'émigration dans les nouveaux territoires. Des groupes de colons s'organisèrent donc sur différents points de l'Union. Ceux qui partirent des États non esclavagistes venaient en général se fixer définitivement avec leur famille, tandis qu'un grand nombre d'autres partirent des Etats esclavagistes, sans autre but que celui de prendre part aux émeutes et de contribuer à l'établissement de l'esclavage. C'était surtout le cas d'une certaine catégorie de Missouriens que l'on vit en tout temps franchir la limite du Kansas, commettre des déprédations et puis repasser la frontière sans être inquiétés. Ces envahisseurs d'un nouveau genre sont connus sous le nom de *Ruffians de frontières*. Ils rendirent pendant un certain temps la navigation du Missouri impossible pour tous les colons non esclavagistes, forçant ceux-ci à faire un long et fatigant parcours à travers l'État d'Iowa. Les autorités des États-Unis, après avoir soutenu tour à tour les deux partis, avaient fini par marquer leur préférence aux esclavagistes. Tous les gouverneurs envoyés successivement de Washington durent se démettre. Deux gouvernements séparés furent institués et deux codes différents adoptés par les colons. Bientôt on en vint aux mains : les chefs militaires des Etats libres, Lane, Montgomery et d'autres organisèrent des bandes pour protéger leurs établissements, et le capitaine John Brown prit une part active à la défense. A Ossawattomie, par exemple, il lutta avec seize hommes contre plusieurs centaines de maraudeurs du Missouri. Sa petite troupe blessa et tua quatre fois autant d'hommes qu'elle en comptait

dans ses rangs et ne perdit que deux combattants; mais les mêmes envahisseurs pillèrent et brûlèrent le florissant village de Lawrence, récemment fondé par les gens du Massachusetts.

Pendant cette période, un grand nombre de familles du Kansas furent réduites à la misère ou ne vécurent qu'en volant des chevaux et du bétail à ceux du parti opposé, de sorte qu'on entendait parler d'un cheval esclavagiste, d'une vache anti-esclavagiste, selon que l'animal appartenait à l'un ou à l'autre des deux partis.

Enfin, la liberté fut assurée dans le Nebraska et le Kansas, mais au prix de grandes souffrances et de haines irréconciliables.

Un événement plus pacifique de la présidence de Pierce, fut l'achat d'un nouveau territoire appelé l'*Acquisition Gadsden*, d'après le nom du ministre qui le négocia. Lorsqu'on avait conclu le traité de Guadalupe Hidalgo, à l'issue de la guerre du Mexique, on s'était servi d'une carte mal dressée, d'où il résulta une dispute sur le sujet délicat des frontières. Pour régler le différend, les États-Unis achetèrent au Mexique (30 décembre 1853), moyennant la somme de dix millions de dollars, une partie des territoires aujourd'hui connus sous le nom d'Arizona et de Nouveau-Mexique; cette acquisition comprenait environ 45,000 milles carrés et portait l'étendue totale de l'Union (1854) à près de trois millions de milles carrés. C'était environ le quadruple de la superficie des treize États originels, et l'étendue de l'empire romain, même dans ses plus beaux jours de gloire, se trouvait de beaucoup dépassée.

Un autre événement considérable de la présidence de Pierce fut un traité avec le Japon, négocié le 21

mars 1854 par le commodore Matthew C. Perry, le frère du héros du lac Érié.

Avant cette époque, le Japon avait rigoureusement exclu de ses ports tous les étrangers, sauf une douzaine de négociants hollandais, et permettait que les naufragés fussent traités sur ses côtes avec la plus affreuse cruauté. Le commodore Ferry, à la tête d'une armée américaine, força les Japonais à montrer plus d'humanité envers les étrangers en détresse, et son traité réduisit à néant presque toutes les restrictions qui entravaient le commerce avec le Japon.

Sur ces entrefaites, le nouveau parti opposé à l'extension de l'esclavage prit tant de force que l'ancien parti whig s'évanouit peu à peu. La nouvelle élection présidentielle resta surtout entre le parti républicain, comme la nouvelle organisation se qualifiait elle-même, et le vieux parti démocratique. Il existait aussi cependant un parti temporaire composé de ceux qui s'intitulaient « les ignorants de tout » (Know Nothing), et celui-ci tendait principalement à repousser toute influence étrangère de la législation nationale. Les Know Nothing n'entraînèrent que l'État de Maryland, et le candidat démocrate fut élu. C'était James Buchanan, de Pennsylvanie. Sa présidence, de 1857 à 1861, sera éternellement célèbre comme l'ère où commença la fameuse guerre civile dite de Sécession.

CHAPITRE XXX

COMMENCEMENT DE LA GUERRE CIVILE
BUCHANAN

Buchanan entra en fonctions le 4 mars 1857. Cette même année, la cour suprême prononça un arrêt connu sous le nom de *la Décision Dred Scott*, qui assurait aux maîtres le droit d'emmener leurs esclaves avec eux sur tous les points des États-Unis. Ceci excita une grande indignation dans les États libres, et bientôt après, un autre événement survint qui exaspéra presque autant les États esclavagistes. Ce fut l'insurrection communément désignée sous le nom de « John Brown's raid ». Le nom du capitaine John Brown a déjà été mentionné dans ce récit à propos de la vive résistance opposée par les colons anti-esclavagistes du Kansas aux brigands des frontières du Missouri. Quand l'ordre fut rétabli dans le Kansas, John Brown résolut de mettre à exécution un plan qu'il avait formé depuis longtemps pour combattre l'esclavage au sein même des États où il était en vigueur. Familiarisé dès son jeune âge avec les montagnes de la Virginie, il y connaissait certains repaires qui, disait-il, avaient évidemment été créés pour servir de forteresses aux esclaves fugitifs. Longtemps avant lui, le général Washington avait conçu le projet de conduire l'armée américaine dans ces montagnes si les colonies venaient à être défaites dans leur lutte contre l'Angleterre. John Brown se proposa d'opérer la même manœuvre avec une armée de noirs. Ayant donc

rassemblé une petite troupe d'hommes de couleur près de Harper's Ferry (Virginie), il entra dans cette ville et en prit possession le 16 octobre 1859. Il mit aussitôt la main sur l'arsenal du gouvernement, afin de pouvoir munir d'armes les esclaves fugitifs qui répondaient à son appel. Il déclara hautement, que son projet était l'affranchissement des nègres, et prit l'engagement de respecter la propriété, sauf celle qui se composerait d'esclaves. Bien qu'il n'eût en tout que vingt-deux hommes avec lui, l'alarme semée par cette petite troupe fut si grande, que plusieurs témoins oculaires portèrent le chiffre de vingt-deux à trois cents, et l'estimation exagérée que leur avait dictée la peur fut immédiatement télégraphiée dans les États de l'Union. Avec cette poignée d'hommes, Brown garda un bon nombre des principaux habitants de la ville en otages, afin qu'ils répondissent de la sûreté des siens; mais, voulant épargner d'inutiles angoisses aux familles des otages en question, il demeura trop longtemps à Harper's Ferry et compromit ainsi sa sécurité personnelle, car les compagnies de la milice eurent le temps de se rassembler, puis un détachement des marins de l'État accourut. Quinze cents miliciens furent peu à peu réunis dans la ville. La petite troupe de Brown n'en défendit pas moins l'arsenal jusqu'à ce que presque tous les hommes qui la composaient eussent été tués ou blessés; elle se rendit enfin aux soldats des États-Unis. Le colonel Washington, l'un des prisonniers de Brown, a déclaré plus tard que cet homme était le plus intrépide en face du danger et de la mort qu'il eût jamais rencontré. Un de ses fils avait été tué à ses côtés, le second venait d'être mortellement blessé, et il tâtait d'une main le pouls du mourant tout en tenant son fusil

de l'autre, et en commandant avec le plus grand sang-froid à ses hommes qu'il adjurait de tenir ferme. Dix d'entre eux furent tués, quatre furent blessés. Brown tomba lui-même, atteint de six blessures que l'on crut mortelles, mais il en réchappa et fut traduit devant un tribunal de la Virginie. Là il se comporta de manière à exciter l'admiration, même de ses ennemis. Wise, le gouverneur de la Virginie, disait de lui : « Ils se sont trompés, ceux qui l'ont pris pour un fou !... C'est un homme de tête, brave, généreux, et d'une force d'âme extraordinaire.... Il m'a inspiré la plus grande confiance par son intégrité et sa droiture.... » Brown fut condamné cependant à être pendu et exécuté à Charlestown (Virginie), le 2 décembre 1859. Son dernier mouvement, tandis qu'il se rendait au supplice, fut de baiser au front un petit esclave qui passait. Six de ses camarades subirent la peine capitale. Quelques autres, qui étaient de garde hors des murs, se réfugièrent dans les montagnes et, de là, passèrent à travers mille dangers dans les États anti-esclavagistes. L'un des fils de John Brown dirigeait le groupe des fugitifs ; il a écrit une émouvante relation de leurs aventures.

Ces événements donnèrent une nouvelle et formidable impulsion à la question de l'esclavage pendant la présidence de Buchanan. Lorsque le moment d'une nouvelle élection présidentielle fut proche, les vieux partis étaient si divisés que l'on ne vit pas moins de quatre candidats en présence, bien que Buchanan ne comptât pas dans ce nombre. L'élu fut Abraham Lincoln (de l'Illinois) qu'avait mis en avant le parti républicain. Ce parti politique était une forme élargie du parti du Sol libre, qui avait lui-même succédé au parti de la Liberté. D'opinions très modérées en ce

qui touchait l'esclavage, Abraham Lincoln ne semblait nullement disposé à le combattre là où il était déjà établi. Sa nomination n'en fut pas moins regardée par la majorité des États esclavagistes comme très dangereuse pour leurs intérêts, et la dissolution de l'Union fut dès lors décidée en principe.

Selon les esclavagistes, les États-Unis se composaient d'une fédération de gouvernements entièrement indépendants l'un de l'autre, et libres de se séparer s'ils le jugeaient à propos. Telle était la doctrine appelée *Droits des États* qui fut longtemps populaire dans les États du sud et particulièrement dans la Caroline; aussi était-il tout naturel que ce fût la Caroline du Sud qui prît l'initiative et se retirât la première de l'Union. Une Convention s'y réunit et adopta le décret de sécession (20 décembre 1860). Six semaines après, de semblables Conventions furent tenues et des décrets analogues votés dans les États du Mississipi, de la Floride, de l'Alabama, de la Géorgie, de la Louisiane et du Texas. Ces États se constituèrent en *confédération du sud* et ils élurent, le 8 février 1861, Jefferson Davis, du Mississipi, comme président, et Alexandre H. Stephens, de Géorgie, comme vice-président. La nouvelle confédération s'appuyait hardiment sur les droits prétendus imprescriptibles de l'esclavage et ne dissimulait pas son dessein d'établir une nation esclavagiste dans les États du sud.

Les autorités de la Caroline du Sud réclamèrent aussitôt la possession de toutes les propriétés nationales situées dans l'État. Là-dessus, le major Robert Anderson, qui commandait la garnison d'un petit fort appelé le fort Moultrie dans le port de Charlestown, se retira au fort Sumter, qu'il jugeait être une meilleure position, et envoya chercher des renforts à

Washington. Un navire à vapeur, *l'Étoile de l'Ouest*, portant deux cent cinquante hommes, fut envoyé à Charlestown dans le courant de janvier, mais il essuya le feu du fort Moultrie, où les insurgés avaient placé une garnison. Alors des batteries furent dressées sur le rivage, et, le 11 avril, le général Beauregard, commandant les troupes rebelles, somma le fort Sumter d'avoir à se rendre. Sur le refus de la garnison, les batteries ouvrirent contre le fort, dès le lendemain matin, un feu qui dura deux jours sans interruption. Le second jour à minuit, le major Anderson se rendit, ses quatre-vingts hommes étant à bout de forces, ses casemates incendiées et sa provision de poudre presque épuisée. Il stipula qu'il lui serait permis de sortir, tambour en tête, enseignes déployées, et d'emmener avec lui tout son matériel. Ceci se passait le dimanche 14 avril. Le brave commandant salua de cinquante coups de fusil le drapeau des États-Unis avec ce qui lui restait de poudre.

La première attaque contre le fort Sumter avait fait naître une vive émotion dans tout le peuple, et nombre de gens qui auparavant exprimaient leur sympathie pour les esclavagistes, passèrent alors du côté de ceux qui voulaient maintenir l'Union. Cet événement impressionna non moins profondément les États du sud; des actes de sécession furent passés dans la Caroline du Nord, la Virginie, l'Arkansas et le Tennessee. Dans tous ces États, la population de couleur prit parti pour l'Union à l'unanimité, mais étant composée presque tout entière d'esclaves ignorants et désarmés, elle compta d'abord pour peu de chose. Il y avait aussi dans quelques-uns de ces États bon nombre de blancs qui désapprouvaient la sécession;

mais ils furent généralement réduits au silence ou expulsés. Cependant le président Buchanan ne montrait pas autant d'énergie que l'eût comporté la situation, et ce fut au milieu d'un tumulte croissant qu'il céda la place à Lincoln.

Sous son administration, trois nouveaux États avaient été annexés à l'Union : le Minnesota (1858), l'Orégon (1859) et le Kansas (1861) ; les deux premiers, formés principalement du territoire gagné par l'acquisition de la Louisiane, reçurent les noms indiens des cours d'eau qui les traversent. L'Orégon fut formé du territoire qui avait été assuré aux États-Unis par le traité des frontières conclu en 1846; son nom d'Orégon lui vient, dit-on, du mot *oregano*, qui signifie riz sauvage ; cette plante pousse à profusion sur la côte du Pacifique.

D'après le recensement de 1860, la population des États-Unis s'élevait sous l'administration de Buchanan à 31,443,321 habitants.

CHAPITRE XXXI

LA GUERRE CIVILE. — LINCOLN

Aucun de ceux qui n'y ont pas assisté ne peut se faire une juste idée de l'émotion qui éclata dans tout le nord à la nouvelle du premier coup de canon tiré sur le fort Sumter. Jusque-là les États du nord avaient été fort divisés; parmi leurs citoyens, il y en

avait beaucoup qui croyaient qu'avec des efforts patients et de la douceur, les rebelles qui avaient eu l'idée de se séparer de l'Union pourraient être ramenés ; bien peu admettaient la possibilité d'une guerre fratricide. Tandis que la population blanche du sud se préparait à combattre, celle du nord vaquait à ses occupations habituelles ; l'attaque la prit donc tout à fait au dépourvu. Bien que trois mois auparavant, les rebelles de la Louisiane se fussent emparés d'un fort à l'embouchure du Mississipi et de l'arsenal de Bâton-Rouge, on refusait encore de se rendre à l'évidence.

Lorsque Lincoln entra en fonctions (4 mars 1861), le contingent de l'armée régulière était insuffisant et très dispersé, mais le 15 avril le président lança une proclamation qui appelait à servir pendant trois mois 75,000 volontaires. Quelques régiments de la milice furent dépêchés en toute hâte des différents États pour la défense de Washington. L'un de ceux-là, le 6e Massachusetts, se vit attaqué par la population en traversant Baltimore ; trois hommes ayant été tués à coups de pierres et de gourdins, les soldats firent feu sur les assaillants, en tuèrent neuf et en blessèrent beaucoup d'autres. Cet incident se passait le 19 avril 1861, jour anniversaire de la bataille de Lexington. On en fut ému presque autant que de la prise du fort Sumter, non pas que l'échauffourée de Baltimore fût un acte délibéré de rebellion organisée, mais parce qu'il prouvait à quel point était grande l'hostilité contre le gouvernement partout où existait l'esclavage.

Lorsqu'il fallut envoyer de nouvelles troupes à travers le Maryland, elles ne passèrent plus par Baltimore, mais par Annapolis. Le général Butler, à la tête des régiments de la milice du Massachusetts et de

New-York, suivit la ligne du chemin de fer entre Annapolis et Washington. Les soldats réparaient cette ligne tout en avançant. Le général, ayant rencontré le long de la voie une locomotive brisée, demanda s'il y avait dans les rangs quelqu'un qui pût la réparer.

« Je puis faire cela, répondit un soldat, après avoir examiné la machine, car c'est moi qui l'ai construite! »

Ces troupes, on le voit, se composaient d'hommes de tous métiers, enlevés momentanément à leurs travaux, et il y avait bien peu de corps d'état qui ne fussent représentés dans chaque régiment.

Quelque temps après, des troupes furent de nouveau envoyées par Baltimore, qui rentra ainsi presque forcément dans le devoir. Mais ce qui importait surtout au gouvernement, c'était d'atteindre Washington le plus promptement possible et de mettre cette ville à l'abri d'un coup de main.

Lorsque les premières craintes au sujet de la sécurité de Washington furent calmées, il devint urgent de créer une armée. On enrôla des recrues dans tous les États, en vertu de la proclamation du président, et les gouverneurs de chaque État se chargèrent d'organiser ces recrues en régiments. Mais le gouvernement de la République avait à former tout un matériel de guerre. L'ancien ministre de la guerre sous Buchanan, qui était sécessionniste, avait envoyé les fusils par centaines de mille dans les arsenaux du sud, et laissé les arsenaux du nord presque vides. Il en était de même des canons et des munitions que l'on dut acheter et fabriquer à bref délai. Il fallait des uniformes pour les soldats; il fallait en outre organiser le service des remontes et du train des équipages, se procurer des effets de campement, créer des ambulances, amasser des vivres et

pourvoir à leur distribution, afin qu'il n'y eût ni gaspillage, ni disette.

Tout cela devait être commencé à la minute même et achevé aussi promptement que possible. Le président Lincoln lança une nouvelle proclamation qui déclarait que les ports du sud étaient en état de blocus et qui portait défense à tout navire d'y entrer et d'en sortir.

Le 24 mai, on envoya des troupes de Washington dans la Virginie; quelques-unes furent dirigées sur Alexandrie, d'autres sur les hauteurs d'Arlington. Le jeune colonel Ellsworth, qui commandait une partie de ces troupes, ayant vu flotter des fenêtres d'un hôtel le drapeau sécessionniste, entra dans la maison pour l'arracher; il fut tué d'un coup de fusil par le propriétaire. Ellsworth était très aimé dans les villes du nord; sa mort excita une vive indignation.

Bientôt la lutte commença en Virginie, à l'est et à l'ouest tout à la fois. Dans la Virginie occidentale, un fort parti tenait pour l'Union, et les troupes rebelles finirent par être refoulées après une série d'engagements que commanda le général Mac Clellan. Dans la Virginie orientale, il y eut un engagement à Big-Bethel, où les troupes de l'Union éprouvèrent un échec; mais aucune bataille sérieuse ne se livra avant le mois de juillet. Alors le lieutenant général Scott, commandant en chef, poussa une pointe sur Richmond; ses troupes, sous les ordres du général Mac Dowell, furent défaites à Bull Run le 21 juillet. 30,000 hommes environ étaient engagés de chaque côté. Le résultat de la bataille avait paru très douteux jusqu'à trois heures de l'après-midi; sur ces entrefaites, des renforts arrivèrent aux rebelles. Les forces de l'Union furent mises en pleine déroute et

firent une retraite désordonnée jusqu'à Washington.

Quelques mois plus tard, elles éprouvèrent un nouvel échec dans l'affaire moins considérable de Ball's Bluff. La guerre s'annonçait donc sous de mauvais auspices dans la Virginie orientale. Comme compensation, les troupes rebelles furent chassées du Missouri septentrional par le général Lyon, et quelques expéditions importantes réussirent sur différents points de la côte méridionale, contre le fort Hatteras dans la Virginie, contre Port Royal Harbor dans la Caroline du Sud. Cette dernière affaire fut surtout décisive, puisque les rebelles abandonnèrent tout d'abord la plupart des postes dont ils s'étaient emparés le long de la côte sud de l'Atlantique et ne purent jamais les reprendre.

Tels furent les événements de l'année 1861.

Vers la fin de cette même année, le lieutenant général Winfield Scott résigna le commandement des armées de l'Union; il fut remplacé par le major général George B. Mac Clellan.

La marine des États-Unis avait pris un grand développement pendant ce premier acte de la guerre. Au début, il n'y avait que quatre vaisseaux pour le service des côtes, et moins de trois cents marins; cependant il était indispensable d'avoir une force navale suffisante pour bloquer tous les ports sécessionnistes. Les rebelles lançaient de côté et d'autre des corsaires chargés de fondre sur le commerce américain, et ces corsaires trouvaient aide et protection dans les ports étrangers, principalement en Angleterre. Cette nation, ainsi que la France, l'Espagne et le Portugal, reconnaissait aux États sécessionnistes les droits de belligérants, mettant ainsi sur le même pied la confédération du sud et le gouvernement national des États-

Unis. La guerre avec l'Angleterre fut sur le point d'éclater lorsque MM. Mason et Slidell, commissaires confédérés, furent pris par un vaisseau des États-Unis, à bord d'un vapeur anglais (8 novembre 1861). Mais cet acte contraire au droit des gens ayant été aussitôt désavoué par le gouvernement américain, les relations pacifiques, un moment compromises, se rétablirent de nouveau. Toutefois il est certain que l'espoir d'être reconnus et assistés par les gouvernements étrangers, encouragea jusqu'au bout dans leur rébellion les sécessionnistes.

Au commencement de l'année 1862, l'armée totale de l'Union montait à plus de 500,000 hommes, presque tous volontaires. Le général Mac Clellan, commandant de l'armée du Potomac, remonta la péninsule formée par les rivières James et York, pour attaquer Richmond, capitale du gouvernement confédéré. Il traversa même la rivière Chickahominy. Son avant-garde, commandée par le général Casey, ayant atteint Fair Oaks, à six milles de Richmond, fut, le 31 mai, attaquée et repoussée ; mais des renforts lui arrivèrent : elle put à son tour refouler l'ennemi dans Richmond. Quelques 80,000 hommes étaient engagés dans cette bataille. Mac Clellan, après avoir séjourné deux mois dans son camp, jugea à propos d'opérer une retraite et de changer sa base d'opérations sur la James River. Ceci donna lieu de la part des confédérés à la série d'attaques connues sous le nom des « Sept jours de combat de la Péninsule ». Le combat de Malvern Hills (1er juillet 1862) fut le plus sanglant de tous et aboutit à la défaite des rebelles. Dans ces batailles, près de 100,000 hommes furent engagés de part et d'autre; chacun des deux partis en perdit plus de quinze mille.

Le corps d'armée du général Banks fut appelé de la vallée de Shenandoah pour couvrir le changement de position de l'armée de Mac Clellan. On se battit à Cedar Mountain et à Bull Run.

Le général Lee, à la tête de l'armée confédérée, traversa le Potomac, pénétra dans le Maryland et prit Harpers's Ferry, puis Frédéric City. Mac Clellan le rencontra le 17 septembre 1862 à Antietam (Maryland), où fut livrée l'une des batailles les plus terribles de la guerre de sécession. Cent cinquante mille soldats y prirent part, si l'on compte les deux armées.

Les pertes de l'Union dans cette affaire et dans celle de South Mountain, qui avait eu lieu peu de jours auparavant, furent de plus de 14,000 hommes et celles des rebelles dépassèrent 12,000. Cependant l'armée de l'Union fut cette fois victorieuse, et durant la nuit qui suivit le combat, Lee repassa le Potomac avec ses troupes. On blâma Mac Clellan de ne lui avoir pas coupé la retraite, et comme des blâmes semblables s'étaient déjà produits après les batailles de Fair Oaks et de Malvern, ce général fut privé de son commandement au mois de novembre. On mit à la tête de l'armée du Potomac, pour le remplacer, Ambrose Burnside. Le général Burnside passa le Rappahannock et prit Fredericksburg, mais il fut obligé de se retirer ensuite avec des pertes sérieuses.

Ainsi la seconde année de la guerre ne fit faire que peu de progrès vers le but final, qui était de prendre la capitale des confédérés. Mais un combat naval, qui avait lieu en même temps dans les eaux de la Virginie, fixa l'attention de tout le peuple et en réalité celle du monde entier. Les officiers de l'Union, dès le commencement de la guerre, avaient abandonné l'arsenal maritime de Norfolk et détruit la plupart des

vaisseaux ; néanmoins, quelques bâtiments avaient échappé à la destruction, et parmi ceux-là le *Merrimack*.

Les sécessionnistes couvrirent ce vaisseau d'une formidable épaisseur de bois et de fer, et munirent son avant d'une cuirasse d'acier. Ainsi armé, le *Merrimack* attaqua l'escadre de l'Union à Hampton Roads. Les frégates en bois l'assaillirent en vain. Les boulets rebondissaient sur sa carcasse de métal, comme auraient pu le faire autant de pois chiches lancés par uue sarbacane. A la fin du jour, la frégate de l'Union, *le Cumberland*, avait coulé bas, au moment même où son brave commandant ordonnait une dernière bordée; le *Congrès* avait brûlé jusqu'à ras d'eau et le *Minnesota* avait échoué. Tout à coup, vers neuf heures du soir, un petit navire d'apparence insignifiante, ressemblant, dit un témoin oculaire, à une baleinière retournée, ou, selon une autre expression plus pittoresque, à « une boîte à fromage sur un radeau », apparut dans les eaux de Hampton Roads. C'était le *Monitor*, commandé par le capitaine Ericsson, un ingénieur d'origine suédoise.

Au matin, le *Merrimack* reprit la mer et donna contre la frégate échouée. Alors le *Monitor*, abordant de côté le *Merrimack*, ouvrit le feu. Le navire blindé y répondit et le combat dura deux heures, les deux vaisseaux déployant une tactique telle qu'on n'en avait jamais vue de semblable dans aucun combat naval, et cela à une distance de 150 *yards* seulement[1]. N'importe, la canonnade était impuissante. Aucun effet ne se produisit d'un côté ni de l'autre, jusqu'à ce qu'enfin le *Monitor* eût envoyé à travers l'un des sabords de

1. Le yard équivaut à m. o 9144.

son antagoniste un obus qui causa de grands ravages parmi l'équipage. Là-dessus le *Merrimack* dut opérer sa retraite, laissant la victoire au petit *Monitor*. Toute la nation respira à la nouvelle de ce succès, car si le *Merrimack* avait pu entrer librement dans le port de New-York, il eût infailliblement détruit chacun des navires en bois qui s'y trouvaient.

La substitution des vaisseaux blindés aux vaisseaux en bois, dans toutes les marines du monde, date de cette lutte devenue historique.

Tandis que de si grandes choses se passaient sur terre et sur mer dans la Virginie, d'autres événements d'une haute importance avaient lieu ailleurs encore. Une expédition commandée par le général Burnside s'empara de l'île Roanoke et de plusieurs points de la Caroline du Nord. Les troupes de l'Union prirent le fort Pulaski et les ports de la Floride orientale. Deux forteresses furent occupées sur les rivières de l'ouest : le fort Henry sur le Tennessee et le fort Donelson sur le Cumberland. Pendant le siège de cette dernière place par le général Grant, le commandant confédéré ayant demandé dans quels termes serait rédigée la capitulation, on lui répondit *sans conditions*, « unconditional surrender », deux mots qui furent par la suite appliqués en guise de sobriquet au général Grant.

Après la chute du fort Donelson, les confédérés abandonnèrent Nashville, capitale du Tennessee, et furent chassés d'une île fortifiée du Mississipi appelée l'*Ile n*° 10. Une sanglante bataille eut lieu à Pittsburg Landing, le 6 avril 1862, entre les forces de l'Union commandées par Grant et les forces confédérées commandées par Johnston et Beauregard. Le premier jour, le général Grant fut délogé de ses posi-

tions avec des pertes énormes, mais le second jour, soutenu par les renforts que lui amena le général Buell, l'armée de l'Union reconquit le terrain d'où elle avait été repoussée la veille. Plus de cent mille hommes prirent part à la bataille de Pittsburg Landing; il y eut environ dix mille tués et blessés de chaque côté.

L'un des exploits les plus mémorables de cette année 1862, fut la prise de la Nouvelle-Orléans par la force navale qu'avait sous ses ordres le commodore Farragut, appuyée par l'armée de terre que commandait le général Butler. La ville était fortement défendue : à soixante-quinze milles au-dessous se trouvaient deux forts considérables; devant ces forts, une chaîne barrait le fleuve, avec des terrassements à chaque bout; entre les forts et la chaîne flottaient cinq radeaux chargés de matières inflammables, sans parler de treize chaloupes canonnières, d'une batterie flottante cuirassée et d'un vaisseau blindé. Le commodore Farragut canonna vainement les forts, mais il sauva sa flotte des brûlots en les prenant et en les éteignant l'un après l'autre. A la fin il résolut de passer entre les forts. En conséquence, il poussa en avant, le 24 avril 1862, et malgré le feu violent des forts, des vapeurs et de la batterie, la flotte parvint enfin à remonter le fleuve. Un seul vaisseau unioniste, *la Varuna*, coula ou désempara six navires rebelles; le soir même, Farragut jetait l'ancre au delà du poste de quarantaine. Le lendemain matin, il atteignit la ville et en prit possession; les forts, ainsi que la flotte qui était sur le Mississipi, se rendirent quelques jours après. Le 1er mai, le général Butler, avec une armée de terre, fit son entrée dans la Nouvelle-Orléans, et proclama la loi martiale. Farragut

continua ensuite à remonter le fleuve, et malgré la résistance prolongée de Vicksburg, la possession du bassin inférieur du Mississipi fut assurée dès lors au gouvernement de la République.

Mais l'événement le plus important de cette année-là, fut à coup sûr un événement politique : la proclamation du président Lincoln, relative à l'émancipation des esclaves. A l'origine, la guerre n'avait pas eu pour cause l'abolition de l'esclavage, mais purement et simplement la conservation de l'Union ; même, lorsqu'à différentes reprises, et sur différents points, les généraux nordistes Frémont, Phelps et Hunter voulurent affranchir les esclaves appartenant à des maîtres sécessionnistes, le président eut soin d'annuler leurs actes ou de limiter l'affranchissement à ceux des esclaves que l'on employait contre le gouvernement. Mais enfin l'abolition de l'esclavage s'imposa comme une nécessité, et le 22 septembre 1862, le président Lincoln lança la proclamation suivante :

« Au premier janvier, l'an de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-trois, tous les individus réduits à la condition d'esclaves dans la limite de quelqu'un des États ou dans une partie désignée de cet État, dont la population se trouvera alors en rébellion contre les États-Unis, seront, à partir de ce jour et pour jamais libres. Et le pouvoir exécutif des États-Unis, y compris le pouvoir militaire et le pouvoir maritime, reconnaîtront et maintiendront la liberté desdits individus, se gardant de réprimer aucun des efforts qu'ils pourront accomplir en vue de recouvrer leur liberté. »

Dans son message au Congrès, le président expliquait ainsi cet acte politique :

« En donnant la liberté à l'esclave, nous assurons

la liberté aux hommes libres, trouvant de la sorte égal honneur et égal profit à donner et à recevoir. Nous sauverons noblement ou nous perdrons honteusement la dernière et la meilleure espérance qui subsiste ici-bas. Le but est simple, pacifique, glorieux et juste. En le poursuivant, nous mériterons à tout jamais les applaudissements du monde et les bénédictions de Dieu. »

Presque dans le même temps où parut cette proclamation, la mesure politique qui consistait à lever des troupes de couleur, commença d'être mise systématiquement en pratique par le gouvernement. Déjà au mois de mai 1862, le général David Hunter avait organisé dans la Caroline du Sud, sous sa propre responsabilité, un régiment de noirs ; bien que ce régiment eût été licencié par ordre du gouvernement, une compagnie, conservée au service, devint le noyau du « Premier Volontaires de la Caroline du Sud », levé officiellement au mois d'octobre par le général Rufus Saxton.

Durant l'été de la même année, le « premier régiment de couleur du Kansas » fut enrôlé dans l'État de ce nom par le général Lane. Ce furent là les premiers régiments composés d'esclaves affranchis.

Le général Butler avait également rencontré à la Nouvelle-Orléans quelques régiments d'hommes de couleur libres, à demi organisés pour le service des confédérés, et les avait incorporés dans les troupes de l'Union.

Le jour de l'an 1863, le président Lincoln lança une seconde proclamation, confirmant la précédente et déclarant une fois de plus l'abolition de l'esclavage. Bientôt après, le général Hooker succéda au général Burnside dans le commandement de l'armée du Poto-

mac, mais il fut défait par le général Lee à Chancellorsville (Virginie). Dans cette bataille tomba le général Jackson, appelé « Stonewall » Jackson, autrement dit « Mur de pierre », le plus populaire des généraux confédérés. Une période de réaction et de découragement s'ensuivit. Les frais de la guerre pour l'Union s'élevaient à un chiffre énorme. Les grosses primes d'encouragement que l'on était réduit à payer aux soldats, avaient amené force drôles intitulés : « bounty jumpers », *souleveurs de primes*, qui s'enrôlaient à prix d'or, puis désertaient pour s'enrôler de nouveau. Dans la seule armée du Potomac se produisirent plus de deux cents désertions par jour. On décida alors que les citoyens seraient soumis à la conscription, mais une telle mesure était très impopulaire. Sur ces entrefaites, le général Lee résolut d'envahir les États-Unis du nord. Il descendit la vallée de Shenandoah, traversa le Potomac et marcha sur Chambersburg. Arrivé à Gettysburg, son avant-garde rencontra la cavalerie de l'Union. Une mêlée générale s'engagea à l'improviste. Les troupes de l'Union étaient commandées par le général George Meade. La bataille commença le 1er juillet et dura trois jours. Quatre-vingt mille hommes de chaque côté y prirent part et les pertes des deux partis s'élevèrent pour l'un comme pour l'autre à plus de vingt mille hommes. Elle se termina par la défaite et la retraite de Lee et mit fin pour jamais à toute tentative d'invasion dans les États du nord.

On peut regarder la bataille de Gettysburg comme l'acte décisif de la guerre. Au moment où la dernière charge était repoussée, le général Grant traitait pour la reddition de la place de Vicksburg, qui depuis longtemps entravait la navigation du Mississipi. C'était la

plus importante des places fortes du sud-ouest, placée qu'elle était sur une hauteur et protégée de tous côtés par des batteries d'artillerie. Elle succomba après un siège de quarante-sept jours et capitula le 4 juillet.

Une brillante expédition de cavalerie conduite par le colonel Grierson, coïncida avec ce siège. Le colonel, suivi d'un corps d'environ mille cavaliers, traversa comme un ouragan l'État de Mississipi, franchissant en une quinzaine de jours 400 milles de territoire, détruisant les ponts et interceptant les convois d'approvisionnements militaires. Le général confédéré Morgan tenta aussi une attaque hardie à travers le Kentucky jusque dans l'Indiana, avec trois mille hommes de cavalerie, mais fut battu et fait prisonnier.

Port-Hudson, que le général Banks avait assiégé pendant plusieurs semaines, fut obligé de se rendre peu après la capitulation de Vicksburg, et de nouveau les eaux du Mississipi se rouvrirent aux navires de l'Union. On avait fait là un grand pas en avant, mais à mesure que le temps marchait, il devenait de plus en plus difficile de lever des soldats pour la guerre, et dans plusieurs localités il se manifesta une vive opposition contre le tirage au sort; à New-York, notamment, il y eut une grosse émeute dirigée en réalité contre la population de couleur et tous ceux qui la protégeaient, bien que la conscription en fût le prétexte. Cette émeute éclata le 13 juillet et dura trois jours, les miliciens étant absents pour la défense de la Pennsylvanie, et les agents de police tout à fait impuissants à maintenir l'ordre. Des maisons furent brûlées et parmi elles un orphelinat; les nègres furent poursuivis et tués dans les rues.

Dans le courant de la même année, le général

Rosecrans, commandant un corps considérable de l'armée de l'Union, essuya une terrible défaite à Chickamauga, dans le Tennessee. Son armée, assiégée dans Chattanooga, faillit succomber à la famine. Elle fut secourue enfin par le général Grant, qui, grâce à une suite d'habiles manœuvres, et après un combat de trois jours, parvint à déloger l'armée confédérée des fortes positions qu'elle occupait sur les montagnes environnantes. Le premier mouvement d'attaque fut exécuté avec tant de régularité et de précision que les confédérés, campés sur les hauteurs, crurent qu'ils assistaient à un exercice de parade, à une revue. Le général Thomas prit Orchard Knob, le général Hooker escalada les hauteurs de Lookout Mountain et livra une bataille au-dessus des nuages pour ainsi dire ; le général Sherman attaqua Missionary-Ridge; enfin l'armée tout entière, gravissant le flanc de la montagne sous un feu meurtrier, chassa l'ennemi de ses retranchements situés à cinq cents pieds au-dessus. Ce fait d'armes prodigieux eut lieu le 25 novembre 1863. Dans les deux batailles, plus de vingt mille hommes tombèrent de chaque côté, mais les troupes confédérées furent chassées du Tennessee.

Pendant ce temps, on n'avait guère avancé dans la région du sud, bien que les monitors de l'amiral Dupont, soutenus à terre par les troupes du général Hunter, eussent attaqué avec succès Charlestown (Caroline du Sud).

Plusieurs expéditions avaient été entreprises aussi sur les rivières du sud, en deçà des lignes confédérées, mais rien de très important ne s'était produit néanmoins avant l'arrivée du général Gillmore qui forma le plan d'un véritable siège, conduit principalement de Folly et des îles Morris, contre Charlestown, au moyen

de canons d'une très longue portée. On attaqua rudement et on fut violemment repoussé au fort Wagner le 18 juillet 1863. Dans ce combat, les troupes de couleur furent placées en avant et leur jeune commandant, le brave colonel Shaw, perdit la vie. La prise du fort eut lieu en septembre et Charlestown fut dès lors serré de plus près. Bref, les chances de la guerre devinrent décidément favorables à la cause de l'Union, vers la fin de 1863.

« La paix, disait à cette époque le président Lincoln, n'est pas si éloignée qu'on pouvait le supposer naguère. J'ai l'espoir non seulement qu'elle se conclura bientôt, mais qu'elle sera durable et digne d'être gardée dans les temps à venir. »

Au commencement de 1864, quelques combats d'avant-garde vaillamment menés eurent lieu des deux côtés, mais sans résultat. Le général Kilpatrick conduisit sa cavalerie à trois milles de Richmond (Virginie). Le général Seymour occupa Jacksonville (Floride), qui avait été déjà prise et abandonnée deux fois; il avançait de plus en plus lorsque la sanglante bataille d'Olustee arrêta ses progrès (20 février). Le général Banks, qui conduisait dans le sud-ouest une expédition sur la rivière Rouge, fut battu et repoussé, lui aussi. Ses canonnières faillirent être submergées dans la chute du fleuve et n'échappèrent à ce péril que grâce à l'habileté d'un officier volontaire, le colonel Bailey, qui établit des barrages en travers du courant, et fit redescendre la rivière aux navires. Tandis qu'avait lieu l'expédition de la rivière Rouge, le général confédéré Forrest poussa une pointe dans le Tennessee et le Kentucky, prit le port Pillow (12 avril) et massacra trois cents soldats de couleur qui formaient une partie de la garnison.

Cette année-là, le général Grant fut nommé au commandement en chef des armées de la République, avec le titre de lieutenant général (17 mars). Il conçut le plan de deux grands mouvements stratégiques qui devaient être exécutés à la fois; le premier, dirigé contre Richmond (Virginie) par l'armée du Potomac que commandait le général Meade, mais sous la surveillance immédiate du général Grant; le second était confié exclusivement au général Sherman, qui entreprit de guider la marche d'une armée au sein des États rebelles, depuis les montagnes jusqu'à la mer.

En commençant son mouvement offensif en Virginie, le général Grant écrivit au président Lincoln :

« Je me propose d'en finir sur cette ligne, dussé-je y mettre tout l'été. »

En effet, bien qu'il se vît obligé plus d'une fois de changer de position, il persévéra quand même; aux mois de mai et de juin, il essuya des pertes terribles dans les batailles de la Wilderness, de Pennsylvania et de Cold-Harbor, où il laissa en tout soixante-dix mille hommes. Il mit le siège inutilement devant Richmond; en somme, malgré l'aide que lui apporta dans une brillante attaque le général Sheridan, toute la campagne de Grant en 1864 fut décourageante pour les nordistes. Le général confédéré Early, à la tête de vingt mille hommes, poussa une pointe en Pennsylvanie au mois de juillet et brûla la ville de Chambersburg. Une incursion fut également faite dans la ville de Saint-Alban (Vermont) par quelques confédérés venus du Canada qui surprirent les habitants, pillèrent les banques et se retirèrent ensuite. Le général Early fut poursuivi par Sheridan et battu à Cedar-Creek le 19 octobre. Cet événement est devenu depuis le

sujet d'une ballade par Buchanan Read, intitulée *Sheridan's Ride*, la Chevauchée de Sheridan. Voici comment il se produisit : Les troupes de Sheridan avaient été attaquées par Early pendant une absence momentanée de leur général, et refoulées à une distance de quatre milles avec des pertes sérieuses. Sheridan apprit que la bataille était engagée, tandis qu'il était encore à Winchester, à vingt milles de là. Il accourut aussitôt, bride abattue, rencontrant ses troupes qui fuyaient; il les rallia et changea la défaite en victoire. Cinquante pièces d'artillerie et un grand nombre de prisonniers tombèrent entre ses mains.

Sur mer, les corsaires confédérés avaient pendant un certain temps porté de graves préjudices aux vaisseaux marchands américains. Le *Shenandoah*, par exemple, avait détruit trente-quatre baleiniers dans les mers arctiques, et l'*Alabama* avait pris soixante-cinq navires. Les bateaux de commerce américains étaient chassés pour ainsi dire de l'Océan ou bien forcés de se mettre sous la protection du pavillon britannique. Les corsaires confédérés esquivèrent cependant la rencontre des vaisseaux de guerre du nord, jusqu'à ce que l'*Alabama* eût été attaqué par le *Kearsarge*, capitaine Winslow, en vue de la côte de Cherbourg (France), le 18 juin 1864. Pendant l'action, les deux vaisseaux naviguèrent à raison de sept milles à l'heure, tournant en cercle l'un autour de l'autre afin d'arriver à ce que leurs bordées portassent. Ayant décrit sept de ces circuits, ils n'étaient plus qu'à un quart de mille l'un de l'autre quand l'*Alabama* coula. Le capitaine Semmes et son équipage furent recueillis par un yacht anglais.

Une autre brillante action navale fut accomplie dans la baie de Mobile par le capitaine Farragut

(5 août). Cette baie était un refuge pour les coureurs de blocus, elle était défendue par deux forts, par des torpilles placées à l'entrée du goulet et par un vaisseau blindé colossal de grande puissance, *le Tennessee*. Farragut devait franchir ces obstacles avec des vaisseaux en bois. Il n'avait qu'un très petit nombre de *monitors*, dont l'un fut bientôt fracassé par une torpille et coulé bas avec son équipage. Alors il eut l'heureuse idée de munir ses vaisseaux en bois de bossoirs en fer, afin qu'ils pussent attaquer le vaisseau blindé. Le dangereux *Tennessee* fut enfin désemparé et se rendit en même temps que les forts.

Une autre rencontre qui peut passer pour l'action navale la plus audacieuse de toute cette guerre fut celle qui se termina par la destruction d'un puissant navire blindé, *l'Albemarle*, dans la nuit du 27 octobre 1864. On l'anéantit au moyen d'une torpille que lança un petit navire de guerre commandé par le lieutenant Cushing; celui-ci s'était dévoué volontairement pour accomplir cette dangereuse mission. Son propre esquif coula par le choc de la torpille. Lui seul et un homme de son équipage parvinrent à se sauver à la nage, sous le feu meurtrier du vaisseau blindé.

Mais le grand événement de l'année 1864 fut la campagne du général Sherman dans le Tennessee, et sa marche sur Savannah à travers la Géorgie. Son but était d'intercepter les approvisionnements des confédérés et de rompre leurs communications par voies ferrées. La campagne s'ouvrit au commencement de mai. Sherman avait à traverser avec son armée une suite de régions montagneuses et de défilés hérissés de fortifications. Il prit l'importante ville d'Atlanta (Géorgie) et de là commença sa fameuse marche vers la mer. Cette marche avait lieu

dans un pays fertile, où l'armée, forte de soixante mille hommes qui s'avançaient sur deux colonnes dirigées par les généraux Howard et Slocum, pouvait s'approvisionner largement de tout ce qui lui était nécessaire.

Après une marche de trois cents milles, elle atteignit la mer et ouvrit des communications tant avec les troupes du général Foster campées à Hilton-Head qu'avec la flotte de l'amiral Dahlgren.

Les confédérés abandonnèrent Savannah, qui tomba aux mains des soldats de l'Union. Ce fut alors que Sherman écrivit au président Lincoln :

« Je demande la permission de vous offrir, comme présent de Noël, la ville de Savannah, avec cent cinquante canons, une quantité considérable de munitions et vingt-cinq mille balles de coton. »

Il n'avait perdu en route que soixante-trois hommes tués et deux cent quarante-cinq blessés.

En janvier 1865, le général Sherman continua sa grande marche de Savannah vers le nord. Il écrivit lui-même à ce sujet : « La Noël nous a trouvés à Savannah. Nous n'y avons séjourné que le temps nécessaire pour remplir nos fourgons, après quoi nous avons entrepris une autre marche qui, sous le rapport des périls, de la peine et des résultats, peut défier la comparaison avec aucune de celles qu'a jamais opérées une armée régulière. Les inondations de la Savannah, les marais du Combahee et de l'Edisto, les montagnes et les rochers de la Santee, les fondrières des rivières Pedee et Cape Fear, tout cela a été franchi au milieu de l'hiver, en dépit des pluies et en face d'une armée toujours grossissante ; à la suite des batailles d'Averysborough et de Bentonsville, nous sommes parvenus enfin à

sortir des solitudes pour rejoindre nos amis à Goldsborough. »

Les amis en question n'étaient autres que les troupes commandées par le général Schofield ; Sherman les rejoignit le 23 mars. Il avait prouvé par ce dernier exploit que la Confédération du sud n'était plus, selon sa propre expression qu' « une coquille vide », puisque les soldats avaient dû nécessairement abandonner l'intérieur des terres pour défendre les frontières. La marche triomphante de Sherman décida du dénouement de la guerre. Elle aida aussi à la prise de Charlestown, dont le siège durait depuis plus de cinq cents jours. La ville fut enfin abandonnée le 17 février par les conféderés, qui auparavant mirent le feu en différents quartiers. D'autres succès eurent lieu après celui-là, entre autres la prise, par le général Terry, du fort Fisher, qui protégeait Wilmington (Caroline du Nord). Mais ce ne furent que les préludes du mouvement final de Grant contre Richmond.

Le 29 mars 1865, le mouvement de l'armée du général Grant commença. Ses observations personnelles et la réussite de la dernière expédition tentée par le général Sherman l'avaient convaincu de l'état d'épuisement des troupes confédérées. Encore un effort, et la guerre touchait à son terme. Il mit donc l'intrépide Sheridan à la tête de toute la cavalerie, avec ordre de harceler l'ennemi dès l'aube du jour et d'attaquer son arrière-garde. Le 1er avril 1865, Sheridan, soutenu par Warren et Humphreys, gagna la bataille décisive de Five-Forks, en tournant le flanc de l'armée de Lee. Cinq mille prisonniers tombaient en son pouvoir. Deux jours après, Petersburg et Richmond étaient occupés par les troupes de l'Union.

Le général Lee, comprenant qu'il ne pouvait plus garder ses positions à Petersburg, avait expédié à Jefferson Davis la dépêche télégraphique suivante :

« Mes lignes sont rompues en trois endroits. Il faut que Richmond soit évacué ce soir. »

C'était un dimanche : le télégramme fut remis à Jefferson Davis pendant qu'il était à l'église au milieu du profond silence de la congrégation. Il sortit en toute hâte, et le bruit se répandit avec la rapidité de l'éclair que la ville allait être évacuée. En effet, peu d'heures après, on vit stationner, devant les bureaux du gouvernement, des chariots où l'on empilait des coffres. Bientôt les rues s'emplirent d'une foule effarée qui se précipitait hors de la ville emportant avec elle des valeurs de toute espèce.

On offrit jusqu'à cent dollars d'or pour une voiture de transport; des approvisionnements considérables furent expédiés à l'armée en retraite et l'on distribua libéralement tout ce qui en restait à la population noire et blanche sans distinction de couleur. Le conseil de ville donna l'ordre de détruire tous les spiritueux qui se trouvaient dans la cité afin de prévenir l'ivresse. Mais les soldats en enlevèrent, malgré cette précaution, une grande partie, ce qui augmenta la confusion. Quatre grandes fabriques de tabac furent livrées aux flammes par les autorités militaires. On brûla ou l'on fit sauter les navires; les ponts furent incendiés; toute la nuit cette ville éperdue offrit le spectacle d'un bouleversement complet. Le lendemain, 3 avril, Richmond fut occupé par les troupes de couleur de l'armée de l'Union, sous le général Weitzel. Dès lors la Confédération du sud n'eut plus de capitale.

Lee fit de courageux efforts pour opérer une retraite en bon ordre, mais il fut suivi de près par Sheridan,

et la faim, la lassitude agirent sur ses troupes de telle sorte qu'au dire d'un témoin oculaire, des centaines de malheureux tombaient d'inanition, et des milliers d'autres jetaient leurs fusils, étant incapables de les porter plus longtemps.

Le 9 avril 1865, à Appomattox Court-House, Lee se rendit avec son armée au général Grant, après une capitulation honorable pour les deux partis. Les autres généraux confédérés l'imitèrent bientôt. Jefferson Davis fut pris en Géorgie sous des habits de femme. Ainsi se termina la grande rébellion. Elle avait duré quatre ans et avait coûté pendant la dernière année trois millions de dollars par jour. Elle laissait aux États-Unis une dette de plus de deux milliards sept cents millions de dollars. Elle avait coûté la vie à plus d'un demi-million d'êtres humains. Mais comme compensation elle avait aboli l'esclavage, résultat immense et hors de toute prévision, elle avait posé en principe que les États-Unis devaient être regardés comme une nation indivisible et non comme une simple confédération d'États indépendants. Elle prouva aussi, ce dont quelques-uns avaient douté jusque-là, que la force, le courage et le patriotisme du peuple américain n'avaient pas changé depuis la guerre de l'Indépendance. Il n'y eut guère de famille, tant du nord que du sud, qui n'eût plus ou moins souffert pendant cette longue lutte, et des deux côtés le dévouement des femmes fut à la hauteur de la bravoure des soldats. Dans les États du nord, surtout, les femmes employées en grand nombre aux travaux de la *Commission sanitaire*, rendirent des services précieux à la patrie. Les sacrifices accomplis durant la guerre civile ne furent pas moins admirables que ceux qui signalèrent la guerre de la Révolution, tandis

que les levées de troupes, les combats étaient sur une bien plus grande échelle. Depuis le commencement de la guerre, l'armée confédérée eut toujours l'infériorité du nombre, mais elle avait l'avantage indiscutable de la position, attendu qu'il est plus facile de défendre un pays que de le conquérir. Chaque parti apprit à respecter le courage et les ressources de son adversaire et sentit que du jour où les Américains seraient unis de nouveau, nulle puissance humaine ne pourrait mettre leur liberté en péril. Il n'était pas possible sans doute que ceux qui avaient combattu pour le drapeau national pussent considérer comme leurs égaux en honneur ceux qui avaient cherché à le renverser; mais ils savaient que ces hommes égarés avaient été pénétrés dès l'enfance d'une idée fausse, qu'on leur avait persuadé que l'obéissance était due d'abord à leur propre État et non pas aux États-Unis, si bien qu'ils s'imaginaient être loyaux d'une certaine façon en déchirant les entrailles de leur patrie. Cette illusion, espérons-le, s'est éteinte avec la guerre; il est nécessaire cependant de la rappeler, afin de rendre justice à ceux qui combattirent dans les rangs des confédérés. Quant à l'obstination des sécessionnistes pour maintenir l'esclavage, elle est sans excuse assurément; considérons toutefois que le gouvernement de l'Union lui-même ne décréta l'émancipation des esclaves que lorsqu'il y fut forcé par les exigences du recrutement. Les cruautés des confédérés à l'égard de leurs prisonniers durant la guerre, certains faits tels que le massacre des troupes de couleur au fort Pillow, ne peuvent être palliés; mais ce furent, après tout, des actes isolés et en petit nombre; l'attitude générale des deux armées fut celle qui convenait à des ennemis vaillants et généreux.

Personne n'a su exprimer les sentiments qui étaient ceux de tous les hommes consciencieux à la fin de la guerre civile, avec plus de simplicité et d'éloquence que ne fit le président Lincoln dans sa seconde adresse d'inauguration, peu de temps avant la prise de Richmond. L'extrait que voici en donnera l'idée :

« Ni l'un ni l'autre des deux partis, disait Lincoln, ne pensait que cette guerre serait aussi terrible et d'aussi longue durée. Nul ne prévoyait que la cause du conflit pût cesser avec elle ou même avant que le conflit lui-même n'eût un terme. Chacun s'attendait à une victoire plus facile, à un résultat moins radical et moins prodigieux.

» Les deux partis lisaient la même bible et priaient le même Dieu, celui-ci invoquant l'appui du ciel contre celui-là. Il semble étrange en vérité que les hommes osent demander à un Dieu juste son assistance pour arracher leur pain quotidien à la sueur du visage d'autrui. Mais ne jugeons pas pour n'être pas jugés. Les prières des deux partis à la fois ne pouvaient être exaucées; ajoutons qu'aucun des deux partis n'a été exaucé pleinement. Le Tout-Puissant a ses desseins. « Malheur au monde à cause de ses péchés. « car il faut que le péché existe, mais malheur à « l'homme par qui vient le péché. » Si l'on admet que l'institution de l'esclavage en Amérique soit un de ces péchés dont la providence de Dieu a permis l'existence jusqu'à ce jour, mais qu'elle juge opportun aujourd'hui de faire disparaître, si cette même providence a suscité pour le nord et le sud une terrible guerre, comme un châtiment dû à ceux par qui le péché s'est produit, sachons reconnaître la manifestation de ces attributs sublimes en présence desquels tous les adorateurs du Dieu vivant courbent la tête. Espérons

et prions avec ferveur afin que le fléau de la guerre soit bientôt détourné de nous. Cependant, si la volonté de Dieu est qu'elle se prolonge jusqu'à ce que les richesses accumulées pendant deux cent cinquante ans d'un labeur sans rétribution soient anéanties et jusqu'à ce que chaque goutte de sang tirée avec le fouet soit payée d'une autre goutte de sang répandue par l'épée, nous dirons encore aujourd'hui ce qui fut dit il y a trois mille ans : « Les jugements du Seigneur sont infaillibles et justes. »

« Sans haine contre personne, avec une charité profonde envers tous, confiants dans le droit et guidés par ce que le Seigneur nous accorde de lumières, efforçons-nous d'achever l'œuvre commencée, puis de panser les plaies de la nation, de venir en aide aux veuves et aux orphelins de ceux qui auront succombé sur les champs de bataille, de faire enfin tout ce qui devra assurer une paix juste et durable parmi nous et avec toutes les autres nations. »

CHAPITRE XXXII

APRÈS LA GUERRE CIVILE

Il y eut une grande joie, il y eut des actions de grâces lorsque le télégraphe apporta la nouvelle que Lee s'était rendu, que cette terrible guerre était enfin terminée. Mais cinq jours plus tard (14 avril 1865) ces mêmes fils télégraphiques répandirent de tous côtés une autre nouvelle, qui changea l'allégresse en

consternation. Le président Lincoln venait d'être assassiné par Wilkes Booth tandis qu'il assistait à une représentation au théâtre de Washington. Une autre tentative de meurtre eut lieu contre M. Seward, secrétaire d'État. On n'en pouvait douter, un complot était ourdi pour supprimer tous les membres en évidence du gouvernement. Il ne paraît pas cependant que ce complot ait eu des ramifications bien étendues, ni qu'on doive en faire peser la responsabilité sur aucun des membres du parti confédéré. Mais, dans le moment même, personne ne savait s'il ne s'agissait pas d'une vaste et menaçante conjuration; l'inquiétude et l'indignation furent donc très grandes, sans parler de la douleur.

Durant les temps difficiles de sa présidence, Lincoln s'était rendu cher à la nation. Aucun président, depuis Washington, n'avait été mis à pareille épreuve, et aucun président, sauf Washington, n'avait gagné à un si haut degré la confiance publique. Sa simplicité, son honnêteté, sa droiture, l'énergie de sa volonté, la bonté de son cœur, l'originalité toute sympathique de son humeur, ne s'étaient jamais démenties, même aux heures les plus sombres de la guerre; aussi avait-il été réélu à une puissante majorité. Chacun sentait instinctivement, lorsque la paix fut assurée, que de grands et difficiles problèmes se dressaient encore devant la nation, mais on envisageait l'avenir avec confiance, pourvu que la République eût comme premier magistrat Abraham Lincoln.

Lorsqu'arriva la nouvelle de sa mort, ce fut donc un deuil général, même dans les États jadis en insurrection. La population de couleur, surtout, comprit qu'elle avait perdu plus qu'un père. Sur le parcours lent et solennel du convoi funèbre, de Washington à

Springfield (Illinois), l'ancienne demeure de Lincoln, toutes les stations du chemin de fer étaient tendues de noir et remplies de gens en deuil. Mais ce qui attesta la force de la République, c'est que cette mort inattendue du chef de l'État ne produisit ni désordre, ni révolution nouvelle. Le vice-président, Andrew Johnson, de Tennessee, remplaça immédiatement Lincoln, et les rouages du gouvernement continuèrent à fonctionner sans aucune interruption. Cependant le nouveau président avait des devoirs compliqués à remplir. Il est vrai qu'en revanche, certaines difficultés qui avaient paru d'abord inextricables se dénouèrent comme par enchantement. On avait prédit, par exemple, que l'armée des volontaires, qui ne comptait pas moins d'un million d'hommes, ne rentrerait pas aisément dans la vie civile et garderait des habitudes guerrières dangereuses pour la tranquillité du pays. Cette crainte était sans fondement. Soldats et officiers déposèrent leurs armes avec joie pour reprendre les travaux paisibles auxquels la guerre les avait arrachés. Mais il fallait pourvoir à l'amortissement d'une dette énorme et proposer, dans ce but, des emprunts et des taxes, et puis toute la région naguère en état de rébellion devait être réorganisée pacifiquement, et les opinions étaient fort divisées sur les moyens à employer pour cela. Les uns pensaient que les États sécessionnistes avaient le droit de revenir à l'Union avec leurs anciennes prérogatives, et sans conditions nouvelles ; d'autres prétendaient qu'en se séparant violemment, ils avaient perdu leurs droits en tant qu'États et que, par conséquent, le gouvernement devait les traiter à sa guise, comme de simples territoires ; mais ni l'un ni l'autre de ces systèmes ne prévalut. Pour commencer, le président lança une proclamation ac-

cordant l'amnistie à la plupart des anciens rebelles. Le congrès établit ensuite le *Bureau des Affranchis* destiné à pourvoir aux besoins les plus pressants des classes *loyales* et souffrantes, blanches ou noires, dans les États du sud. L'esclavage fut formellement aboli par un amendement ajouté à la Constitution des États-Unis. Un autre amendement fut passé en vue de l'admission future des gens de couleur à jouir des droits de citoyens. Enfin, des « actes de reconstruction » rétablirent les sécessionnistes à leur rang dans l'Union, à la condition toutefois qu'ils annuleraient leurs actes de sécession, qu'ils déclareraient nulles aussi toutes les dettes contractées en combattant contre l'Union, et qu'ils adopteraient l'amendement constitutionnel qui abolissait l'esclavage. Le nouveau président était très opposé à sanctionner de pareilles conditions, car il jugeait, pour sa part, que les États sécessionnistes avaient le droit de rentrer à une époque ou à une autre, sans contrainte, dans le giron de l'Union. Il opposa donc son veto à plusieurs de ces mesures; elles passèrent malgré lui, mais il en résulta une hostilité croissante entre le président et le Congrès. On en vint jusqu'à le mettre en arrestation afin de provoquer par là sa retraite du pouvoir.

Pour la première fois depuis la fondation du gouvernement américain, un président des États-Unis fut traduit devant le Sénat transformé en haute cour de justice, avec le grand juge de la Cour suprême comme président.

Dans les procès politiques de cette nature, il faut un vote des deux tiers au moins du Sénat pour entraîner la condamnation. Faute d'une seule voix, Johnson ne fut point dépossédé; il ne devait pas être toutefois réélu président.

Sous son gouvernement et celui de Lincoln s'étaient produits des événements plus graves que tous ceux qu'avait précédemment enregistrés l'histoire, depuis la création de la République des États-Unis. Une guerre civile formidable avait eu pour dénouement l'abolition de l'esclavage, abolition sanctionnée d'abord par une proclamation présidentielle, puis par un amendement constitutionnel. Certes, le plus clairvoyant des philanthropes n'eût osé espérer qu'il vivrait pour assister à un tel résultat. En outre, trois États furent annexés à l'Union : 1° la Virginie occidentale, distraite de la « vieille possession » et admise comme État séparé en 1863, ceci à la requête des habitants demeurés loyaux et fidèles pendant la guerre ; 2° la Nevada (1864), tirée du territoire cédé par le Mexique, et ainsi nommée de la Sierra-Nevada ou Montagnes-Neigeuses ; 3° le Nebraska (1867), détaché de l'acquisition louisianaise, et dont le nom vient d'un mot indien qui veut dire : rivière peu profonde. De plus, la grande région dite Alaska fut achetée au gouvernement russe en 1867, moyennant la somme de 7,200,000 dollars ; bien que cette contrée semblât ne pouvoir être habitée que par une population d'Esquimaux, on la considérait néanmoins comme d'une grande valeur à cause de ses fourrures. Sa superficie, d'environ un demi-million de milles carrés ajoutée à la superficie totale du territoire des États-Unis, fit monter celle-ci à un peu plus de trois millions et demi de milles carrés, au lieu de 820,680 milles qu'il comptait au début.

Les treize États originaires n'avaient que trois millions d'habitants ; il y a aujourd'hui (1870) trente-sept États, plus douze territoires, avec une population de trente-huit millions d'âmes au moins.

Le président élu après Johnson fut Ulysses Grant (de l'Illinois), qui par des services signalés dans la guerre de sécession avait conquis la reconnaissance de tous. Il arriva au pouvoir en 1869 et fut réélu en 1873. Les événements accomplis sous son administration sont donc trop récents pour pouvoir être appréciés d'une manière équitable et complète. Il y aurait cependant beaucoup de choses remarquables à enregistrer. Tous les États sécessionnistes sont rentrés finalement dans l'Union. L'énorme dette contractée pendant la guerre s'est de beaucoup amoindrie; on en a payé plus d'un cinquième (six cents millions de dollars). Un amendement à la Constitution déclarant que le droit de suffrage ne pourra être refusé à aucun citoyen des États-Unis, quelle que soit sa race, sa couleur ou sa condition sociale antérieure, est adopté depuis le 30 mars 1870, ayant été proposé par le Congrès et ratifié par les trois quarts des États. Un traité a été conclu avec la Grande-Bretagne (8 mai 1871) portant qu'un Congrès international serait tenu à Genève pour régler toutes les réclamations des États-Unis au sujet des dommages causés par les corsaires confédérés qui s'étaient réfugiés et radoubés dans les ports anglais. Le Congrès a décidé que quinze millions et demi de dollars en or seraient payés par la Grande-Bretagne, ce qui fut fait en 1873. Voilà un résultat encourageant pour ceux qui espèrent que les guerres finiront par cesser peu à peu, et que les différends des nations, comme ceux des particuliers, seront tranchés un jour par des tribunaux réunis à cet effet. Il n'y avait jamais eu jusqu'alors, dans l'histoire du monde, un exemple aussi éclatant d'arbitrage pacifique.

Près de dix années se sont écoulées depuis la fin

de la guerre de sécession (1875); dans ce laps de temps, les principaux hommes d'Etat qui avaient dirigé la guerre ont disparu. Le président Lincoln William Seward, son secrétaire d'État, Edwin Stanton, ministre de la guerre, Salmon Chase, ministre des finances et plus tard grand juge de la Cour suprême, et Charles Sumner, si puissant au Sénat des États-Unis, tous ceux-là sont morts. Les questions qui avaient jadis motivé la guerre, se trouvent pour la plupart résolues, et de nouvelles conséquences commencent à se produire sur lesquelles se fonderont les partis politiques de l'avenir. Il y a encore à régler des points importants ou jugés tels : la réforme monétaire, celle de l'administration civile, celle de l'impôt, le suffrage des femmes, les droits au travail, les règlements relatifs à la tempérance, à l'éducation publique et à la religion. Il est impossible de prédire présentement quelle forme prendront ces questions dans l'avenir, à quel rang elles se placeront et ce qu'elles produiront de progrès durables. Toutefois, nous pouvons déjà prévoir bien des choses : nous pouvons annoncer avec certitude que la richesse ira toujours en augmentant, et que l'immense activité, l'énergie extraordinaire qui caractérisent le peuple américain, ne s'arrêteront pas de sitôt. Beaucoup de choses ont été accomplies au point de vue matériel; il en reste plus encore à faire. Cinq années seulement se sont écoulées depuis que le chemin de fer du Pacifique est ouvert; huit années depuis que le câble transatlantique a été inauguré avec succès, et il est probable que des moyens de communication bien autrement merveilleux seront un jour mis à notre disposition.

Les succès les plus éclatants des États-Unis ont

eu jusqu'ici pour but le perfectionnement des arts mécaniques; la littérature, les sciences, les arts américains n'ont pas encore mérité l'admiration du monde au même degré que les machines à coudre et les engins d'agriculture. Cependant les poésies de Bryant, de Whittier et de Longfellow, la prose d'Irving, de Hawthorne et d'Emerson[1], les découvertes scientifiques de Franklin, de Morse et de Morton, les peintures de Copley, d'Allston et de Page, les sculptures de Powers, de Story et d'Harriet Hosmer, jouissent d'une légitime renommée. L'instruction primaire est très répandue en Amérique, l'éducation d'un ordre plus élevé est chaque jour en voie de progrès. Il n'y a donc aucune raison pour que les États-Unis ne deviennent pas aussi grands dans les différentes branches des arts libéraux que dans les arts purement mécaniques et dans le mouvement des affaires.

Nous pouvons même annoncer en toute assurance quelque chose de plus : les habitudes et les opinions changent à chaque génération, mais les grands principes du droit et de la vertu sont immuables. Or les fondateurs des colonies d'Amérique ont laissé à leurs descendants maint exemple de désintéressement et de patriotisme; que ceux qui sont appelés à mettre en pratique les institutions créées par ces hommes de bien sachent qu'ils ne pourront réussir qu'à la condition d'avoir comme eux un but élevé et la religion du devoir. La mission de l'Amérique a été

1. Pour ne parler que de prose, l'auteur aurait pu citer encore Cooper, le Walter Scott de l'Amérique, l'historien Prescott, Bret Harte dont les récits pleins de couleur nous ont fait si bien connaître la Californie, le romancier Aldrich qui est aussi un poète charmant, le docteur Wendell Holmes et bien d'autres.

(*Note du traducteur.*)

d'abord de prouver au monde que le gouvernement républicain était praticable, même sur une vaste échelle. En ceci le succès a dépassé les espérances, malgré les difficultés qui résultèrent de l'esclavage, et aussi de l'arrivée annuelle de ces milliers d'émigrants tout à fait étrangers aux institutions républicaines. D'autre part, la guerre de sécession a montré que le peuple américain, s'il reste uni, est assez fort pour se protéger lui-même contre toute agression venant de l'extérieur. Le point essentiel en ce moment pour les Américains, c'est de se tenir en garde contre les dangers intérieurs aussi bien que contre ceux du dehors, d'épurer leur gouvernement, de faire progresser chez eux l'éducation, de donner l'exemple à leur tour d'une vie sans tache et de nobles desseins, en un mot de conduire les affaires de la République de façon à justifier les paroles du président Lincoln dans son adresse de Gettysburg :

« Le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ne périra jamais sur la terre. »

FIN.

APPENDICE

I. — LISTE DES PRÉSIDENTS ET VICE-PRÉSIDENTS

N°s	PRÉSIDENTS	ÉTATS	VICE-PRÉSIDENTS	DURÉE DE LA PRÉSIDENCE
1	George Washington....	Virginie.........	John Adams.........	2 termes : 1789-1797.
2	John Adams...........	Massachusetts ...	Thomas Jefferson....	1 terme : 1797-1801.
3	Thomas Jefferson......	Virginie.........	Aaron Burr.......... George Clinton......	2 termes : 1801-1809.
4	James Madison........	Virginie.........	George Clinton.. ... Elbridge Gerry.... .	2 termes : 1809-1817.
5	James Monroe.........	Virginie.........	Daniel Tompkins....	2 termes : 1817-1825.
6	John Quincy Adams....	Massachusetts ...	John Calhoun.......	1 terme : 1825-1829.
7	Andrew Jackson.......	Tennessee.......	John Calhoun........ Martin Van Buren ...	2 termes : 1829-1837.
8	Martin Van Buren......	New-York.......	Richard Johnson... .	1 terme : 1837-1841.
9	William Harrison......	Ohio............	John Tyler..........	1 mois : 1841.
10	John Tyler............	Virginie.........	....	3 ans et 11 mois : 1841-1845.
11	James Polk............	Tennessee.......	George Dallas........	1 terme : 1845-1849.
12	Zachary Taylor........	Louisiane	Millard Fillmore.....	1 an et 4 mois : 1849-1850.
13	Millard Fillmore.......	New-York	....	2 ans et 8 mois : 1850-1853.
14	Franklin Pierce........	New-Hampshire..	William King........	1 terme : 1853-1857.
15	James Buchanan.......	Pennsylvanie	J. C. Breckinridge..	1 terme : 1857-1861.
16	Abraham Lincoln......	Illinois..........	Hannibal Hamlin..... Andrew Johnson.....	1 terme et 1 mois : 1861-1865.
17	Andrew Johnson.......	Tennessee.......	....	3 ans et 11 mois : 1865-1869.
18	Ulysses Grant..........	Illinois..........	Schuyler Colfax. .... Henry Wilson........	....

II. — LISTE DES ÉTATS ET TERRITOIRES

NUMÉROS	ÉTATS	DATE DE LEUR ADMISSION	NUMÉROS	ÉTATS	DATE DE LEUR ADMISSION
1	New-Hampshire..	Les 13 États originels.	20	Mississipi	1817
2	Massachusetts ...		21	Illinois	1818
3	Rhode-Island		22	Alabama	1819
4	Connecticut		23	Maine	1820
5	New-York		24	Missouri	1821
6	New-Jersey......		25	Arkansas........	1836
7	Pennsylvanie		26	Michigan	1837
8	Delaware.........		27	Floride	1845
9	Maryland.		28	Texas	1845
10	Virginie.........		29	Iowa............	1846
11	Caroline du Nord.		30	Wisconsin.......	1848
12	Caroline du Sud..		31	Californie	1850
13	Géorgie		32	Minnesota	1858
14	Vermont	1791	33	Oregon	1859
15	Kentucky	1792	34	Kansas..........	1861
16	Tennessee.......	1796	35	Virginie occident.	1863
17	Ohio	1802	36	Nevada..........	1864
18	Louisiane	1812	37	Nebraska....... ...	1867
19	Indiana	1816	38	....	

NUMÉROS	TERRITOIRES	DATE DE LEUR ORGANISATION	NUMÉROS	TERRITOIRES	DATE DE LEUR ORGANISATION
1	Nouveau-Mexique	1850	7	Idaho...........	1863
2	Utah	1850	8	Montana	1864
3	Washington	1853	9	Wyoming	1868
4	Dakota	1861	10	Distr. de Colombie	Non organisés encore.
5	Colorado	1861	11	Territoire indien.	
6	Arizona.........	1863	12	Alaska	

III. — SURFACE DES ÉTATS-UNIS

	Milles carrés.
Limites primitives des 13 États	820,680
Louisiane, achetée à la France en 1803	899,579
Floride, achetée à l'Espagne en 1819	66,900
Territoire assuré par le traité de l'Oregon en 1842 et 1846	308,052
Texas, annexé en 1846	318,000
Nouveau-Mexique et Californie, en 1847	522,955
« Acquisition Gadsden », faite au Mexique en 1853.	45,535
Alaska, achetée à la Russie en 1867	577,390
	3,559,091

IV. — NOTICE SUR LA CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS.

Dans le langage politique, on appelle Constitution la loi fondamentale d'un État. Tous les États modernes et particulièrement les États européens (la Russie exceptée) ont des constitutions qui déterminent la forme de leur gouvernement et qui règlent les droits des citoyens.

La Constitution des États-Unis date, comme on sait, de 1776 ; depuis cette époque, elle n'a subi aucune altération, et s'est accrue de l'article additionnel portant l'abolition de l'esclavage, conséquence naturelle de la terrible guerre de sécession et de la présidence de Lincoln.

L'organisation politique des États-Unis est une fédération d'États rattachés entre eux par un pouvoir central dont l'action se fait en général aussi peu sentir que possible. Ce que les Américains demandent à leur gouvernement, c'est la plus grande somme possible de libertés et le bon marché.

Aux États-Unis, la souveraineté se partage entre l'Union et les divers États qui la composent, en d'autres termes, chaque État se gouverne et s'administre séparément, en même temps que le gouvernement fédéral exerce les pouvoirs généraux concernant la guerre, la paix, la diplomatie, les finances, les impôts et le commerce tant intérieur qu'extérieur.

Tout gouvernement, quel qu'il soit, s'exerce au moyen de deux pouvoirs : le *pouvoir législatif*, qui fait les lois, et le *pouvoir exécutif*, qui les fait exécuter. Leur confu-

sion entraîne fatalement au despotisme ; aussi, dans les pays vraiment libres, sont-ils soigneusement séparés.

La Constitution fédérale des États-Unis, non seulement distingue nettement ces deux pouvoirs, mais elle en admet un troisième : le *pouvoir judiciaire*.

§ I

POUVOIR LÉGISLATIF.

Le *pouvoir législatif* est exercé par un Congrès composé d'un *Sénat* et d'une *Chambre des représentants*.

Le Congrès ne peut faire aucune loi restrictive de liberté des cultes, de liberté de la presse, de droit de réunion, du droit de pétition, du port d'armes, de la liberté domiciliaire et individuelle. Toutes ces libertés, qu'on pourrait appeler les *libertés nécessaires*, sont placées en dehors de toute discussion.

La Chambre des représentants est biennale, c'est-à-dire que les représentants sont élus tous les deux ans par le peuple des divers États; nul ne peut être élu représentant s'il n'est âgé de vingt-cinq ans et citoyen des États-Unis depuis sept ans.

Il y a un député pour 127,381 habitants.

La Chambre des représentants exerce seule le pouvoir de mise en accusation pour cause politique. Tous les bills établissant des impôts doivent prendre naissance dans la Chambre des représentants.

Chaque État nomme seulement deux sénateurs et tous les membres qui composent ce Sénat sont réélus par tiers tous les deux ans.

Nul ne peut être élu sénateur avant l'âge de trente ans et s'il n'est citoyen des États-Unis depuis neuf ans.

Le vice-président de la République est de droit président du Sénat.

Le Sénat a seul le droit de juger les accusations intentées par la Chambre des représentants.

Les sénateurs et les représentants reçoivent une indemnité.

§ II

POUVOIR EXÉCUTIF.

Le *pouvoir exécutif* appartient au président de la République. Il est nommé pour quatre ans ainsi que le vice-président.

L'élection du président et du vice-président est faite par un nombre restreint d'électeurs nommés par le peuple des États ; chaque liste est adressée au Congrès, qui compte les votes ; celui qui a obtenu le plus de suffrages est proclamé président. En cas de mort, de démission ou d'inhabileté, la présidence revient de droit au vice-président jusqu'à l'expiration du terme. Le président et le vice-président reçoivent une indemnité.

En entrant en fonctions, le président est tenu de prêter le serment suivant :

« Je jure solennellement que je remplirai fidèlement la place de président de la République des États-Unis et que j'emploierai tous mes soins à conserver, protéger et défendre la Constitution. »

Le président nomme aux emplois civils et militaires, il sanctionne et promulgue les lois (bills) votées par les deux Chambres.

Il est investi du VETO SUSPENSIF, c'est-à-dire du droit de s'opposer à une loi qui lui semble mauvaise ; il adresse à des époques déterminées un message au Congrès sur la situation intérieure et extérieure.

§ III

POUVOIR JUDICIAIRE.

Le *pouvoir judiciaire* est confié à une *Cour suprême* et aux autres cours inférieures. La Cour suprême, outre ses attributions purement judiciaires, est investie d'attributions politiques qui consistent à faire respecter la Constitution, à maintenir les lois du Congrès contre les lois particulières des États, à sanctionner les traités, à entretenir la bonne harmonie entre les divers États, à intervenir dans les procès entre les étrangers et les nationaux.

Le pouvoir judiciaire connaît en outre de tous les actes relatifs à la juridiction maritime.

Pour être électeur aux États-Unis, il faut être âgé de vingt et un ans, et résider dans le district depuis trois mois au moins.

Le suffrage universel n'existe pas : bien plus, les conditions de l'électorat varient selon les États. Pour ne citer que quelques exemples, il faut posséder une fortune de cinquante livres sterling (1250 francs) dans le New-Jersey ; 50 acres de terre dans les deux Carolines et le Maryland, tandis que, dans la Pennsylvanie et la Virginie, il suffit de payer un impôt quelconque, et dans le Maine de n'être pas inscrit sur la liste des indigents. Dans d'autres États enfin, tels que l'Indiana, le Kentucky, le Vermont, le Missouri et la Louisiane, la loi n'exige aucune condition de fortune.

FIN DE L'APPENDICE.



Gravé par E. Morieu, 23, r. de Bréa. Paris.

TABLE DES MATIÈRES

APPENDICE

24 907. — Typographie A. Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.

